Jean-François Bouchard

L'espion qui enterra Kennedy



John F. Kennedy contre Allen W. Dulles, directeur de la CIA, comploteur virtuose et maître des mensonges

Éditions Glyphe

Jean-François Bouchard

L'espion qui enterra Kennedy



John F. Kennedy contre Allen W. Dulles, directeur de la CIA, comploteur virtuose et maître des mensonges

Éditions Glyphe

Jean-François Bouchard

L'espion qui enterra Kennedy

John F. Kennedy contre Allen W. Dulles, directeur de la CIA, comploteur virtuose et maître des mensonges

Histoire et société

Éditions Glyphe

Du même auteur, chez le même éditeur
André Mornet, procureur de la mort. 2020.

Du même auteur
L'Empereur illicite de l'Europe, Max Milo Éditions, 2014.
Le Banquier du diable, Max Milo Éditions, 2015.
La Haine en ce vert paradis, Éditions Thaddée, 2016.
Un demi-siècle au bord du gouffre atomique, Max Milo Éditions, 2018.
L'Éternelle truanderie capitaliste, Max Milo Éditions, 2019.

« Il ne peut y avoir d’amitié là où se trouvent la cruauté, la déloyauté, l’injustice. Entre méchants, lorsqu’ils s’assemblent, c’est un complot et non une société. Ils ne s’aiment pas mais se craignent. Ils ne sont pas amis, mais complices. »

Étienne de la Boétie.

Prologue

Le tombeau de Kennedy

23 septembre 1964, Washington, district de Columbia, capitale fédérale américaine.

L'huissier frappe discrètement à la porte du bureau. À l'intérieur, une voix autoritaire répond « Entrez ! ». L'huissier pénètre dans la pièce. Devant la fenêtre, il aperçoit l'occupant du lieu : un personnage distingué, habillé avec élégance, qui tient à la main une pipe fumante dont il tire une bouffée à intervalles réguliers. De prime abord, le type a l'air plutôt sympathique, et même avenant. Sous la fine moustache blanche du fumeur de pipe, un vague sourire se dessine. Un mélange d'ironie et de condescendance, avec une pointe d'amusement face au trouble qu'il provoque chez ses contemporains.

L'occupant du bureau bouge à peine. Après avoir jeté un bref coup d'œil à l'huissier, il reprend sa contemplation de la perspective qui s'offre depuis la fenêtre. Pour lui, c'est presque un jeu, destiné à mettre mal à l'aise ses interlocuteurs : feindre l'indifférence, voire le mépris, en regardant ostensiblement ailleurs tout en tirant pensivement sur sa pipe. Ceux qui le côtoient sont familiers de ce simulacre.

Que fixe-t-il ainsi, par cette fenêtre, en ce début de soirée d'automne ? Rien de spécial. En tout cas, rien d'extraordinaire pour lui. Son regard glisse distraitement sur l'entrée d'honneur du bâtiment de la Cour suprême des États-Unis, éclairée par les rayons du soleil couchant. C'est la fin d'une belle journée de septembre, un banal crépuscule sur un lieu grandiose au style pompeux, orné de colonnes en marbre importé d'Italie : d'énormes blocs de pierre extraits des carrières de Montarrenti, près de Sienne. L'architecte qui avait conçu l'édifice de la Cour suprême, dans les années 1930, avait personnellement écrit à Mussolini pour s'assurer que le marbre de la meilleure qualité lui serait réservé. Le dictateur fasciste s'était fait un point d'honneur de donner satisfaction à la puissante Amérique. Amateur lui-même de style monumental ostentatoire, Mussolini avait sans doute été satisfait d'apporter sa contribution à ce chef-d'œuvre de prétention néoclassique.

L'huissier montre l'épais dossier de cuir qu'il tient à la main. Puis il pose l'imposant volume sur la table de travail et, sans attendre de remerciement, il s'éclipse en silence.

Le fumeur n'a même pas cillé.

Enfin, puisqu'il est à nouveau seul, comme à regret, le personnage à la pipe fait mouvement et va s'asseoir. Sans hâte, il ouvre le dossier de cuir. Il sait pertinemment ce qu'il va y trouver : un rapport de près de neuf cents pages, qui est son œuvre. Son œuvre personnelle ! Certes, ce rapport, il n'en est pas l'unique signataire : la liste des auteurs, sur la page de garde, comporte six noms en plus du sien. Au demeurant, l'emplacement prévu pour sa signature n'est même pas celle de président de ce groupe de sages. Non, cette position éminente a été réservée à un juge de la Cour suprême, le *Chief justice* Earl Warren.

Lui, l'homme à la pipe, n'est pas magistrat de la Cour suprême. Il est bien mieux que cela. Il s'appelle Allen Welsh

Dulles, et il fut l'homme le plus puissant des États-Unis, et peut-être même du monde : jusqu'en 1961, trois années auparavant, il était le directeur de la CIA, la Central Intelligence Agency, l'agence de renseignement américaine qui faisait et défaisait les gouvernements de la planète selon son bon vouloir.

Trois années se sont écoulées depuis qu'il a été limogé de son poste par John Fitzgerald Kennedy, le plus jeune Président de l'Histoire élu à la tête des États-Unis. Lui, Allen Welsh Dulles, qui manipulait le destin des pays et des hommes, remercié par ce paltoquet ! Démissionné ! Viré comme un domestique !

Demain, 24 septembre 1964, en compagnie des six autres membres de la Commission Warren, Allen Welsh Dulles signera le rapport d'enquête sur les circonstances de l'assassinat du Président Kennedy avant sa présentation au nouvel occupant de la Maison-Blanche, Lyndon B. Johnson. Dans ce document sont consignés les résultats des investigations que lui, l'ancien maître-espion, a dirigées pour rechercher la vérité sur la mort de celui qui l'avait congédié.

Enfin… quand on dit « rechercher la vérité »… pour Allen Dulles, il faut considérer avec prudence la véritable signification de cette formulation…

Certes, la Commission présidentielle sur l'assassinat du Président Kennedy, selon sa terminologie officielle, n'était pas sous ses ordres. Pourtant, de tous ses membres, Allen Dulles s'est montré le plus assidu, le plus travailleur, le plus acharné. Chaque ligne du rapport de la Commission Warren a été approuvée par lui. D'aucuns, à Washington comme dans le reste des États-Unis, ont d'ailleurs détourné la dénomination populaire de « Commission Warren » en « Commission Dulles » pour marquer à quel point l'action de l'ex-directeur de la CIA a été déterminante. Les conclusions de la Commission sur la tragédie qui a bouleversé

l’Amérique, eh bien, ce sont les siennes. Allen Dulles a personnellement préparé les auditions de tous les principaux témoins, il a directement négocié avec Edgar J. Hoover, le puissant patron du FBI, la remise « organisée » des informations détenues par les agents fédéraux, il s’est déplacé à maintes reprises sur le lieu de l’assassinat, à Dallas, pour convaincre les membres de la Commission qui doutaient de la seule culpabilité de Lee Harvey Oswald… En bref, cette Commission Warren, il en fut l’inlassable démiurge.

Commission Warren ? Non, Commission Dulles… Oui, elle aurait tellement mérité d’être ainsi rebaptisée…

Allen Dulles, son éternel sourire moustachu au visage, s’assied à sa table de travail et ouvre le dossier que l’huissier a apporté. Le rapport sur la mort du Président Kennedy est là. Il en parcourt les premières lignes, qu’il connaît presque par cœur.

Qui a tué Kennedy ? Qui est réellement l’auteur de cet assassinat historique ? Lee Harvey Oswald ? D’autres ? Et dans ce cas, quels autres ?

À vrai dire, jamais Allen Dulles n’a envisagé de répondre avec sincérité à cette question. Bien sûr, la vérité sur la mort de Kennedy, il la connaît. Il pourrait décrire dans le détail les circonstances de cet assassinat. Mais justement : quand on s’appelle Allen Welsh Dulles, quand on a été le tout-puissant chef de la CIA pendant tant d’années, quand on conserve des antennes dans tous les milieux interlopes d’Amérique, d’Europe et d’ailleurs, on ne dévoile pas ce genre de vérité. On la garde pour soi. Telle est la doctrine de la CIA : quand on appartient à l’Agence, on garde ses secrets. Question de tradition.

Revanche, revanche… Ce petit con de Kennedy l’avait trahi… Et finalement, c’est lui, Allen Welsh Dulles, qui a le dernier mot ! Par la seule magie de ce rapport trafiqué, il assassine Kennedy une deuxième fois, empêchant à jamais

que la lumière se fasse sur la tragédie qui a traumatisé l’Amérique. Kennedy et la vérité sur sa mort sont enterrés pour l’éternité dans un même tombeau.

Pourtant, Allen Dulles aurait pu éprouver une certaine empathie pour ce John Fitzgerald Kennedy : ils se ressemblent tellement. Sans doute Allen Welsh Dulles songe-t-il à son parcours, et à celui de ce jeune Président couché dans son cercueil. Lui-même et John Fitzgerald Kennedy étaient, au fond, des reflets fidèles d’une même image, des acteurs d’une même destinée : une histoire de famille et d’émigrants, une histoire de femmes et de sexe, une histoire d’hommes, une histoire de combats, d’assassinats, de guerres chaudes et froides, une histoire de violence et de mort… En bref, une histoire très américaine.

Voici cette histoire.

Première partie

Le charme de la jeunesse au gré des vents de guerre

1
D’une si noble lignée

« Je vous emmerde ! »

Si, par hasard, Allen Dulles avait un jour décidé d’écrire sa biographie de manière sincère, probablement l’aurait-il commencée par cette phrase. Il peut paraître cavalier d’aborder l’histoire de sa vie par cette apostrophe négligemment méprisante, mais puisqu’il s’agirait de dire la vérité, en homme décidé, Allen Dulles aurait commencé sans tarder. Donc, il l’aurait écrite, sans haine, sans passion, sans acrimonie, mais avec la bonne humeur pleine de charme et de cynisme qui était sa marque de fabrique : « Je vous emmerde ! ».

Jamais Allen Dulles ne s’est préoccupé de l’opinion des autres. Toujours, il a tracé son chemin selon ses propres règles. Si celles-ci convenaient à ses contemporains, tant mieux. Si elles leur portaient atteinte, dommage ; et avant tout dommage pour eux. Car jamais Allen Dulles n’en aurait changé, sauf si quelqu’un était capable de lui démontrer qu’il pouvait y trouver son intérêt.

À vrai dire, prétendre qu’il était totalement insensible aux influences extérieures n’est pas tout à fait exact : une force mystérieuse a toujours pesé sur lui, comme sur son frère aîné Foster, futur secrétaire d’État des États-Unis, et ses

trois sœurs, notamment Eleanor qui deviendra haut fonctionnaire dans l’administration des Affaires étrangères et professeur d’université : l’excellence de la prestigieuse famille Dulles ! L’héritage des grands anciens ! Héritiers d’une famille qui a fondé les États-Unis et donné à l’Amérique les meilleurs de ses rejetons, il était inenvisageable qu’ils n’occupassent pas le haut du pavé, le sommet de la pyramide, l’Olympe des meilleurs ; et bel et bien, ils l’occupaient sans coup férir. Les deux garçons, Foster et Allen, ainsi que leur sœur Eleanor deviendront des gloires américaines. Les deux plus jeunes sœurs, Margaret et Nataline, connaîtront des vies plus modestes : la première se mariera avec un ecclésiastique – atavisme familial oblige – et la seconde deviendra infirmière.

Une autre force a souvent constitué pour Allen Dulles un puissant moteur dans ses actions : celle qu’exerçait son père, le révérend Allen Macy Dulles, pasteur de son état et lui-même fils d’un ecclésiastique de l’Église presbytérienne qui avait été missionnaire en Inde.

Mais c’était pour prendre systématiquement le contre-pied des recommandations paternelles. Allen Dulles, le futur directeur de la CIA, a toujours superbement réussi dans cette entreprise.

En pasteur pieusement dévoué à l’enseignement du message de Dieu, son pauvre révérend de père était incapable de prononcer le moindre mensonge. Pour sa part, Allen Dulles a bâti sa vie, sa carrière et sa fortune sur sa capacité à tromper ses contemporains, à les manipuler et à les trahir.

En mari aimant, jamais son père n’a trompé sa mère. Allen Dulles, quant à lui, a baisé dans sa vie plus de femmes que son père n’aurait pu en bénir pendant toute une année de son saint-ministère.

Désintéressé des biens matériels de cette Terre, son père n’était point attaché à l’argent. Pour sa part, Allen Dulles

pensait que la richesse était la seule situation désirable qui existât, et il a toujours fait en sorte que son compte en banque suscite le plus profond respect autour de lui. Et cela, quels qu'en soient les moyens, y compris par de sérieux accrocs à ce que d'aucuns, pauvres naïfs trop influencés par les préceptes presbytériens, nomment la loi et la morale.

Une sorte d'antithèse de la figure paternelle, en quelque sorte.

Sigmund Freud aurait sans doute beaucoup eu à redire à cette intéressante déviation psychologique. Mais que l'on se rassure : assumer la chose n'a jamais posé de réels problèmes métaphysiques au futur directeur de la CIA. Bizarrement, son père ne lui en a jamais tenu rigueur ; ou en tout cas, il ne l'exprima pas. Pudeur paternelle face à un fils qu'il comprenait mal ? Gêne d'un humble pasteur devant le puissant personnage que son deuxième enfant devenait ? On ne le sait pas. Allen Dulles père ne s'est jamais confessé à propos d'Allen Dulles fils.

De toute façon, il est difficile d'interpréter les sentiments d'un père qui, peut-être, est déçu par ce que devient le plus doué de ses rejetons.

*

Dans les dossiers secrets qu'Allen Dulles conservait jalousement dans le secret de son bureau de directeur de la CIA figurait celui de la famille Kennedy. Comment aurait-il pu en être autrement ? Allen Dulles était un homme de pouvoir. Les hommes de pouvoir s'intéressent aux autres hommes de pouvoir, afin de jauger leurs forces, mais surtout pour déceler leurs failles et mesurer leurs faiblesses.

À bien des égards, les familles Dulles et Kennedy se ressemblent.

Les Dulles sont arrivés en Amérique à la fin du XVIIIe siècle, chassés d'Irlande par les incessants conflits qui déchiraient

l'île verte. Outre son sang irlandais, la famille Dulles possède aussi des racines écossaises.

De leur côté, les aïeuls de John Fitzgerald Kennedy, autrement dit les Kennedy et les Fitzgerald, viennent du même endroit de la vieille Europe : l'Irlande. Eux n'ont pas été chassés par les persécutions religieuses. Ils font partie des vagues presque innombrables d'émigrants irlandais qui, au cours de la décennie 1845-1854 ont quitté leur pays de misère pour déferler sur l'Amérique. Au total, environ un million et demi d'Irlandais, au cours de ces années noires, partirent de leur chère île, chassés par la famine, pour tenter leur chance dans le Nouveau Monde. Pour une fois, les Anglais, qui délibérément maintenaient leur colonie irlandaise dans un état de sous-développement chronique, ne sont pas seuls en cause dans ce drame ; un parasite, le mildiou, détruisit la moitié de la production de pommes de terre de 1845, puis la totalité des récoltes de 1846 et 1848, provoquant un véritable génocide par la famine. Au total, un million d'Irlandais, sur les huit millions que comptait l'île, perdirent la vie au cours de ces années, alors que l'armée anglaise, qui faisait régner l'ordre par une violence extrême, se repaissait sous leur nez des réserves de nourriture les plus importantes d'Europe.

*

Pas facile d'être un émigrant irlandais aux États-Unis en ce temps-là.

À Boston, où atterrissent au milieu du XIX[e] siècle le premier Kennedy et le premier Fitzgerald qui deviendront américains, le racisme anti-irlandais fait rage. Une chanson populaire illustre cet état d'esprit : « *No Irish need apply* » raconte l'histoire d'un Irlandais qui cherche du travail et trouve systématiquement, sur les portes des employeurs, des panneaux avertissant les Irlandais qu'ils feraient mieux de tourner les talons, car jamais ils ne seront embauchés.

Mais cela ne décourage pas les ancêtres de John Fitzgerald Kennedy. Le premier arrivé, Patrick Kennedy, ne parviendra jamais à se tailler une place au soleil, mais il engendrera un fils, Patrick-Joseph, surnommé P.J., qui saura vaincre les préventions de la haute société de Boston.

P.J. débute comme docker, puis s'installe comme tavernier et se lance dans le trafic d'alcool avec un certain succès. L'argent venant, la respectabilité l'accompagne : en Amérique, quand on est riche, on n'est plus ni blanc, ni noir, ni Irlandais, ni quoi que ce soit : on est riche, et c'est suffisant. P.J. se fait élire en 1884 à la Chambre des représentants du Massachussetts, puis au Sénat de l'État. Les relations « utiles » aidant, il devient aussi un magnat du charbon et de la finance. Certes, il est tenu en piètre estime par la prétendue élite WASP[1] de Boston, mais il est puissant et règne sur le microcosme irlandais. Souvent, il ressent avec aigreur que les héritiers des vieilles familles de Boston tordent le nez lorsqu'ils le croisent dans les hauts cénacles de la Nouvelle-Angleterre, mais sa richesse lui permet de les considérer en retour avec la condescendance qui convient. P.J. engendrera un fils auquel il donnera son second prénom : Joseph Kennedy, né en 1888, qui deviendra le père du futur John Fitzgerald Kennedy.

Quant à la branche Fitzgerald, son parcours est très similaire. Le premier arrivé sur le sol américain à la suite de la famine irlandaise, Thomas Fitzgerald, végétera dans des petits boulots d'agriculteur ou d'épicier. Mais, parmi ses neuf enfants, il engendrera une perle, John Francis Fitzgerald, qui comblera les vœux les plus ambitieux de ce père prolifique.

John Francis Fitzgerald, que ses amis surnommeront Fitz, est un politicien-né au charme désarmant. Pour devenir riche, il choisit la presse, rachetant un petit journal de Boston, *The Republic*, pour en faire un titre phare de la Nouvelle-Angleterre. Soutenu par ce journal aux ordres, Fitz

devient maire de Boston en 1906. Il est aussi élu sénateur de l'État du Massachussetts, puis représentant au Congrès à Washington. Un sacré pied de nez à la classe aristocratique des WASP bostoniens : un fils d'Irlandais leur a damé le pion. Parmi les six enfants de Fitz, Rose, son aînée née en 1890, sera élue reine de beauté des lycées de Boston en 1906 – la même année que l'élection de son père à la mairie – et elle deviendra la mère de John Fitzgerald Kennedy.

La voilà donc, la noble lignée du Président des États-Unis assassiné à Dallas, le 22 novembre 1963 : bien que n'appartenant pas à l'aristocratie WASP, les Fitzgerald et les Kennedy font partie des nouvelles familles régnantes du Massachussetts, tenant le haut du pavé de la richesse, des affaires, des journaux et de la politique. En bref, ils règnent sur la Nouvelle-Angleterre. Leurs plus beaux héritiers, Rose Fitzgerald et Joseph « Joe » Kennedy, se marieront en 1914 et donneront naissance à neuf enfants. John Fitzgerald Kennedy, futur Président, est le deuxième. Rapidement surnommé « Jack », prénom sous lequel il deviendra célèbre dans toute l'Amérique, il voit le jour le 29 mai 1917.

Pour parvenir au sommet, tant les Fitzgerald que les Kennedy ont dû lutter. La philosophie de Joe Senior, le père de John, a été forgée en conséquence. Chez Joe Kennedy, pas de place pour la faiblesse. Les enfants, et surtout les garçons, doivent être forts, sportifs, insensibles à la douleur. Que ce soit à l'école, à l'université ou à la maison, ils sont astreints à une activité incessante où le sport, et notamment le football américain, prend une place prépondérante.

Pour les vacances et les week-ends, Joe Kennedy achètera une vaste maison de quinze pièces à Hyannis Port, en face de l'île de Martha's Vineyard, à une centaine de miles de Boston. Les journées au bord de la mer ne se passeront pas à se prélasser sur la plage : tennis, football américain, course, voile, compétition de natation… Les séjours à

Hyannis Port seront le théâtre d'une lutte incessante entre frères ou avec les amis qu'ils ont invités.

John n'est pas le meilleur dans cette démonstration permanente de virilité agressive. Il n'y peut rien : son dos le fait continuellement souffrir. Mais il serre les dents. Pour imposer le respect chez les Kennedy, il est exclu de montrer sa souffrance. Faiblesse et compassion sont hors sujet. Pas de place pour l'indolence ! proclame Joe Kennedy, le petit-fils d'émigré. L'excellence est à ce prix !

*

Les Kennedy et les Dulles sont deux familles dans lesquelles certaines valeurs sont partagées ; et notamment une certaine image de l'Amérique virile et pionnière. On fait du sport et on idolâtre l'excellence chez les Kennedy ? On en fait autant chez les Dulles.

L'enfance d'Allen Dulles est celle d'un enfant né le 7 avril 1893 et qui habite à Watertown, une bourgeoise petite cité du nord de l'État de New York au bord du lac Ontario. À l'instar de John Kennedy, Allen est le numéro deux d'une tribu d'enfants : le soir, deux garçons et trois filles sont assis à la table de leur père, pasteur presbytérien de son état. Comme chez les Kennedy, on cultive le goût de l'effort et de l'abnégation : les enfants Dulles sont adeptes des activités physiques au bord du lac Ontario. Sur ordre de leur père, ils commencent leur journée par une douche à l'eau froide, avant d'aller courir les forêts et de traquer les poissons du lac. Une vie saine et sportive : certes, le père de famille lasse quelque peu sa progéniture, et notamment Allen, avec ses sermons presbytériens et les visites incessantes de quelque pasteur ou missionnaire en attente d'affectation. Mais les après-midi des enfants sont consacrés à des régates sur le lac ou à disputer des parties de tennis acharnées. Le jeune Allen est un bon joueur et le restera toute sa vie : le tennis participera beaucoup au maintien de

cette silhouette svelte et souple qui plaira tant aux femmes. Pourtant, Allen n'était guère prédisposé au sport : il est né avec un pied-bot. Mais une opération chirurgicale exécutée par les meilleurs praticiens, conjuguée à son acharnement pour être toujours à la hauteur, voire au-dessus des autres, fera du jeune Allen un excellent adepte du service-volée, de surcroît doté d'un revers surprenant de précision. Voilà un autre trait de caractère qu'il partage avec John Kennedy : le dépassement de ses faiblesses physiques par la force de sa volonté de fer.

Mais il n'y a pas que ces sains intermèdes sportifs : car des oncles et des aïeuls viennent aussi passer leurs séjours de vacances au bord du lac Ontario. Parmi les plus assidus, le grand-père maternel, John Watson Foster, exerce une grande influence : ce fameux diplomate, ex-ambassadeur des États-Unis au Mexique, en Russie et en Espagne, est le secrétaire d'État du Président Benjamin Harrison, autrement dit son ministre des Affaires étrangères. Longtemps, John Watson Foster a emmené dans ses voyages sa fille Edith, la mère d'Allen. Celle-ci, avant de se marier avec le révérend Dulles, a vu de ses yeux le vaste monde et, le soir, pour les endormir, elle raconte longuement à ses cinq enfants comment vivent les Européens ou les latinos d'Amérique centrale.

Un autre visiteur fait forte impression sur les enfants Dulles : il s'agit de Robert Lansing, l'oncle par alliance, qui a épousé Eleanor, une sœur d'Edith. Lansing est un brillant avocat qui s'est recyclé comme conseiller du gouvernement américain pour les négociations internationales. « Oncle Bert » possède une belle résidence sur l'une des îles du lac Ontario, et il y reçoit le gratin des milieux diplomatiques de Washington. Allen, tout comme ses quatre frères et sœurs, assiste aux premières loges à ce ballet de hauts responsables internationaux car l'oncle Bert adore les enfants et il se garde bien de les chasser de son salon,

même lorsque les discussions deviennent politiquement sérieuses. Le petit Allen en fera son profit : à l'âge de huit ans, il écrit un essai sur la guerre des Boers, qui ravage la colonie anglaise d'Afrique du Sud. Précoce, le gamin ! Déjà, le grand-père, le secrétaire d'État John Watson Foster, voit en son petit-fils Allen, ainsi que dans son frère aîné John Foster – dont les prénoms sont un hommage à sa personne – une relève particulièrement prometteuse.

Car, si le côté paternel Dulles de la famille est résolument tourné vers l'accomplissement des vocations spirituelles, le côté maternel Foster, quant à lui, ne saurait s'épanouir sans l'exercice du pouvoir temporel. L'État, le gouvernement, les affaires de la planète : le grand-père Foster, l'oncle Bert, les visiteurs, tous ne discutent que de cela, faisant et défaisant le destin des nations au fil des discussions de salon et des verres de cognac qui concluent les repas de fin d'été. Mieux encore, lorsque Grand-père Foster raconte son enfance dans l'Indiana, ses exploits de jeune pionnier dans l'Ouest américain, lors de la conquête des nouveaux territoires, ou encore son épopée de général dans l'armée de l'Union pendant la guerre de Sécession, Allen est triplement captivé. Quand l'aventure se mêle à l'épopée, quand le destin du monde côtoie le souffle des batailles, quel garçon ne serait désireux de suivre ces traces glorieuses ? C'est bien plus tentant que d'épouser les mornes projets de son père, simple pasteur, qui aimerait tant poursuivre avec son fils sa pieuse lignée d'ecclésiastiques.

Non, décidément non : Allen Welsh Dulles ne sera jamais pasteur. Dès l'âge de huit ans, il a trouvé sa vocation : porter bien haut les couleurs de la lignée maternelle des Foster en mettant toutes ses forces au service de la grandeur américaine. D'autant que le monde s'ouvre à lui : lorsqu'il est adolescent, sa mère Edith l'emmène, avec son frère aîné Foster, faire un grand tour des pays européens. Après les discussions avec les grands diplomates de

passage, il peut constater in situ l'influence qu'exerce l'Amérique sur le vieux continent. Du haut de son arrogance de jeune Américain en goguette, Allen en tire une conclusion logique : les États-Unis ont vocation à diriger le monde.

*

Grand-père Foster avait d'ailleurs montré la voie.

Ce dernier, en effet, avait été frappé d'une géniale intuition.

Lorsqu'il était entré en fonction en qualité de secrétaire d'État, la diplomatie était une activité de gentlemen où s'intéresser de trop près aux dossiers du voisin était considéré comme une faute de goût. Il ne pouvait être question de partir trop franchement à la recherche de renseignements, de détourner les dépêches diplomatiques ou de soudoyer des représentants étrangers.

Le secrétaire d'État John Watson Foster avait compris que ces mœurs étaient d'un autre temps et qu'une politique étrangère efficace ne pouvait exister sans renseignements sérieux et fiables. C'était d'autant plus vrai pour un pays voulant se créer une zone d'influence exclusive, comme les États-Unis le désiraient sur l'ensemble des trois sous-continents américains : Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud. Alors John Watson Foster avait créé le premier véritable réseau d'espionnage américain : l'ancêtre de la CIA qui serait édifiée, bien plus tard, par son petit-fils Allen Welsh Dulles.

Et puis, Grand-père Foster, lorsqu'il était secrétaire d'État, avait personnellement ourdi le tout premier complot américain destiné à renverser un gouvernement étranger. En l'occurrence, il s'agissait de se débarrasser de la reine Lili'uokalani qui régnait sur l'archipel d'Hawaï. Des Américains s'y étaient installés en véritables colonisateurs,

expropriant les indigènes avec la brutalité qui accompagne généralement les annexions sauvages. Ces rustauds n'avaient pas tardé à contester le régime monarchique traditionnel qui dirigeait paisiblement ces îles du Pacifique. En 1893, à l'instigation de Grand-père Foster, les colons yankees avaient renversé la reine et proclamé une république fantoche, immédiatement reconnue de manière très officielle par les États-Unis. Dans la foulée, la « République d'Hawaï » avait demandé à être rattachée aux États-Unis et, divine surprise, la chose avait été acceptée à peine quelques années plus tard, dès l'année 1898.

Cette première manipulation internationale, fomentée par le gouvernement américain, et diaboliquement orchestrée par Grand-père Foster, avait été une brillante réussite : en digne petit-fils, Allen n'allait pas manquer de renouveler l'exercice à maintes reprises.

*

Grand-père Foster avait-il eu des scrupules à dépouiller ainsi une malheureuse reine ? avait demandé un jour le petit Allen. Non, il ne peut exister de scrupules lorsqu'il s'agit de manœuvrer pour satisfaire une ambition nationale, lui avait-on répondu. L'exercice du pouvoir ne peut s'encombrer de bons sentiments.

Cet adage de la famille Dulles, la dynastie Kennedy le partageait pleinement. Il était donc inscrit quelque part sur le grand livre du destin que les deux lignées devaient se rencontrer un jour.

---

1 *White Anglo Saxon Protestant*, ou protestant anglo-saxon blanc, est le terme par lequel on désigne les descendants des immigrants protestants d'Europe du Nord et de l'Ouest, dont la pensée et le mode de vie ont structuré une grande partie de la vie la de la nation américaine, depuis les premières colonies

anglaises du XVII[e] siècle jusqu'à la deuxième moitié du XX[e] siècle. Leur influence reste très présente aujourd'hui dans les États de Nouvelle-Angleterre.

2
Très cher grand frère

Est-ce une blessure ? Une souffrance ? Une frustration ? Difficile à dire. Pour un fils, admettre qu'il passe au second plan des ambitions paternelles ne va pas forcément de soi. C'est encore plus difficile lorsque l'aîné, l'espoir de la lignée, se révèle à la hauteur des grandes espérances placées en lui et qu'en qualité de second, on doit assister en spectateur à l'ascension irrésistible de son grand frère.

Tel est le défi qui réunit John Kennedy et Allen Dulles.

Pour Allen qui, toute sa vie, a été confronté à l'ombre de son frère John Foster, la compétition entre les deux frères aînés de la famille Kennedy présente une curieuse résonance. Allen sait à quel point il est difficile d'avoir dans son cercle intime, en permanence à côté de lui, un frère que l'on érige en modèle, dont on admire l'application au travail, avec lequel on compare ses propres performances et dont on s'émerveille de la popularité universelle. Un frère qui, on le sait, ou on le subodore, triomphe intérieurement d'être le chouchou de ses parents…

Ah ! Qu'il serait doux d'effacer son sourire en coin d'un solide bourre-pif, pensent Allen ou John tandis que le chouchou se goberge à table en entendant les

commentaires sur le formidable exemple qu'il donne à son jeune frère…

*

Être le deuxième, toujours le deuxième… Pour John Kennedy, au fond, la situation lui pesait mais, fataliste, il pensait qu'à la longue, il parviendrait à s'en accommoder. Car au fond, la concurrence était assez inégale : Joe Junior, le fils aîné, né deux ans avant lui, avait tout fait avant lui et toujours mieux que lui.

Joe Junior était meilleur sportif que lui, plus grand, plus fort, immanquablement capitaine de toutes les équipes de football américain des écoles et des universités qu'il fréquentait : le genre de bonhomme capable de se casser un bras au ski à Saint-Moritz en 1939 et le lendemain, à peine plâtré, de recommencer à risquer sa peau sur les pistes noires en mettant tout le monde à cent mètres derrière, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde.

Joe Junior était meilleur collégien que lui. Il avait intégré avant lui Choate, la prestigieuse école privée de la côte est, et y avait laissé le souvenir d'un éternel premier de la classe, sympa, souriant, à la cote imbattable… en bref, le type qu'un frère moins brillant venant derrière n'aurait pas manqué de détester.

Joe Junior était meilleur étudiant que lui. Il avait été admis en premier à la prestigieuse *London School of Economics*, puis à Harvard. Il était devenu l'un des piliers du Conseil des étudiants de ce temple du savoir, dont il était sorti diplômé avec distinction, tandis que John n'avait pu que suivre médiocrement ses traces : études interrompues à la *London School of Economics* à cause d'une jaunisse, université de Princeton qu'il doit quitter après quelques semaines en raison d'autres ennuis de santé, puis enfin Harvard, au

forceps, où il doit supporter le récit des exploits du frère aîné qui, comme il se doit, n’a laissé que des souvenirs émus de son brillantissime passage.

Joe Junior était meilleur baiseur que lui. Il tombait toutes les filles sans même y penser et représentait aux yeux de ses camarades la figure archétypique du macho bronzé aux dents blanches, l’humour aux lèvres, qui séduisait ses conquêtes et les laissait choir avec la même désarmante désinvolture.

Joe Junior était meilleur soldat que lui, devenant pilote d’avion dans la marine dès mai 1942 et enchaînant les missions opérationnelles en territoire ennemi tandis que lui, John, était réformé pour raisons de santé et ne parvenait à s’enrôler qu’à la faveur d’une intervention personnelle de son père.

Joe Junior était meilleur politicien que lui, délégué du Massachussetts à la convention du Parti démocrate dès 1940, à l’âge de vingt-cinq ans, et évidemment dans le camp des vainqueurs puisqu’il faisait partie des soutiens de Franklin Delano Roosevelt qui concourait pour la troisième fois à la présidence.

En bref, pour Joe Senior, le patriarche de la famille Kennedy, Joe Junior était programmé pour devenir Président des États-Unis : il était le meilleur de sa génération, il avait derrière lui les familles Kennedy et Fitzgerald, et personne ne pouvait même envisager qu’un autre pût lui disputer la place, et surtout pas John qui n’avait certainement pas le profil d’un futur Président.

Joe Junior et John : toute leur enfance et leur adolescence n’avaient été qu’une lutte dans laquelle Joe Junior avait systématiquement le dessus et John le dessous. Il est vrai que John avait ses problèmes récurrents de dos : une malformation douloureuse de la colonne vertébrale qui l’empêchait de montrer sa vraie valeur, ou ce qu’il croyait être sa vraie valeur. Les après-midi sportifs de Hyannis Port

se concluaient immanquablement par des batailles entre les deux frères aînés, car Joe Junior, pourtant si protecteur avec les deux plus jeunes garçons, Bobby et Ted, n'admettait pas que John pût lui contester sa supériorité. Au demeurant, Joe Junior le proclamait bien fort : « Quand Papa n'est pas là, c'est moi le patron ! »

En 1937, à son entrée à Harvard, John avait presque admis la chose. À son tuteur, le professeur Wild qui – évidemment – avait été auparavant le tuteur de son frère tellement plus brillant, il avait avoué d'emblée : « Vous devez savoir que je ne suis pas aussi intelligent que mon frère Joe. »

Le croyait-il vraiment ? Pas sûr. La certitude, pourtant, était que Joe Junior était, et de loin, le préféré de son père Joe Senior.

Pourtant, au cours de la Seconde Guerre mondiale, John avait pu, brièvement briller aux yeux de leur père[1], mais d'une certaine manière, Joe Junior s'était arrangé pour reprendre, et de manière totalement définitive, la première place dans l'affection de son père. C'était arrivé au Royaume-Uni, le 12 août 1944, à 17 h 55, à la fin d'une belle journée sur la base aérienne de Fersfield, dans le comté de Norfolk, à l'ouest de l'Angleterre.

*

Le briefing de mission vient de se terminer. Un peu plus tôt, un avion de reconnaissance P-38 de la Royal Air Force a signalé que les conditions météorologiques au-dessus de la Manche sont acceptables, et que la visibilité sur le nord de la France est propice pour un bombardement. Le lieutenant de vaisseau Joseph « Joe Junior » Kennedy se dirige vers le bombardier B-24 qu'il doit piloter.

Le *Liberator B-24* est un énorme avion dont des escadres entières équipent l'armée de l'air et la marine américaines.

Certes un peu fragile, pas toujours fiable, parfois sujet à des incendies et peu aisé à évacuer lorsqu'il est touché, il est toutefois l'une des armes principales qu'utilisent les Alliés pour mettre à bas le Reich hitlérien qui doit durer mille ans. Le « *Flying coffin*[2] », comme le surnomment ses équipages, peut emmener sept tonnes de bombes, voler à 8 000 mètres d'altitude et franchir une distance de 6 000 kilomètres.

Le *Liberator B-24* de Joe Junior n'est pas préparé pour cela. Pour l'alléger, on l'a délesté de ses douze mitrailleuses défensives et de tous ses équipements intérieurs. Puis on y a installé un dispositif de pilotage radiocommandé et on a chargé le fuselage de dix tonnes d'explosifs. En réalité, l'avion dans lequel Joe Junior s'apprête à décoller est une bombe volante.

Quelle est la mission du fils aîné des Kennedy ? Prendre l'air à bord de ce piège, voler jusqu'à la limite du territoire anglais, puis sauter en parachute au-dessus de la terre britannique après avoir enclenché un dispositif de pilotage radiocommandé. Contrôlé depuis un *Lockheed Ventura* d'accompagnement, le *Liberator* de Joe Junior doit aller s'écraser en France, près du village de Landrethun-le-Nord, sur la forteresse de Mimoyecques : une base ultrasecrète de l'armée allemande. Là, sous une falaise de craie, les nazis sont en train d'installer une batterie de super-canons, des V3 à charges multiples, afin de bombarder tranquillement Londres depuis le territoire français en multipliant par dix la capacité destructrice des fusées V2 dont ils sont déjà dotés.

Le lieutenant de vaisseau Joe Junior Kennedy ne le sait pas, et les services de renseignement alliés non plus, mais ce jour-là, la base de Mimoyecques est déjà hors d'usage. Un mois plus tôt, le 6 juillet 1944, les Anglais ont fait le boulot : le 617e escadron de la Royal Air Force a bombardé le site avec des bombes d'un genre nouveau : les bombes *Tallboy* qui, lancées depuis une altitude de 8 000 mètres,

ont la particularité de pénétrer profondément dans le sol avant d'exploser. La forteresse allemande, malgré les 20 mètres d'épaisseur de la couche de roche sous laquelle elle est enterrée, n'a pas résisté. Mais ni les reconnaissances aériennes ni les espions sur le terrain n'ont été capables d'évaluer l'ampleur réelle des destructions ; aussi le haut état-major croit-il que la forteresse de Mimoyecques est toujours opérationnelle. Il y a maldonne : la mission de Joe Junior est totalement inutile.

Pourquoi Joe Junior s'est-il porté volontaire pour cette action qui confine au suicide ? Bravoure ? Sans doute. Mais il y a davantage. En réalité, Joe Junior ne supporte pas la gloire éphémère qui, aux États-Unis, auréole John à la suite du sauvetage en mer qu'il a réalisé après que son bateau a été éperonné par un destroyer japonais. Ce sauvetage, plusieurs articles de presse l'ont habilement popularisé : en ces temps difficiles, l'Amérique a besoin de héros et pour les journaux, généreusement arrosés de dollars par le père Kennedy, John fait bien leur affaire.

Mais pas pour Joe Junior Il en pleure de rage. Selon ses camarades de combat, son désarroi est réel. Lui, Joe Kennedy, le pilote de la Navy, l'inlassable et si populaire lieutenant de vaisseau, enchaîne sans trêve ni repos les missions au-dessus de l'Atlantique pour repérer des *U-Boots* allemands… Des sorties de dix, douze heures, physiquement épuisantes, nerveusement exténuantes, dans des avions dont beaucoup se crashent en mer ou sont abattus par des chasseurs de la Luftwaffe en maraude… et parce que John a réussi l'exploit de se faire couler par un navire japonais sans même tirer une cartouche, l'Amérique le célèbre ?

C'est injuste !

Fuck ! Qui est le meilleur ? Qui l'a toujours été ? Lui, et pas un autre ! John, le surpasser ? Impossible ! Cela ne sera pas.

Il lui faut une mission ! Une mission dangereuse, périlleuse, un exploit qui fera date ! La destruction de la forteresse de Mimoyecques rétablira la véritable hiérarchie entre les deux fils aînés de la famille Kennedy !

Voilà pourquoi en cette belle fin d'après-midi d'été du 12 août 1944, Joe Kennedy Junior se trouve aux commandes d'un *Liberator B-24* désarmé, mais bourré jusqu'à la gueule d'explosifs destinés à ratatiner une forteresse allemande enfouie sous une énorme montagne de calcaire. Le copilote de JoeJunior est Bud Willy, un type formidable, excellent pilote et technicien remarquable, spécialiste de la radio et capable de parer à toutes les éventualités pour mener à bien la mission.

Les personnels de la base de Fersfield, soldats, officiers, auxiliaires féminines, craignaient que l'appareil n'explose en prenant l'air : des avaries électriques ont en effet retardé la mission et chacun sait que l'électricité et les explosifs ne font pas bon ménage. Certes, sous la direction de Bud Willy, on a réparé, mais si d'autres problèmes surgissent ? De plus, qui sait quel effet les cahots de la piste d'envol peuvent avoir sur dix tonnes d'explosif supposés déchaîner l'enfer lors de la collision de l'avion avec le sol ?

Mais non, presque miraculeusement, l'explosion redoutée n'a pas eu lieu. Après avoir lourdement quitté la terre ferme, le *Liberator B-24* prend la direction de la France.

Autour de son bombardier, Joe Junior peut apercevoir une véritable escadrille : seize avions de chasse *Mustang* et deux chasseurs-bombardier *Mosquito*, dont un piloté par un bon camarade, Elliot Roosevelt, le propre fils du Président des États-Unis. Juste derrière son B-24 chargé d'explosifs prennent place les deux Lockheed *Ventura* destinés à être les avions de guidage qui radio-commanderont la bombe volante jusqu'à sa cible.

Une fois passée la sourde angoisse du décollage, Joe Junior et Bud Willy peuvent se détendre un peu. Le vol est

calme. Ils survolent le Norfolk, abordent le Suffolk. Des collines, des bocages, des villages, une vie pastorale calme et paisible qui se déroule sous leurs pieds…

Vingt minutes après le décollage, au-dessus du village de Blythburgh, Joe Junior signale à la radio que la situation est sous contrôle et qu'il opère les préparatifs pour mettre le *Liberator* sous radiocommande. Il retire la goupille de sécurité des explosifs, puis transmet le message codé « *Stay Flush*[3] ». Autrement dit, tout va bien, et la mission peut se poursuivre jusqu'à la forteresse de Mimoyecques. Dans un instant, Joe Junior et Bud Willy sauteront en parachute et avant cela, ils se donneront rendez-vous, une fois au sol, au pub le plus proche pour une bonne pinte de bière afin de se remettre de l'effrayante tension nerveuse.

Alors, deux énormes boules de feu embrasent le ciel.

Deux terrifiantes explosions se font entendre à cinquante miles à la ronde. Puis, une pluie de débris tombe dans les champs du Suffolk.

On ne retrouvera rien du lieutenant de vaisseau Joseph Patrick Kennedy, ni de son copilote Bud Willy. Ce jour du 12 août 1944, la mission du B-24 *Liberator* qu'il pilotait, non contente d'être superfétatoire, est un cuisant échec.

Pourtant, d'une certaine manière, le plus important n'est pas là. En dépit de la tragédie, Joe Junior a atteint son but : l'aîné disparu des Kennedy conservera à jamais la première place dans le cœur de son père en deuil. Les ambitions que celui-ci nourrit pour sa lignée ne sont pas éteintes pour autant. Reste John : sur lui reposent désormais tous les espoirs.

*

Allen Dulles n'aura pas la chance d'être ainsi débarrassé de son grand frère John Foster. Jusqu'à un âge fort avancé, il

devra supporter la condition de brillant deuxième qui abandonne à son aîné les lumières de la rampe.

Leur jeunesse, tout d'abord, s'écrit à cette aune : Foster est premier en tout. Premier de la classe dans toutes les écoles, les collèges et les universités qu'il fréquente, premier invité à la Maison-Blanche, à l'âge de cinq ans, pour la fête d'anniversaire d'un petit-fils du Président Harrison, premier à se rendre en séjour à Washington chez Grand-Père Foster, premier à assister aux dîners avec les ambassadeurs et les grands politiciens de la capitale fédérale américaine : au total, chez son grand-père, Foster dînera, alors qu'il est enfant ou adolescent, avec cinq Présidents, ex-Présidents ou futurs Présidents des États-Unis : William Howard Taft, Theodore Roosevelt, Grover Cleveland, William McKinley et Woodrow Wilson.

Évidemment, Foster est aussi le premier à entrer à l'université de Princeton, qu'il intègre à l'âge de seize ans, et il est aussi le premier à s'occuper de manière très officielle de relations internationales : en 1907, Grand-père Foster n'est plus secrétaire d'État, mais la Chine le rémunère pour représenter ses intérêts à Washington. Le gouvernement de Pékin lui demande de prendre part à la seconde conférence internationale de La Haye pour conseiller la délégation chinoise. Cette conférence a été organisée à l'initiative du tsar Nicolas II de Russie et du pape Léon XIII pour tenter de mettre en place une gouvernance mondiale entre les grandes puissances, dans le but de maintenir la paix. Vingt-sept États y participent, dont tous les futurs belligérants de la Première Guerre mondiale qui se déclenchera tout juste sept ans plus tard. Malgré la signature d'accords de principe, la conférence de La Haye ne sera donc pas un franc succès, mais elle donne à Foster, qui n'a pas encore vingt ans, l'occasion de rencontrer les grands de ce monde : Grand-père Foster l'emmène comme secrétaire. À La Haye, le jeune Américain

discute avec les représentants de chacune des délégations et observe comment Grand-père Foster navigue entre les uns et les autres, serre les mains, formule des promesses, des engagements et des menaces. En bref, il apprend comment mener le monde à la baguette. Il retiendra cette bonne leçon toute sa vie.

En 1908, Foster obtient son diplôme de Princeton où il a suivi les cours d'un professeur qui le tient en grande estime : Woodrow Wilson, qui deviendra Président des États-Unis en 1912. Pour une fois, Foster n'est pas premier : il n'est qu'en seconde place sur l'ensemble de la promotion, ce qui est tout de même une performance exceptionnelle. Sa thèse de philosophie, intitulée *La théorie du jugement,* est d'une qualité telle que Foster est envoyé pendant une année à Paris, à la Sorbonne, pour étudier avec le grand philosophe Henri Bergson. Puis il rentre aux États-Unis et s'installe à Washington, chez Grand-père Foster dont il devient l'assistant tout en poursuivant des études de droit à l'université George Washington : il obtiendra en deux ans son diplôme, pourtant prévu pour être décroché après trois années d'études, et passera dans la foulée à Buffalo son examen au barreau d'avocat. Il terminera premier de sa promotion ; évidemment !

Premier, premier, premier… On en serait presque lassé. Car, au fond, il faut aussi le reconnaître : Foster est aussi un sacré emmerdeur. Prude, coincé, rigide, peu à l'aise en société, toujours empreint d'un respect obséquieux… On évoque à propos du genre de personnage auquel appartient John Foster Dulles le balai qu'on leur a planté quelque part, et l'on n'a pas forcément tort. La rigueur morale de Foster, inspirée par son pasteur de père, est difficile à supporter pour Allen, son frère puîné. Elle l'est tout autant pour ses trois sœurs, et notamment Eleanor. Celle-ci, toute sa vie durant, fera en sorte d'échapper aux carcans familiaux dont Foster se fait le défenseur : cheveux courts, bisexuelle, la

cigarette à la bouche, le juron aux lèvres, Eleanor promènera son évidente supériorité intellectuelle et son aplomb de femme libérée depuis les plus hauts milieux diplomatiques jusqu'aux cercles les plus fermés du pouvoir économique. Elle deviendra après la Seconde Guerre mondiale l'un des piliers des accords de Bretton Woods qui fonderont le Fonds Monétaire International et les autres grandes institutions financières de la planète. Elle voyagera dans le monde entier et publiera de nombreux livres qui feront autorité. En somme, une très brillante rebelle, mais une rebelle quand même.

Allen fera de même.

Au fond, parce qu'il est l'aîné, il est logique que Foster ouvre la voie aux plus jeunes. Aussi Allen ne se formalise-t-il pas de suivre les traces de son frère aîné qui l'amènent, avec deux ans d'intervalle, à fréquenter les mêmes écoles, à être invité à Washington aux mêmes dîners diplomatiques chez Grand-père Foster ou à entrer à la même université de Princeton. Mais comme sa sœur Eleanor, Allen a bien l'intention de suivre sa propre voie. C'est aussi une affaire de tempérament : autant ce cul-béni de Foster diffuse autour de lui une atmosphère de sérieux, à la fois austère et réfrigérante, autant Allen est le type avec qui l'on apprécie de partager une bière et une bonne plaisanterie.

Pour Allen, entrer à Princeton n'allait certainement pas signifier une vie monacale dédiée à l'étude, façon Foster. À la grande désolation de son pasteur de père et de son iceberg de frère, le cadet des Dulles sera de toutes les surprises-parties, de tous les chahuts d'étudiants, de tous les clubs, sportifs ou pas, et de toutes les sorties récréatives. En bref : il est là pour s'amuser. Comme le garçon est intelligent, et même très intelligent, il s'arrange tout de même pour passer avec succès ses examens, travaillant à l'arrache la nuit précédant les épreuves. Sa relative tranquillité vis-à-vis du paternel est à ce prix. Allen

réussit son diplôme de Princeton « avec distinction », comme son frère, mais il n’obtient pas la même récompense d’une année d’étude à Paris. On lui accorde simplement un prix en espèces de cinq cents dollars. Pas si mal, pourtant… Allen veut voyager. Il utilisera cette somme pour se payer un billet de paquebot vers les Indes où il enseignera l’anglais pendant quelques mois dans une institution recommandée par son université. Un poste obtenu grâce aux bonnes relations que ce charmeur entretient avec les secrétaires féminines de l’administration de Princeton.

Car les filles… ah, les filles ! Les pucelles de la côte Est, quand on est étudiant à Princeton comme Allen, bien fait de sa personne, sportif, enjôleur, et avec un peu d’argent dans les poches… c’est comme si l’on ouvrait au coq les portes du poulailler ! Allen collectionne les conquêtes. La libération sexuelle est encore loin et la Nouvelle-Angleterre est une terre de prude conservatisme où le mot « frivolité » est absent du vocabulaire commun, mais Allen a pour lui l’enthousiasme de la jeunesse et les débordements de sa production de testostérone.

De là viendra sa grande revanche sur Foster. Parmi ses multiples conquêtes, Allen séduit un jour une fragile jeune fille, Janet Pomeroy Avery. Janet est jolie, simple, et très réservée. Autant dire, pour le séducteur Allen, un bonnet de nuit ! Après avoir couché avec elle à l’issue de moult tentatives, et passé un week-end ou deux à Georgetown à essayer, en vain, de chahuter en sa compagnie avec ses copains au bord du lac Ontario, Allen la balance et passe à une autre.

Mais Foster est là.

L’attitude de Janet lui a plu : réservée, conventionnelle, aussi éloignée qu’on peut l’être de toute idée de fantaisie, Janet présente toutes les garanties pour conserver sa vie durant cette respectabilité compassée qui convient si bien au janséniste aîné des Dulles.

À l’occasion d’une chaste promenade en canoë, il fait sa demande en mariage. Jamais ils n’ont couché ensemble, ni même se sont embrassés.

Elle accepte.

Quel sentiment a pu éprouver Allen ? Savoir que son grand frère modèle cohabite au lit avec un morceau de bidoche frigide, et que le grand frère en question sait pertinemment que lui, le joyeux Allen, n’ignore rien de quelle chair triste il doit se contenter… Un plaisir de fin gourmet !

---

1 Voir chapitre cinquième « Une guerre amusante et récréative » : à la faveur d’un moment de bravoure au cours d’un sauvetage en mer, John Fitzgerald Kennedy s’était retrouvé couvert d’une gloire assez imméritée. Juste avant ce très courageux sauvetage, il avait proprement bousillé une mission et avait perdu la vedette lance-torpilles qu’il commandait en se faisant éperonner par un destroyer japonais, alors qu’une partie de son équipage dormait et qu’il avait éteint les moteurs.

2 « Cercueil volant ».

3 « Restez au ras ».

3

Riche !

Deux sympathiques seconds : voilà qui sont John Kennedy, la future victime, et Allen Dulles, le futur fossoyeur.

Mais il n'est pas encore temps de les réunir.

Pour l'instant, en ce début de XXe siècle, tandis que les rumeurs guerrières commencent à envahir l'Europe, ils démarrent à peine dans l'existence. Or, pour faire sa place dans la vie américaine, il existe une condition indispensable, et même incontournable : être riche.

Jusque-là, et encore pour de nombreuses années, jamais un pauvre n'a atteint le sommet dans l'Histoire des États-Unis. Or, c'est là, et nulle part ailleurs, que le destin a programmé la rencontre de John Fitzgerald Kennedy et Allen Welsh Dulles.

*

Pour John Kennedy, l'affaire est simple : ses parents se sont chargés de devenir riches à sa place. Lorsqu'il naît en 1917, il est déjà l'héritier d'une belle fortune : celle des dynasties Kennedy et Fitzgerald. Son grand-père paternel, P.J. Kennedy, après avoir débuté comme simple tavernier à

Boston, a fait fortune dans le trafic d'alcool, l'exploitation du charbon et la finance. Son grand-père maternel, John Francis « Fitz » Fitzgerald, a été maire de Boston et s'est enrichi dans la presse. Et surtout son père, Joseph Patrick Kennedy, dit « Joe Senior », est un redoutable requin en affaires. Joe Kennedy Senior multipliera la fortune familiale par cent, au prix de maintes acrobaties financières souvent à la limite de la légalité, voire carrément hors la loi.

Du côté ensoleillé se trouvent les affaires licites et déclarées : chantiers navals, banque ou cinéma. Joe Senior est le fondateur de *Maine – New Hampshire Theaters*, une chaîne de salles de cinéma qui deviendra ensuite la *Film Booking Offices of America*, un producteur important de films muets, puis fusionnera avec d'autres pour devenir la célèbre *RKO*, *Radio-Keith-Orpheum Pictures*. La *RKO* produira les films de John Ford, Alfred Hitchcock ou Orson Welles. L'implication de Joe Senior dans le cinéma lui permet aussi de satisfaire ses appétits sexuels pour les jeunes actrices, ou pour les moins jeunes, à l'image de Gloria Swanson qui restera sa maîtresse pendant plusieurs années. La belle Gloria adoptera d'ailleurs un garçon qu'elle nommera… Joseph Patrick. Le goût prononcé de Joe Senior pour les jolies comédiennes lui coûtera aussi l'accès à la chambre conjugale : en 1932, après avoir donné naissance à leur neuvième enfant[1], son épouse légitime Rose Kennedy mettra une fin définitive à toute activité sexuelle avec son mari. Celui-ci, Rose le savait pertinemment, se débrouillait fort bien sans elle à l'extérieur de la maison familiale. Mais tout de même : neuf enfants avant de renoncer ! L'abnégation de Rose force l'admiration.

Autant pour le côté à peu près légal des affaires de Joe Kennedy Senior

Du côté ombre, il y a le reste.

La bourse, tout d'abord : Joe Kennedy Senior est un redoutable spéculateur, spécialiste de la manipulation des

cours à la corbeille de Wall Street. S'il est exagéré de prétendre, comme certains ne s'en priveront pas, qu'il est à l'origine de la crise économique de 1929, il est clair que le type de manipulations auxquelles, comme d'autres, il se livre, explique largement le krach boursier historique qui anéantira l'économie mondiale pendant deux décennies. Pour le prix de ses connaissances en magouilles boursières, le Président Franklin D. Roosevelt fera élire Joe Kennedy Senior à la tête de la SEC, la *Securities and Exchanges Commission*, qu'il créera en 1934 pour lutter… contre les délits boursiers.

Nommer le loup à la tête de la bergerie : pourquoi pas, si le loup est repenti ? L'idée ne manque pas d'intérêt. D'ailleurs, Roosevelt s'en justifiera ainsi : « *Take one to catch one !* » Autrement dit, il faut un escroc pour attraper d'autres escrocs : telle était l'idée de Roosevelt, qui ajoutait que de toute façon, Joe Kennedy Senior s'était engagé à respecter désormais les règles. Reste à savoir si Joe Kennedy Senior était aussi repenti qu'il le prétendait…

Quoi qu'il en soit, les manipulations boursières de Joe Kennedy Senior ne sont pas totalement illégales à l'époque. Elles sont juste un moyen de faire des affaires.

En revanche, après le vote en 1919 du 18e amendement de la Constitution des États-Unis, la consommation et la vente d'alcool deviennent strictement interdites par la loi : la prohibition est déclarée sur tout le territoire américain. Des rumeurs commencent alors à se propager. On rapporte avec insistance que Joe Kennedy Senior s'est acoquiné avec la mafia pour se lancer avec bonheur dans le trafic d'alcool… Rien n'a jamais été formellement démontré. Les revenus d'une activité de bootlegger auraient certes conforté la fortune familiale, mais celle-ci n'en avait guère besoin. Joe Senior était soucieux de demeurer à peu près en équilibre sur le fil qui sépare la légalité de l'illégalité, car il ambitionnait un destin politique pour lui-même et pour ses

enfants. De quel côté de la ligne s’est-il le plus aventuré ? Le fait établi avec certitude est qu’après l’année 1933, il devient un gros importateur d’alcool aux États-Unis ; mais à l’époque, la prohibition est abolie. Il reste qu’en se lançant dans cette activité en 1933, probablement a-t-il ajouté à son carnet d’adresses quelques noms de mafieux qui, un jour, pourraient servir, à lui-même ou à la famille. Mais peut-être ces noms s’y trouvaient-ils déjà depuis 1919 ?

Quoi qu’il en soit, avec un père de ce calibre, John Kennedy, futur Président des États-Unis, était dès sa naissance à l’abri du besoin.

*

Tel n’est pas le cas d’Allen Dulles.

Fils d’un simple pasteur presbytérien, il ne peut guère compter sur l’épaisseur de la fortune familiale pour s’assurer un train de vie à la hauteur de ses espérances. Pourtant, lorsqu’on affiche un tempérament de play-boy qui collectionne les conquêtes et rêve d’un destin international, il faut avoir du répondant. Bien sûr, avec Grand-père Foster pour veiller sur lui, comme sur ses frères et sœurs, Allen n’est pas dans la misère, mais au sortir de ses études à Princeton, il sait qu’il doit se dégoter quelque part une position rémunératrice.

L’argent n’est pas sa seule motivation, à la différence de son frère Foster qui a clairement affiché son ambition de devenir riche rapidement en entrant dès 1911 chez Sullivan & Cromwell. Ce cabinet d’avocats d’affaires fondé en 1879 est devenu, dès la fin du XIXe siècle, le plus important de Wall Street et du monde. Depuis les étages qu’il occupe en haut du gratte-ciel de la Bank of New York, au numéro 48 de Wall Street, Sullivan & Cromwell est le point de passage obligé des grandes manœuvres financières de l’univers capitaliste : tous les conglomérats industriels de la jeune

Amérique, toutes les grandes compagnies financières, toutes les banques ayant pignon sur rue ont fait, font ou feront appel à ses services : depuis la banque du multimilliardaire John Pierpont Morgan jusqu'à *U.S. Steel*, depuis le groupe *Edison General Electric* jusqu'à la banque *Wells Fargo*, depuis les *U.S. Railway* jusqu'aux *Standard Oil*, sans parler du canal de Panama ou de *United Fruit* qui exploite des centaines de milliers d'hectares de plantations en Amérique latine, tous sont de fidèles clients de Sullivan & Cromwell. Les opérations bouclées par le cabinet se chiffrent en milliards de dollars. Autant dire que devenir associé chez Sullivan & Cromwell apporte la garantie de devenir suffisamment riche pour assurer l'avenir de ses arrière-arrière-petits-enfants jusqu'à la neuvième génération.

Pour Allen, fraîchement diplômé de Princeton au printemps 1914, il est tentant de suivre encore une fois les traces de Foster vers la grande richesse et d'entrer chez Sullivan & Cromwell. Mais si l'argent est important pour lui, Allen recherche aussi autre chose : l'aventure. Alors, dans l'immédiat, pas question de rejoindre son ascétique grand frère à Wall Street.

La guerre n'a pas encore éclaté ; Allen part donc pour les Indes en passant par Paris, qu'il connaît déjà bien pour y être allé avec sa mère. Un matin, fin juin, en prenant son café avec un croissant à la terrasse d'un bar de Montmartre, il lit dans le journal que l'héritier de la couronne d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand, a été assassiné à Sarajevo. Il ne mesure pas à ce moment les conséquences de ce dramatique fait divers. Dans les jours qui viennent, il s'embarque au Havre sur un paquebot pour les Indes. Un voyage passionnant : l'Égypte, Suez, la mer Rouge, l'Arabie, Oman, l'océan Indien, puis les trains des Indes jusqu'au cœur de l'Uttar Pradesh, à Allahabad, où l'attend son poste de professeur d'anglais à l'Ewing Christian College…

Pendant ce temps, la guerre a éclaté en Europe. Loin des combats, le jeune professeur Dulles mène la vie de dandy qu'il apprécie tant : le tennis, les garden-parties et, évidemment, les femmes. Les jolies épouses ou les grandes filles des colons britanniques représentent un cheptel prometteur pour Allen, qui garnit avantageusement son tableau de chasse. Au quotidien, pour se couler dans les mœurs locales, il adopte le style du gentleman anglais. En Inde, on trouve des domestiques pour quelques cents la journée : idéal pour un jeune Américain assez désargenté. Allen se fait suivre en permanence par un majordome qui porte son cartable, sa valise, lui ouvre les portes et le précède dans les estaminets ou les monuments qu'il visite. Être ainsi servi par une domesticité aux ordres lui plaît bien : il gardera cette habitude toute sa vie.

Son goût pour les relations internationales n'a pas disparu. Allen Dulles observe le fonctionnement de la société coloniale et son économie asymétrique : dans ce système très rémunérateur pour la puissance colonisatrice, celle-ci exploite à bas coût les ressources naturelles locales, les envoie en métropole pour alimenter l'industrie nationale, puis réexporte les produits finis vers les colonies où ils sont revendus aux populations colonisées. Un tel système peut durer indéfiniment et enrichir les colonisateurs tant que les colonisés ne protestent pas. Allen Dulles s'intéresse donc aux mouvements de rébellion qui commencent à agiter les Indes. Il rencontre des leaders indépendantistes, comme Motilal Nehru, le père de Jawaharlal Nehru, le futur libérateur de l'Inde. Il assiste même à des meetings protestataires, au risque d'indisposer les autorités coloniales britanniques. Intéressant : il en tirera des leçons lorsqu'il s'agira de s'occuper des affaires de l'empire américain.

L'année de professorat indien se termine. Il faut rentrer en Amérique. Impossible de passer par l'Europe : le continent est en feu et la route des paquebots, en

Méditerranée et dans l'océan Atlantique, est périlleuse à cause des *U-Boots* allemands. Allen décide de passer par l'Asie. Pas de problème : à l'époque, « Oncle Bert », Albert Lansing, est sous-secrétaire d'État des États-Unis, et il est sur le point de devenir le secrétaire d'État en titre du Président Woodrow Wilson. Le trajet d'Allen est organisé par les services diplomatiques américains depuis l'Inde jusqu'à Tokyo, en train, en ferry, en passant par Singapour, Canton, Pékin et Shanghai. À chaque gare ou dans chaque port, un envoyé de l'ambassade américaine vient prendre en charge le jeune neveu du grand patron Albert Lansing. Il est luxueusement logé dans les ambassades ou les consulats et est invité aux réceptions des ambassadeurs. Certes, à la différence de Foster, son porte-monnaie est vide, mais il mène néanmoins l'existence d'un nabab, profitant des confortables locaux diplomatiques, des services empressés des ambassades et des jolies convives qui assistent aux cocktails et autres dîners mondains.

Allen prend goût à cette vie. Comment l'en blâmer ? Vivre sous les ors de la République américaine aux frais de la princesse ne manque pas d'un certain charme.

*

Une tragédie va changer son destin, tout comme celui de millions de jeunes Américains. 7 mai 1915, océan Atlantique, au large du Fastnet, non loin des côtes d'Irlande.

Le capitaine William Turner est sur la passerelle du navire qu'il commande : le Lusitania, un magnifique paquebot dont les quatre cheminées se dressent fièrement vers le ciel. Lors de son lancement en 1906, neuf années auparavant, le Lusitania était le plus rapide et le plus grand navire du monde avec ses 240 mètres de long. Il a été dépassé depuis par d'autres bâtiments, comme le Titanic, lancé en 1911 et coulé en 1912, à qui il rendait une petite trentaine de mètres ; mais le Lusitania reste l'un des plus sûrs paquebots

transatlantiques en service par ces temps de guerre mondiale.

L'opérateur radio, la veille, a apporté au capitaine Turner un message signalant la présence d'un *U-Boot* allemand dans la zone. « Bowler Bill » Turner a fait apprêter les canots de sauvetage et fermer les compartiments étanches du paquebot : on ne sait jamais ! Mais à ce moment, il est tranquillisé. Parti de New York six jours auparavant, le Lusitania approche de son escale, le port irlandais de Queenstown, qui n'est plus qu'à une quarantaine de milles ; tout au plus l'affaire de trois heures de route à l'allure réduite sous laquelle il croise.

14 heures.

Le Lusitania est à quelques milles de la côte. On pourrait presque l'apercevoir, s'il n'y avait ce léger voile de brume. À cinq cents mètres du paquebot géant, le capitaine Walther Schwieger, commandant du U-Boot U-20, observe la situation. En deux jours, il a déjà coulé trois cargos ennemis. Beau tableau de chasse ! Le chiendent est qu'il ne lui reste plus que des torpilles de bronze, de deuxième catégorie, peu puissantes, car il a utilisé ses meilleures armes contre les cargos. Walther Schwieger considère l'immense paquebot à travers son périscope. Un navire civil, théoriquement désarmé. Mais un navire ennemi quand même. De plus, ce paquebot ne bat aucun pavillon. Que doit-il faire ?

14 heures et dix minutes.

Le capitaine Schwieger donne l'ordre de préparer le tir. Une seule torpille. Une torpille de bronze. Même si elle n'a guère de chance de couler l'immense paquebot, au moins elle le mettra hors service pour un bon moment.

La cible est en position.

« *Feuer* ! » crie Schwieger dans le téléphone de bord à destination du compartiment des torpilles.

14 heures et douze minutes.

La torpille a été admirablement ajustée. Elle frappe la proue du Lusitania. L'explosion attendue se produit. Touché ! Puis le capitaine Schwieger éprouve une vive surprise. Une seconde explosion, bien plus forte, se produit au niveau de la coque du Lusitania !

En deux minutes, le navire se couche.

14 heures et vingt minutes.

Le Lusitania est en train de couler par la proue. Le capitaine Schwieger est de plus en plus surpris : un vaisseau de cette taille, de surcroît équipé de compartiments étanches, ne peut couler à cette vitesse ! Un naufrage « normal » durerait plusieurs heures. De plus, même endommagé, ce genre de paquebot moderne devrait pouvoir rallier la côte qui est si proche ! Certainement transportait-il des munitions. C'est bien dans les manières de ces Américains et de ces Anglais de charger de matériel de guerre des navires soi-disant civils ! Schwieger a la conscience tranquille : il a bien fait de couler ce bâtiment.

14 heures et vingt-cinq minutes.

Le Lusitania disparaît sous les flots de l'Atlantique. Le naufrage n'a duré que dix-huit minutes.

Sur les deux mille passagers et membres d'équipage, moins de huit cents survivront.

*

Le torpillage du Lusitania marque une rupture dans l'isolationnisme américain lors de la Première Guerre mondiale. L'opinion publique commence à admettre qu'une entrée en guerre aux côtés des Alliés anglais et français deviendra un jour inéluctable. Pacifiste et isolationniste, le secrétaire d'État William Jennings Bryan démissionne en juin 1915 et laisse la place à son adjoint, « Oncle Bert » Robert

Lansing qui, lui, est résolument en faveur d'une intervention américaine dans le conflit mondial.

Le nouveau secrétaire d'État crée au sein de son ministère le *Bureau of Secret Intelligence*, première agence officielle d'espionnage des États-Unis. Pour donner une réelle efficacité à ce département, il prend les conseils de nations dont les espions ont su, bien avant les Américains, s'illustrer dans le renseignement et les opérations secrètes : les Anglais, les Français… Comme Allen est de retour d'Asie, Oncle Bert le prend sous son aile. Dans sa maison du lac Ontario, il organise des rencontres entre son jeune neveu et ces espions chevronnés. Allen est séduit : c'est exactement ce qu'il recherche. Sacré Oncle Bert ! Le bougre savait pertinemment de quel genre d'adrénaline le meilleur de ses neveux avait besoin…

En 1916, Allen Dulles est reçu au concours d'accès à l'administration des Affaires étrangères. Oncle Bert lui offre le poste qu'il convoite : en plein centre de l'Europe en guerre, à Vienne, capitale de l'Empire austro-hongrois. Certes, Allen est au plus bas de l'échelle : secrétaire d'ambassade de cinquième classe. Mais il est au cœur de l'action. D'ailleurs, dans ses recommandations d'adieu, Oncle Bert lui demande de lui adresser personnellement un rapport hebdomadaire sur les informations qu'il parvient à recueillir. Ouvrir ses yeux et ses oreilles, sympathiser avec les uns et les autres, les faire parler, recueillir les confessions de leurs épouses ou de leurs maîtresses après un bon moment au lit : le programme des réjouissances est prometteur. Allen est très satisfait.

Vienne, par tradition, a toujours été un centre d'intrigues et de conspirations. Allen tisse ses réseaux, visite les contrées reculées de l'Empire austro-hongrois, noue des relations avec des officiers, joue au tennis avec des notables… Et il charme leurs femmes de ses récits sur l'Inde et l'Extrême-Orient. Il envoie au département d'État des

rapports sur le sort de certains villages juifs, soumis à de terribles pogroms, et sur l'état d'esprit des Autrichiens ou des autres peuples qui constituent l'Empire. Il entame même des négociations très discrètes avec les Habsbourg sur le sort de l'Empire, après-guerre.

Mais il n'a guère le temps d'approfondir : au printemps 1917, l'entrée en guerre des États-Unis est annoncée comme imminente au personnel de l'ambassade. Tout le monde doit évacuer l'Autriche en urgence.

Allen est expédié à Berne, la capitale fédérale suisse. Vienne était un nid d'espions ? Berne en est un véritable élevage. Coquettement installé dans un petit appartement de l'hôtel Bellevue Palace, Allen en salive d'avance !

*

La guerre réserve parfois d'étranges surprises.

Dimanche 8 avril 1917.

Depuis deux jours, les États-Unis sont entrés en guerre aux côtés de la Triple Entente : France, Grande Bretagne et Russie. Le Congrès américain, longtemps réticent à engager les armées américaines dans le conflit, a fini par voter la guerre face à l'accumulation des menaces germaniques : l'Allemagne a annoncé la guerre sous-marine à outrance, étendant ses opérations à l'ensemble des navires neutres qui font du commerce avec l'Entente, ce qui vise aussi les bateaux américains. Berlin a aussi appelé le Mexique à entrer en guerre contre les États-Unis, avec la promesse de l'aider à récupérer les territoires du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona. Face à ces provocations, l'entrée en guerre devenait une évidence.

À Berne, Allen Dulles mène une vie agréable au Bellevue Palace. L'immense hôtel de luxe, par tradition, est au sein de la capitale helvétique le principal lieu d'accueil des diplomates, des politiciens, des riches émigrés et des

prostituées de haut vol. Ses luxueuses suites avec vue sur les Alpes accueillent discussions, complots et ébats entre couples de tous sexes. En ce printemps de guerre mondiale, ses couloirs grouillent de Russes, de Serbes, d'Américains, de Hongrois, de Grecs, de Croates, de Français, d'Anglais, d'Allemands… En bref, une foule de nationalités, amies et ennemies, qui boivent des cocktails et vivent ensemble dans une promiscuité cordiale et désordonnée.

Allen évolue avec aisance dans cette atmosphère insolite. Ses fonctions officielles lui laissent de nombreux loisirs qu'il occupe en nouant des relations utiles. En ce dimanche d'avril, il est toutefois de permanence à l'ambassade américaine : c'est le privilège du dernier arrivé, dans le grade le moins élevé, que d'assurer ce genre de corvée, quand bien même l'intéressé est le propre neveu du secrétaire d'État en titre.

Une communication téléphonique lui est transmise par la standardiste dans le bureau où il s'ennuie en attendant l'heure de sortie. Son interlocuteur se présente : un certain Oulianov, un Russe, qui souhaite obtenir un visa pour les États-Unis. En contrepartie, il prétend avoir des informations cruciales à transmettre à propos de la guerre et propose de venir le jour même à l'ambassade pour en faire part.

Allen ne connaît pas personnellement cet Oulianov. Des gens qui lui proposent des informations secrètes, il en rencontre tous les jours au bar du Bellevue par paquets de douze. Alors, un de plus ou un de moins… L'Oulianov en question, Allen se rappelle qu'il en a déjà entendu parler : un vague communiste dont l'influence ne s'étend guère au-delà de quelques cercles d'émigrés marxistes. Le jeune Américain est donc peu intéressé.

D'un ton las, Allen décline l'offre. À sa grande surprise, le bonhomme revient à la charge : il est essentiel qu'il soit reçu dès aujourd'hui par un représentant américain !

Allen a rendez-vous, après sa permanence, avec une très jolie blonde pour une partie de tennis qu'il compte fermement prolonger par un cinq-à-sept en chambre. Il décline l'offre.

« Peut-être demain ? » propose-t-il à Oulianov.

« Non, demain ce sera trop tard ! C'est très urgent ! » martèle celui-ci.

Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, aura beau insister, rien n'y fera. Allen Dulles lui demande de se présenter le lendemain à l'ambassade, puis il raccroche. Cinq heures sonnent à la pendule de son bureau. Il part rejoindre la belle blonde qui émoustille son bas-ventre.

Que voulait vraiment Lénine ? Personne ne le saura. Le lendemain, Lénine quitte Berne avec sa femme Nadia et trente autres personnes, destination Zurich. Il emmène tout ce qu'il possède : trois paniers, l'un contenant quelques vêtements, le second des livres, et le troisième des journaux. Après un déjeuner d'adieu à Zurich, après avoir traversé une foule hostile d'une centaine de Russes qui l'insulteront aux cris de « Provocateur ! Espion ! Traître à la solde du Kaiser ! », en dépit des menaces du ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire russe, Pavel Milioukov, de faire fusiller pour haute trahison quiconque reviendrait en Russie avec l'aide des Allemands, Lénine s'embarquera avec Nadia et ses trente compagnons, ce lundi 9 avril 1917 à 15 heures 10, dans un wagon plombé qui traversera l'Allemagne, puis la Suède et la Finlande, avant de rallier Saint-Pétersbourg, et de changer l'Histoire.

Qui sait ce qu'il serait advenu si Allen Dulles avait reçu Lénine à l'ambassade américaine, et s'il lui avait délivré un visa pour New York ? Lui-même n'en avait pas la moindre idée. Mais jusqu'à la fin de sa vie, le futur directeur de la CIA, dont le sens de l'humour était toujours empreint d'une élégante autodérision, aimera raconter cette anecdote

comme l’exemple même d’une occasion manquée qu’un espion ne devrait jamais laisser échapper.

*

« Le département estime que ces renseignements sont d’une haute valeur, et montrent non seulement le soin pris à la phase de préparation, mais aussi l’exceptionnelle intelligence dans l’analyse. » Ainsi le département d’État jugera-t-il les rapports envoyés par Allen Dulles au cours de son séjour à Berne.

Heureusement, Allen n’est pas toujours aussi désinvolte que lors de son raté avec Lénine. Bien au contraire, sa contribution aux renseignements de guerre est remarquable : rapports sur les mouvements de troupes allemandes et autrichiennes, plans d’attaque, emplacement d’une usine de zeppelins, identification d’agents ennemis… Allen ne ménage pas sa peine, surtout lorsque celle-ci l’amène à pratiquer ses activités favorites : la fréquentation des lits féminins et celle des courts de tennis. D’ailleurs, les semaines passant, les balles de tennis deviennent rares à Berne car la guerre, même si elle se déroule hors du territoire suisse, a interrompu les approvisionnements. Pas de souci pour Allen : chaque semaine, dans la valise diplomatique, Oncle Bert fera ajouter une douzaine de balles neuves *made in USA*.

Il n’y a pas que le tennis pour socialiser : le golf, les randonnées en montagne, les bains à la piscine du Bellevue Palace, les clubs de jazz ou les soirées pendant lesquelles la belle société des expatriés en Suisse se retrouve pour danser, permettent de multiplier les contacts. Allen, progressivement, y montre sa vraie nature. Certes, il est toujours l’ami charmant, le séducteur souriant, le convive plein de verve, mais au fond, il n’éprouve aucune empathie, ni sympathie, pour ceux qu’il côtoie : ces hommes et ces femmes ne sont pour lui qu’une matière première lui

permettant d'atteindre ses objectifs. Quant aux femmes dont il fréquente le lit, il n'est jamais question de romantisme, sinon en façade, lorsqu'il s'agit de parvenir à forcer l'ouverture. Il passe de l'une à l'autre sans scrupule ni remord, et garde son self-control : s'il sait confesser les âmes sur l'oreiller jusqu'à leur faire révéler les secrets militaires de leurs maris ou de leurs amants, lui-même sait demeurer muet comme une carpe et froid comme une lame.

Ainsi, un jour, l'attaché militaire britannique l'informe qu'une secrétaire de la légation américaine, une très jolie blonde d'origine tchèque, serait en relation avec des espions autrichiens. Allen la séduit, la met dans son lit et un soir, après l'avoir invitée à dîner au Bellevue Palace, il l'emmène en promenade… et la livre à deux officiers anglais. Plus jamais personne ne la reverra.

*

Passionnants, ces dix-huit mois à Berne ! Allen en apprécie chaque instant. Hélas, les meilleures choses se terminent un jour.

11 novembre 1918.

La guerre est finie. Allen Dulles y a pris sa part, à sa manière, et il a bien mérité de la patrie.

C'est la paix. Un monde ancien est détruit jusqu'à l'os et les relations internationales sont entièrement à rebâtir. Le Président américain Woodrow Wilson décide de conduire lui-même la délégation américaine qui, à Paris, négociera la restructuration de l'Europe et des pays belligérants. Oncle Bert, le secrétaire d'État, qui espérait diriger lui-même les négociations, est un peu déçu que le Président impose sa présence, mais comment s'y opposer ?

Bernard Baruch, le puissant homme d'affaires qui conseille Wilson pour les affaires économiques, aura la charge de la commission qui déterminera le montant des

réparations imposées à l'Allemagne. Il a besoin d'un assistant pour faire le travail. Pour ces questions d'argent, il songe naturellement à faire appel à un avocat de Wall Street, puisque c'est là que lui-même a fait fortune. Il sait de quel bois ces gens-là sont faits. Pour trouver l'homme idoine, il n'hésite pas. À quel meilleur cabinet faire appel que Sullivan & Cromwell, qui a déjà l'habitude de faire et défaire les États et les gouvernements en Amérique latine ? Et qui est le premier et le meilleur des avocats d'affaires chez Sullivan & Cromwell ?

John Foster Dulles, évidemment.

Il faut aussi que la délégation américaine trouve une cheville ouvrière pour la commission en charge de redessiner les frontières de l'Europe. Qui a déjà une sérieuse expérience des Serbes, des Croates, des Hongrois, des Roumains, des Polonais, des Tchèques et de tous ces autres peuples européens qui réclament désormais leur autonomie ? Qui les a assidûment fréquentés dans les cercles diplomatiques du vieux continent ? Qui est le meilleur pour les manipuler à loisir ?

Allen Welsh Dulles, évidemment.

Les deux frères se retrouvent donc à Paris pour participer à la négociation des traités de paix qui redessineront l'Europe et le monde. Ils passeront près d'une année dans la capitale française. Chacun, dans son domaine, sera parfaitement fidèle à l'image qu'ils se forgent d'eux-mêmes…

*

Le Chabanais, au 12, rue Chabanais, dans le 2e arrondissement de Paris : c'est dans ce bordel qu'Allen Dulles établit son quartier général pendant son séjour parisien. Le lieu est prestigieux en diable : de même qu'au Bellevue Palace à Berne, le gratin diplomatique, l'élite

politique et les *tycoons* du monde de la finance s'y retrouvent. Ils suivent les traces des grands précurseurs du genre, tels le roi du Portugal Charles Ier, le maharajah de Kapurthala, ou le futur roi d'Angleterre Edouard VII, surnommé dans ce saint-lieu « *dirty Bertie* ».

Allen le sait par expérience : tout est affaire de positions.

Il n'y a pas mieux qu'un bobinard pour apprendre de la bouche même des intéressés, parfaitement détendus après quelques acrobatiques positions kamasoutresques en compagnie de jolies dames, la position diplomatique qu'ils défendront le lendemain lors des négociations au sein de la commission à laquelle ils participent. Positions, positions… Et comme le genre de positions que l'on pratique au Chabanais correspond parfaitement à ses prédispositions personnelles, Allen devient un pilier de la célèbre maison close.

Lorsqu'il a épuisé les plaisirs du lupanar mondain, Allen quitte le Chabanais pour aller dormir au Crillon, sur la place de la Concorde, juste à côté de l'ambassade des États-Unis. La délégation américaine qui participe aux négociations de paix est logée là. Puis, ses forces restaurées, il participe le jour venu aux discussions de marchands de tapis sur les nouvelles frontières de l'Europe.

Le Président Woodrow Wilson est venu à Paris avec un message apparemment très clair : les peuples ont droit à leur autodétermination, et les frontières que redessinera le traité de Versailles devront en tenir compte. Il l'a proclamé haut et fort devant le Congrès américain, le 8 janvier 1918 : la paix ne pourra s'installer durablement dans le monde que si quatorze conditions sont remplies, et pas une de moins. Parmi celles-ci, les plus importantes sont le libre-échange, la démocratie et, surtout, le droit des peuples à l'autodétermination.

Comme souvent avec la diplomatie américaine, et d'ailleurs avec la diplomatie en général, il y a loin du

discours aux actes.

Le supposé pacifiste Président Wilson en est une illustration presque caricaturale. Sous son mandat, jamais les États-Unis n'auront mené autant d'opérations militaires extérieures afin de mater des régimes peu soucieux de se plier aux intérêts commerciaux et financiers yankees : Cuba, Haïti, Nicaragua, République Dominicaine, Mexique… Les habitants du port mexicain de Veracruz se rappelleront longtemps les bombardements américains sur la population civile désarmée depuis les cuirassés de l'U.S. Navy croisant au large, qui feront plusieurs centaines de morts innocents et sans défense. Et les habitants de Vladivostok et d'Arkhangelsk ? Ils verront les troupes américaines débarquer en 1919 afin de tuer dans l'œuf la révolution bolchevique en appuyant les Russes blancs opposés à Lénine. Ces troupes, qui les avait envoyées ? Le Président Wilson.

Pour Woodrow Wilson, l'autodétermination doit s'apprécier à géométrie variable. Ainsi, il ne saurait être question d'autodétermination pour les pays colonisés par les États-Unis et qui réclament leur indépendance, comme Porto-Rico dans les Caraïbes, ou les Philippines dans l'océan Pacifique. De même, les peuples asservis par les nations qui ont gagné la guerre ne sauraient y avoir droit : donc, les Irlandais, malgré leurs multiples révoltes, doivent demeurer sous la férule de la Couronne britannique. La Corée doit aussi rester sous annexion japonaise. Et enfin, comment pourrait-on donner voix au chapitre aux Africains ou aux Indochinois colonisés par la France, ou aux Indiens colonisés par les Anglais ? Les États-Unis ne sauraient se fâcher avec les Français ou les sujets de sa Gracieuse Majesté aux côtés desquels ils ont combattu.

Oncle Bert, qui seconde le Président Wilson dans les négociations de paix, augure qu'une telle situation sera intenable. Hélas, il est progressivement marginalisé et

démissionnera d’ailleurs avant la fin du mandat présidentiel. Wilson prend avant tout conseil auprès de son homme lige, le « colonel » Edward Mandell House, qui n’est pas plus colonel que curé : le titre de « colonel » est une distinction purement honorifique coutumière dans certains États du Sud[2]. Le colonel House, habitué des volte-face idéologiques, égarera dans une voie sans issue le traité de Versailles avant que Wilson ne lui retire sa confiance. Mais il était trop tard, et le mal était fait.

Allen Dulles tout comme son frère Foster deviennent très proches de Wilson pendant les longues négociations du traité de Versailles. Tous deux ont suivi ses cours à Princeton, où Wilson était professeur avant de devenir Président et, à demi-mot, ils comprennent parfaitement où se situe l’intérêt de leur pays. De surcroît, le monde que prône Wilson correspond en tout point à leur propre philosophie, avec son libre-échange agressif, son exploitation des peuples « inférieurs », son refus de l’abomination communiste et son droit à intervenir militairement quand nécessaire. Alors, en dépit de la déception qu’ils causent à leur cher Oncle Bert, les deux frères appliquent fidèlement les instructions du Président.

En outre, dans les négociations du traité de Versailles, les Alliés se sont fixé un autre objectif : « punir » l’Allemagne, coupable à leurs yeux d’avoir déclenché la guerre, et lui ôter pour longtemps l’envie et les moyens de recommencer. Foster, au sein de la commission en charge des réparations, comprend parfaitement l’enjeu : les réparations imposées à l’Allemagne sont fixées à un montant faramineux, virtuellement impossible à rembourser sans ruiner complètement le pays pour plusieurs générations. Il en résultera pour l’Allemagne une crise économique sans précédent, un taux de chômage inégalé dans l’histoire du pays et, par voie de conséquence, l’avènement d’un certain Adolf Hitler quatorze ans plus tard.

Allen perçoit tout aussi clairement que Foster ce qu'on attend de lui : en dépit du supposé « droit à l'autodétermination des peuples », il sera l'un des auteurs principaux de l'attribution des Sudètes, ce territoire allemand majoritairement peuplé de germanophones, à la Tchécoslovaquie.

Vingt ans après, la question des Sudètes sera l'élément déclencheur de la Seconde Guerre mondiale.

*

Un immense gâchis, ce traité de Versailles : une aberration historique qui ensanglantera le monde pendant un siècle et devra beaucoup aux frères Dulles. Pourtant, à plusieurs reprises, ils auraient eu l'occasion de changer le cours de l'Histoire.

Ce pluvieux soir d'hiver, par exemple.

Février 1919, à la tombée de la nuit, station de métro Concorde. Un petit homme chemine à grands pas vers la sortie, tentant maladroitement de ramener les pans de son pardessus miteux afin de se protéger du froid. À la main, il tient une enveloppe de la taille d'un journal plié en quatre. Tout en maintenant son chapeau sur la tête, il serre précieusement le paquet contre lui ; pourtant, qui voudrait s'attaquer à ce petit homme minable pour lui voler son enveloppe ? En ce soir de février, les couloirs du métro sont presque déserts.

L'homme emprunte la sortie sur la place de la Concorde, devant l'hôtel de la Marine. Puis il se dirige vers l'entrée de l'hôtel Crillon, juste à côté.

Le réceptionniste l'accueille assez froidement. Lorsque le visiteur retire son chapeau, l'employé identifie qu'il s'agit d'un Asiatique ; peut-être un Annamite, en provenance des colonies françaises en Indochine. Au Crillon, le réceptionniste est habitué à accueillir toutes les nationalités

et toutes les races. Mais celui-ci, à la différence des hôtes habituels du lieu, est habillé comme un clopinard. Le réceptionniste songe donc qu'il lui faut s'en débarrasser rapidement, faute de quoi la direction pourrait lui faire des reproches.

L'Annamite salue d'un ton respectueux. Il annonce qu'il voudrait voir le Président de la République des États-Unis, Woodrow Wilson. Le réceptionniste fait remarquer que le Président américain Woodrow Wilson n'est pas descendu au Crillon. Il est logé à l'ambassade américaine, de l'autre côté de la rue Boissy d'Anglas.

Bon, concède l'Annamite. Est-il possible de rencontrer un membre de sa délégation ? Il souhaite juste remettre un document important pour les négociations qui s'engagent à Paris.

Au troisième étage du Crillon, deux chambres contiguës sont occupées par les frères John Foster Dulles et Allen Welsh Dulles. Le réceptionniste, bon prince, appelle la chambre du premier. Personne ne décroche. Puis il téléphone à la chambre du second. Pas de réponse non plus. Finalement, en désespoir de cause, il essaie la suite du colonel House. Celui-ci, presque par miracle, est présent. Il répond qu'il ne peut recevoir le visiteur, mais demande qu'on lui fasse monter le document annoncé.

Le colonel House a-t-il lu la brochure de l'Annamite, qui revendique l'autodétermination pour le peuple de l'Indochine colonisée par la France ? Les archives ne le disent pas. Mais peut-être, ce jour-là, à Paris, une incroyable opportunité de changer le cours de l'Histoire est à nouveau manquée. Car le visiteur de l'hiver est un homme intéressant. Bien plus que cela, ce petit envoyé de la pluie est un personnage véritablement extraordinaire. Il est encore très jeune : il n'a pas trente ans, mais il a déjà vécu mille vies, instituteur en Indochine, cuisinier sur un cargo, jardinier à Londres, peintre au Havre, pâtissier à Boston…

Lorsqu'il est né, ses parents lui ont donné le nom de Nguyên Sinh Cung.

Plus tard, il prendra un pseudonyme qui le rendra immortel : il se fera appeler « Puits de lumière ».

En vietnamien, ça se traduit par Hô Chi Minh.

Quarante ans plus tard, il mènera une guerre sans merci contre l'Amérique des frères Dulles : on l'appellera la guerre du Vietnam.

Les États-Unis, vaincus par les armées de coolies inspirés par Hô Chi Minh, resteront traumatisés par leur défaite pour plusieurs générations. Qui sait comment l'Histoire aurait tourné si Hô Chi Minh avait été écouté par Allen ou John Foster Dulles ?

*

Tandis qu'Allen fréquente les maisons closes de la capitale française, le prude Foster s'adonne à ses propres passions : les affaires et l'argent. Certes, il est en France pour le compte du gouvernement américain, mais il reste avant tout un avocat de Wall Street en provenance du plus prestigieux cabinet de New York : Sullivan & Cromwell.

Les négociations du traité de paix amènent à Paris tous les décideurs qui comptent sur la planète : politiciens, industriels, financiers, banquiers… Parallèlement aux séances de la commission des réparations, Foster entreprend de conforter son carnet d'adresses. Il invite à dîner le Président du Brésil : le cabinet Sullivan & Cromwell s'occupera bientôt de la réorganisation des compagnies de chemin de fer du pays. Il invite à dîner le ministre des Affaires étrangères chinois : Sullivan & Cromwell prendra en charge la mise sur pied de grands financements bancaires. Il invite à dîner le trésorier du Parti républicain, George Sheldon : Sullivan & Cromwell s'occupera désormais de

conseiller le parti et Foster en deviendra d'ailleurs l'un des piliers.

Il invite aussi à dîner Jean Monnet, le Français qui deviendra bientôt le numéro deux de la Société des Nations : quelques années plus tard, Jean Monnet et les frères Dulles multiplieront les fructueuses affaires dans tous les pays du monde.

*

À l'issue de sa mission à Paris, Allen décide de rester dans la diplomatie et l'espionnage. Il n'est pas encore rassasié d'aventures. Le département d'État l'envoie tout d'abord en poste à Berlin. Une ville formidable : laissée intacte par la guerre, elle grouille d'agitateurs, de comploteurs et d'espions. La période d'après-guerre en Allemagne est marquée par une instabilité réjouissante dans laquelle Allen plonge avec délice : il rencontre des communistes, des nihilistes, mais aussi des partisans des forces d'extrême droite qui semblent promis à un bel avenir. Quant aux cabarets de Berlin… ils fourmillent de belles walkyries blondes, des Allemandes, des émigrées russes, des Ukrainiennes ou des Danoises que la crise économique rend peu farouches pour un sympathique Américain dûment muni de dollars.

Puis Allen est nommé à Constantinople, capitale d'un Empire ottoman qui fait partie des vaincus de la Première Guerre mondiale et s'est fait dépecer par le traité de Versailles. Allen s'est marié depuis peu. Il s'installe avec sa jeune épouse dans une villa construite pour un nabab, avec vue sur le Bosphore et ses merveilleux soleils couchants. Le temps d'écumer les hammams où officient les belles hétaïres orientales, et il entreprend de constituer son réseau de contacts auprès des officiers et politiciens turcs, frustrés d'être relégués au dernier rang des puissances régionales.

Après ce séjour exotique, Allen est rappelé à Washington pour devenir à l'administration centrale le chef du département Proche-Orient. Pendant quatre ans, délaissant sa languissante épouse à Washington, il enchaîne les tournées dans la région, devenant l'envoyé spécial du Président américain auprès de Fayçal, roi d'Irak, d'Abdullah, roi de Jordanie, et des autres souverains de la péninsule arabique. Allen Dulles ne représente pas que le Président : il s'occupe aussi d'intérêts financiers, comme ceux de la famille Rockefeller et de la *Standard Oil*, la principale compagnie pétrolière américaine. Après la guerre mondiale pendant laquelle les nations se disputaient des territoires, le pétrole est en effet devenu le nouvel enjeu des confrontations planétaires.

Cette vie ne lui convient pas. Il s'aperçoit que certains de ses rapports ne sont même pas lus par le secrétaire d'État. Et puis, c'est mal payé. On lui propose de repartir en mission, cette fois à Pékin, en Chine, comme premier secrétaire à l'ambassade. Il est tenté un moment d'accepter, mais à ce moment, Allen a des problèmes d'argent. Clover, la femme qu'il a épousée en 1920[3], est dépensière en diable, et la rémunération d'un premier secrétaire en Chine ne peut suffire à lui assurer le train de vie qu'elle revendique.

En 1926, après avoir passé son diplôme d'avocat, Allen se décide à rejoindre Sullivan & Cromwell. Son frère Foster fait désormais partie des associés, il est même le point de passage obligé de tous les grands deals internationaux. Mines au Pérou, plantations de sucre à Cuba, pétrole au Brésil, bananes et ananas en Amérique centrale… L'aîné des Dulles se charge en personne des opérations de captation des ressources des pays sous-développés au profit des grandes compagnies américaines. Il en devient d'ailleurs un puissant actionnaire, et parfois même est administrateur de certaines d'entre elles : Foster est désormais l'avocat le

mieux payé de Wall Street. En homme sobre et sans passions extérieures aux affaires, augmenter son portefeuille de participations financières constitue son unique loisir.

Allen, fort de ses relations dans la diplomatie et l'espionnage, mais aussi dans l'industrie pétrolière et dans la finance, prend rapidement sa part dans ce très profitable business. Il renoue les contacts avec les personnalités qu'il a connues à Paris lors des négociations du traité de Versailles, ou lors de ses missions diplomatiques. Chacun se rappelle ce sympathique Allen, avec qui l'on partageait de si bons moments à échanger des balles au tennis ou des péripatéticiennes au Chabanais, le bobinard de luxe du 2e arrondissement de Paris. Les banquiers français, les industriels suisses ou autrichiens passent désormais par lui pour négocier le financement de leurs affaires.

*

En quelques années, Allen devient riche. Pas autant que Foster, certes, mais là n'était pas son but. L'argent pour Allen est un moyen, et non un objectif. En définitive, ce qu'il aime vraiment dans la vie, c'est jouer au tennis l'après-midi avec un ministre ou un officier dont il veut s'attacher les services, poursuivre par un cinq-à-sept avec quelque jolie maîtresse, et finir la journée dans le salon privé d'un palace ou à la table obscure d'un club de jazz, à siroter un vieux brandy en écoutant les confessions d'un informateur.

Riche ? Bien sûr, il l'est désormais.

Pourtant, Allen Dulles désire davantage de l'existence : il veut exister !

---

1 Edward « Ted » Moore Kennedy, futur sénateur des États-Unis.

2 Le colonel House portait ce titre tout comme le porteront plus tard d'autres célébrités, comme le colonel Parker, futur imprésario d'Elvis Presley, ou le colonel Sanders, futur fondateur de Kentucky Fried Chicken. Aucun d'eux n'a jamais fait carrière dans l'armée. Le titre permet à leurs attributaires de jouer sur une certaine équivoque auprès de leurs interlocuteurs qui croient avoir affaire à d'anciens officiers.

3 Cf. chapitre sixième, « Femmes, femmes, femmes ».

4

Ces sympathiques messieurs les nazis

Les années 1930 s'avancent. John Kennedy poursuit ses études dans l'ombre de son frère Joe Junior, tandis qu'Allen Dulles s'ennuie un peu chez Sullivan & Cromwell.

Un dictateur allemand nommé Adolf Hitler va bientôt donner à Allen Dulles l'occasion de reprendre du service actif dans un monde porté à ébullition. John Kennedy, de son côté, envisage alors une carrière de journaliste. Il partira découvrir l'œuvre d'Adolf Hitler, d'abord une première fois avant la Seconde Guerre mondiale, puis une seconde fois après le conflit qui déchirera l'Europe. À chaque reprise, il sera véritablement fasciné.

Tout comme John Kennedy, Allen Dulles entretiendra des rapports ambigus avec le nazisme. Aucun des deux hommes n'est un nazi, bien entendu. Mais, au fond d'eux-mêmes, ces gens-là, les nazis, ils les aiment bien.

Ils ne sont pas les seuls.

« Les nazis ? Des types très recommandables ! Solides en affaires, fiables, bons payeurs… Et agréables à vivre, avec ça ! Leur pays est propre, ordonné, la criminalité est inexistante, tout le monde a du travail. Un modèle du genre ! » Au milieu des années 1930, quiconque fréquente

les cercles du pouvoir ou des affaires, de Londres à Washington, entend ou tient plus ou moins ce genre de discours. Le monde anglo-saxon s'extasie volontiers devant le fulgurant modèle de développement de l'Allemagne nazie. En Grande-Bretagne, des dizaines de milliers de supporters assistent aux meetings du BUF, le *British Union of Fascists*, qui prendra d'ailleurs en 1936 la dénomination nouvelle de *British Union of Fascists and National Socialists*. Son leader, Oswald Mosley, rencontre Hitler à plusieurs reprises, encouragé par des membres de la jet-set anglaise comme les sœurs Mitford, et particulièrement Unity Mitford dont le vœu le plus cher est de porter un enfant du Führer.

Aux États-Unis, une partie importante de la population blanche adhère sans retenue aux thèses nazies. Deux millions d'Américains[1] sont membres du Ku Klux Klan et, pour la plupart, ils croient que le véritable danger vient des noirs et des Juifs. L'antisémitisme est une valeur partagée par beaucoup, et notamment par la famille Kennedy. L'Allemagne hitlérienne, pour ces Américains, n'est pas une ennemie dans cette lutte idéologique.

Dans une Amérique tellement éprise de business et traumatisée par la grande dépression de 1929, le redressement allemand après la prise du pouvoir par Hitler fait figure de modèle. Il est conduit par un économiste de génie, Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank et ministre de l'Économie du régime nazi. Les journaux de tous les pays se régalent à caricaturer Schacht, avec ses lunettes d'acier, son air supérieur et sa raideur soulignée par un haut col amidonné. Fort de cette presse satirique et de ses résultats économiques, Hjalmar Schacht devient célèbre. D'ailleurs, le Président américain Franklin Delano Roosevelt, après son élection en 1932, reçoit Hjalmar Schacht à la Maison-Blanche à cinq reprises afin de prendre ses conseils, alors que le Président de la République française en visite

officielle au même moment aux États-Unis n’a droit qu’à une audience de courtoisie.

Si le Président montre le chemin, pourquoi les Américains hésiteraient-ils à pactiser avec Hitler ? Pour John Kennedy comme pour Allen Dulles, la chose va de soi. Au moins, sur ce point, les deux futurs ennemis sont parfaitement d’accord.

*

À plusieurs reprises, John Kennedy se rendra en Allemagne nazie. Un émerveillement sans cesse renouvelé l’y attendra. Les nazis, il les découvrira dans leur propre pays, au cœur de leur environnement, et il appréciera la façon dont ils organisent leur société.

La première fois, il part là-bas en compagnie de son vieux copain Lem, qui a partagé avec lui tant de vacances à Hyannis Port.

Lem Billings est homosexuel. John Kennedy le sait : tandis qu’ils étaient tous deux lycéens à Choate, Lem a été accusé d’avoir fait des avances à l’un de ses camarades. Plus tard, en 1934, Billings s’est même montré assez explicite avec John. Celui-ci l’a proprement rembarré : il ne mange pas de ce pain-là ! John était furieux que Lem ait pu songer à une relation physique entre eux ! Son tableau de chasse féminin aurait dû dissuader Lem, non ?

Billings s’était fait une raison. Il s’était résolu, sa vie durant, à n’être que le plus fidèle des amis de John, peut-être même le seul, et en tout cas l’unique qui fût totalement désintéressé. Sa consolation ? De tous ceux qui approcheront John Kennedy, et de toutes celles qui auront couché avec lui, il sera le seul qui, véritablement, après sa mort, portera son deuil comme un conjoint porte le deuil de l’amour de sa vie.

Au cours de l’été 1937, John Kennedy et Lem Billings s’embarquent sur un paquebot pour l’Europe. Ils commencent leur tournée du vieux continent par la France : Paris, ses parcs en fleurs, ses quais de Seine et ses estaminets qui respirent bon l’Ancien Monde… À ce moment, parce que John envisage une carrière de journaliste ou d’écrivain, il prend l’habitude de tenir un journal. Après quelques rencontres avec des officiels, il y consigne ses premières impressions : « Mon sentiment est qu’il n’y aura pas (il souligne le mot « pas ») de guerre dans un futur proche car la France est beaucoup trop bien préparée pour l’Allemagne. La permanence de l’alliance entre l’Allemagne et l’Italie est aussi sujette à caution. » L’encre de ces phrases visionnaires à peine sèche, John et Lem partent visiter les châteaux de la Loire, puis assistent à quelques corridas à l’occasion des ferias au Pays basque.

Ensuite, c’est l’Italie, Gênes, Milan, Rome et Venise. Il écrit : « Il y a des photos de Mussolini partout, y compris peintes sur les murs des maisons. Le long des routes, ils ont écrit partout ses slogans. Ils semblent surtout constitués d’un seul mot : obéissez ! »

Après l’Italie, John et Lem passent en Allemagne. Ils rencontrent un opposant au nazisme. « Nous avons rencontré un jeune Allemand qui était résolument anti-Hitler. Mais il n’a absolument pas su nous dire pourquoi. » John Kennedy s’émerveille de la qualité du réseau autoroutier édifié par le régime nazi : « Ce sont les meilleures routes du monde. » Il fond d’admiration devant la popularité d’Hitler et s’extasie au vu de la productivité de l’industrie allemande ou du niveau de vie des travailleurs : « Les Allemands sont vraiment trop bons. C’est pourquoi on fait alliance contre eux pour se protéger ».

Dans son journal, pas une ligne de critique contre Hitler et ses janissaires. Pourtant, dans les rues, les SA et les SS, au vu et au su de tous ceux qui veulent bien ouvrir les yeux,

ont déjà depuis 1935 engagé l'exclusion musclée des Juifs de la société allemande, et ils oppriment ostensiblement les communistes et les opposants.

Le voyage se termine. Lem et John achètent un chiot pour la somme de huit dollars. Ils le baptisent du nom de « *Offie*[2] ». Mais John est allergique aux poils de l'animal. Les deux compères le revendent pour trois dollars à un quidam de rencontre, aux Pays-Bas, alors qu'ils sont en partance pour l'Angleterre. L'aventure du chiot prend plus de place dans le journal de John que les brutalités du régime nazi auxquelles il a pu assister.

Finalement, John Kennedy conclut ainsi son expérience journalistique : « J'arrive à la conclusion que le fascisme est ce qu'il faut à l'Allemagne et à l'Italie. »

*

John Kennedy n'est pas entièrement responsable de ce que l'on tiendrait aujourd'hui pour de grossières erreurs de jugement. Le jeune homme se coule dans l'air du temps. À l'orée des années 1930, deux courants de pensée dominent la société américaine : l'anticommunisme et l'antisémitisme. Chez John Kennedy, ces philosophies sont encore renforcées par l'influence paternelle. Joe Kennedy Senior est un antisémite du genre pathologique.

En janvier 1938, Joe Senior est nommé ambassadeur des États-Unis à Londres. Au vrai, le Président Roosevelt a longtemps hésité à lui confier ce poste stratégique. Lorsqu'il s'est agi de remplacer l'ambassadeur américain en Grande-Bretagne, Roosevelt n'avait à aucun moment pensé à lui. Ce poste à Londres est le plus prestigieux de la diplomatie américaine, au point que cinq de ses titulaires sont, ensuite, devenus Présidents des États-Unis : John Adams, James Monroe, John Quincy Adams, Martin Van Buren et James Buchanan. Certes, Joe Kennedy et Roosevelt sont de vieilles

connaissances, mais justement, ils se connaissent trop bien. Le Président sait pertinemment que le patriarche de la tribu Kennedy est incontrôlable ; sera-t-il capable de suivre sans trop regimber les instructions que le gouvernement américain ou que lui-même lui transmettra ?

D'ailleurs, lorsqu'à l'occasion d'une conversation privée, Joe Kennedy Senior lui avait demandé de le nommer ambassadeur à Londres, Roosevelt avait éclaté de rire au point de presque tomber de son fauteuil roulant. James, le fils de Roosevelt, avait fait circuler la bonne histoire du fou rire de son père dans tout Washington. Mais Kennedy s'était entêté. De longue date, il était frustré de ne jamais avoir été nommé secrétaire au Trésor, malgré une insistance presque gênante. De guerre lasse, Roosevelt avait cédé : pour éviter de promouvoir ce redoutable affairiste de Joe Kennedy à la tête de l'économie américaine, mieux valait l'expédier à Londres.

Deux ans et neuf mois : il n'en avait pas fallu davantage pour que Joe Kennedy Senior devienne irrémédiablement indésirable chez les Britanniques. Dès son arrivée, il s'était acoquiné avec tout ce que la capitale anglaise comptait d'admirateurs des nazis. Il avait rencontré, et même sympathisé avec Herbert von Dirksen, l'ambassadeur allemand à Londres. Cet antisémite notoire, dont la famille avait soutenu Hitler dès son ascension, rapportera d'ailleurs au Führer : « Kennedy est le meilleur ami de l'Allemagne à Londres. » Dirksen écrira même : « Il comprend parfaitement notre politique antijuive. Il est de Boston et dans le club de golf auquel il appartient, aucun Juif n'a été admis depuis plus de cinquante ans. » Et quand les journaux américains, tandis que les vents de la guerre se lèvent sur l'Europe, se permettront d'attaquer le trop antisémite et pronazi ambassadeur américain, Joe Kennedy Senior répliquera en proclamant que 75 % des critiques viennent de journalistes et d'éditorialistes juifs.

Du 9 au 10 novembre 1938, la nuit de Cristal se déroule en Allemagne. À la suite de l'assassinat en France d'un attaché de l'ambassade d'Allemagne à Paris par un jeune Juif allemand, une vague de haine antijuive déferle sur le Troisième Reich. Des milliers de commerces juifs sont saccagés et pillés, des centaines de synagogues sont incendiées, et les Juifs sont passés à tabac ou lynchés. Plusieurs centaines de morts endeuillent la communauté juive. Trente mille Juifs sont envoyés en camp de concentration. L'ambassadeur Kennedy ne s'émeut guère. Sans condamner les méfaits nazis, ni informer le département d'État américain, il s'essaie avec le Premier ministre anglais Chamberlain à mettre sur pied un plan d'émigration de la population juive allemande. D'autres que lui tentent plus ou moins la même chose : par exemple, Hjalmar Schacht, qui à ce moment a démissionné de ses fonctions de ministre de l'Économie d'Hitler, ou même Himmler et Heydrich, les deux chefs SS qui lanceront plus tard la solution finale, ébauchent plus ou moins le même projet. Mais rien ne fonctionnera, faute de réelle volonté d'aboutir.

En mai 1940, Winston Churchill succède à Chamberlain au 10, Downing Street. Le nouveau Premier ministre n'a qu'un seul but : vaincre Hitler. L'ambassadeur Kennedy comprend de lui-même que sa place n'est plus à Londres. Il démissionne en octobre 1940, après avoir déclaré : « La démocratie est finie en Angleterre. »

Il se réinstalle aux États-Unis, plein d'aigreur antisémite. En 1944, à un reporter de Boston, il déclarera : « Si les Juifs eux-mêmes accordaient moins d'attention à se plaindre de leur problème racial et davantage à le résoudre, cela remettrait les choses dans leur juste perspective. C'est trop tard maintenant, et c'est principalement leur faute ! »

*

Son fils John ne contredira guère la doxa paternelle.

Quelques mois après ces déclarations de son père, John voyagera à nouveau en Allemagne, qu'il trouvera dans un état bien différent de celui dans lequel il l'avait visitée huit années plus tôt. C'est le mois d'août 1945, et s'achève à peine la guerre mondiale déclenchée par Hitler qui a causé cinquante millions de morts et ravagé la moitié de l'Europe.

Malgré le spectacle des destructions, les cortèges de réfugiés ou de la misère noire qui règne dans le pays, John Kennedy ne reniera pas ses premières impressions sur les nazis. Il visitera l'*Obersalzberg*, en Bavière, et le fameux *Kehlsteinhaus*, aussi connu comme le « Nid d'aigle » du Führer nazi. Il écrira alors : « Celui qui a visité ces deux lieux peut s'imaginer aisément la façon dont Hitler parviendra à s'extraire de la haine dont il est aujourd'hui l'objet pour être considéré comme l'une des personnalités les plus importantes à avoir existé. »

*

Chez Sullivan & Cromwell, à compter de 1933, Allen Dulles et son frère Foster observent avec bienveillance l'installation d'Hitler et de la doctrine nazie à la tête de l'Allemagne. Car Hitler est accompagné d'un personnage qu'ils connaissent bien : Hjalmar Schacht.

Foster avait fait partie, lors des négociations du traité de Versailles, de la commission des réparations qui avait fixé les dommages que l'Allemagne devait rembourser aux Alliés de la Première Guerre mondiale à un montant totalement impossible à payer. Par la suite, il avait suivi de près les renégociations de ces réparations engagées sous l'égide de deux Américains, d'abord Charles Dawes en 1924, puis Owen Young en 1929. À cette époque, Hjalmar Schacht était le très puissant président de la Reichsbank d'une Allemagne gouvernée par un régime faible, la République de Weimar,

avec à sa tête des chanceliers médiocres. Allen, tout comme son frère Foster, avait parfaitement compris que l'après-Première Guerre mondiale en Europe serait une source de profits juteux et que pour faire des affaires en Allemagne, Schacht était incontournable. La reconstruction de l'Europe, les réparations, les investissements : des dizaines et des centaines de millions de dollars traversaient incessamment l'Atlantique dans les deux sens, et il fallait que Sullivan & Cromwell en capte sa juste part, à savoir la plus importante.

Ils avaient donc sympathisé avec Schacht, ce personnage raide, austère et méprisant, qui écrasait ses interlocuteurs sous l'acuité de son intelligence. Schacht n'avait pas grand-chose de commun avec Allen, dont la recherche des plaisirs de la vie était la marque de fabrique, mais les deux hommes s'aimaient bien. C'est d'ailleurs Allen qui avait présenté Schacht à son frère Foster. Leur similitude était frappante : Schacht représentait une sorte de version germanique de Foster, avec la même austérité, la même raideur et la même propension à pontifier sentencieusement. Pour autant, ils n'avaient pas le même objectif dans la vie : le seul moteur de Schacht était la grandeur de l'Allemagne, tandis que celui de Foster était l'épaisseur de son portefeuille.

Mais qu'importe : toutes les personnalités se rejoignent dès lors qu'il s'agit de faire des affaires. À l'instigation des deux frères, Sullivan & Cromwell avait recruté une armée de jeunes juristes chargés de sillonner l'Allemagne en crise afin de repérer les opportunités d'investir profitablement dans les entreprises qui présentaient des garanties suffisantes d'avenir et de solvabilité.

Puis Schacht avait disparu du paysage : il avait démissionné en 1930, insatisfait du soutien que lui accordait le gouvernement. C'était dommage, mais grâce à lui, Sullivan & Cromwell avait déjà conquis une position stratégique dans les investissements américains en

Allemagne. Allen et Foster s'étaient déjà enrichis ; il n'y avait donc qu'à se féliciter de ces bonnes affaires passées et à attendre d'autres opportunités.

L'avènement du nazisme allait bientôt les faire émerger.

*

Allen part en 1930 s'installer à Paris pour le compte de Sullivan & Cromwell, afin de développer le business européen de la firme.

Ah, le gai Paris ! Allen retrouve ses habitudes, les bobinards, les restaurants de luxe, les cinq-à-sept coquins et le tennis au Racing Club de France. Il a pris la précaution de partir sans Clover, sa femme, et sans ses trois jeunes enfants qui ne seraient que des boulets dans la vie qu'il entend mener. En revanche, il est accompagné d'un camarade de bamboche : William Nelson Cromwell en personne. Ce dernier est le fondateur du cabinet Sullivan & Cromwell, il est aussi le négociateur des deals historiques qui ont fondé la réputation du plus puissant cabinet d'avocats de Wall Street, comme la construction du canal de Panama et la transformation de ce pays en république aux ordres des États-Unis. William Nelson Cromwell a été l'avocat le mieux payé d'Amérique avant que John Foster Dulles ne lui succède à la tête de ce palmarès, et il veut profiter à Paris d'une semi-retraite émoustillante.

Allen et Nelson sont faits pour s'entendre. Ils ont en commun leur tropisme tropical : depuis qu'il a rejoint Sullivan & Cromwell, Allen s'est beaucoup dépensé en Amérique latine pour faire du business au profit des grandes compagnies américaines. Ce faisant, il a sillonné les territoires où Nelson avait connu ses heures de gloire. Au-delà de leur tableau de chasse, ils ont surtout en commun leur goût du luxe et des jolies femmes. Nelson a plus de soixante-quinze ans, mais il est encore très vert et il ne

rechigne pas à accompagner Allen, pas encore quadragénaire, dans les nuits interminables au Chabanais.

D’une certaine manière, une relation père-fils s’installe entre Nelson et Allen. Ce dernier ne s’est jamais vraiment entendu avec son propre père, le révérend Dulles, avec son univers presbytérien étriqué de la petite cité provinciale de Watertown. D’ailleurs, pendant le séjour d’Allen à Paris, le révérend Dulles meurt. Allen ne rentre pas aux États-Unis pour participer au deuil familial. Cette époque du passé est maintenant derrière lui. À Paris, sa nouvelle vie est là, avec l’argent, les femmes, les bordels, le tennis, les informateurs et les secrets qu’il collectionne.

En théorie, il ne s’agit plus d’espions ni de secrets d’État, mais de sources de profit à identifier et de secrets des affaires à capter. Mais durant ses quelques années d’expérience chez Sullivan & Cromwell, Allen Dulles l’a compris : c’est exactement la même chose.

*

Après un an et demi en France, Allen regagne NewYork non sans expédier en Suisse femme et enfants qui avaient eu l’impudence de le rejoindre à Paris.

Tranquille, sans épouse pour rouscailler de ses infidélités notoires, il s’installe à son aise dans la capitale des affaires américaines, fréquentant le Metropolitan Opera, les salles de spectacle de Broadway et leurs jolies danseuses, et les clubs de sport où la classe dirigeante new-yorkaise entretient sa forme. Chez Sullivan & Cromwell, il est payé environ moitié moins que Foster, mais être rémunéré à la moitié du tarif de l’avocat le mieux payé d’Amérique reste une véritable fortune. Il achète donc une belle maison à Manhattan, sur la 65e rue, et une résidence secondaire à l’allure de garçonnière pour mari adultère, à Long Island, dans le village de Lloyd Neck, à moins d’une quarantaine de

miles de Wall Street. Il y reçoit ses connaissances, lesquelles sont très nombreuses. L’une des principales fonctions d’Allen chez Sullivan & Cromwell consiste à attirer les potentielles relations d’affaires, comme le miel attire les mouches ; afin de réaliser cet objectif, quoi de mieux que partager de bons moments dans une atmosphère détendue ?

Il accueille aussi ses vrais amis, beaucoup plus rares : Archie Roosevelt, le fils du Président Teddy Roosevelt, l’actrice Tallulah Bankhead qui, évidemment, est l’une de ses multiples maîtresses, ou Charles Lindbergh et sa femme Anne laquelle, selon les informations connues, ne fait pas partie du cheptel.

Outre de très confortables demeures, les résidences d’Allen Dulles constituent d’excellentes affaires : l’Amérique est plongée dans la grande dépression et a laissé des millions de sans-emploi. Des centaines de banques ont fait faillite et, pour qui a les poches remplies de dollars, comme Allen, c’est *open bar*. Tout est à vendre, et à vil prix. L’ancien attaché d’ambassade impécunieux, désormais à la tête d’un confortable patrimoine immobilier, se constitue aussi un portefeuille d’actions des plus grandes sociétés américaines, telles *United Fruit* ou *Standard Oil*, qui, au demeurant, sont aussi ses clients chez Sullivan & Cromwell. Être des deux côtés de la barrière : un bon moyen pour gagner à tous les coups.

Du côté de chez Sullivan & Cromwell, le business n’est pas aussi florissant qu’il l’était avant la dépression. Forcément, liquider des banques en cessation de paiements n’est pas aussi rémunérateur que conclure des deals porteurs d’avenir. La stratégie de la firme est donc à la recherche de nouveaux pôles de développement.

Or, il existe un pays dont les performances économiques laissent le monde pantois : l’Allemagne nazie.

*

En 1932, Hjalmar Schacht, la vieille connaissance des Dulles, refait surface aux côtés d'un homme dont le parti commence à remporter des succès électoraux qui l'amènent aux portes du pouvoir : Adolf Hitler. Dans la coulisse, Schacht a fédéré autour de lui le grand capitalisme rhénan et prussien pour soutenir le Parti nazi. Mieux encore, l'ex-président de la Reichsbank utilise ses réseaux dans les cercles du pouvoir, ainsi que son aura personnelle auprès du peuple allemand, afin de pousser Hitler vers la chancellerie : la tête de l'État allemand.

Il parvient finalement à son but : en février 1933, Adolf Hitler est nommé Chancelier par le maréchal Hindenburg, Président du Reich.

Adolf Hitler, une fois arrivé au pouvoir, a l'intelligence de confier les rênes de l'économie allemande au plus grand financier de son temps : Hjalmar Schacht redevient président de la Reichsbank et, de surcroît, un an plus tard, il est nommé ministre de l'Économie. Redevenu le maître de l'économie allemande, Hjalmar Schacht va donner le meilleur de lui-même.

Son problème est le suivant : Hitler, qu'il croit pouvoir manipuler à sa guise, est arrivé au pouvoir à la faveur d'une crise économique sans précédent qui laisse à la rue plus de sept millions de chômeurs. S'il veut qu'Hitler se maintienne au pouvoir, lui, Hjalmar Schacht, doit se débrouiller pour donner du travail à ces gens et remettre l'Allemagne sur le chemin de la prospérité ; faute de quoi, la misère ambiante amènera des troubles sociaux qui balaieront Hitler, tout comme ils ont balayé en quelques mois les gouvernements précédents. Or, Schacht est devant une impasse : le pays n'a pas un sou pour financer une relance économique.

Le génie de Hjalmar Schacht va trouver à s'exprimer.

De toutes pièces, avec un aplomb d'équilibriste de la haute finance, Schacht entreprend de créer en Allemagne une seconde masse monétaire d'un genre un peu particulier : les bons « MEFO ».

MEFO est l'assemblement des deux premières lettres de la dénomination d'une très petite entreprise, la *Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH*. Son capital est très faible, à la limite du dérisoire : un million de reichsmarks, souscrit par quatre géants de l'industrie allemande : *Krupp*, *Siemens*, *Rheinmetall* et *Gute Hoffnungshütte*. En réalité, la MEFO est une société écran qui va émettre des bons pour le compte du gouvernement allemand d'Adolf Hitler dans le but de redresser l'appareil économique du pays : industrie, armement, production d'énergie, infrastructures routières, etc. Ces investissements ne seront pas financés en argent sonnant et trébuchant, c'est-à-dire en reichsmarks, mais au moyen de titres, les « bons MEFO », qui bénéficieront d'une rémunération fixe, et dont la valeur sera doublement garantie : d'abord par l'État, qui s'engage à les rembourser à leur échéance, et ensuite par la Reichsbank de Hjalmar Schacht, qui s'engage à les réescompter. Simple, mais génial : les bons MEFO ont une valeur identique à celle de la monnaie classique, ils peuvent circuler de la même manière, mais en plus, ils sont assortis d'une rémunération.

Ce beau plan aurait pu échouer lamentablement avant même d'être lancé, mais il bénéficie d'un atout formidable : Hjalmar Schacht. La réputation de cet homme est immense, et la confiance qu'il inspire dans les milieux d'affaires internationaux l'est autant. Schacht est l'homme qui a vaincu l'hyperinflation des années 1920, il est le négociateur de la dette allemande, il a toujours été un banquier de très grand talent et un administrateur intraitable et honnête. Dans un Troisième Reich miné par la corruption des élites nazies, ça compte.

Et ça marche : au total, la *Metallurgische Forschungsgesellschaft mbH* émettra plus de douze milliards de reichsmark en bons MEFO, soit douze mille fois le capital de départ. Sacrée culbute !

Sullivan & Cromwell devient le principal relais aux États-Unis des investissements en Allemagne nazie. Tout le grand capitalisme américain y adhère : le groupe industriel de Henry Ford – ce dernier étant également poussé par son antisémitisme viscéral ; la *General Motors* ; le géant *Allied Chemical* ; la banque *JP Morgan* ; la famille Rockefeller, au travers de la *Chase National Bank* et de la *Standard Oil of New Jersey* ; *ITT*, l'entreprise de télécommunication et d'électricité, qui s'engage dans l'armement allemand, notamment chez le constructeur d'avions de guerre *Focke-Wulf* ; ou encore le riche financier Prescott Bush[3], au travers de sa banque, l'*Union Bank*, qui investit dans plusieurs *joint-ventures* avec des entreprises nazies, notamment celles du groupe de Fritz Thyssen parmi lesquelles figurent nombre de manufactures d'armement ; et des centaines d'autres encore.

Tout le grand capitalisme américain veut en croquer.

L'argent n'a ni frontières, ni cause à défendre : tous ces investissements américains, pour le bouclage desquels Sullivan & Cromwell et les frères Dulles sont généreusement rémunérés, produiront les armes qui bombarderont Londres et tireront sur les soldats yankees d'Eisenhower lors du débarquement en Normandie, en juin 1944. Elles feront cent quarante mille victimes dans les forces américaines tout au long de la reconquête de l'Europe.

*

Les vieux copains en affaires des frères Dulles participent aussi à la fête. Jean Monnet, par exemple.

Avec le soutien de Sullivan & Cromwell et des Dulles, Jean Monnet négocie dans des zones foutrement nauséabondes, comme la vente au nazi Friedrich Flick[4] des exploitations de lignite de la famille Petscheck, une famille juive de Tchécoslovaquie dont Hitler veut « aryaniser » les possessions industrielles. Monnet et son associé le banquier de Wall Street George Murnane y gagnent deux cent cinquante mille dollars. Aidé par les frères Dulles, Jean Monnet œuvre aussi en faveur du groupe allemand Bosch, vaste conglomérat industriel qui soutient ouvertement et financièrement le régime nazi. Avec Sullivan & Cromwell, Monnet élabore un montage complexe afin d'éviter que la filiale américaine de Bosch ne soit vendue à des intérêts juifs « hostiles au Troisième Reich ».

Pas très reluisant…

Pendant la Seconde Guerre mondiale, une fois les États-Unis entrés dans le conflit, le secrétaire américain au Trésor, Henry Morgenthau, fera enquêter par le FBI sur ces affaires de spoliation de biens juifs auxquelles s'étaient associés Monnet et Murnane, qu'il qualifie publiquement de « *devious bankers* ». Mais l'affaire n'aura pas de suite. Qui est intervenu pour faire cesser les poursuites ? Quel cabinet d'avocats de Wall Street ? Poser la question, c'est déjà y répondre…

*

Dans d'autres cercles américains, l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne laisse davantage circonspect.

En 1933, quelques jours après que le Führer nazi a été porté à la chancellerie par le maréchal Hindenburg, puis obtenu les pleins pouvoirs après l'incendie du Reichstag[5], Allen Dulles est invité à se rendre à la Maison-Blanche par le Président Franklin D. Roosevelt en personne. Arrivé dans le bureau ovale, il trouve le Président en discussion avec un

diplomate qu'il a déjà côtoyé dans le passé, Norman Davis. Celui-ci est d'une autre génération qu'Allen. Il a vingt-cinq ans de plus, et il a suivi un autre parcours : dans sa jeunesse, il est devenu riche en faisant du commerce à Cuba, notamment dans l'industrie du cigare, et une fois confortablement pourvu financièrement, il s'est consacré au service de l'État, à la lutte contre le surarmement et aux œuvres de bien public. Il sera d'ailleurs nommé président de la Croix-Rouge américaine quelques années plus tard.

Roosevelt souhaite entendre de la bouche de Davis et de Dulles leurs avis sur cet Adolf Hitler dont l'étoile monte au firmament en Allemagne. Le philanthrope Davis et l'ex-diplomate espion Allen Dulles, devenu avocat à Wall Street, ne peuvent guère s'épandre sur le sujet. Allen, certes, est familier avec certains hauts responsables de l'entourage d'Hitler, comme Hjalmar Schacht, et il est en affaires avec nombre de contreparties en Allemagne, mais il est encore un peu tôt pour se prononcer sur l'évolution du régime allemand avec ce Parti nazi que l'on connaît mal. Quant à Davis, il est inquiet des projets de réarmement du nouveau gouvernement, mais n'en sait pas davantage.

Roosevelt parle peu ; il écoute. Comme les deux hommes n'ont pas grand-chose à dire, il n'est pas satisfait. Il a besoin d'en savoir plus. Il demande à Norman Davis et Allen Dulles de se rendre en Europe, d'aller parler d'abord au Premier ministre anglais, Ramsay McDonald, puis au président du Conseil français, Édouard Daladier. Compte tenu de la proximité de leurs pays respectifs avec l'Allemagne, sans doute ont-ils déjà une position sur l'attitude à adopter envers cet Hitler. Ensuite, que Davis et Dulles se rendent à Berlin. L'ambassadeur américain leur obtiendra une audience auprès du nouveau chancelier.

On ne discute pas une demande du Président des États-Unis.

Norman Davis et Allen Dulles partent en Angleterre, puis en France, mais leurs entretiens sont décevants : ni McDonald, ni Daladier n’ont encore d’idées très précises sur la trajectoire de l’Allemagne sous gouvernement nazi. Le 8 avril 1933, ils sont à Berlin. Hitler a bien compris l’importance de cette rencontre : il consacre aux émissaires de Roosevelt toute une fin d’après-midi. Davis et Dulles sont directs : ils questionnent Hitler sur les libertés, sur le sort des opposants, sur le réarmement, sur la question polonaise. Hitler a préparé les bonnes réponses : il n’y a aucun désir de dictature ou d’agressivité dans ses projets. Il est simplement occupé à rétablir l’ordre en Allemagne dans le but d’attirer les investissements, notamment en provenance de l’étranger. Il ne cherche qu’à redresser le pays. Quant au réarmement, il n’en est pas question : l’Allemagne est et restera respectueuse des traités.

Dans son rapport au Président, Allen Dulles ne formule aucune alerte particulière cette fois-là. Dans les mois qui suivent, avec les troupes de Sullivan & Cromwell, il continue à engager toute son énergie afin de drainer les capitaux américains vers les usines allemandes. Un brillant succès, et très rémunérateur de surcroît.

Mais au fil du temps, de nombreux événements viennent modifier son appréciation de la situation. Sa vision se métamorphose.

Deux ans plus tard, en 1935, Allen Dulles retourne en Allemagne. Déjà, les choses ont changé. Les clients juifs de Wall Street ont rapporté les brimades que subissent leurs coreligionnaires allemands. Hjalmar Schacht, le relais financier en Allemagne de Sullivan & Cromwell, a présidé à Nuremberg les sessions de l’assemblée nazie qui a élaboré les lois raciales contre les Juifs : désormais, les mariages entre Juifs et citoyens de sang allemand sont interdits, les relations sexuelles extraconjugales des Juifs constituent un délit, les Juifs ne peuvent plus employer de personnel de

maison allemand… En bref, les Juifs ne sont plus des « citoyens » allemands – *Staatsbürger* – mais des « ressortissants » – *Staatsangehörige* – dont nombre sont interdits d'exercice de leurs métiers et sont arrêtés, voire assassinés sans aucune réaction de l'État allemand.

À son retour à New York, pour la première fois de leur vie, une dispute éclate entre les frères Dulles. Allen souhaite suspendre les opérations de Sullivan & Cromwell en Allemagne. Foster s'y oppose violemment. Comment pourrait-on envisager de renoncer à ces torrents de dollars que produit le business avec le Troisième Reich ? Lui-même, Foster, a pour clients privés *I.G. Farben* ou *Krupp*, il a négocié personnellement un emprunt d'un demi-milliard de dollars pour le gouvernement allemand, il a piloté des milliards d'investissements en Allemagne ! Et puis, surtout, le Troisième Reich d'Adolf Hitler est un rempart contre le communisme ! Contre le bolchevisme ! L'horreur absolue !

Il faut arbitrer le conflit entre les deux frères. On se met d'accord pour convoquer une assemblée des associés de Sullivan & Cromwell. Devant ces dignes avocats, Foster plaide pour le maintien des bureaux de la firme en Allemagne, et Allen pour leur fermeture.

Quel argument emporte la décision ? La morale et l'équité ? L'indignation devant le traitement criminel infligé aux Juifs allemands ? Le milliard de dollars que les clients de Sullivan & Cromwell vont perdre si les relations avec l'Allemagne sont interrompues ? La fuite probable des clients juifs de Wall Street si Sullivan & Cromwell continue à faire du business avec un régime ouvertement antijuifs ?

Difficile à savoir. Les associés de Sullivan & Cromwell, deux années auparavant, avaient approuvé que tous les courriers des bureaux allemands de la firme se terminent par la formule « *Heil Hitler !* », conformément à la législation allemande. Ce soir-là, Allen espère qu'ils ont revu leur point de vue sur la collaboration avec l'Allemagne nazie.

À l’issue de débats passionnés, un vote à main levée est organisé. La question que l’on pose à tous est la suivante : « Sullivan & Cromwell doit-il suspendre ses opérations en Allemagne ? » Entre associés, il ne peut être question de vote à bulletin secret : chacun doit avoir le courage de ses opinions. Ceux qui veulent répondre « oui » à la question, et donc suspendre l’activité avec l’Allemagne hitlérienne, doivent lever le bras au vu et au su de tous les autres. On commence le tour de table. Allen, le premier, lève la main.

Puis tous les associés, les uns après les autres, après avoir gagné des dizaines de millions de dollars grâce au Troisième Reich d’Adolf Hitler, lèvent la main à leur tour.

Sauf un : John Foster Dulles.

Malgré ce dernier, c’est fait. Allen Dulles vient de déclarer la guerre à l’Allemagne, et Sullivan & Cromwell ne recherchera plus de nouveaux contrats sur le territoire du Troisième Reich nazi.

Celui-ci, au vrai, n’en souffrira guère, au moins dans un premier temps : les juteux circuits du business en dollars et en reichsmark sont tellement bien établis que l’arrêt très relatif des opérations de Sullivan & Cromwell n’a qu’un faible impact sur les flux financiers entre Amérique et Allemagne, et guère davantage sur les profits de la firme de Wall Street. Car en réalité, les multiples contrats déjà conclus se poursuivent presque normalement.

De leur côté, les relations entre les deux frères Dulles se rafraîchissent. Allen n’en éprouve guère de chagrin. Il sait que son avenir ne se jouera pas chez Sullivan & Cromwell. Grâce à cet Hitler, qui regarde l’Europe avec le même regard qu’un loup vers un troupeau d’agneaux, l’époque est passionnante ! Stimulante, même !

Et, pour qui cherche l’aventure, pleine d’opportunités !

1 La population américaine compte alors environ 120 millions de personnes.

2 Ce nom est celui donné par John F. Kennedy dans son journal de voyage. Bizarrement, Lem Billings, dans son propre journal, rapportera que le nom qu'ils ont donné au chiot est « Dunker ».

3 Prescott Bush est respectivement le père et le grand-père des Présidents américains George Herbert Bush et George Walker Bush.

4 Friedrich Flick, figure du grand patronat allemand et fondateur du Parti nazi, profitera de la politique de spoliation des Juifs pour étendre son empire. Il tirera avantage de la guerre pour utiliser, dans ses usines, des prisonniers des camps de concentration, au prix d'une mortalité considérable pour ces malheureux. Il sera condamné à sept ans de prison au tribunal de Nuremberg pour crimes de guerre. Il n'effectuera qu'une peine de trois ans de détention dans des conditions d'hébergement très confortables. Après sa libération, il rebâtira son empire ; à sa mort en 1972, le nazi Friedrich Flick était redevenu l'un des hommes les plus riches du monde.

5 À peine arrivé légalement au pouvoir en ayant été nommé chancelier par le maréchal Hindenburg le 30 janvier 1933, Hitler, avec l'aide de Goering, organise l'incendie du Reichstag – la chambre des députés – dans la nuit du 27 au 28 février 1933. Le lendemain de cet événement, le maréchal Hindenburg signe un décret suspendant toutes les libertés individuelles. Le 5 mars 1933, de nouvelles élections législatives, les troisièmes en moins d'un an, donnent au Parti nazi 17,3 millions de voix et 43,9 % des suffrages. Les nazis n'auront jamais obtenu en Allemagne la majorité absolue lors des scrutins populaires ; mais c'est égal, car deux jours après son intronisation, le nouveau Parlement vote les pleins pouvoirs à Hitler.

5

Une guerre mondiale amusante et récréative

La guerre : elle révèle la profondeur des âmes.

Quelques années après la suspension des opérations de Sullivan & Cromwell en Allemagne, en 1940, la guerre embrase le monde. Les États-Unis entreront officiellement en guerre un peu plus tard, le 8 décembre 1941, au lendemain de l’attaque de Pearl Harbor au cours de laquelle deux vagues de quatre cents avions japonais, lancées depuis six porte-avions, détruiront la flotte américaine du Pacifique trop paisiblement en relâche dans la douceur de vivre des îles hawaïennes. Deux mille cinq cents morts américains, seulement trente pilotes japonais tués, le plan audacieux de l’amiral Yamamoto est pourtant raté : les porte-avions américains sont tous en mer et échappent au massacre. Immédiatement, ils pourront se lancer dans la guerre.

Au-delà de leurs côtés obscurs, tant John Kennedy qu’Allen Dulles sont des braves : de vrais braves. Pour les deux hommes, le temps de la confrontation l’un contre l’autre approche, mais dans l’immédiat, un ennemi commun

leur fait face : les forces de l’Axe, c’est-à-dire l’Allemagne, l’Italie, le Japon et quelques autres.

John Kennedy et Allen Dulles ne cherchent pas à échapper au danger. Au contraire, chacun à sa manière, ils se portent volontaires pour participer directement à l’affrontement. Le temps des atermoiements isolationnistes et des postures trop accommodantes avec le nazisme est terminé. Quand tonnent les canons, il n’est plus temps de se poser des questions philosophiques.

John Kennedy et Allen Dulles savent où est leur place : au front.

*

Septembre 1942, base navale de Charleston, Caroline du Sud. John Kennedy ronge son frein.

Planqué ? Non, certainement pas lui ! Comment pourrait-il rester à l’arrière tandis que son frère aîné, avec lequel on l’a toujours comparé, est pilote de guerre dans l’US Navy et que sur le front européen, le héros de la famille Kennedy enchaîne les missions face à l’ennemi ? John enrage. Certes, le séjour en Caroline du Sud, sur les bords du fleuve Cooper, est plutôt agréable, mais voir défiler les combattants de retour du front lui rappelle chaque jour que pour l’instant, il n’est qu’un planqué.

Le seul point positif est que jusqu’ici, ses camarades ne lui en tiennent pas rigueur. John est populaire auprès d’eux, ainsi qu’il l’a toujours été au cours de ses années d’école et d’université. Comme il possède une voiture, il emmène souvent ses potes en virée au bord du lac Moultrie ou sur les plages de l’Atlantique, et parfois même à New York, afin de partager avec eux les plaisirs de la grande ville.

Mais que cette inaction forcée est difficile à supporter !

Depuis plusieurs mois, John Kennedy multiplie les demandes pour obtenir une affectation au feu. Pourtant, son

état physique est loin d'être satisfaisant. De lancinantes douleurs au dos l'empêchent de s'entraîner correctement. On a même envisagé une opération pour résoudre le problème. Un moment, John est allé en observation dans une clinique, mais par les temps qui courent, la médecine a d'autres priorités. L'intervention n'a pas eu lieu, et les douleurs ressurgissent périodiquement, clouant littéralement John Kennedy au lit, ou le contraignant à se déplacer appuyé sur des béquilles.

À la faveur des vacances familiales à Hyannis Port, John Kennedy est devenu un expert dans le pilotage des voiliers et des vedettes à moteur. Toute la famille est fanatique de loisirs nautiques. Bien sûr, un bateau de guerre n'a pas grand-chose en commun avec un hors-bord de plaisance, mais John se verrait bien commander un navire de ce type. Justement, l'US Navy développe l'usage de petites vedettes lance-torpilles, les *Patrol Torpedo*, que toute l'Amérique surnomme les PT. Ils sont célèbres, ces PT, à cause des actions commando que quelques bravaches ont réussies, parfois contre toute attente, au nez et à la barbe des Japonais, comme le sauvetage du général McArthur, assiégé sur l'île philippine de Corregidor.

Ce mois de septembre 1942, l'US Navy a lancé un appel à volontaires : elle a besoin de cinquante jeunes officiers pour former une nouvelle promotion de commandants de PT dans le Pacifique.

En apprenant la nouvelle, John Kennedy exulte : c'est exactement ce qu'il recherche. Il envoie une candidature à l'amirauté pour rejoindre la *Torpedo Boat School*, mais il est un peu refroidi lorsqu'il apprend combien de ses camarades ont fait de même : plus de mille !

Mille candidats, cinquante places, des douleurs de dos qui, sa hiérarchie le sait pertinemment, laissent fréquemment le jeune Kennedy impotent, incapable de se déplacer sans béquilles… Les chances de John d'obtenir une

place sont terriblement minces. Pour tout dire, elles sont même inexistantes.

Un week-end, à Hyannis Port, John Kennedy se confie à son père. Ce dernier est en semi-retraite, privé à ce moment de fonctions officielles depuis qu'il a démissionné de son poste d'ambassadeur des États-Unis à Londres. Par bonheur, il possède les deux attributs qui forment la colonne vertébrale de l'Amérique, même en période de guerre mondiale : de l'argent et des relations.

Joe Kennedy Senior prend les choses en main. Il invite à déjeuner le futur commandant de promotion de la *Torpedo Boat School*. Celui-ci n'est autre que l'homme qui a sauvé le général McArthur aux Philippines. Sans ambages, Joe Senior expose tout l'intérêt qu'il y aurait pour la Navy à avoir un Kennedy parmi ses commandants de PT. Si John est retenu parmi les candidats, lui-même, Joe Kennedy Senior ne ménagera pas son appui à la *Torpedo Boat School* et il se fait fort de favoriser le financement et le développement des PT.

Quelques jours après, John Kennedy est auditionné par le commandant de promotion et son adjoint. Il n'est même pas question de son état médical. John est admis parmi les cinquante élèves commandants de PT.

Trois mois plus tard, afin de le tester, il est envoyé pour une première mission opérationnelle de surveillance dans le canal de Panama. John n'est qu'à moitié satisfait. Trop calme : là-bas, à Panama, il n'y a pas la guerre.

Encore trois mois, et en mars 1943, John Kennedy atteint son objectif : il part au feu.

Direction, le front du Pacifique.

Face à la flotte japonaise.

*

1er août 1943, la nuit, au large de l'île de Kasolo, dans l'archipel des îles Salomon.

Il nage. Le lieutenant John Kennedy nage. Depuis des heures, il nage, serrant les dents sur la courroie grâce à laquelle il tire derrière lui son camarade, Pat McMahon, le papy du bord.

Ah, il est beau, le lieutenant de vaisseau John Kennedy ! Il a bel et bien bousillé son affaire ! Le patrouilleur qu'il commande, le PT-109, n'est plus qu'une épave qui flotte au milieu du Pacifique, la coque coupée en deux, et dont quelques morceaux surnagent encore parce qu'ils sont en bois. Sous l'effet de la houle, le PT-109 se disloque progressivement. Bientôt, il ne restera rien pour s'accrocher.

Deux morts ! Sur les treize membres d'équipage, deux sont déjà morts, et McMahon ne vaut guère mieux. Tout est de sa faute ! Sur son PT-109, en compagnie de quatorze autres patrouilleurs de la même classe et de six destroyers, il devait attaquer un convoi de navires japonais. Mais depuis le début de la mission, le lieutenant Kennedy n'a fait que des mauvais choix. D'abord, la flottille américaine s'est dispersée et, à bord du PT-109, John Kennedy a perdu le contact. Ensuite, il n'a pas mis son équipage en ordre de combat : au moment du naufrage, deux de ses hommes étaient même endormis ! Pour ajouter à la catastrophe, ni lui ni ses hommes n'ont été capables d'interpréter correctement les indications du radar de bord qui indiquaient qu'un destroyer japonais se dirigeait vers le PT-109. Et enfin, aux commandes de la vedette lance-torpilles, John Kennedy s'est mis en position vulnérable, coupant les moteurs pour attendre le passage du convoi japonais au lieu de simplement réduire le régime au minimum et rester prêt à réagir en cas de besoin.

Lorsque le destroyer nippon *Amagiri* a surgi de la nuit, à moins d'un quart de mille du PT-109, il était trop tard. Le puissant *Amagiri* a éperonné le petit PT-109 et l'a réduit en

copeaux, comme s'il s'agissait d'une boîte d'allumettes. Puis il a poursuivi sa route sans même ralentir. Le PT-109 a coulé, vaincu au combat sans avoir tiré un coup de feu. Son équipage précipité à l'eau n'a échappé qu'à grand-peine aux remous des énormes hélices du destroyer japonais, à l'exception de deux hommes qui se sont noyés. Sur les treize marins, une dizaine ont pu se regrouper autour de l'épave. John a plongé pour aller chercher un onzième, Pat McMahon qui, grièvement blessé, était incapable de nager jusqu'aux débris du PT-109.

Et maintenant, John Kennedy, épuisé, se demande que faire. Attendre les secours ? Oui, dans un premier temps. Comme le PT-109 ne communique plus à la radio, la Navy lancera des recherches. Mais le patrouilleur de John Kennedy était égaré loin de la zone où il aurait dû guetter le convoi japonais. Les secours pourront-ils le trouver ?

Au bout d'une douzaine d'heures dans l'eau, au milieu de l'océan, Kennedy comprend que l'attente sera vaine. Si ses hommes et lui veulent vivre, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Il donne l'ordre d'abandonner ce qui reste de l'épave et de nager. Direction ? L'île la plus proche, Kasolo, à deux ou trois milles seulement.

Bravement, les dix hommes acceptent de suivre leur chef. Mais il y a un problème : bien que servant dans l'US Navy, deux d'entre eux ne savent pas nager. On les attache, tant bien que mal, sur un morceau d'épave que les autres pousseront. Pat McMahon, « Pappy » pour ses camarades, assure qu'il peut nager, maintenant qu'il est remis du choc du naufrage. À quarante et un ans, il fait figure de vétéran et tout le monde l'adore. À peine le parcours entamé vers Kasolo, l'épuisement reprend le dessus. John Kennedy doit le tirer avec les dents par la courroie de son gilet de sauvetage.

Combien d'heures nagent-ils ? Cinq ? Six ? Ils ne savent pas. Au bout d'un ou deux milles, ils sont séparés par les

vagues. Finalement, à bout de forces, John et Pappy abordent sur une place de Kasolo, la peau à vif, lacérés par les récifs qu'ils ont dû franchir.

Où sont les autres ? Peu importe. John s'évanouit de fatigue.

Au bout d'un moment, des voix américaines le réveillent. Ce sont ses hommes ! Par miracle, tous ont pu rallier Kasolo.

L'île est un morceau de terre déserte, à l'écart des routes empruntées par les bâtiments de la Navy. John Kennedy décide de partir seul pour rallier une île plus proche du détroit de Ferguson où il pense que des convois américains sont susceptibles de croiser. Au large de Kasolo, plusieurs îles jalonnent le chemin vers le détroit de Ferguson : Olasana, Leorava, Nusa Nane, Naru… Elles ne sont séparées que par quelques centaines de mètres, voire un mille tout au plus, mais après une nuit à nager dans le Pacifique, nager de l'une à l'autre est une épreuve exténuante, d'autant que ces îlots sont entourés de récifs coralliens qui déchirent les plaies déjà à vif.

Après de longues heures de nage, John Kennedy parvient sur Naru, à l'orée du détroit de Ferguson. Il reste là toute une nuit, sans apercevoir le moindre esquif. L'île de Naru est occupée par les Japonais. Impossible de faire du feu pour signaler sa présence. Impossible aussi de demeurer trop longtemps, au risque d'être découvert par une patrouille ennemie. Que font ses hommes en son absence ? Il décide de revenir sur Kasolo pour s'assurer que tout va bien. Courageusement, John Kennedy rebrousse chemin, nageant pendant toute une journée d'île en île jusqu'à son point de départ. À plusieurs reprises, sans forces, il pense à s'avouer vaincu et à s'abandonner à la noyade. Mais à chaque fois, il trouve en lui un soupçon d'énergie et repart.

Ses hommes n'ont pas bougé. Il les retrouve, sans véritable idée de la conduite à tenir. Pourtant, ils ne peuvent rester là. Il n'y a pas d'eau sur l'île. Ils vont mourir de soif

sous la chaleur infernale. Voilà déjà trois jours que le naufrage a eu lieu.

Les onze hommes se remettent à l'eau, en direction d'Olasana. Cette île est plus grande. On doit pouvoir y trouver de l'eau. Le chiendent est qu'elle aussi est occupée par les Japonais. Il faudra être très discret.

Tous parviennent jusqu'à Olasana, à un bon mille de distance de Kasolo : encore plusieurs heures de nage dans l'océan agité. Là, c'est la déception : pas d'eau, juste quelques noix de coco. Le matin venu, John et le marin Ross repartent vers le détroit de Ferguson : retour sur l'île Naru où John était parvenu deux jours avant. Le guet reprend, avec le risque toujours présent de se faire repérer par le peloton de Japonais stationné là. Mais rien. Toujours aucun navire américain !

Après une journée passée à griller dans la fournaise tropicale, Ross et John font quelques pas à l'intérieur de l'île à la recherche d'eau. Miracle ! Ils trouvent une boîte de bonbons et une autre d'eau en conserve ! Et même un canot dissimulé sous un buisson ! John prend la mer pour avancer un peu dans le détroit de Ferguson, mais décidément, les navires américains ont décidé de bouder ce passage. Encore chou blanc ! Il récupère Ross et, avec le canot, ils rejoignent le reste de l'équipage à Olasana.

Là, divine surprise ! Ses hommes discutent avec deux Mélanésiens. Les indigènes font comprendre qu'ils vont partir chercher du secours. Mais peut-on leur faire confiance ? Ne vont-ils pas les livrer aux Japonais ?

John Kennedy grave un message de détresse sur une noix de coco et le leur confie. Les deux Mélanésiens partent en pirogue. Les Américains les reverront-ils ? Voilà six jours que le naufrage a eu lieu. Kennedy est obstiné : le soir venu, en compagnie de Ross, il retourne en canot se poster dans le détroit de Ferguson. Mais encore une fois, rien à l'horizon.

Au matin du 7 août, lorsqu’ils reviennent à Olasana, Ross et John Kennedy voient leurs camarades en compagnie de huit Mélanésiens. Ils ont apporté de l’eau, de la nourriture et des instructions : Kennedy doit se rendre sur l’île de Komu et, de là, on organisera le sauvetage de son équipage.

La pirogue des Mélanésiens emmène John. L’équipage du patrouilleur naufragé reste seul sur Olasana, tant bien que mal dissimulé pour éviter les patrouilles japonaises. Le lendemain 8 août, le lieutenant Kennedy revient à bord d’un patrouilleur, le PT-157. L’équipage du PT-109 est sauvé.

La mission de John Kennedy est à la fois un cuisant échec et un sacré acte d’héroïsme. Que serait-il advenu de ses hommes si John, pour soigner ses problèmes de dos, n’avait pas été membre de l’équipe de natation de son université ?

*

Le PT-109 de John Kennedy sera le seul et unique *Patrol Torpedo* de l’US Navy qui sera coulé par les Japonais pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Un exploit ! Tout entier au crédit de John Kennedy !

Le jeune officier voudra se racheter : alors que son père souhaitait qu’il regagne immédiatement les États-Unis, John insiste pour demeurer dans le Pacifique et poursuivre le combat. La Navy lui offre un autre commandement : encore un patrouilleur, le PT-59, mais mieux armé et plus manœuvrant que le PT-109. John Kennedy effectuera plusieurs missions opérationnelles en octobre et en novembre 1943, mais sans jamais engager le feu contre la flotte japonaise.

Son état physique se dégrade, avec des douleurs au dos de plus en plus insupportables. Incapable désormais de tenir sa place dans les missions en mer, il est rapatrié aux États-Unis en janvier 1944.

Il découvre que par la magie de la narration journalistique, son pitoyable naufrage, certes suivi d'un très courageux sauvetage, a été transformé en formidable acte de bravoure dans les journaux des États-Unis. Le patriarche des Kennedy, Joe Senior, n'est pas pour rien dans cette brillante manipulation. La presse aurait pu décrire son fils en capitaine incompétent et léger. Encouragée par d'amicales pressions, d'habiles manœuvres et une substantielle contribution financière, elle le transforme en véritable héros américain.

John Kennedy, dans un premier temps, est un peu honteux de la célébrité imméritée qui lui échoit. Deux ans plus tard, lorsqu'il se présentera à sa première élection au Congrès, il aura moins de scrupules : il fera diffuser par dizaines de milliers d'exemplaires le récit de ses « exploits » en qualité de commandant du PT-109, quelque peu « arrangés » à des fins électorales.

Ainsi en va-t-il en politique. La fausse légende ne pouvait, de toute façon, effacer le réel courage du futur Président Kennedy.

*

Il existe plusieurs moyens de gagner une guerre.

Progressivement, à compter du départ d'Allemagne de Sullivan & Cromwell, à la fin de 1935, Allen Dulles se lasse des affaires et de Wall Street. De l'argent, il en dispose suffisamment jusqu'à la fin de sa vie. À quoi servirait-il de continuer à entasser des millions dont il ne saurait que faire ? Il a besoin d'autre chose, d'autant que continuer à travailler chez Sullivan & Cromwell avec son frère Foster devient compliqué.

Foster, aveuglé par son anticommunisme, ne veut admettre quel danger le Troisième Reich représente pour la paix. Sans dessiller les yeux, il continue chaque année à se

rendre en Allemagne et à y faire des affaires. Il effectue des voyages en 1936, en 1937, en 1938, après la nuit de Cristal, et même en 1939, après l'Anschluss en Autriche et l'annexion des Sudètes, sans rien accepter de voir des persécutions contre les Juifs. Rien n'y fait : imperturbable, afin de protéger le monde contre la peste bolchevique, le très presbytérien John Foster Dulles continue à défendre un régime nazi dont les crimes ne sont même plus dissimulés au public. Dans son esprit, anticommunisme et liberté des affaires sont des valeurs primordiales à défendre. Tant que le régime hitlérien portera ces principes, il le soutiendra !

Bien qu'il ait été mis en minorité lors de la séance sur la poursuite des opérations de la firme en Allemagne, John Foster reste la poutre faîtière de Sullivan & Cromwell qui, malgré la fermeture de ses bureaux allemands, demeure la plus grande compagnie d'avocats des États-Unis. Sans relâcher son effort, toujours le premier arrivé au travail et le dernier à quitter Wall Street, Foster s'acharne avec son efficacité redoutable à faire rentrer des deals rémunérateurs dans le carnet de Sullivan & Cromwell, tout en militant ardemment pour le maintien de la neutralité américaine dans le conflit qui s'annonce. Avec sa raideur proverbiale, portant en étendard son anticommunisme viscéral et son culte de l'argent et des affaires, John Foster Dulles s'aveugle lui-même, parfois jusqu'à l'absurde. Deux mois après l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, il prononcera encore un discours dénonçant l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. Il faudra que les premières bombes de la Luftwaffe d'Hermann Goering tombent sur Londres pour qu'il songe à modérer son soutien au nazisme.

Allen n'est pas dans le même état d'esprit. Tandis que montent les rumeurs de guerre, il s'éloigne des affaires. Un moment, il s'essaie en politique et tente de se faire élire représentant de Manhattan au Congrès pour le compte du

Parti républicain. C’est un échec. Allen n’en est pas plus affecté que cela. Puis il s’engage aux côtés d’une célébrité du Parti républicain, Thomas Dewey, procureur de l’État de New York. Celui-ci s’est illustré dans la lutte contre la mafia et fort de ses exploits contre le crime organisé, il se présente à l’investiture républicaine pour l’élection présidentielle de 1940. Dewey est battu par Wendell Willkie, un avocat d’affaires avec lequel Allen avait travaillé dans le passé. Allen est encore une fois dans le camp perdant, mais il ne s’en émeut guère. Est-il vraiment fait pour la politique ? se demande-t-il. Probablement pas.

Le soir de la défaite de Dewey, Allen songe à aller retrouver l’une de ses maîtresses pour se détendre un peu. Il va pour sortir de l’hôtel où se déroule la convention du Parti républicain quand une large silhouette lui barre le passage. Allen connaît bien l’individu : William Joseph Donovan, alias « Wild Bill » Donovan. Un baroudeur, un ami du Président Roosevelt, un brave qui a combattu sur tous les fronts où des Américains étaient engagés depuis trois décennies, et dont la poigne de titan force le respect.

« Allons boire un verre ! » annonce Wild Bill.

On ne refuse pas l’invitation d’un vieux camarade. Allen et Wild Bill partent, bras dessus bras dessous, partager quelques boissons viriles dans un établissement idoine. Après deux ou trois verres de bourbon bien tassés, Donovan raconte à Allen qu’il rentre de Londres où il a rencontré Churchill et la plupart des grands chefs de l’espionnage anglais. Il en a tiré deux conclusions, qu’il vient de présenter à Roosevelt. La première conclusion, c’est que la guerre mondiale qui vient de se déclencher va durer un sérieux bout de temps. La seconde, c’est que le camp des Alliés, que les États-Unis rejoindront tôt ou tard, ne l’emportera pas sans un service d’espionnage solidement membré.

Il lance alors à Allen Dulles : « Tu veux en être ? »

*

William Joseph Donovan, dit « Wild Bill » Donovan : lui, c’est vraiment un homme.

Il est né en 1883 à Buffalo, dans l’État de New York. Fils d’immigrants irlandais aux fortes convictions catholiques, il est tenté au cours d’une brève flambée mystique de devenir prêtre, mais comprend rapidement qu’il n’est pas fait pour ça. Donovan est un combattant, une sorte de croisé de l’Amérique, un chevalier de l’ordre du Temple dont le grand maître serait le Président des États-Unis. Dès son enfance, il décide qu’il n’y aura pas plus américain que lui.

Le jeune William Donovan est brillant : après le lycée, il intègre la *New York Niagara University*, puis la très sélecte université de Columbia où il sera diplômé en droit en même temps qu’un camarade qui deviendra un ami très proche : Franklin Delano Roosevelt.

Le jeune William Donovan est costaud : à Columbia, il rame en seconde position dans le huit de couple de l’université, le bateau amiral de l’équipe d’aviron qui concourt chaque année contre Harvard, Yale ou Dartmouth. Il devient aussi quarterback titulaire de l’équipe première de football américain. C’est là qu’il gagne son surnom de « Wild Bill », qui illustre le tempérament du bonhomme et l’énergie dévastatrice qu’il déploie sur le terrain.

Car le jeune William Donovan est bagarreur. Pour autant, Wild Bill n’est pas qu’une terreur des terrains de football. Il a davantage de moelle. En 1912, le brillant avocat, épris de poésie et de littérature, s’engage dans la garde nationale de l’État de New York. Cinq mois plus tard, il est nommé capitaine de l’unité de cavalerie. À la frontière mexicaine, les raids de Pancho Villa menacent le Texas et la garde nationale de New York est appelée en renfort. Donovan soumet son détachement à un entraînement de commando,

mais par malheur pour lui, les troubles s'apaisent avant que les New-yorkais ne soient envoyés au combat.

Ce n'est que partie remise.

Lorsque les États-Unis entrent dans la Première Guerre mondiale, Donovan refuse le poste de colonel qu'on lui propose dans les services administratifs. Il préfère un modeste grade de major dans le 69e régiment d'infanterie de New York, la « *fighting Irish* » brigade. Il se bat sur l'Ourq, il se bat en Argonne, et gagne sur le champ de bataille le grade de colonel qu'on lui proposait à l'arrière. Une guerre glorieuse : en 1940, la *Warner Brothers* tournera un film sur l'histoire de ce régiment, « *The fighting 69th* », avec James Cagney dans le rôle principal et l'acteur irlando-américain George Brent dans le rôle de Bill Donovan.

En bref, Donovan est un héros. Un héros imprévisible, mais un héros quand même. Un journaliste écrira à son sujet : « On ne sait jamais si Bill Donovan va décider de mourir pour la patrie, de boxer Jack Dempsey[1] ou de se présenter à l'élection du Président des États-Unis. » D'ailleurs, au sujet de cette troisième option, une fois arrivé à la Maison-Blanche, Franklin Delano Roosevelt dira de son copain d'université, afin de saluer la qualité du gaillard : « S'il avait été démocrate, il serait à ma place aujourd'hui. »

*

Au jugement de Roosevelt, on pourrait ajouter que s'il avait été démocrate, Wild Bill Donovan n'aurait pas rencontré Allen Dulles à la convention du Parti républicain, et il ne lui aurait pas proposé de rejoindre l'organisation qu'il s'apprête à monter en Europe pour combattre le Troisième Reich.

En 1930, Donovan avait créé un cabinet d'avocats à Wall Street et il était devenu riche. Mais comme Allen Dulles, il s'était vite fatigué de ces banquiers et de ces hommes

d’affaires obsédés par le pognon et par leurs damnés indicateurs financiers. Aussi, lorsqu’en 1935, ce vieux Franklin D. Roosevelt, en invoquant leur jeunesse à Columbia, lui avait proposé de devenir son émissaire pour des missions secrètes, Wild Bill avait sauté sur l’occasion. Bien qu’il fût républicain et que Roosevelt fût démocrate, les deux hommes étaient avant tout Américains, amis, et s’accordaient une totale confiance.

Pour le compte de Roosevelt, Donovan avait parcouru l’Europe, l’Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, il avait poussé jusqu’en Asie, au fin fond de la Sibérie, et s’était même rendu en Éthiopie. Bill Donovan, comme Allen Dulles, était sympathique en diable. Tout le monde tombait sous le charme de cette armoire à glace si cordiale qui vous broyait la main avant de vous raconter ses bonnes histoires du temps du football à l’université. Au bout du compte, après toutes ces missions pour Roosevelt, Donovan pouvait se vanter de connaître intimement tous ceux qui comptaient en Europe, ennemis comme amis, et de pouvoir appeler la plupart par leur prénom tout en demandant des nouvelles du petit dernier, dont il se souvenait avec exactitude de la date d’anniversaire.

Les Anglais, particulièrement, étaient tombés raides amoureux de Bill Donovan qu’ils appelaient en privé, dans le secret de l’*Intelligence Service*, « notre homme » à Washington.

Lorsqu’il entend la proposition de Bill Donovan de rejoindre l’espionnage américain, Allen comprend immédiatement qu’il ne peut refuser. Même depuis les bureaux de Sullivan & Cromwell, il s’est intéressé à l’organisation du renseignement aux États-Unis depuis qu’il a quitté la diplomatie active. Elle est pitoyable, cette organisation. Pas moins de huit agences fédérales font plus ou moins du renseignement, sans se coordonner, sans échanger leurs informations, sans méthode de travail. En

réalité, les seuls agents de renseignements quelque peu efficaces sont des individus isolés à qui l’on confie des missions parce qu’on les sait dignes de confiance : ce fut son cas lorsque Roosevelt l’envoya rencontrer Hitler en 1933, et c’est maintenant le cas de Bill Donovan.

Ce dernier explique son projet, que Roosevelt a approuvé : centraliser l’organisation, la professionnaliser, établir des liens avec les services de renseignement étrangers, et notamment avec l’*Intelligence Service* britannique. Pour Allen, tout cela a du sens, surtout avec la guerre qui pointe sérieusement à l’horizon.

À la fin de la soirée, Allen a totalement oublié que son candidat à l’investiture républicaine pour la présidentielle, Thomas Dewey, a lamentablement perdu face à Wendell Willkie. Il n’a qu’une seule question pour Bill Donovan : quand commence-t-on ?

*

Allen Dulles le sait pertinemment : le travail de renseignement est un travail de longue haleine, qui nécessite une infinie patience. Il peut arriver que l’on tombe sur un dossier regorgeant de précieuses informations secrètes qui sont justement celles dont on a besoin, mais la probabilité de ce genre d’événement est d’une chance pour un million, et encore, si les vents sont favorables et les planètes alignées.

Plus prosaïquement, la vie d’un service de renseignement est faite de la collecte de centaines de milliers de petits riens dont, par chance ou par qualité de l’analyse, on parvient à extraire la bonne information qui, un jour, sera peut-être utilisée le moment venu.

Ainsi les aventuriers Wild Bill Donovan et Allen Dulles font-ils leurs débuts en qualité de maîtres-espions. En juillet 1941, le Président Roosevelt nomme Donovan chef de

l'*Office of the Coordinator of Information*. Le COI est chargé de centraliser et de coordonner tous les travaux des différentes agences de renseignement américaines.

Allen est nommé peu après chef du bureau du COI à New York, responsable de l'essentiel des tâches de collecte de renseignements, d'entraînement des espions de terrain et des contacts avec l'*Intelligence Service* britannique. Allen est un administrateur fort médiocre, mais il s'entoure de collaborateurs qui s'entendent à mettre en place la logistique énorme dont a besoin le COI : pour le compte d'Allen, ils recrutent plusieurs centaines d'employés, des diplômés et des autodidactes, des avocats et des banquiers, mais aussi des tenanciers de bar, des professeurs, des bibliothécaires, des chauffeurs de taxi, des joueurs professionnels… En bref, un ramassis de personnalités hétéroclites, mais qui parlent français, allemand, malais, chinois, et sont capables de s'adapter à toutes les situations et tous les caractères. Ces femmes et ces hommes sont chargés d'interroger les émigrés, les réfugiés et les voyageurs en provenance d'Europe, afin de recueillir des informations détaillées sur les lieux où ils ont vécu, sur les installations militaires qu'ils ont pu apercevoir, sur les administrations auxquelles ils ont dû s'adresser, mais aussi sur les cartes de rationnement qu'ils ont utilisées, les laissez-passer qu'ils ont obtenus, les magasins où ils ont fait des achats… Dans les bagages de ces exilés fuyant l'Europe, ce qui peut être réutilisé dans des actions de terrain est saisi et classifié : argent européen, cartes de rationnement, papiers d'identité, cartes routières, vêtements confectionnés en Europe…

Du haut du gratte-ciel du Rockefeller Center où il a installé les bureaux du COI, Allen fait en sorte que rien ne soit laissé au hasard : la vie d'un agent de terrain, autrement dit d'un espion, tient à peu de chose. Le moindre

détail, la moindre information, le moindre objet peut le perdre ou, au contraire, favoriser la réussite de sa mission.

Mettre en place cette énorme organisation est une œuvre considérable, harassante, mais obscure. En acceptant la proposition de Bill Donovan, Allen n'ignorait pas que sa première tâche, et sans doute la plus déterminante pour le sort de la guerre, serait peu gratifiante. Pourtant, il fallait en passer par là. L'action de terrain, ce subtil exercice de manipulation, d'intelligence et de courage, n'entrait pas dans les premiers objectifs qu'avait assignés Roosevelt.

Certes, juste avant de s'atteler à la construction de l'immense mécanique du COI à New York, Allen n'avait pu s'empêcher d'aller goûter un peu d'adrénaline en Amérique du Sud, en orchestrant la captation au profit des États-Unis de la compagnie nationale aérienne de Bolivie au détriment des intérêts allemands qui la détenaient. Les financiers nazis qui possédaient la société n'y avaient vu que du feu. En dépit de la réussite de sa mission, au cours de laquelle il s'était amusé à se faire passer pour un simple businessman en quête d'une bonne affaire, cela restait une modeste mise en bouche finalement un peu frustrante, car le retour à New York avait été synonyme de reprise de l'activité obscure de chef d'une fourmilière d'indics et d'informateurs. Mais Allen en était persuadé : tout cela n'était qu'une première étape.

*

Heureusement, la guerre réserve parfois de bonnes surprises.

En juin 1942, épaté par la masse de renseignements collectés par le COI, le Président Roosevelt accepte la nouvelle proposition de Bill Donovan : dupliquer encore davantage l'organisation britannique du renseignement et de l'espionnage en créant un département en charge des actions de terrain. Ainsi que Donovan l'explique à Roosevelt

dans un mémorandum, le COI, d'une certaine manière, est le frère américain de l'*Intelligence Service*. Or, les Anglais ont davantage : le SOE, le *Special Operations Executive*, qui excelle dans la subversion, le sabotage, le chantage, l'infiltration, le retournement d'espions et les assassinats ciblés. Pour Donovan, les États-Unis ne doivent pas se priver de l'atout que représenterait une telle organisation.

Le 13 juin 1942 est créé l'OSS, *Office of Strategic Services*.

Pour diriger l'action sur le terrain en Europe, deux postes de commandement sont prévus : Londres et Berne.

Berne ? Le Bellevue Palace, sa piscine et ses séduisantes baigneuses ? Les courts de tennis du *Bern Lawn Tennis Club*, sur le *Dählhölzli*, près de *Thunplatz*, et ses jolies joueuses en jupette ? Allen connaît bien ! Il conserve tellement de bons souvenirs de son passage là-bas… C'est à Berne qu'il ira !

*

Pendant l'été 1942, Allen prépare son départ pour la Suisse. Il démissionne de sa fonction de trésorier du Parti républicain de New York, dernière des fonctions politiques dans lesquelles il était encore engagé. L'avocat mondain fait aussi le tour de ses relations d'affaires et de ses clients de Sullivan & Cromwell, à la fois pour clore les derniers deals et pour leur demander s'ils connaissent des gens utiles en Suisse qui pourraient faciliter la mise en place de ses réseaux.

Et surtout, il met au point son parcours.

Comment se rend-on de New York à Berne en pleine guerre mondiale ? L'affaire n'est pas très simple. D'abord, un avion de ligne pour le Portugal, pays neutre, avec une escale aux Açores. Ensuite, un train à travers l'Espagne. Grâce à l'ami Bill Donovan, l'Espagne n'a pas rejoint les forces de l'Axe et les Américains peuvent circuler plus ou

moins librement sur son territoire ; en 1941, Donovan a rencontré le dictateur phalangiste Francisco Franco et l'a menacé d'un embargo total sur les livraisons de blé et de pétrole si son pays entrait en guerre contre les Alliés. Franco a vite compris où était son intérêt.

Une fois ralliée la frontière française, non pas côté Atlantique, où les Allemands verrouillent les accès, mais côté Méditerranée où le gouvernement de Vichy conserve un semblant de souveraineté, il faut parvenir à passer. A priori, c'est possible à Cerbère, point de transit prévu. Les choses s'y passent bien, si l'on en croit les informations recueillies par les collaborateurs du bureau de l'OSS à New York. De là, un autre train à travers la zone libre française jusqu'à Annemasse, à la frontière suisse, et ensuite… c'est l'inconnu. En théorie, les douaniers du régime de Vichy laissent passer les Américains vers la Suisse. Mais pas toujours…

À la fin du mois d'octobre 1942, Allen envisage de programmer la date de son départ dans les semaines à venir. Mais au début du mois de novembre, une information arrive à l'état-major de l'OSS : les Alliés vont débarquer en Afrique du Nord le 8 du mois ! Catastrophe : Allen est certain que les Allemands vont réagir à cet événement d'une manière ou d'une autre, probablement en fermant toutes les communications sur le territoire français, voire en prenant le contrôle sur la zone non occupée qu'il doit traverser. Les Américains qui se trouveraient alors en zone libre seraient arrêtés et internés.

Allen précipite son départ. Le 2 novembre, Clover l'emmène à l'aéroport de New York, direction le Portugal. Malchance : le temps est mauvais sur l'Atlantique et l'avion doit patienter deux jours aux Açores avant de poursuivre vers Lisbonne. Une fois arrivé en Europe, deuxième tuile : le train à travers l'Espagne est retardé à Barcelone. Finalement, Allen se présente à la frontière française, à

Cerbère, le 8 novembre. Au même moment, en Afrique du Nord, l'opération *Torch* se déroule. Les armées du général Eisenhower débarquent au Maroc et en Algérie. À la gare de Cerbère, tandis qu'il patiente pour le contrôle de ses papiers, un diplomate suisse aborde Allen. Très excité, il lui annonce que les Américains envahissent l'Afrique du Nord. Est-il au courant ?

Allen garde la réponse pour lui, mais il est inquiet. Que va-t-il se passer en France ? Il décide de poursuivre. Il a dissimulé dans ses vêtements des listes de noms et un chèque au porteur d'un million de dollars tiré sur une banque suisse. S'il se sent menacé, il détruira tout cela et tentera de rejoindre la Résistance française.

Le trajet jusqu'à Annemasse se passe sans encombre. Mais là, au poste frontière de la gare, les douaniers français sont accompagnés par un Allemand de la Gestapo. Les voyageurs doivent descendre du train et s'aligner pour le contrôle. Les uns après les autres, ils présentent leurs passeports et leurs laissez-passer. Tous sont autorisés à poursuivre.

Vient le tour d'Allen.

L'agent de la Gestapo est circonspect. Manifestement, il n'a pas encore reçu d'ordres très précis quant au sort à réserver aux Américains. L'Allemand prend soigneusement note des caractéristiques du passeport d'Allen Dulles, puis il s'éloigne. Un gendarme français s'approche d'Allen. En chuchotant, il l'informe que l'ordre a été reçu d'informer le cabinet du maréchal Pétain de toute présence d'Américains sur le territoire. Allen est inquiet. Il tente d'expliquer au gendarme qu'il doit impérativement passer en Suisse, que les Français et les Américains sont amis depuis Lafayette, que ces liens ne sauraient être rompus par ce qui se passe en Afrique…

Le gendarme écoute ce beau discours qu'Allen prononce dans un français presque parfait, mais il ne réagit pas. Une

heure passe. Puis une deuxième. Du coin de l'œil, Allen évalue ses chances de s'enfuir, de franchir les voies en courant et de se perdre dans les ruelles d'Annemasse…

L'heure de départ du train pour Genève approche. Le gendarme auquel Allen a parlé lui fait signe. Il regarde alentour si l'homme de la Gestapo reparaît. Non, il n'est pas là. « Montez vite dans le train ! Vous voyez que la collaboration française n'est que symbolique ! » souffle-t-il.

Quelques minutes plus tard, le train franchit la frontière helvétique.

Allen Dulles sera l'un des tout derniers Américains à rejoindre ainsi la Suisse. Toutes les voies de communication seront désormais fermées jusqu'à la libération de la France.

*

L'hôtel particulier est joli, sans être ostentatoire. Depuis sa position dans une boucle de l'Aar, la rivière qui traverse Berne, il offre une magnifique perspective sur les sommets alpestres de l'*Oberland* bernois. Le Bellevue Palace est d'un côté, la cathédrale de l'autre, et le casino est à quelques pas. Trois étages d'appartements bourgeois, un quatrième pour les chambres de service. À l'arrière, une terrasse ensoleillée permet d'accueillir les amis pour un cocktail et, surtout, de sortir par une porte dérobée au fond du jardin et s'évader, si besoin, par les rives de l'Aar. Telle est la résidence où s'installe Allen Dulles à Berne, au 23 *Herrengasse*. Un lieu à l'image d'Allen : luxe, calme et efficacité.

Officiellement, Allen Dulles est l'assistant de l'ambassadeur des États-Unis. Mais les allées et venues qui bientôt, se multiplient au 23, *Herrengasse*, n'ont que de lointains rapports avec l'activité diplomatique : des réfugiés, des partisans, des businessmen, des exilés, des évadés… Le ballet des visiteurs ne passe pas inaperçu, d'autant que

quelques semaines après son arrivée, un journal bernois fait paraître un article qui présente Allen Dulles comme « représentant spécial du Président Roosevelt, en mission spéciale en Suisse ». Le journaliste aurait pu carrément écrire « Chef de l'OSS en Suisse » ; l'effet n'aurait guère été différent.

L'entrefilet amène deux conséquences. D'un côté, le flot de visiteurs augmente encore, car tous ceux qui pensent détenir quelque information utile savent désormais à quelle porte frapper. De l'autre, les services d'espionnage nazis installent des guetteurs permanents juste en face de l'hôtel particulier. Allen les salue d'un geste amical, lorsqu'il quitte son appartement, et, s'il doit se faire discret, pour faire croire qu'il est tranquillement occupé dans son domicile, il allume les lumières du salon avant de s'éclipser par la sortie vers l'Aar.

En complément de l'hôtel particulier du 23, *Herrengasse*, Allen ne manque pas de points de chute. L'appartement de sa maîtresse « officielle », par exemple. Allen a recruté Mary Bancroft, jeune femme de trente-neuf ans qui appartient à la riche famille Bancroft, bien connue à Wall Street. Les Bancroft sont les anciens propriétaires de *Dow Jones & Company*, la société qui édite le célèbre journal financier *Dow Jones* que lisent tous les Américains possédant des titres en bourse. Mary Bancroft est jolie, assez volage, déjà mariée et divorcée deux fois, et pas réticente à offrir son corps à l'Amérique. Pour le compte d'Allen Dulles, elle sera l'agent traitant et la maîtresse de Hans Bernd Gisevius, un espion allemand collaborateur de l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr. Allen disposera ainsi d'informations de première main sur l'état d'esprit de l'état-major nazi et sur les complots organisés contre Hitler. Après la guerre, Mary Bancroft deviendra romancière aux États-Unis.

Allen utilise aussi les appartements de ses autres maîtresses ou de ses amis. Qui refuserait d'accueillir cet

Américain souriant, sympathique, habillé comme un gentleman-farmer du Sussex et qui régale l'auditoire de sa verve aussi bien en anglais, en français qu'en allemand ?

De proche en proche, Allen Dulles constitue sinon le plus remarquable réseau d'espionnage qui ait jamais existé en Suisse, du moins le plus bigarré. Outre les habituels traîtres, agents nazis retournés ou honorables correspondants, il comprend aussi Carl Jung, le célèbre psychanalyste, qui sera recruté par Mary Bancroft. Jung rédigera pour Allen Dulles plusieurs rapports sur le psychisme des chefs nazis, il est vrai assez difficile à comprendre. Le chef de l'OSS à Berne enverra aussi l'acteur Sterling Hayden combattre en Yougoslavie aux côtés des partisans communistes, sous les ordres de leur commandant en chef, Josip Broz, dit Tito. Sterling Hayden a déjà tourné deux films à Hollywood et il sera, bien plus tard, l'inoubliable incarnation de « *Johnny Guitar* », avec Joan Crawford, dans le film de Nicholas Ray, en 1954. Sterling Hayden ne fera jamais étalage de ses exploits lorsqu'il combattait de vrais nazis, la mitraillette Sten à la main. En authentique héros courageux qui avait risqué sa vie et vu mourir des hommes autour de lui, il n'était pas de ces trop nombreux acteurs hollywoodiens qui présentaient comme de formidables faits de guerre leur participation aux représentations du théâtre aux armées.

*

En matière d'espionnage, le principal enjeu consiste à rapporter plus de vérités que de bêtises. Pour les espions de terrain comme Allen Dulles, confrontés à des flots d'informations, de personnages, de parjures, de traîtres qui cherchent à monnayer des secrets, et d'illuminés qui croient sauver le monde, la difficulté consiste à trier et discerner ce qui est utile, ce qui ne l'est pas, et ce qui est nuisible.

Parfois, Dulles transmet à Washington des informations inexactes. Mais c'est la règle du jeu : en matière

d’espionnage, le « zéro défaut » n’existe pas.

Souvent, le chef de l’OSS à Berne connaît de brillantes réussites : par exemple, l’identification de l’emplacement exact d’une usine de production de V1 et V2, à Peenemünde, en Poméranie occidentale. Grâce aux renseignements d’Allen Dulles, en août 1943, l’état-major allié organisera l’opération *Hydra* : le bombardement par une nuée de près de six cents *Lancaster* et autres bombardiers lourds du site de production des fusées destinées au blitz sur Londres. S’il ne sera pas entièrement détruit, le site de Peenemünde restera durablement endommagé. Le commandant militaire de l’usine, l’ingénieur en chef qui concevait les fusées et cinq cents techniciens seront tués. La production de V1 et V2 sera retardée d’au moins six mois, permettant aux Alliés de préparer plus sereinement le débarquement en Normandie.

Allen Dulles sera aussi l’agent traitant de l’espion Fritz Kolbe, peut-être le plus crucial informateur des Alliés au cours de toute la Seconde Guerre mondiale. Comment auraient-ils pu ne pas s’entendre ? Comme Allen, Fritz Kolbe est diplomate de métier, il est passionné de géopolitique, sportif, sympathique, cultivé, spirituel et séducteur. Philosophiquement, Kolbe se situe à l’exact antipode du stéréotype nazi. En 1943, il contacte Allen Dulles à Berne avec, dans sa serviette, une poignée de messages diplomatiques de la plus grande importance. Dulles, dans un premier temps, est circonspect, d’autant que l’Allemand refuse toute rémunération pour ces renseignements hautement confidentiels. Puis il comprend que Fritz Kolbe est sincère. Pendant deux ans, les deux amateurs de tennis et de jolies femmes se rencontreront régulièrement et Fritz remettra à Allen environ mille six cents messages ayant trait aux plans d’extermination des Juifs, aux stratégies militaires sur le front russe, aux emplacements d’usines d’armement ou aux complots contre Hitler. Grâce à Fritz

Kolbe, des espions au service du Troisième Reich seront démasqués, comme Elyesa Bazna, alias « Ciceron », maître d'hôtel de l'ambassadeur de Grande Bretagne en Turquie. Des dizaines de milliers de vies de soldats seront sauvées à la faveur des informations que Fritz Kolbe transmettra à Allen Dulles sur les plans d'attaque allemands.

Pourtant, les informations transmises par Allen seront souvent négligées, voire contestées par l'état-major allié. En matière d'espionnage, on est en effet intoxiqué aussi souvent que l'on intoxique. Pendant plusieurs semaines, en 1944, le ministère de la Guerre américain considérera que les informations en provenance de Berne sont à 100 % fausses, avant de revenir à de meilleurs sentiments face à la colère de « Wild Bill » Donovan.

Au total, s'il est difficile d'établir un bilan chiffré exact de l'action d'Allen Dulles en qualité d'espion à Berne, on peut sans peine estimer que plus des neuf dixièmes des informations qu'il transmettait à Washington étaient rigoureusement exactes ce qui, en matière d'espionnage, est véritablement une performance exceptionnelle.

*

Au début de l'année 1945, la défaite nazie ne fait plus de doute. Depuis son coquet appartement du 23, *Herrengasse*, Allen Dulles se partage entre trois préoccupations : ses maîtresses d'abord, la configuration de l'Europe après la capitulation nazie ensuite et, enfin, le temps que prendra cet événement avant de se produire. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que ce délai soit aussi bref que possible.

Berne est plongée dans le noir : c'est l'hiver, c'est la nuit et le *black-out* est décrété sur la capitale suisse.

On frappe à la porte d'entrée.

Comme à son habitude, avant d'ouvrir, Allen va à la fenêtre afin de tenter d'identifier par avance le ou les visiteurs. Apparemment, il s'agit d'une femme, et elle est seule. Machinalement, le chef de l'OSS jette un coup d'œil vers le poste habituel d'où guettent les agents nazis qui le surveillent. Dans l'obscurité profonde, il est difficile d'avoir une certitude, mais un homme semble être là, dans une encoignure, qui observe son hôtel particulier. Le veilleur nazi est donc fidèle au poste.

Allen ouvre à la visiteuse. Il ne la connaît pas. Elle est jolie, bien faite de sa personne, la quarantaine à peine. Elle se présente : Wally Toscanini, comtesse de Castelbarco. Elle est la fille du chef d'orchestre italien Arturo Toscanini et la belle-sœur du pianiste américain d'origine ukrainienne Wladimir Horowitz, qui a épousé sa sœur Wanda. Une musicienne ? Allen Dulles n'est pas totalement surpris : toutes sortes de personnes se présentent au 23, *Herrengasse*, depuis que sa présence en tant que chef de l'OSS à Berne est quasiment devenue de notoriété publique. En amateur éclairé, il est séduit par la beauté de la visiteuse. Certes, elle n'est pas de prime jeunesse, mais lui non plus. Au demeurant, il n'est pas amateur d'amours juvéniles : seules les vraies femmes l'intéressent. Avec son port aristocratique et sa grâce de danseuse, la comtesse de Castelbarco possède incontestablement une classe folle.

Que souhaite-t-elle ? s'enquiert le chef de l'OSS.

Allen Dulles est à peine étonné de la réponse : il en a tellement entendu depuis deux ans ! Avec aplomb, la comtesse de Castelbarco lui indique qu'elle vient lui proposer de rencontrer le général des *Waffen-SS* Karl Wolff, afin de discuter des conditions d'une reddition des armées allemandes qui combattent encore au nord de l'Italie.

Allen Dulles sait qui est Karl Wolff. Cette ordure est un nazi de la première heure. Il a rejoint la SS dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir et a rapidement grimpé dans la

hiérarchie pour devenir l'un des adjoints de Heinrich Himmler. Il est impliqué dans les exterminations des Juifs en Pologne, en Biélorussie, et probablement ailleurs en Europe. Il est aussi l'organisateur de la déportation des Juifs d'Italie et du massacre de nombre d'entre eux.

Mais surtout, Allen Dulles sait d'autant mieux qui est Karl Wolff qu'au moment où il ouvre à la belle comtesse, Ferruccio Parri[2], le chef de la résistance antifasciste en Italie du Nord, se cache dans la pièce voisine : il est venu discuter exactement du même sujet avec le chef de l'OSS à Berne !

À l'issue de la visite de la comtesse Wally Toscanini de Castelbarco, Allen prendra deux décisions. Tout d'abord, séduire la jeune femme et en faire sa maîtresse. C'était une évidence. L'affaire sera conclue dès le lendemain. Ensuite, aller rencontrer le général des *Waffen-SS* Karl Wolff. Le 23 février 1945, Allen débutera les négociations avec l'ignoble Karl Wolff aux environs de Berne. Celui-ci, pour le prix de la reddition de ses SS, exigera l'impunité à titre personnel. Allen lui en fera la promesse.

Le chef de l'OSS a-t-il hésité avant de virtuellement sauver le nazi Karl Wolff du juste châtiment que justifiaient ses crimes contre l'humanité ? On ne le sait pas. Allen Dulles était avant tout un pragmatique. L'accord de reddition qu'il négociera portera le nom d'opération *Sunrise*. Il permettra de sauver des milliers, voire des dizaines de milliers de vies de soldats alliés et de civils italiens. Si le prix à payer était la vie d'un salaud de général SS, probablement était-ce une bonne affaire.

À la fin du mois d'avril, les SS de Karl Wolff déposeront les armes comme prévu et, comme prévu également, Wolff échappera au procès de Nuremberg[3]. S'il y avait participé en tant qu'accusé, il aurait certainement terminé au bout d'une corde, à l'image de son camarade, le chef SS Ernst Kaltenbrunner, qui n'était ni plus ni moins coupable que lui et sera pendu le 10 octobre 1946. Mais devant les juges de

Nuremberg, Karl Wolff sera entendu comme simple témoin grâce à son arrangement avec Allen Dulles.

À ce moment, pour ce dernier, les préoccupations auront changé. L'heure ne sera plus à la lutte contre les nazis. Les communistes seront les nouveaux ennemis à abattre.

*

Chacun a droit à son moment de gloire. À l'instar de millions de combattants alliés, celui d'Allen vient avec la reddition allemande.

6 mai 1945.

Allen Dulles est à Reims, en France. Eisenhower, le commandant en chef des forces alliées, a installé son quartier général dans les locaux du Collège moderne et technique, rue Jolicœur. Depuis deux jours, l'état-major allié discute avec l'état-major allemand de la reddition inconditionnelle des armées de la Wehrmacht qui combattent encore. Toute la soirée, des allers-retours ont eu lieu entre les hauts responsables des deux camps. L'auxiliaire féminine chargée de dactylographier les termes de l'acte de reddition est devenue à moitié folle à force de taper et retaper le texte dont on change constamment les versions.

Neuf heures. La nuit est tombée.

Dix heures. On travaille toujours.

Onze heures ont sonné au bourdon de la cathédrale sans qu'une version définitive ne soit mise au point. Allen est là, dans le collège de la rue Jolicœur, à régaler l'auditoire de ses bonnes histoires. Sa présence apporte une sorte de légèreté dans cet instant si grave. Il discute avec les uns et les autres, surtout avec les généraux américains qu'il connaît depuis longtemps, comme Walter Bedell Smith. Il parle des haut gradés allemands qu'il connaît presque intimement pour avoir espionné quotidiennement leurs faits

et gestes depuis trois ans. Il parle de la reddition en Italie, quelques jours plus tôt.

Minuit. Le 7 mai est venu. Enfin, le texte de l'acte de reddition semble convenir à Eisenhower et Walter Bedell Smith. Une estafette quitte le collège avec une copie du document afin de l'apporter aux Allemands et les convoquer sur l'heure : il faut signer.

Deux heures du matin. Les généraux allemands arrivent. Ils sont trois.

En tête de la délégation, le général Jodl, qui représente le chef de l'État allemand, l'amiral Karl Dönitz. Ce dernier a officiellement accédé à la tête du Reich après le suicide d'Hitler le 30 avril à Berlin. Le général Jodl est un mort en sursis. Il ne le sait pas encore, mais dans deux semaines, le 23 mai, il sera arrêté par les Alliés et traduit devant le tribunal de Nuremberg pour crimes contre l'humanité. Dans dix-huit mois, son corps se balancera au bout d'une corde.

À ses côtés, l'amiral von Friedeburg, qui commande la *Kriegsmarine*. Comme le général Jodl, l'amiral von Friedeburg est aussi un mort en sursis. Deux jours auparavant, il s'est présenté devant Eisenhower pour tenter de négocier une paix séparée avec les Alliés et continuer ensemble la lutte contre les Soviétiques. Eisenhower l'a viré comme un malpropre. Dans deux semaines, lorsque les Alliés viendront l'arrêter pour le traduire en justice au même titre que Jodl, Dönitz, et les autres dignitaires nazis, il préférera se suicider.

Derrière eux, leur aide de camp, le général Oxenius, qui sert d'interprète.

L'affaire ne traîne pas. Les Allemands sont introduits dans le collège par l'entrée de la rue Jolicœur. Sans regarder alentour, au pas militaire, ils défilent devant le staff de l'état-major allié, devant Allen Dulles qui sait presque tout sur eux, devant les dactylos et les ordonnances. Le silence n'est rompu que par le bruit de leurs bottes qui frappent le

sol. Ils entrent dans la salle prévue pour la reddition inconditionnelle. Ni discours, ni cérémonie. D'un geste impératif, on fait asseoir les trois officiers.

Jodl signe.

7 mai 1945, 2 h 41 du matin. La Seconde Guerre mondiale est terminée[4].

---

1 Champion du monde des poids lourds en 1919 et 1926.

2 Ferruccio Parri deviendra le premier président du Conseil des ministres italien de l'après-guerre.

3 Karl Wolff sera cependant jugé, d'abord en 1949, au cours d'un procès purement formel qui le verra être condamné à une peine de principe, puis bien plus tard, en 1964, après que le procès d'Adolf Eichmann en Israël aura révélé son rôle actif dans la déportation et le meurtre des Juifs italiens, ainsi que sa culpabilité dans l'extermination de 300 000 Juifs au camp de Treblinka. Il sera condamné à quinze années de prison, n'en effectuera que sept, et vivra encore treize années de liberté avant sa mort en 1984. Il avait 84 ans.

4 Aux termes du document signé, la reddition de l'Allemagne est intervenue effectivement le 8 mai 1945. Toutefois, c'est bien le 7 mai qu'elle a été signée.

Deuxième partie

Les femmes, l’espion et le politicien

6

Femmes, femmes, femmes…

Elles sont belles et courageuses, les guerres de John Kennedy et d'Allen Dulles.

Le temps des combats, où seule compte la défaite de l'ennemi commun, se termine en 1945. Lorsque vient la paix, la vie « normale » revient en force. La politique reprend ses droits. Les aspirations personnelles retrouvent à s'exprimer. Les luttes intestines, un moment oubliées, resurgissent.

Revenus à la vie civile, Allen Dulles et John Kennedy s'engageront bientôt sur le chemin qui verra l'un trahir l'autre, et l'autre trahir l'un. Il est étrange que ces deux hommes n'aient jamais su s'entendre… Certes, ils avaient des différences. L'un était démocrate, l'autre républicain. L'un était jeune, l'autre moins. L'un était catholique, l'autre presbytérien. Mais à part ces détails, ils se ressemblaient tellement !

Bien des choses auraient pu les rapprocher.

Les femmes, par exemple ; si tant est que l'on puisse appeler les femmes des « choses », au risque de déchaîner la fureur des militantes féministes qui, à cette époque, commencent à faire entendre leur voix.

Par prudence, ni John, ni Allen ne chassaient dans ce troupeau-là…

*

Lorsqu'on est un homme à femmes, il existe plusieurs motivations pour se marier, ou pour ne pas se marier.

Convoler en justes noces, pour John Kennedy, relève d'une stratégie mûrement réfléchie : dans toute l'histoire des États-Unis, un seul célibataire est devenu Président. Il s'agit de James Buchanan, au XIXe siècle, qui était probablement homosexuel et a laissé un mauvais souvenir : il a été à l'origine de la guerre de Sécession. Désormais, toute la classe politique américaine est d'accord : pour entrer à la Maison-Blanche, il faut être dûment marié.

Depuis la mort en plein ciel de son frère Joe Junior, John Kennedy est investi de tous les espoirs de la famille pour occuper la présidence des États-Unis. Son père, Joe Senior, fait de la conquête de la Maison-Blanche un combat personnel de tous les instants. Alors il le serine : John doit impérativement convoler en justes noces !

Dans la famille Kennedy, lorsque Joe Senior parle, les enfants écoutent. Et obéissent.

John se met en chasse. Et il trouve.

Singulière union que celle que concluront John Kennedy et Jacqueline Bouvier. Lors de leur mariage, en 1953, John a trente-six ans et Jacqueline vingt-trois. Ils se sont rencontrés dans un train, quatre ans plus tôt. John Kennedy, alors, aligne les maîtresses au même rythme qu'il dévore des hamburgers. Jacqueline Bouvier est plutôt jolie, élancée, élégante, avec toutefois un visage particulier, un peu trop anguleux et avec des yeux assez écartés. Par habitude, au fil du trajet ferroviaire, John la drague lourdement car il a besoin d'un sexe féminin à pénétrer le soir venu. Le fils Kennedy est plein de charme, mais sa réputation le précède.

Chacun sait qu’il est plus sexivore que séducteur : il lui faut des femmes, des femmes et encore des femmes. Jacqueline est prude et réservée. D’une certaine manière, elle est flattée d’être l’objet de l’attention de ce jeune politicien déjà fameux, mais elle connaît sa notoriété. Elle ne donne pas suite.

Trois années passent. Au mois de mai 1952, ils se rencontrent à nouveau lors d’un dîner chez une connaissance commune, Charles Bartlett, un journaliste de Washington. John Kennedy est toujours à la recherche de sexe, et Jacqueline a acquis un peu d’expérience : elle a été fiancée pendant deux ans à un agent de change, John Husted Junior, mais elle a rompu depuis quelques semaines. Elle est donc libre et disponible. John ne parvient pas à conclure ce soir-là : il la presse d’accepter un rendez-vous, mais Jacqueline doit partir pour l’Europe et elle n’a pas l’intention d’être une proie passagère. Si John la veut vraiment, il devra mettre les formes.

Six mois plus tard, ils se revoient et commencent une relation amoureuse. Pour être exact, la liaison est amoureuse de son point de vue à elle, car John, toujours par monts et par vaux pour conduire sa campagne électorale du moment – il est en lice pour un mandat de sénateur du Massachussetts – poursuit sa vie d’avant, collectionnant les filles d’un soir avec une belle régularité.

Ils se marient le 12 septembre 1953.

Pourquoi elle ? Parce que la famille Bouvier, à laquelle elle appartient, présente un certain nombre de critères de respectabilité : richesse, religion, résidence secondaire à East Hampton, sur Long Island, racines irlandaises et françaises… Jacqueline est bien éduquée, réservée, tout en n’étant pas trop potiche. Certes, le père Bouvier, alcoolique invétéré, est peu présentable, mais personne n’est parfait. Pour John, la pouliche fera l’affaire en qualité de femme dévouée à sa carrière. Il pourra la produire sans

appréhension sur le podium des conventions du Parti démocrate.

Alors, pourquoi elle ? Du point de vue de la famille Kennedy, la meilleure réponse à cette question est une autre question : pourquoi pas elle ?

*

Jacqueline Bouvier ne sera jamais le grand amour de John Kennedy. Une autre femme aurait pu prétendre à ce statut, mais elle était trop sulfureuse pour constituer une compagne acceptable. Plus que sulfureuse : empoisonnée, même ! John aurait bien aimé l’épouser. Face au dilemme que cette union posait, la famille Kennedy a dû prendre une décision importante : admettre cette femme dangereuse en son sein et renoncer à toute ambition politique pour son fils, ou pas.

Le choix allait de soi.

Inga Arvad est son nom. Elle est danoise, elle a quatre ans de plus que John et lorsqu’elle le rencontre en 1941, alors qu’elle a vingt-huit ans et lui vingt-quatre, elle a déjà beaucoup vécu. Inga est véritablement magnifique : belle comme une déesse nordique, elle a été élue reine de beauté du Danemark dix ans plus tôt. Depuis ses débuts prometteurs, Inga Arvad a fait du chemin : elle s’est mariée déjà deux fois et, lors de sa rencontre avec John Kennedy qui, à ce moment, est enseigne de vaisseau dans la Navy, elle est l’épouse du célèbre metteur en scène hongrois Paul Fejos avec qui elle a tourné deux films. Paul Fejos et Inga ont émigré aux États-Unis en 1940 pour fuir la guerre en Europe. Une fois installée à New York, Inga s’est inscrite à l’école de journalisme de l’université de Columbia où l’une de ses copines de classe, Kathleen Kennedy, lui a présenté son frère John. De là s’est nouée l’idylle.

La belle Inga aurait pu demeurer en Europe en dépit de la guerre, car elle ne risquait pas grand-chose : elle était très bien introduite dans certains cercles, et notamment au sein du régime nazi.

Inga Arvad est en effet une intime d'Adolf Hitler.

En 1935, Inga divorce de son premier mari, un richissime Égyptien qui deviendra plus tard ambassadeur de son pays en France. Elle rentre en Europe et décide de s'installer à Berlin. Sa beauté solaire de blonde aryenne lui ouvre les portes des hauts dignitaires nazis, obsédés par la pureté de la race germanique. La belle Inga manœuvre pour se faire inviter au mariage d'Hermann Göring, le dauphin d'Hitler, à ce moment président du Reichstag, qui doit convoler avec une autre blonde aryenne, la comédienne Emmy Sonnemann. Là, elle rencontre Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande du régime nazi. Goebbels, qui est une sorte de nabot au hideux visage, de surcroît affublé d'un pied-bot, est un fanatique apologiste de la race supérieure, doublé d'un furieux obsédé sexuel dont la voracité pour les jeunes blondes aryennes est encouragée par sa propre épouse Magda. Celle-ci appartient elle-même au morphotype préféré des nazis : blonde aryenne, élancée et sportive. Goebbels et Inga couchent-ils ensemble ? La belle Danoise ne l'a jamais confessé. Inga, qui songe à une carrière de journaliste, sollicite auprès de Goebbels le privilège d'interviewer Hitler. Le ministre de la Propagande, apparemment, n'a rien à refuser à cette parfaite inconnue : en dépit du fait qu'elle n'est pas allemande et que dans son pays, elle n'est même pas répertoriée comme journaliste, il organise la rencontre d'Inga Arvad avec Adolf Hitler en personne.

Lorsqu'il voit à quelle splendeur on le présente, le Führer ordonne qu'on le laisse seul avec la belle. À ses yeux, Inga est la femme nordique idéale, davantage même que sa maîtresse Eva Braun, car la Danoise est plus élancée, plus

blonde, et tout simplement plus aryenne. De quoi parlent-ils ? Pour le savoir, il aurait fallu que l'interview fût publiée ; mais un reportage journalistique était-il véritablement au cœur des préoccupations de l'instant ? Il est assez probable qu'une forme de relation intime ait pris place, mais compte tenu des rapports bizarres qu'Hitler entretenait avec les femmes, rien n'est sûr. À l'issue de l'entretien, Inga rapportera qu'à l'une de ses questions demandant s'il portait un gilet pare-balles, ce coquin d'Hitler lui aurait proposé de venir le constater par elle-même ; ce qu'elle aurait fait. Et beaucoup penseront que le reste s'est ensuivi. Est-ce le cas ? Quoi qu'il en soit, tous deux seront manifestement fort satisfaits de cette rencontre, puisque trois autres tête-à-tête suivront. Inga sera même l'invitée personnelle du chef nazi aux Jeux olympiques de Berlin, l'année suivante. À chacun de tirer ses conclusions.

En dépit de ses avantageuses relations au plus haut du Reich, Inga Arvad finira par quitter l'Allemagne nazie.

À en croire le récit qu'elle fera, Inga aurait décidé de rentrer au Danemark en 1937 parce que Joachim von Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères d'Hitler, lui avait proposé de devenir une « honorable correspondante » des services d'espionnage nazis. De retour à Copenhague, elle aurait renoué avec Paul Fejos avec qui elle avait tourné quelques années auparavant en tant qu'actrice. Puis le couple aurait décidé de quitter l'Europe lors de la déclaration de guerre.

C'est du moins la version présentée au FBI lorsqu'au début de la guerre, le département chargé de la sécurité intérieure des États-Unis s'intéresse au cas Inga Arvad. Dans son enquête, le FBI d'Edgar Hoover établira que la belle Danoise fricote toujours avec des personnages sacrément interlopes, tel le milliardaire suédois Alex Wenner-Gren, le fondateur d'Electrolux, qui ne cache pas ses sympathies avec les nazis et est soupçonné de travailler

pour eux en ravitaillant leurs *U-Boots* dans les Caraïbes : il opérerait depuis son immense yacht privé à l'allure de paquebot.

Inga est-elle aussi en relation avec des hommes d'Hitler ? Le FBI ne pourra l'établir.

Pourtant, Edgar J. Hoover, le tout-puissant directeur du FBI, téléphonera personnellement à Joe Kennedy Senior pour l'informer que son fils, qui est incorporé depuis 1941 dans les services de renseignement de la Navy, a une liaison avec une inquiétante personne qui est peut-être une espionne au service du Troisième Reich.

Le départ de John Kennedy pour le théâtre des opérations, au commandement du PT-109 dans le Pacifique, mettra progressivement fin à cette histoire d'amour. John écrira souvent des lettres passionnées à sa maîtresse danoise, mais en l'absence de son beau marin, la trop volage Inga multipliera les conquêtes masculines et se détachera peu à peu. Ils se reverront lorsque John Kennedy rentrera aux États-Unis en 1944, après le sauvetage intrépide de son équipage. À ce moment, pour John, il n'est plus temps de folâtrer dans les bois trop sombres. Sa carrière politique est en voie d'être lancée et une liaison avec une maîtresse d'Hitler ferait tache sur son blason héroïque, forgé sur l'enclume de la guerre contre les Japonais. Question d'image : Hitler est alors beaucoup moins populaire aux États-Unis qu'il ne l'était avant le conflit mondial, lorsque la riche Amérique faisait les yeux doux à ces sympathiques messieurs les nazis…

Inga Arvad continuera à mener une vie sentimentale très agitée. Elle se mariera en 1946 avec un acteur, Tim McCoy, aura deux fils, et disparaîtra en 1973 après avoir porté le deuil de John Kennedy à l'annonce de son assassinat. Était-elle véritablement une espionne ? En tout cas, ses liens étroits avec le régime nazi et son antisémitisme, qu'elle ne cherchait pas à dissimuler, étaient notoires. Peut-être, d'une

manière paradoxale, cette ostentation dans ses sympathies pronazies et dans ses opinions racistes l’innocente-t-elle de ce parfum d’espionnage ? En effet, un bon espion se doit d’être discret, ce qu’elle n’était certainement pas.

À défaut, elle était lucide. On lui doit la meilleure et plus fidèle description jamais faite du type de relation que John Kennedy entretenait avec les femmes : « Un garçon, pas un homme. Concentré sur son éjaculation, et non sur le plaisir de la femme. »

Incontestablement, connaissant le parcours de la belle Danoise, c’était un avis d’experte.

*

Anita Markus, Nancy Burkett, Harriet Price, Angela Green, Bab Beckwith, “Bunny” Day, Charlotte McDonnell, Elinor Mae Dooley, Honeychild Wilder, Kay Stammers, Margaret Coit – la bien nommée –, Olive Cawley, Pam Farrington, Gunilla von Post, Peggy Cummins…

Toutes pourraient témoigner à l’identique. Cette courte liste est un minuscule échantillon des femmes dont la presse ou des témoignages écrits ont permis de conserver une trace officielle de leurs ébats avec John Kennedy. Autrement dit, un modeste extrait de l’interminable cortège de blondes, de brunes et de rousses qui ont partagé les ébats de ce « garçon, pas un homme. Concentré sur son éjaculation, et non sur le plaisir de la femme ».

Après son aventure torride avec Inga, John Kennedy ne conçoit plus autrement ses relations sentimentales : de manière utilitaire, afin de satisfaire des pulsions primaires. L’un de ses amis, Henry James, le décrit ainsi : « John n’est jamais amoureux. Il aime le défi, l’affrontement entre l’homme et la femme, la conquête. » La conquête doit se terminer par une estocade, et c’est là qu’entre en scène l’éjaculation décrite par Inga. John Kennedy apprécie de

prendre part à de véritables orgies sexuelles, à l'image de celles organisées moins d'un mois avant son mariage, sur un yacht dans le sud de la France avec son ami Tory McDonald. Plus tard, des parties fines se dérouleront régulièrement pendant son mandat dans la piscine de la Maison-Blanche, où les jeunes stagiaires de l'administration présidentielle se succéderont avec ardeur, et sans leur maillot de bain. Pour l'organisation de ces partouzes, John dispose de plusieurs acolytes : des amis, et parmi eux son beau-frère, le sympathique Peter Lawford, époux de sa sœur Patricia et acteur anglais sur la pente descendante qui, en sa qualité de membre du « rat pack[1] » de Frank Sinatra et de Sammy Davis Junior, lui donnera accès au cheptel hollywoodien, et même ses secrétaires qui, pour certaines, seront alternativement participantes et organisatrices des séances de jambes-en-l'air.

Heureusement, dans cet exercice de satisfaction égoïste de ses pulsions sexuelles, John Kennedy conserve une certaine élégance. Bien qu'elles aient conscience que celui-ci ne les convoite que dans un but précis, à savoir un coït sans lendemain, rares sont les demoiselles qui lui en tiennent rigueur. L'homme est charmeur. Il se plie, l'espace d'un instant, au jeu de séduction qu'elles espèrent avant de se soumettre à l'acte. Une fois celui-ci consommé, John promet de prendre de leurs nouvelles et de téléphoner. Qu'il ne respecte presque jamais cet engagement n'est pas un problème ; elles comprennent ; elles pardonnent ; le pauvre amour est tellement occupé…

*

Pourtant, certaines des maîtresses de John Kennedy prendront davantage d'importance qu'une simple série d'allers-retours furtifs pour un pénis turgescent à soulager.

Judith Campbell, par exemple.

Lorsqu'au cours de la campagne présidentielle de 1960, il fait la connaissance de cette sublime rousse, qui est aussi belle qu'Inga Arvad et pourrait concurrencer les plus magnifiques stars hollywoodiennes, John est subjugué : il la veut ! Judith est une jeune femme de bonne famille – son père est un architecte de Los Angeles – et elle est intelligente et cultivée. Au moment de sa rencontre avec John Kennedy, Judith a divorcé depuis deux ans de l'acteur William Campbell, un habitué des seconds rôles dans les productions de premier plan, et des premiers rôles dans les films de second plan. Judith a également été occasionnellement la maîtresse de Frank Sinatra, et c'est d'ailleurs au cours d'une soirée organisée par ce dernier qu'elle tape dans l'œil de John Kennedy. Ils deviennent amants. L'affaire se poursuivra plusieurs semaines, jusque dans le lit conjugal de la résidence familiale du couple Kennedy à Georgetown, un jour où Jackie, l'épouse légitime de John depuis sept ans, est absente. Dans l'intervalle, Frank Sinatra organisera une autre fête à Miami Beach où il invitera Judith. Parmi les invités, un brun ténébreux se présente sous le nom de Sam Flood. En réalité, Flood n'est qu'un pseudonyme. Le vrai nom du bonhomme est Sam Giancana, et il est l'un des grands chefs de la mafia de Chicago. À son tour, il deviendra l'amant de Judith Campbell, et cette liaison aura un rôle déterminant dans l'élection de John Kennedy à la présidence. Mais c'est une autre histoire[2]…

Grâce à Peter Lawford, son fournisseur attitré de beautés hollywoodiennes, John deviendra aussi l'amant de Marilyn Monroe, la femme la plus désirable du siècle. La liaison durera longtemps. Elle se nouera au cours d'une partie fine, une belle après-midi de l'été 1954, dans la résidence de plage de l'acteur anglais à Malibu, et se poursuivra jusqu'à la disparition de la star, lorsque dans la nuit du 4 au 5 août 1962, Marilyn sera retrouvée morte dans des circonstances

obscures. Marilyn est apparemment décédée d'une surdose médicamenteuse, donc plus ou moins suicidée. 1954-1962 : huit années de liaison, huit années d'orages et d'extases. En point d'orgue, les vœux d'anniversaire les plus célèbres du monde : Marilyn, beurrée comme une tartine, qui chante « *Happy birthday, Mister President* » d'une voix à faire bander tous les politiciens de Washington. C'était le 19 mai 1962, moins de trois mois avant la disparition de la belle. Marilyn l'éternelle valait mieux que cela.

John Kennedy sera aussi surpris à chasser sur les terres d'Allen Dulles, à savoir la CIA. Alors qu'il est directeur de l'Agence, l'un des adjoints d'Allen Dulles en charge des opérations clandestines s'appelle Cord Meyer. Il est marié à une ravissante blonde, Mary Pinchot, une artiste peintre dont le corps parfait concurrencerait avec bonheur n'importe quel modèle posant nue. Les Meyer habitent à Georgetown, dans la banlieue de Washington où, en 1954 ils vont devenir les voisins du couple Kennedy lorsque celui-ci s'installe dans la maison d'à côté. Cord, Mary, John et Jackie, ou l'espion, l'artiste, le politicien et l'épouse un peu trop sage : un quatuor de personnalités disparates, mais intéressantes et, d'une certaine manière, complémentaires. Les deux couples sympathisent.

Cord et Mary divorcent en 1958 mais, en dépit de leur séparation, les ex-époux restent proches. Aussi, Cord sera le premier informé lorsque Mary commencera une liaison avec le Président Kennedy au cours de l'année 1961.

Parmi les connaissances de Mary, l'un de ses voisins de Georgetown s'appelle James Angleton. Il est le haut responsable du contre-espionnage à la CIA laquelle, à l'époque de la liaison, est dans le collimateur du Président Kennedy à la suite du fiasco de la baie des Cochons[3]. Angleton vient souvent chez Mary et même, il s'occupe à l'occasion de ses enfants. À la demande de James Angleton, la CIA met le téléphone de la jeune femme sur écoute. Une

précaution indispensable : l'ancienne compagne de Cord Meyer n'est pas juste une jolie fille à mettre dans son lit, elle est aussi une femme intelligente qui s'intéresse beaucoup au fonctionnement du monde. Beaucoup trop ! Elle entretient des relations suivies avec un ex-mari espion et un amant Président ; il vaut donc mieux surveiller étroitement l'affaire, d'autant qu'à la différence d'autres maîtresses, Mary Pinchot Meyer paraît exercer une certaine influence sur Kennedy : à en croire les écoutes, ils parlent de la guerre froide, du désarmement, des relations avec le monde communiste…

Lorsque John Kennedy est abattu à Dallas, le 22 novembre 1963, Mary émet immédiatement des doutes sur la version officielle qui est présentée de cet assassinat. Ses doutes redoublent lorsqu'est publié le rapport de la Commission Warren, le 24 septembre 1964. Elle en parle à son beau-frère, qui est rédacteur en chef du *Washington Post*, et consigne ses soupçons dans le journal intime qu'elle tient régulièrement.

Mais elle n'a pas le temps de rendre ses doutes publics.

Le 12 octobre 1964, Mary Pinchot Meyer est assassinée de deux coups de feu, non loin de son domicile du quartier de Georgetown. Son meurtre ne sera jamais élucidé.

Sans attendre, son voisin de Georgetown, James Angleton, le haut responsable à la CIA du contre-espionnage qui avait fait mettre le téléphone de Mary sur écoute, viendra personnellement récupérer son journal intime afin de le détruire.

Fin de l'histoire. Elle alimente encore aujourd'hui le mystère Kennedy.

*

Homme à femmes, Allen Dulles l'est autant de John Kennedy, au moins en apparence. Sa sœur Eleanor décrira

ainsi ses rapports avec le genre féminin : « Il y avait au moins une centaine de femmes amoureuses d'Allen à un moment ou à un autre, et certaines d'entre elles ne s'étaient même pas approchées de lui. »

Car Allen Dulles est un homme magnétique. Lorsqu'il promène sa silhouette souple, une raquette de tennis sous le bras, lorsqu'il déguste un high-tea dans un salon de luxe, sa pipe à la bouche, lorsqu'il entre dans une salle de bal en smoking, le sourire aux lèvres sous sa courte moustache, les femmes le regardent. Puis elles succombent : aucun dénombrement officiel n'existe, mais les conquêtes d'Allen, sans égaler le palmarès de Kennedy le sex-addict, constituent un bataillon fort respectable.

Les relations d'Allen avec les femmes ne sont pas de même nature que celles de John Kennedy. Les orgies, les partouzes, les frénétiques séances de sexe au bord de la piscine de la Maison-Blanche, tout cela n'est pas pour lui. Allen Dulles apprécie la compagnie des femmes. Il aime les regarder, leur parler, les écouter, admirer leur sourire. Il adore les faire rire avec ses bonnes histoires. Il savoure leur démarche chaloupée, le balancement de leurs hanches et le mouvement de leurs robes lorsqu'elles s'éloignent, il admire la courbe de leurs seins et la grâce de leurs mains lorsqu'elles s'approchent. Allen affectionne de les séduire, et pas seulement pour les mettre dans son lit, même si, par principe, il n'est pas hostile à conclure les conversations mondaines par ce genre d'exercice.

Allen Dulles écrira beaucoup sur les femmes. Il en parlera dans ses livres, mais surtout, avec une franchise peu commune, il décrira sans rien dissimuler dans ses lettres à son épouse les aventures qu'il connaîtra avec les unes et les autres. Jamais de propos graveleux : « une charmante personne », écrit-il pour évoquer l'une de ses conquêtes, « une demoiselle ravissante », « une compagne très plaisante » ou « une sublime beauté russe qui excelle au

tennis ». Au tennis seulement ? Il ne précise pas. Il y a une certaine délicatesse et beaucoup de sophistication dans les rapports qu'entretien Allen avec les femmes, y compris avec son épouse Clover. Au fond de lui, Allen se sent un peu coupable de ses incessantes infidélités. Après une traversée transatlantique vers la France au cours de laquelle, par exception, il ne l'a pas trompée une seule fois, il écrira, assez fier de lui : « Dans l'ensemble, je me suis gardé plutôt libre de tout engagement et, en somme, il n'y a eu aucune femme à bord avec qui j'ai particulièrement partagé mon temps. »

Pour être sincère, son épouse Clover n'y croyait pas vraiment…

*

Pourquoi Allen Dulles s'est-il marié ? Nul ne le sait.

Le 3 août 1920, Allen Welsh Dulles épouse Clover Martha Todd qu'il a rencontrée quelques semaines plus tôt lors d'un séjour à Washington, pendant ses vacances ; à ce moment, le jeune diplomate est affecté à l'ambassade américaine à Berlin. Ce mariage une fois conclu, Allen n'aura de cesse de le fuir ; toute sa vie, il multipliera les voyages à l'étranger et les missions lointaines, s'épanouissant merveilleusement bien aussi loin que possible de sa compagne officielle.

À vrai dire, on se pose moult questions sur le choix du maître espion. Est-il amoureux ? C'est peu probable. Certes, Clover est jolie, très jolie, même. Mais c'est tout. Des plus belles, Allen en a déjà connu par dizaines et dès son retour à Berlin, il continuera à en séduire encore davantage.

Sont-ils bien assortis ? C'est très discutable. Allen est dynamique, disert, charmeur, sportif. Clover est introvertie, taiseuse, en permanence à la limite de la dépression ; un trait familial, car son frère aîné se suicidera en 1922.

Peut-être Allen et Clover ont-ils une vocation commune de parents et un désir de progéniture ? Certainement pas. Clover donnera naissance à trois enfants, un garçon et deux filles, mais jamais Allen ne s'y intéressera vraiment.

En revanche, sans doute sont-ils faits pour cohabiter selon le mode éloigné qu'ils adopteront : car bizarrement, malgré les nombreuses crises conjugales qui agiteront leur couple, ils ne divorceront jamais. Clover, qui se pique de psychologie et de psychanalyse, rencontrera Carl Jung en Suisse. D'une certaine manière, sous l'influence du psychanalyste, elle « intellectualisera » les infidélités permanentes de son mari, finissant par les considérer comme presque normales et admettant la chose au point d'entretenir des relations amicales avec certaines de ses maîtresses, et cela en toute connaissance de cause. Allen lui en sera reconnaissant. Il lui écrira avec sa désarmante franchise : « Je ne pense pas que je mérite une épouse aussi bonne que toi, car j'aime trop la compagnie d'autres femmes. »

Les revanches de Clover sur Allen seront essentiellement financières : une partie de baise en ville pour Allen, un bijou pour elle ! Un week-end coquin pour Allen, un rubis de plus dans sa collection ! Une sorte de loi du Talion : œil pour œil, dent pour dent, infidélité contre joyau. Clover donnera à ces achats dispendieux l'appellation de « compensations ». Les factures de Tiffany et de Cartier seront l'une des principales raisons pour lesquelles Allen quittera la diplomatie, en 1926, pour rejoindre Sullivan & Cromwell. Il avait terriblement besoin du faramineux salaire qu'il comptait y toucher : il fallait bien financer les coûteux colifichets grâce auxquels son épouse admettait d'être outrageusement trompée.

*

Allen aura des maîtresses célèbres : l'actrice Tallulah Bankhead, l'écrivaine et ambassadrice des États-Unis Clare

Booth Luce ou Frederika de Hanovre, reine de Grèce, sont les plus connues de ses conquêtes.

Il séduit Frederika, petite-fille du Kaiser Guillaume II, princesse de Hanovre et de Brunswick, reine de Grèce et princesse de Danemark, en 1958, alors qu'elle est en visite officielle à Washington avec son fils, le futur roi Constantin II qui sera le dernier souverain à régner sur la Grèce. Tandis que la délégation grecque doit regagner Athènes, juste après la rencontre officielle avec le Président Eisenhower à laquelle Allen Dulles assiste, la reine décide impromptu de prolonger son séjour américain d'une semaine. Curieusement, elle décide de commencer cette nouvelle villégiature par… une visite au siège de la CIA ! Très inhabituel pour une souveraine, cet intérêt pour l'espionnage !

Naturellement, afin de respecter le protocole, Frederika commence la visite officielle par un entretien bilatéral avec le directeur de l'Agence, le fameux Allen Dulles. Après une heure de tête à tête dans son bureau, la reine ne reparaît pas. Un adjoint de Dulles se décide à entrer pour voir de quoi il retourne. Le bureau est vide, mais de la petite pièce adjacente où Allen, habituellement, se repose, émanent des sons très explicites : des râles, des soupirs… Un quart d'heure après, la reine et le maître-espion reparaissent, un peu défaits, mais dignes, et l'air très content d'eux-mêmes.

La romancière Mary Bancroft restera la plus chère et la plus fidèle des maîtresses d'Allen, devenant même au fil du temps une amie intime de son épouse Clover qui, pourtant, savait pertinemment à quoi s'en tenir sur ses relations avec son mari. Mary Bancroft rapporte qu'un jour, Clover lui confiera : « Je peux voir à quel point toi et Allen comptez l'un pour l'autre, et j'approuve ! »

C'est Mary Bancroft qui présentera le psychanalyste Carl Jung à Clover. Grâce à l'aide de Jung, à défaut d'admettre tout à fait les infidélités d'Allen, Clover pourra sauver la face

en jouant l'intellectuelle sophistiquée qui comprend les déviances conjugales de son mari. L'épouse d'Allen Dulles en restera éternellement reconnaissante au psychanalyste suisse, au point d'influencer sa propre fille, Joan, qui deviendra plus tard à New York psychanalyste de l'école jungienne.

« Le requin » : ainsi Allen sera-t-il surnommé par Clover, et ce sobriquet sera utilisé par la plupart des maîtresses du maître-espion lorsqu'elles en auront connaissance. Les requins ont cette particularité anatomique de ne pouvoir s'arrêter de nager : en raison de la configuration particulière de leurs branchies, s'ils cessent d'avancer, ils meurent asphyxiés. Allen était ainsi. Il avait la froideur du requin lorsqu'il s'agissait d'envoyer des femmes ou des hommes à la mort pour les besoins de la CIA, ou lorsqu'il trouvait son intérêt dans une décision à prendre. Mais surtout, à l'instar du requin qui en a besoin pour vivre, il lui fallait du mouvement : en permanence, il avait besoin de nouveautés et les femmes en faisaient partie. En échange, conscient qu'il les utilisait sans espoir de lendemain, il accordait à ses maîtresses, pour un moment, une tendre attention. Allen les traitait toutes avec la même considération, que ses partenaires féminines fussent des femmes du monde ou des pensionnaires de bobinards : en bon républicain, il cultivait un certain goût pour l'égalité.

*

Étranges personnages que ces deux hommes. Allen Dulles, si paradoxal dans ses rapports avec les autres. John Kennedy, si frénétique dans la satisfaction à tout prix de ses besoins sexuels.

Deux grands fauves pour qui les femmes sont indissociables de leur histoire. Mais à bien y réfléchir, dans la vie personnelle de chacun d'eux, elles n'ont en définitive guère compté.

Et cela, malgré leur nombre qui, d'un certain point de vue, force le respect !

---

1 Nom donné au groupe d'amis de bamboche qui gravitait autour de Frank Sinatra.

2 Cette histoire est racontée au chapitre dixième, « les maîtres du mensonge ».

3 Cf. chapitre douzième, « La baie du désastre ».

7
L’ascension prodigieuse

La vie des hommes est une lutte sans fin.

Une fois la Seconde Guerre mondiale terminée, deux autres guerres commencent. La guerre froide va opposer le bloc occidental, mené par les États-Unis, au bloc communiste conduit par l’Union soviétique. Deux visions irréconciliables du monde s’affrontent, sans se connaître, ni chercher à se comprendre.

L’autre guerre est plus personnelle. C’est celle que mènent John Kennedy et Allen Dulles pour trouver leur place dans un monde où le fracas des champs de bataille a fait place à des confrontations autrement plus subtiles.

Il n’est pas toujours facile de rentrer à la maison après avoir vécu l’ahurissante épreuve de la guerre et des combats. Le sentiment de danger, de puissance, de faiblesse et de mort doit faire place à une vie ordinaire dans une société codifiée. Beaucoup d’anciens combattants échouent à se réinsérer dans un pays qui ne les entend plus et se sent coupable de leur être trop redevable.

Mais chez les Kennedy, comme chez les Dulles, le mot « échec » ne fait pas partie du vocabulaire familial.

*

Que fait un ambitieux jeune héros américain lorsqu’il revient au pays à l’issue d’une guerre mondiale ?

Il y a deux possibilités.

La première est une carrière d’acteur, à l’image d’un Audie Murphy. Ce petit bonhomme du Texas, avec sa gueule d’ange, son mètre soixante-six et ses cinquante kilos bon poids, est l’un des soldats les plus décorés de la Seconde Guerre mondiale. La paix revenue, Hollywood s’emparera de lui. Il tournera plus d’une quarantaine de films, de westerns, de polars, mais ne se débarrassera jamais tout à fait des séquelles de la guerre, dormant chaque nuit avec un revolver sous son oreiller.

Doté du même physique avantageux, John aurait pu réussir à Hollywood, mais il préfère d’autres tribunes.

La seconde possibilité est en effet une carrière politique.

Au sortir de la guerre, John Kennedy a devant lui une voie toute tracée. Devenu le fils aîné de la famille Kennedy après la mort de son frère Joe Junior, il doit maintenant réaliser les ambitions de son père : conquérir la présidence des États-Unis. Pour préparer le terrain, Joe Senior a bien fait les choses : à coups de dollars et d’articles de presse, le patriarche a transfiguré et popularisé « l’exploit » de son fils au commandement du PT-109 dans le Pacifique. John est désormais un héros américain.

Sans tergiverser, John Kennedy s’engage en 1946 dans l’élection à la Chambre des représentants pour le 11e district du Massachussetts, qui couvre une partie de l’agglomération de Boston. Lui qui, depuis l’âge de neuf ans, n’a quasiment plus mis les pieds à Boston, affronte un concurrent très bien implanté : le maire de Cambridge, une banlieue qui représente près de la moitié de l’électorat de la circonscription. Tous deux sont les principaux candidats pour l’investiture du Parti démocrate. Dans ce district

traditionnellement démocrate, la véritable compétition a lieu pour l'investiture du Parti. La confrontation ultérieure au suffrage universel face à l'opposant du Parti républicain n'est qu'une formalité.

Pour saluer comme il se doit la candidature du fils Kennedy qui ressemble au parachutage d'un nanti en quête d'un fauteuil, un journal local, l'*East Boston Leader*, publie un entrefilet en forme de petite annonce : « Siège au Congrès à vendre. Aucune expérience exigée. Le candidat doit vivre à New York ou en Floride. Seuls les millionnaires sont autorisés à se présenter. »

Effectivement, les dollars jouent un rôle crucial. À vingt-neuf ans à peine, John n'est guère à l'aise dans cette première campagne électorale : trop distant, médiocre orateur, peu empathique avec les électeurs, il rebuterait le plus sincère adhérent du Parti démocrate. Mais Joe Senior est là avec ses millions de dollars et ses relations. Il recrute des publicitaires, des journalistes, il organise des somptueux banquets, il finance des études et des sondages. Dans l'équipe de campagne, le patriarche Kennedy engage des hommes sur lesquels il sait pouvoir compter : le publicitaire Jack Dowd, et même le célèbre Arthur Krock, journaliste politique déjà deux fois lauréat du prix Pulitzer qui, dans le *New York Times*, ne perd pas une occasion de se répandre en articles répugnants de flagornerie pour le tellement formidable John Kennedy, le « surdoué en politique ».

Au fil des jours, John s'habitue à cette campagne à l'américaine pendant laquelle, de huit heures du matin jusqu'à minuit, il est en représentation. Près de cinq cents discours ; des banquets par dizaines ; des visites de maisons de retraite, d'hôpitaux, d'écoles et de clubs de vieillards ; des coups d'envoi de compétitions sportives ; des discours de remise de prix universitaires ; des parades ; et des dizaines de « *tea-parties* » avec la haute société. En bref, six mois d'une activité incessante sans un seul jour de

repos. Épuisant ! Mais il supporte le choc, en dépit de ses douleurs de dos qui ne le laissent jamais tranquille. John tient, grâce à un corset, des massages dorsaux quotidiens et des bains bouillants afin de détendre ses muscles. Et il gagne en aisance, notamment auprès de l'électorat féminin qui voit en lui le gendre ou le mari idéal, en bref, la personnification de l'avenir souriant du peuple américain.

Finalement, John Kennedy obtient l'investiture démocrate aux primaires et, quelques semaines plus tard, en novembre 1946, il est élu au Congrès des États-Unis avec 73 % des voix.

Il restera représentant du 11e district du Massachussetts pendant six années, réélu tous les deux ans à son fauteuil avec une belle régularité et une confortable marge de sécurité.

*

En 1952, John Kennedy et son père Joe Senior visent plus haut : le Sénat. C'est une autre paire de manches : le sénateur sortant n'est autre qu'Henry Cabot Lodge Junior, petit-fils du vieil Henry Cabot Lodge, sénateur du Massachussetts pendant plus de trente ans, qui avait infligé à deux reprises des fessées électorales à « Fitz », John Francis Fitzgerald, le grand-père de John Kennedy.

Les deux petits-fils ont des atouts à faire valoir. Si John Kennedy est un héros de guerre quelque peu créé par la publicité de son père, Henry Cabot Lodge Junior est un véritable héros des champs de bataille en Italie et en France : il est d'ailleurs décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre françaises, en plus de la *Bronze Star Medal* et de la médaille du mérite de l'armée américaine. Mais Henry Cabot Lodge Junior a un défaut : une certaine condescendance, héritée de ses origines aristocratiques. Il

appartient en effet à la famille Cabot, l'une des plus vieilles et puissantes familles WASP de Nouvelle-Angleterre.

Par excès de confiance, Henry Cabot Lodge Junior envoie à Joe Senior un message provocateur, conseillant au patriarche Kennedy d'économiser son argent, car s'il présentait son fils, celui-ci perdrait avec 300 000 voix d'écart.

Mais il y a pire : Henry Cabot Lodge Junior ne daigne entrer véritablement en campagne que deux mois avant l'élection. Dans l'intervalle, le père Kennedy a fait donner l'artillerie lourde : une campagne à plusieurs millions de dollars, un aréopage de conseillers, de publicitaires et de journalistes, avec l'inévitable Arthur Krock et le *New York Times* au commandement, et surtout, la télévision. Joe Senior a compris que la télévision est désormais le principal relais de la politique américaine, car la moitié des foyers sont équipés de téléviseurs. Alors il finance des émissions, il paie les chaînes pour qu'elles diffusent les discours de son fils et il produit même un show à l'américaine, « *At home with the Kennedy's* », précurseur des émissions de télé-réalité moderne.

Ça marche.

Le 4 novembre 1952, John Kennedy bat Henry Cabot Lodge Junior avec 70 000 voix d'écart. Il devient sénateur, représentant le Massachussetts. Une seule marche le sépare désormais de la présidence des États-Unis.

Ça y est, la guerre est bel et bien finie, et l'ex-combattant du front du Pacifique contre les Japonais a magnifiquement réussi son retour au pays.

*

Retourner chez lui en Amérique ? Tandis que la paix s'installe en Europe, Allen Dulles n'y songe pas un seul instant. Après avoir assisté à la signature de la reddition

nazie, dès la fin du mois de mai 1945, Allen est envoyé à sa demande à Berlin en qualité de chef de poste de l'OSS.

Berlin : la ville est un champ de ruines où les habitants qui n'ont pas été tués dans les bombardements essaient de survivre dans les tas de gravats qui, quelques années plus tôt, formaient l'une des plus belles villes d'Europe. Dans les rues circulent des armées de soudards. Après les insoutenables souffrances des champs de bataille, ils soulagent leur haine des Allemands sur les civils, et surtout sur les femmes. Combien de Berlinoises échappent aux viols ? Allen ne veut pas le savoir. Moins de trois millions d'Allemands vivent encore dans la capitale allemande, dont plus de deux millions sont des femmes. La plupart n'ont plus d'hommes pour les protéger et, quand bien même elles ont encore leurs maris, leurs pères ou leurs frères, les soldats, et surtout les Soviétiques, n'hésitent pas à tuer pour violer en toute tranquillité. La ville n'est plus qu'un immense chaos où les autorités sont impuissantes à restaurer un semblant d'ordre.

À la tête de l'OSS, Allen a une préoccupation : reconstruire des réseaux d'informateurs dans cette géhenne où se mélangent des armées américaine, anglaise, française, russe, et où les restes de l'État nazi sont encore vivaces. Sa solution ? Tenter d'identifier ce qui reste des conspirateurs qui ont tenté d'agir contre Hitler. Ceux-là seront les plus malléables pour coopérer avec les États-Unis.

Justement, parmi les conjurés de l'opération *Walkyrie* qui, le 20 juillet 1944, ont fait exploser une bombe dans la *Wolfsschanze*[1], le quartier général d'Hitler en Prusse-Orientale, il y a le général Reinhard Gehlen, un haut responsable du renseignement militaire allemand. Celui-ci est dans un camp de prisonniers à Wiesbaden. Allen le fait venir. Gehlen lui remet une documentation importante sur les armées russes. L'Américain est content : c'est un point de départ pour le réseau d'espionnage en Allemagne qui

prend forme. Bientôt, il sera en mesure d’informer la présidence américaine sur les projets que préparent les Soviétiques pour affermir leur emprise sur l’Europe.

Survient alors un événement qu’Allen Dulles n’attendait pas : Washington lui annonce la fin de l’OSS en Europe !

*

Washington, trois mois plus tôt, 12 avril 1945.

La capitale américaine est en deuil. Le Président Franklin Delano Roosevelt, tandis qu’il prenait du repos à Warm Springs, la petite cité thermale de Géorgie où il a ses habitudes, est décédé d’une hémorragie cérébrale alors qu’il posait pour un portrait. Certes, depuis de longs mois, il était fatigué et amaigri, mais à soixante-trois ans, il semblait encore en mesure de reprendre le dessus.

Pour Bill Donovan, la mort du Président est une vraie tuile. Roosevelt était son ami. L’OSS, qu’il a construite de ses mains et qui a eu un rôle si grand dans la victoire, est largement redevable de son existence aux relations personnelles qu’il entretenait avec son ancien camarade d’université. Harry Truman, le vice-président qui va devenir Président, ne l’aime pas. Bill Donovan le sait, et il le lui rend bien. Truman n’a rien de commun avec Roosevelt. L’incompréhension est totale entre le nouveau Président et l’espion. Pour Donovan, Truman, ce minable boutiquier du Missouri, qui de surcroît a terminé en faillite, ne peut comprendre qu’un service d’espionnage efficace est une condition essentielle pour terminer la guerre et mener ensuite une diplomatie qui garantira la prééminence américaine.

Les premières rencontres entre Donovan et Truman se passent mal. « Wild Bill » est un homme d’action, pas un administrateur et dans les bureaux de l’administration fédérale, on stigmatise les gâchis de ressources et les

résultats mitigés de l'OSS. De plus, Truman ne veut pas, en Amérique, d'ersatz de Gestapo et, pour le nouveau Président, l'OSS ressemble exactement à cela. Les espions sont des gens dont il se méfie : trop opaques, trop dénués de scrupules, insensibles à l'idée de liberté. Aux États-Unis, il y a déjà le FBI d'Edgar J. Hoover qui fonctionne comme un État dans l'État ; Truman ne veut certainement pas créer une deuxième verrue qu'il ne pourrait contrôler. Et puis, la nation et le Congrès, maintenant que la paix en Europe est rétablie, veulent se débarrasser de toutes ces agences créées pour les besoins de la guerre. Le peuple américain est clair : que Washington en finisse avec ces inquiétants mercenaires, et que l'on ramène les « *boys* » au pays.

Il faut mettre un point final à tout ça !

À la fin du mois d'août 1945, le plan de liquidation de l'OSS est déposé sur le bureau du Président Truman. Il envisage une fermeture progressive, avec un transfert sur une ou deux années des activités et des hommes vers les armées ou la diplomatie. « Wild Bill » est furieux et le fait savoir. Mais il n'a pas compris que les circuits du pouvoir ont changé. Sa protestation indispose en haut lieu. Et même, le Président se fâche. Le 20 septembre, Truman signe l'ordre de dissolution de l'OSS : dix jours ! Donovan a dix jours, pas un de plus, pour liquider son organisation d'espionnage.

Donovan a perdu. Il lui reste heureusement quelques amis. Avec la complicité de John McCloy, l'adjoint du secrétaire à la Guerre, un vieux copain qui est aussi un ami d'Allen Dulles, il s'arrange pour transférer quelques réseaux d'espions vers un service qu'il crée au sein de l'état-major militaire, et manœuvre adroitement pour en dissimuler d'autres au sein du département d'État. Mais les réseaux de Dulles à Berlin n'en font pas partie : trop compliqué.

Le 1er octobre 1945, l'OSS est dissoute.

Allen Dulles rentre à New York.

*

Allen se rappelle ces années d'après-guerre avec des sentiments mitigés.

D'un côté, il est mécontent de devoir vivre à nouveau sans l'adrénaline des opérations d'espionnage, sans la liberté du 23, *Herrengasse* à Berne, et sans le pouvoir presque absolu dont il disposait depuis son appartement à Berlin sur un monde en ruine à l'allure de Far West. La perspective de s'immerger à nouveau dans l'univers corseté des avocats d'affaires de Wall Street et de la vie conjugale avec Clover ne l'enchante guère.

Bien sûr, il y a quelques compensations. Allen éprouve un certain plaisir à retrouver des aspects qu'il affectionnait de sa vie d'avant : ses amis, par exemple, mais aussi ses maîtresses, et ses sources illimitées d'approvisionnement en cigares et vieux bourbon. Il réinvestit sa maison de New York et sa garçonnière de Long Island, où il reçoit ses compagnons de lutte de l'OSS, comme Kermit Roosevelt, le petit-fils du Président Théodore Roosevelt, ou Frank Wisner et Richard Helms, ses deux derniers adjoints à Berlin avec lesquels il a recruté Reinhard Gehlen et les ex-réseaux nazis. Il renoue avec sa sublime beauté russe, si experte au tennis et à d'autres types d'exercices physiques, et avec d'autres comme elles qui, toutes, ont gardé d'excellents souvenirs de leurs moments passés avec lui. Et comme, en plus de son charme et de son sex-appeal, Allen est devenu un héros de guerre, il conquiert avec facilité d'autres territoires féminins…

Mais évidemment, l'excitation n'est pas la même.

D'autant qu'il faut bien vivre. Il réintègre Sullivan & Cromwell et reprend la coopération avec son frère Foster, toujours aussi peu avenant. Foster, tout au long de la guerre, a conservé sa position d'avocat le mieux payé d'Amérique et le redémarrage du business, en cet après-

guerre, ne fait que le conforter dans ce classement. Certes, travailler à nouveau avec son frère n'est pas totalement désagréable : le côté sympathique est le montant des chèques qui viennent garnir le compte en banque. La face plus ennuyeuse est d'être sous les ordres de ce bonnet de nuit de Foster. Quel lavement ! Avec les années, l'aîné des Dulles est devenu l'un des grands pontes du Parti républicain ; mais si certains politiciens sont amusants en diable, comme cette sacrée fripouille de Richard Nixon, le jeune avocat représentant la Californie, Foster est aussi fantaisiste qu'un cafard neurasthénique.

Bien obligé, Allen prend son mal en patience.

Depuis Wall Street, il surveille l'évolution de la politique internationale et se promet intérieurement de se faire entendre lorsque le moment sera venu. L'ex-chef de l'OSS à Berne est bien introduit dans les cercles du pouvoir, et il est convaincu que les États-Unis ne pourront se passer longtemps d'un service de renseignement digne de ce nom.

*

Les guerres possèdent une caractéristique rassurante qu'elles partagent avec le beau temps, les impôts, les calamités naturelles et les disputes conjugales : elles finissent toujours par revenir.

En 1946 et 1947, la confrontation entre l'Union soviétique et le monde occidental s'engage aux portes de l'Europe, notamment en Grèce et en Turquie.

En 1946, une guerre civile éclate en Grèce : le Parti communiste, majoritaire dans la population, est spolié d'une victoire électorale par les forces d'extrême droite soutenues par les Anglais et les Américains. Le leader communiste, Markos Vafiadis, alias Markos, prend le maquis avec ses combattants issus de la résistance contre les Allemands. Pendant trois ans, soutenu par la Yougoslavie communiste

de Tito et par l’Union soviétique, Markos parviendra à établir un État communiste sur une partie du territoire grec, avant qu’une intervention américaine mette fin à l’aventure. Les États-Unis appuieront la mise en place d’un régime quasi dictatorial sous lequel les communistes grecs seront chassés, poursuivis, condamnés à mort ou envoyés dans des camps de concentration dans la fournaise infernale des îles de Méditerranée.

La confrontation avec l’Union soviétique est encore plus directe en 1947, lorsque Moscou exige du gouvernement turc un droit de passage libre et permanent pour sa flotte civile et militaire dans les détroits entre la mer Noire et la mer Méditerranée. Face à la résistance de la Turquie, l’Union soviétique envoie sa flotte de guerre au large du Bosphore, ainsi que plusieurs divisions de l’armée Rouge dans les Balkans. Le gouvernement turc demande alors son aide au Président Truman qui envoie à son tour plusieurs bâtiments de l’US Navy dans la zone.

Ces événements font comprendre au Président Truman que le monde de l’après-guerre est plus dangereux qu’il ne le croyait. Il a rencontré Staline à la conférence de Potsdam, en juillet 1945, mais il pense désormais qu’il n’a peut-être pas jaugé le bonhomme à la juste valeur de son agressivité expansionniste. Staline prend trop de libertés avec les intérêts de l’Amérique en Grèce et en Turquie. En réalité, il bouscule l’oncle Sam partout dans le monde ! Il faut mettre les choses au point sans tarder.

Le 12 mars 1947, devant le Congrès américain, Truman fait savoir quelle sera désormais la position des États-Unis lorsque des événements contraires à leurs intérêts se produiront : « À l’heure actuelle de l’histoire du monde, presque chaque nation doit choisir entre des modes de vie alternatifs. Le choix n’est trop souvent pas libre. Un mode de vie est basé sur la volonté de la majorité et se distingue par des institutions libres. Le second mode de vie est basé

sur la volonté d'une minorité imposée de force à la majorité. Elle s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, des élections truquées et la suppression des libertés individuelles. Je pense que les États-Unis doivent avoir pour politique de soutenir les peuples libres qui résistent aux tentatives d'assujettissement des minorités armées ou aux pressions extérieures. »

Le discours de Truman est parfaitement hypocrite : en effet, l'Union soviétique n'a pas de leçons à prendre des États-Unis qui s'y entendent tout aussi bien que les communistes pour soutenir des régimes dictatoriaux qui se maintiennent grâce à la « terreur ou l'oppression ». C'est le cas en Grèce, en Amérique latine, aux Philippines, dans les Caraïbes. Le véritable propos de Truman n'est pas là : seule la dernière phrase de son discours compte : les États-Unis soutiendront désormais les peuples qui résistent aux pressions extérieures, et bien évidemment, c'est de pressions communistes qu'il s'agit.

États-Unis contre Union soviétique : le partage du monde convenu entre Staline et Roosevelt à Yalta, en février 1945, est caduc.

12 mars 1947 : la guerre froide entre les deux superpuissances commence ce jour-là.

*

Une guerre froide ? Certes, elle est froide, mais c'est une guerre quand même. Et qui dit guerre, dit nécessité impérieuse de remettre en place une organisation d'espionnage centralisée, capable de mener le même combat que celui de l'OSS pendant le précédent conflit mondial. Le 18 septembre 1947, six mois après le discours du Président Truman, celui-ci signe le *National Security Act* qui crée la CIA, la *Central Intelligence Agency*.

L’espionnage est avant tout une affaire d’hommes et de chef. Qui nommer à la tête de la nouvelle agence ? « Wild Bill » Donovan ? Certainement pas ! Le Président Truman ne peut souffrir cette grande gueule braillarde qui, dans l’espionnage, n’adore rien d’autre que les coups pourris. Or, Truman n’approuve pas les coups pourris. Donovan est, de surcroît, un avocat de Wall Street. Truman, l’ex-boutiquier du Missouri, déteste les avocats de Wall Street. Donovan n’est pas un administrateur, et il a dépensé sans compter l’argent fédéral pour financer l’OSS. Truman a sans doute le train de vie le plus modeste de tous les Présidents américains ; il a horreur des gens qui ne savent pas qu’un dollar est un dollar.

Exit la candidature de Donovan.

Si Donovan est exclu, que penser de l’autre vedette de l’OSS, Allen Dulles, l’homme de la reddition en douceur des nazis en Italie ? Dulles aurait certainement les qualifications, et il a fait savoir dans tout Washington qu’il était prêt à prendre le poste. Le Président Truman, un moment, hésite. Puis il réfléchit. Allen Dulles est membre du Parti républicain. Lui, Truman, est démocrate. Pourquoi devrait-il faire une fleur à son opposition ? De plus, comme Donovan, Dulles est un avocat de Wall Street. Truman abhorre les avocats de Wall Street.

Exit la candidature d’Allen Dulles.

Finalement, Harry Truman se décide pour un candidat à son image. Il veut de la simplicité et de la solidité : il désigne un militaire tranquille, l’amiral Roscoe Hillenkoetter. Pas de fantaisie, pas d’aventurisme, un marin discipliné qui ne s’est jamais éloigné de la norme : c’est exactement le profil qui convient.

Qui convient… à Truman, mais pas à l’espionnage ! Être espion requiert un esprit retors et dissimulateur ; un tordu, quoi ! Un type à la Dulles ou à la Donovan.

La CIA du trop candide Hillenkoetter peinera à contrer la propagande soviétique ; elle connaîtra des ratés monumentaux, comme la stupeur lors de l'assassinat à Bogota d'un politicien de premier plan pendant la visite du secrétaire d'État américain Marshall, la surprise au spectacle des émeutes anti-américaines qui s'ensuivent, ou l'ébahissement face au premier essai nucléaire soviétique, le 29 août 1949 à Semipalatinsk, au Kazakhstan. Son incapacité crasse à prévoir l'attaque de la Corée du Nord sur la Corée du Sud, en juin 1950, coûtera finalement sa place à l'amiral Hillenkoetter qui sera remplacé par le général Walter Bedell Smith, l'homme de la reddition des nazis à Reims. Mais l'efficacité de la CIA restera très décevante.

Tandis que le mandat du Président Truman s'écoule, son administration prend conscience que la nouvelle agence d'espionnage n'est pas au niveau. Avec l'accord de Truman, elle se résout à faire appel à Allen Dulles pour quelques missions spéciales. Par exemple, afin d'organiser une campagne de désinformation et de manipulation en Italie afin d'éviter que les élections de 1948 ne soient remportées par le parti communiste. Un beau succès ! Allen est égal à lui-même, circonvenant au mieux les partis, les syndicats, les groupes de pression…

Un virtuose, qui ne demande qu'à continuer !

Au cours de la même année, afin de consolider leur position en Europe, les États-Unis créent de manière très officielle l'ACUE, l'*American Committee for United Europe*, un organisme privé, financé par des fonds privés, et dont l'objectif affiché est de favoriser la création d'une Europe fédérale. Pour mener à bien cette mission, il faut noyauter les gouvernements, infiltrer les administrations, intoxiquer les partis politiques. Tout cela réclame un certain type d'expérience et des qualités très spéciales que possèdent son président, un certain… William Donovan, ainsi que son vice-président qui est… Allen Dulles. Donovan et Dulles :

l’OSS est virtuellement reconstituée. L’ACUE est officiellement financée par de grandes fortunes américaines, comme la fondation Ford ou la famille Rockefeller. Détail amusant, la plupart des personnalités du conseil d’administration de l’ACUE appartiennent au monde de l’espionnage, de l’armée ou de la diplomatie. Toutes, depuis Allen Dulles ou Walter Bedell Smith, jusqu’à Bill Donovan ou les familles Ford et Rockefeller, sont aussi de proches relations, voire des amis personnels de Jean Monnet avec qui, à peine plus de cinq années auparavant, ils faisaient du business pour alimenter l’effort de guerre de l’Europe. Or, le même Jean Monnet, au même moment, prépare le projet européen du gouvernement français. L’ACUE ne pouvait tomber mieux à propos…

Allen Dulles n’est pas encore à la première place, mais dans toutes les actions de haut vol de l’espionnage américain, sa patte est déjà présente. En 1951, il est officiellement recruté à la CIA par son vieux copain Walter Bedell Smith, qu’il connaît depuis une trentaine d’années et qui a pris les fonctions de directeur à la place de l’amiral Hillenkoetter. Dans un premier temps, Allen prend en charge les opérations clandestines : son domaine de prédilection. Divin alignement des planètes : au même moment, le Congrès vote un budget de cent millions de dollars, une somme faramineuse pour l’époque, afin de financer les interventions paramilitaires de la CIA à l’étranger. Sacrée aubaine ! Allen en salive d’avance.

À l’évidence, son accession en haut de la pyramide semble n’être qu’une question de temps.

*

Le mandat du Président Harry Truman s’achève en 1952. Les frères Dulles avaient cru qu’ils parviendraient à sortir d’un bon coup de pied au cul le boutiquier du Missouri dès les élections de 1948 : Foster et Allen faisaient campagne

pour Thomas Dewey, à nouveau candidat républicain après son échec de 1944 contre Roosevelt. Le soir de l'élection, l'affaire semblait si bien engagée que le *Chicago Tribune* avait sorti son édition du 3 novembre 1948 avec pour grand titre en première page : « *Dewey defeats Truman* »[2].

C'était pour le moins prématuré. À la grande fureur de Foster, l'élection était serrée, mais victorieuse pour le Président sortant. La déception était immense car John Foster Dulles était programmé pour devenir secrétaire d'État du Président Dewey. La défaite n'en était que plus amère.

Pas de suspense quatre ans plus tard, en 1952 : le candidat républicain est le général Dwight David Eisenhower, le commandeur en chef des armées alliées qui ont anéanti les nazis en Europe. Un tel héros est imbattable. Eisenhower remporte haut la main l'élection face au démocrate Adlaï Stevenson.

Cette fois, les frères Dulles appartiennent au camp du vainqueur. Après les quelques semaines de transition propres aux institutions américaines, dès l'entrée en fonction de l'administration Eisenhower, ils reçoivent la juste récompense pour l'argent et l'énergie qu'ils ont mis dans l'élection du nouveau Président.

Le 21 janvier 1953, John Foster Dulles est nommé secrétaire d'État.

Un mois plus tard, le 26 février 1953, Allen Dulles est nommé directeur de la CIA. II en est le premier directeur civil.

Les deux frères vont devenir des habitués du bureau ovale de la Maison-Blanche, prenant petit à petit l'ascendant sur un Président Eisenhower fatigué et bientôt sujet à des problèmes cardiaques. Ils géreront seuls, ou presque, les crises diplomatiques de la guerre froide : le soulèvement à Berlin-Est en juin 1953, l'enlisement français

en Indochine en 1954, la fondation du pacte de Varsovie en 1955, l'affaire de Suez et l'insurrection de Budapest en 1956, et la révolution cubaine en 1959.

L'austère Foster disparaîtra le 24 mai 1959 d'un cancer. Allen en éprouvera une certaine tristesse. Toujours élégant, toujours le sourire aux lèvres et la pipe à la bouche, toujours avec ses bonnes histoires et sa séduction innée, le directeur de la CIA verra passer les années sans presque changer d'une ride. Le temps n'aura pas de prise sur lui. Ah, si : un privilège spécial lui sera octroyé par le Président Eisenhower en personne. Comme il est sujet, de temps en temps, à des crises de goutte, il sera autorisé à participer aux réunions dans le bureau ovale… chaussé de ses pantoufles. Les jolies secrétaires du Président, lorsqu'Allen venait ainsi attifé, étaient, paraît-il, aux petits soins pour lui.

Et il en profitait, le maudit bougre !

*

Secrétaire d'État et directeur de la CIA : la combinaison parfaite. En février 1953, tandis qu'ils pénètrent dans la Maison-Blanche pour la première réunion plénière de l'administration Eisenhower, les petits-fils du vieux John Watson Foster, le secrétaire d'État du Président Harrison, les neveux d'« Oncle Bert » Robert Lansing, le secrétaire d'État du Président Wilson, ont dépassé leurs prestigieux aînés : ça y est, ils dirigent le monde.

Quant à l'usage qu'ils en feront…

---

1 La « tanière du loup ».

2 « Dewey l'emporte contre Truman ».

8
Les sombres guerriers de l'anticommunisme

Une valeur fondatrice de l'Amérique est présente, et même prédominante dans l'ascension d'Allen et John, les deux rivaux : l'anticommunisme.

John Kennedy comme Allen Dulles en sont persuadés : le communisme, c'est le camp du mal, tandis que la libre entreprise et la foi en Dieu, c'est le camp du bien. Surtout si, à titre personnel, ils peuvent en tirer quelques bénéfices…

Un peu binaire, comme point de vue, mais efficace : les Américains adorent.

*

Elle est singulièrement peu loyale, l'escalade de John Kennedy vers le sommet de la politique américaine. Elle ne s'embarrasse guère de scrupules. Construite par son père à coups de dollars, de prévarication, d'achats de votes et de bonne conscience, la morale n'y a pas sa place.

Un homme accompagne l'ascension du fils prodigue de la dynastie Kennedy : il s'appelle Joseph McCarthy, il est sénateur du Wisconsin et à la différence de John Kennedy,

qui représente le Parti démocrate, il est membre du Parti républicain. Mais il partage avec John Kennedy deux convictions fondamentales : le sens de la famille – McCarthy a été le petit ami de deux des sœurs de John, Patricia et Eunice – et l'anticommunisme militant.

À l'orée des années cinquante, l'anticommunisme aux États-Unis s'exacerbe plus que jamais dans l'histoire du pays. L'infâme sénateur Joseph McCarthy est l'inlassable aiguillon du mouvement. Méthodiquement, secteur après secteur, il lance la « chasse aux sorcières » dans l'administration, la presse, dans le monde du spectacle et dans les grandes entreprises du pays. La vie et les opinions des fonctionnaires, des journalistes, mais aussi des scénaristes, des acteurs et des metteurs en scène d'Hollywood sont passés au crible. Les Américains qui sont en position d'influencer l'opinion de leurs compatriotes doivent être irréprochables ; à défaut, il faut les épurer ! Dès lors, quiconque est suspecté d'avoir nourri des sympathies pour les rouges est jugé, harcelé, emprisonné, banni de son métier.

C'est la « *Red Scare* ».

Triste époque où les dénonciations fleurissent dans l'espoir de garantir sa propre sécurité : dans le milieu du cinéma, des grands noms comme Cecil B. de Mille, Gary Cooper, Elia Kazan et un certain Ronald Reagan, promis à un grand destin politique[1], balancent à tour de bras les noms des petits copains aux commissions chargées de punir les activités soi-disant antiaméricaines. Ceux-là sont alors virés, exilés ou même jetés en prison, à l'image du grand scénariste Dalton Trumbo. Emprisonné pendant dix mois, indésirable à Hollywood, cet écrivain de génie continuera d'écrire sous divers pseudonymes et devra même être oscarisé sous un faux nom pour l'une de ses œuvres majeures, *The brave one*, en raison de l'ostracisme qui le frappe.

Rares sont ceux qui résistent aux pressions des commissions de lutte contre les activités supposées « antiaméricaines ». L’acteur Robert Mitchum fait partie des courageux. Lorsqu’il comparaîtra devant la commission, il déclarera simplement : « J’ai très peu de principes dans la vie, mais il y en a un auquel je tiens et c’est de ne jamais parler longtemps à des gens avec qui je n’aurais pas envie de prendre un verre. Et derrière votre comptoir d’épicerie, je ne vois personne avec qui j’ai envie de prendre un verre. Alors, Messieurs, vous m’avez vu, vous m’avez entendu, vous savez où j’habite, au revoir ! »

Le héros de l’OSS en Yougoslavie, l’acteur Sterling Hayden, avec qui Mitchum sera souvent en concurrence pour les rôles de durs, regrettera toute sa vie d’avoir évoqué le nom d’un de ses amis devant la commission de lutte contre les activités antiaméricaines. L’infortuné sera inscrit sur une liste noire et proscrit d’Hollywood. Bourrelé de remords, avec la bravoure qui avait été la marque de ses années de lutte, la mitraillette Sten à la main, contre les fascistes et les nazis, Sterling Hayden se plantera devant l’entrée du bâtiment de la commission en brandissant simplement un panneau sur lequel est inscrit : « Ne dites rien : ils sont ignobles ! »

Pendant que l’on proscrit, pendant que l’on emprisonne sans cause ni raison, pendant que l’on exile les génies comme Charlie Chaplin, Joseph Losey ou Jules Dassin, John Kennedy et Joseph McCarthy, pour se détendre, font de la voile à Hyannis Port en devisant comme les vieux amis qu’ils sont. Campagne électorale, lutte contre les supposés sympathisants communistes… tout cela est fatigant. Il faut bien se détendre un peu.

*

Outre le cinéma et la presse, sous le regard bienveillant de la famille Kennedy, McCarthy s’emploie à exclure les

suspectés communistes du département d'État et des administrations. Dans ce climat de lutte frénétique contre l'hydre malfaisante, il lance même une seconde chasse aux sorcières, cette fois contre les homosexuels : à la « *Red Scare* » s'ajoute la « *Lavender scare* », la terreur de la lavande. Pas question de tolérer dans l'administration américaine des tafioles qui se parfument à l'eau de toilette ! Pour la virile Amérique anticommuniste, ces pédales doivent être chassées, tout comme les rouges !

Pourquoi cet acharnement contre les homosexuels ?

À en croire un McCarthy à la virilité agressive et ostentatoire, il faut chasser ces gens-là pour la raison tordue que l'homosexualité est une honte aux États-Unis, et que les rouges du KGB, s'ils avaient connaissance de l'inavouable secret des tantouzes égarées au sein du ministère des Affaires étrangères, pourraient soumettre ces tapettes à un chantage qui compromettrait les secrets d'État. L'homophobie est un concept qui n'est pas encore inventé à cette époque préhistorique où les listes noires s'affichent ouvertement dans les journaux. Pas de pitié pour les communistes, et donc pas de mansuétude pour les sodomites ! McCarthy n'a pas d'hésitation : dans la frénésie anticommuniste de l'époque, il chasse quatre-vingt-onze employés de l'administration des Affaires étrangères sous l'accusation d'être gays ou lesbiennes, et rend publique la liste de ces prétendus tarés lors d'une conférence de presse.

L'ignoble Joseph n'est pourtant pas exempt de tares lui-même. Alcoolique au dernier degré, il fait régner la terreur anticommuniste et anti-homosexuels entre deux crises de delirium tremens, et il est encore plus effrayant pendant ses soûlographies. Il mourra à quarante-huit ans d'une cirrhose du foie ; dans les dernières années de sa vie, bien que quadragénaire, il avait l'air d'un vieillard.

*

Jamais John Kennedy ne lâchera cet anticommuniste primaire, viscéral, borné et alcoolique. Bien que démocrate, John Kennedy soutiendra indéfectiblement le républicain Joseph McCarthy. Réciproquement, bien que républicain, McCarthy refusera de soutenir son camarade de parti, le républicain Henry Cabot Lodge Junior, lors de l'élection au Sénat contre le démocrate Kennedy.

Rien d'obscur dans cette communion entre âmes anticommunistes. Au contraire, plus John affiche publiquement son estime pour McCarthy, mieux il s'en porte. En 1952, alors qu'il assiste à une cérémonie à son club d'anciens étudiants de Harvard, l'animateur de la soirée se réjouit publiquement que Joseph McCarthy n'ait pas fréquenté leur université. John Kennedy est présent, il s'emporte, engueule l'animateur et claque la porte en partant, afin que les journalistes présents comprennent bien dans quel camp il se situe : du côté de ce gros rustre mal léché de McCarthy plutôt que dans le camp des intellectuels trop sophistiqués, capables d'avoir, sur les communistes et les homosexuels, un jugement un peu plus nuancé qu'un simple et brutal ostracisme.

En 1954, le délire anticommuniste de Joseph McCarthy devient obsessionnel, et même pathologique. Il accuse le gouvernement fédéral d'être un nid d'espions rouges, il soupçonne George Marshall, l'auteur du plan de reconstruction de l'Europe, d'être à la solde de Moscou, en bref, miné par l'alcool et par ses démons intérieurs, il perd les pédales. Un sénateur républicain, donc du bord politique de McCarthy, propose au Sénat une résolution visant à censurer ce dernier. Il s'appelle Ralph Flanders et représente l'État du Vermont au Sénat. Flanders est un génie autodidacte et un homme de grand bon sens. N'ayant pas fait d'études, il deviendra pourtant ingénieur, journaliste, inventeur, et même président de la *Federal Reserve Bank* de

Boston. Sa motion de censure est adoptée par la moitié du camp républicain et par la totalité du camp démocrate. La totalité ? Pas tout à fait. Une voix manque à l'appel ; une seule. Celle du sénateur démocrate du Massachussetts, John Fitzgerald Kennedy.

Le soutien de la famille Kennedy à Joseph McCarthy sera également sonnant et trébuchant. Et généreux, avec ça : lors de chaque campagne électorale, Joe Kennedy Senior financera grassement l'ami Joseph McCarthy. Outre que le bougre fréquente ses filles et que, dans une famille catholique bien-pensante, on ne se fâche pas avec un gendre potentiel, le patriarche Kennedy n'ignore pas que la moitié des Américains approuve le combat du sénateur du Wisconsin contre le communisme, même si celui-ci relève davantage de la paranoïa que d'une appréciation objective des risques d'infiltration soviétique. La moitié des Américains, cela signifie la moitié des suffrages. Dans la perspective d'une élection présidentielle, le jeu en vaut la chandelle.

La condamnation injuste de supposés traîtres rouges et d'homosexuels pas assez discrets, que la famille Kennedy méprise ou considère comme des ennemis indésirables de la nation, ne compte pour rien dans cet échiquier politique. John Kennedy, après la disparition de Joseph McCarthy, restera estampillé « anticommuniste » dans l'esprit des Américains : un indispensable atout pour être élu Président.

*

L'anticommunisme militant, Allen Dulles aussi en mange tous les matins au petit-déjeuner.

Au pays du business, qualifier son contradicteur de communiste est synonyme d'injure mortelle, surtout lorsque l'on discute entre riches hommes d'affaires. C'est aussi une condamnation pour celui qui se dresse contre les intérêts

des actionnaires de Wall Street que défendaient si bien Sullivan & Cromwell et ses piliers, les frères Dulles. Maintenant qu'ils tiennent les rênes du pouvoir à Washington, Allen Dulles et son frère Foster s'emploient activement à éliminer de leur sphère d'influence l'idée même de communisme, ce péril effrayant qui menace la civilisation américaine ; et qui, au passage, compromet leurs investissements personnels.

Contre le communisme, il faut frapper du glaive pour sauvegarder ses dollars ! Sans trembler ! Quitte à laisser derrière soi des pays dévastés par la violence et la misère…

Dès leur accession au sommet, Allen et son frère Foster commencent le combat. En cette fin d'après-midi de mars 1953, moins d'un mois après sa nomination à la tête de la CIA, la limousine d'Allen Dulles, entourée de motards de la police, arrive au siège new-yorkais de la compagnie *United Fruit*. Au même moment ou presque, une autre limousine entourée de motards de la police, celle de John Foster Dulles, s'arrête devant le même immeuble. Les deux frères, élégants et distingués, descendent chacun de leur véhicule. Ils se serrent rapidement la main, puis ils pénètrent dans l'immeuble et cheminent l'un à côté de l'autre vers la salle du conseil d'administration. La moquette est épaisse, les murs lambrissés, les meubles massifs et bien encaustiqués ; un parfum de cire d'abeille, de vieilles familles et de respectabilité semble imprégner l'endroit. Un maître d'hôtel s'empresse pour débarrasser les deux hommes de leurs manteaux, un autre leur demande s'ils souhaitent un café ou une autre boisson avant l'ouverture de la séance. Puis ils sont conduits vers les fauteuils qui les attendent dans la grande salle du conseil.

Sur le chevalet posé devant le sous-main en cuir du premier est inscrit « *Allen Welsh Dulles* ». À côté, à la place de son frère, le chevalet porte le nom de « *John Foster Dulles* ». Pas très loin, sur un autre chevalet est écrit

« *Walter Bedell Smith* », autrement dit l'ex-chef de la CIA à qui Allen Dulles a succédé. Les autres sièges du conseil d'administration sont occupés par des hommes qui, tous, appartiennent aux premiers cercles du pouvoir, de la politique et de la diplomatie américaine. Nulle part ailleurs que dans cette pièce du siège de l'*United Fruit Company*, même à la Maison Blanche ou au sein du gouvernement des États-Unis, n'est rassemblée en un seul lieu une telle concentration de puissance et de richesse.

Ces personnages sont des hommes pour qui la supériorité des États-Unis sur le reste de la planète, sur le plan moral comme sur le plan économique et militaire, est une évidence. Mais ils sont aussi des hommes d'argent, particulièrement attentifs à leurs intérêts personnels. Dans leurs esprits, les deux choses sont liées ; elles sont même indissociables. Aux États-Unis, l'argent, c'est la puissance, et la puissance, c'est le dollar.

À la tête de l'*United Fruit Company* se trouve une figure légendaire du capitalisme américain : Sam Zemurray, de son nom de naissance Shmuel Zmurri. Ce richissime businessman est né dans la misère à Kishinev, la capitale de l'un des pays les plus perdus au monde : la Bessarabie. Depuis qu'il en est parti, cette bande de terre oubliée des hommes et des dieux, perdue entre la Roumanie et l'Ukraine, est devenue la Moldavie, l'une des quinze républiques qui composent l'Union soviétique.

Sa pauvre famille juive émigre aux États-Unis alors que le jeune Shmuel Zmurri a quatorze ans. Arrivé aux États-Unis presque analphabète et sans un dollar en poche, Sam Zemurray va construire l'empire capitaliste *United Fruit Company* qui étendra son bras puissant sur toute l'Amérique latine. Une formidable épopée capitaliste construite à coups de compromissions, de prévarication et de violence !

La séance du conseil d'administration de l'*United Fruit Company* de ce mois de mars 1953 est consacrée à la situation au Guatemala. Les grands capitalistes yankees discutent du sort qu'ils réserveront à cette nation indépendante et souveraine, à ce peuple de quatre millions d'habitants dont ils n'ont probablement jamais côtoyé le moindre membre. Si par hasard il existe quelques Guatémaltèques dans leur entourage, ils prennent la forme invisible d'un jardinier émigré, employé à biner les plates-bandes des parcs qui entourent leurs somptueuses résidences, ou d'une femme de ménage astiquant l'argenterie sous la surveillance d'un maître d'hôtel qui s'assure qu'elle ne fauche pas une petite cuiller. En bref, des gens qui ne sont rien.

Inutile de discuter longuement, car tous les administrateurs sont d'accord : à l'ordre du jour est inscrit le projet d'un complot tordu, ni plus ni moins qu'un coup d'État afin de dépouiller le peuple guatémaltèque du pouvoir qu'à un moment, il a imaginé exercer lui-même.

Les fous ! Qu'imaginaient-ils, ces métèques ? Que la démocratie était faite pour leur foule analphabète de paysans arriérés ? Il n'en va pas ainsi dans le grand concert du capitalisme mondial ! Les administrateurs de l'*United Fruit Company* sont là pour s'en assurer ! Pour ces grands hommes de la puissante Amérique, si attachés au respect de leur Constitution, la voix qu'est autorisée à exprimer le peuple ne doit en aucun cas écorner le montant des dollars qui garnissent leur compte en banque personnel. Foster, le grand frère d'Allen Dulles, le théorise avec une certaine franchise : « Pour nous, il y a deux sortes de gens dans le monde. Il y a ceux qui sont chrétiens et qui soutiennent la libre entreprise, et il y a les autres ! »

Les autres, ces hérétiques qui ne respectent pas le dollar, n'ont droit à aucune considération. Pour régler le sort de ces miséreux, ces puissants capitalistes estiment qu'il est

légitime de fomenter depuis la salle feutrée d'un conseil d'administration les tempêtes de merde dans lesquelles ces gueux iront se noyer.

Ainsi pensent ces personnages inquiétants qui, en ce jour de mars 1953, siègent au conseil d'administration de l'*United Fruit Company* dont ils sont les plus gros actionnaires. Ils ne sont pas contents, parce que le nouveau Président du Guatemala, Jacobo Árbenz Guzmán, veut remettre en cause la captation des ressources de son pays par l'*United Fruit Company*.

Pour les Dulles, *United Fruit* est le légitime propriétaire du Guatemala. Depuis près d'un siècle, leur firme de Wall Street, Sullivan & Cromwell, a ainsi organisé les choses depuis ses bureaux de New York. *United Fruit* est le premier propriétaire terrien du pays, l'opérateur unique des chemins de fer, de la poste, du transport maritime et de la distribution d'eau. L'économie du Guatemala n'est rien sans *United Fruit,* dont Allen Dulles, ainsi que son frère Foster, tirent à titre personnel de confortables dividendes.

Cet Árbenz veut mettre fin à cela ? Il veut redistribuer les terres aux paysans qui n'en possèdent pas ? *Bullshit !* Pourquoi des paysans sans terre devraient-ils porter atteinte aux intérêts des actionnaires américains ?

Inadmissible ! s'emportent les propriétaires de l'*United Fruit Company*. C'est décidé. Il faut mettre fin aux ambitions de cet Árbenz qui, aux yeux d'Allen Dulles, de son frère Foster et des autres actionnaires, présente l'apparence d'un parfait communiste. Oui, un communiste ! Donc, un ennemi ! Une personnalité à éliminer ! Mais comment procéder ? Pas de problème. Allen Dulles est là, et il dirige la CIA. Il sait comment faire, et possède tous les moyens pour arriver à ses fins. Quant à Foster, à la tête du département d'État, il se chargera de donner à cette barbouzerie une apparence légale.

*

Qui est cet Árbenz qui focalise l'hostilité d'Allen Dulles, le grand chef de la CIA, et des grands capitalistes américains ? Un communiste ? Non, il est juste un homme qui cherche à rendre à son pays de miséreux un peu de la prospérité que, depuis une centaine d'années, *United Fruit* et d'autres compagnies américaines du même genre s'approprient sans vergogne.

Ce révolutionnaire est un homme magnétique, avec une histoire personnelle compliquée.

Jacobo Árbenz Guzmán est le fils d'un émigré suisse venu au Guatemala pour fonder une entreprise de pharmacie, et qui y rencontrera sa femme, à Quetzaltenango, la deuxième ville du pays construite au pied du volcan Santa Maria. Au Guatemala, la nature est dangereuse : lorsque Jacobo Árbenz voit le jour, la ville de Quetzaltenango se remet d'une éruption de cendres et de pierres qui a fait six mille morts. Et puis, la situation familiale est fragile : les affaires de la pharmacie tournent mal et le père de Jacobo Árbenz devient morphinomane. Les années de jeunesse du fils du pharmacien de Quetzaltenango sont marquées au fer rouge par la mort : bouffé par les drogues, au bout du rouleau, le père se suicide alors que Jacobo n'est qu'un jeune enfant. La sœur aînée de Jacobo, Leonora, suivra le chemin de son père et se suicidera également. En hommage à sa sœur disparue, Jacobo Árbenz Guzmán donnera le prénom de Leonora à sa deuxième fille. Bien plus tard, sa fille aînée, Arabella, se suicidera à son tour, puis cette deuxième Leonora se suicidera de même, après plusieurs années passées dans un hôpital psychiatrique.

Sacrée famille de dingues…

Après ses années de lycée, Jacobo ne peut aller à l'université faute d'argent mais il reçoit une bourse qui lui permet d'étudier à l'École militaire polytechnique. Il sort

major de sa promotion et s'engage dans l'armée avec le grade de sous-lieutenant. Une carrière difficile : l'armée contrôle le pays, mais comme dans le reste du Guatemala, les inégalités sont flagrantes entre les officiers supérieurs, membres de la caste du dictateur Ubico, et les officiers subalternes dont les maigres soldes sont payées avec plusieurs mois de retard. Le sous-lieutenant Árbenz habite dans une modeste chambre sans électricité ni eau courante, louée chez une brave dame, la doña Concha Soto Marroquin, dans un quartier de Guatemala-City que l'on appelle la zone 1 : un bouge où rentrer seul, la nuit tombée, est un sacré pari sur la vie…

À travers l'Amérique latine, les affaires des riches se portent bien en ce temps-là : les Américains du Nord y veillent jalousement. Au Guatemala, sous le régime de fer du dictateur Ubico, la paix des capitalistes règne et les propriétaires terriens font la loi. À vrai dire, Jorge Ubico Castaneda est probablement, parmi les nombreux dictateurs d'Amérique centrale, le plus fidèle des valets qui font carpette devant les États-Unis, ce puissant monarque du nord qui dirige le continent américain tout entier. Au Guatemala du dictateur Ubico, pas question de chômage : les vagabonds, les inactifs et les oisifs sont raflés pour construire des routes ou pour servir de main-d'œuvre gratuite aux grandes entreprises ; et notamment à la grande compagnie bananière américaine à laquelle le dictateur Ubico doit son pouvoir, *United Fruit*. Dans le but de fournir des ouvriers à *United fruit*, Ubico a créé le carnet de travail obligatoire dans lequel les employeurs consignent les heures effectuées par leurs employés. Malheur à qui n'a pas son carnet de travail, ou à ceux dont les heures travaillées sont insuffisantes ! Au même titre que les vagabonds et les chômeurs, l'armée a toute latitude pour les réduire en esclavage. Ces inutiles sont mis au travail sur les voies de chemin de fer ou dans les plantations, sous la surveillance

des soldats qui manient le fouet pour le compte des patrons yankees.

Comme il est d’une culture et d’une intelligence rares, le lieutenant Jacobo Árbenz Guzmán est nommé instructeur à l’École polytechnique en 1937. Il enseigne la science et l’histoire. Toute une génération de jeunes officiers sera ainsi influencée par les cours et l’humanisme du lieutenant-professeur Jacobo Árbenz.

D’ailleurs, le bel officier à la noble figure et à l’intelligence si brillante ne passe pas inaperçu. Lors de la Feria de las Flores, à l’occasion d’une réception au Carré militaire, c’est le coup de foudre : Árbenz danse toute la soirée avec Maria Cristina Villanova, une très belle et très riche héritière salvadorienne. Quel magnifique couple que celui formé par Jacobo Árbenz Guzmán et Maria Cristina Villanova ! Les invités à leur mariage, célébré juste avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, sont conquis par l’extraordinaire attraction qu’exercent les jeunes mariés. Maria Cristina est l’héritière la plus courtisée du pays ; la fortune de sa famille est presque incalculable tellement elle s’étend à toutes les activités économiques. Mais la fiancée de Jacobo Árbenz est aussi l’une des plus belles filles du Guatemala. Son corps parfait, façonné au fil des parties de tennis disputées dans les clubs sélects du pays, est surmonté d’un visage de madone italienne. Son nez, toutefois, est un peu fort. Mais il donne à la jeune fille du caractère, qualité dont, indiscutablement, elle ne manque pas. Maria Cristina Villanova est une femme de tempérament.

Par bonheur pour son mari, la jeune femme n’est pas une héritière superficielle comme les autres : elle accepte de vivre dans une maisonnette de Guatemala-City que Jacobo loue pour vingt-cinq dollars par mois. Le couple Árbenz y cultive des sympathies socialisantes. Des leaders révolutionnaires chiliens, péruviens ou argentins passent de

temps en temps quelques jours chez les Árbenz. Les femmes leaders communistes d'Amérique du Sud leur rendent aussi visite, comme Virginia Bravo, la Chilienne, ou Matilde Elena Lopez, la Salvadorienne. On discute politique, répartition des richesses, réforme agraire…

La Seconde Guerre mondiale se passe presque tranquillement. Après Pearl Harbor, le dictateur Ubico, toujours servilement arrimé à la remorque des États-Unis, déclare la guerre au Japon, à l'Allemagne, à l'Italie, à la Roumanie, à la Bulgarie… en bref, à la moitié du monde ou presque. Dérisoire Guatemala ! Que viendrait-il donc faire dans cette galère si on lui demandait d'envoyer des soldats se battre au front ?

Rien ne se passe, heureusement.

Rien, en tout cas, jusqu'au mois d'octobre 1944.

Maria Cristina est alors au Salvador chez ses parents, avec ses enfants, en villégiature dans la finca familiale. Tout est calme. Ce jour-là, le 20 octobre, une rumeur envahit la ville de San Salvador : au Guatemala voisin, trois hommes auraient renversé le Président Juan Federico Ponce Vaides ! Ce dernier est un général rétrograde et brutal qui a succédé au dictateur Ubico trois mois plus tôt… Et le triumvirat qui a renversé la dictature serait composé du major Arana, commandant de la Garde d'honneur, de Jorge Toriello, un civil, et de… et de… du capitaine Jacobo Árbenz Guzmán !

Dans la finca Vilanova, tout le monde est frappé de stupeur. Jacobo a renversé le pouvoir au Guatemala ! En urgence, Maria Cristina rentre à Guatemala-city pour voir son mari devenir ministre du nouveau gouvernement.

Avec le coup d'État, les temps changent. Le « *printemps du Guatemala* » s'ouvre, cette brève période d'une décennie dans l'histoire du pays, entre 1944 et 1954, pendant laquelle les droits de l'homme, l'équité et la légalité républicaine vont commencer à germer avant de

s'éteindre après le coup d'État des frères Dulles au mois de juin 1954.

Le triumvirat qui chasse le général Ponce du pouvoir accepte d'emblée de rendre le pouvoir à un Président qui serait élu par le peuple. En décembre 1944, les premières élections libres sont organisées pour désigner ce fameux nouveau Président du pays. Libres ? Oui, mais pas ouvertes à tous. Malgré les protestations furieuses de Maria Cristina qui se querelle tous les soirs à ce sujet avec Jacobo, seuls les hommes sachant lire sont autorisés à voter. Les femmes et les analphabètes sont exclus du scrutin. Féminité et analphabétisme ; est-ce que ces deux handicaps constituent une seule catégorie ? demande aigrement Maria Cristina qui ne supporte pas cette injustice.

Juan José Arévalo, un jeune professeur de philosophie longtemps exilé en Argentine, est élu avec quatre-vingts pour cent des voix. Il entre en fonction trois mois plus tard.

Un homme imposant, cet Arévalo : avec ses six pieds de haut et ses deux cents livres, ainsi que sa voix de stentor prédestinée à haranguer les foules, il impressionne fortement. Arévalo n'est pas communiste ; il est avant tout, comme il l'explique lui-même, « arévaliste », c'est-à-dire un mélange de populisme et de socialisme assez fumeux et pas toujours très en phase avec la réalité.

Le Président Arévalo autorise la création de syndicats et envisage une réforme agraire, mais il n'ose pas se confronter aux grands propriétaires. Sa plus grande réalisation est la création d'une caisse de sécurité sociale, seule institution vraiment efficace au milieu d'une administration corrompue, incompétente et népotiste. Un bilan finalement très faible : Juan José Arévalo est plus à son avantage à philosopher et à écrire[2] qu'à agir et diriger.

Dans le gouvernement Arévalo, Jacobo Árbenz est devenu ministre de la Défense. Le troisième homme du coup d'État, le major Arana, occupe la position cruciale de chef des

forces armées : une position forte pour ce métis latino-indien qui n’hésite pas à afficher ses ambitions. Pendant le mandat du Président Arévalo, Francisco Arana hésitera à de multiples reprises à lancer un nouveau coup d’État pour prendre le pouvoir, notamment lorsque le Président sera victime d’un accident de voiture qui le laissera blessé et incapable de diriger le pays pendant plusieurs semaines. Au vrai, au cours des cinq années de ce premier mandat présidentiel, le très loyal Jacobo Árbenz déjouera plus d’une trentaine de tentatives plus ou moins maladroites de renverser la démocratie, dont plusieurs auxquelles son ami Arana sera associé de près ou de loin.

À l’approche du terme du mandat de Juan Arévalo, le bruit court dans Guatemala-City qu’Árbenz souhaite concourir à l’élection présidentielle. Les relations entre le ministre de la Défense et son chef des armées Arana ne se rompent pas tout à fait, mais les rapports qu’entretiennent les deux hommes changent de nature. Il devient clair que l’un doit s’effacer au profit de l’autre. Mais qui ?

Au mois de juillet 1949, après une entrevue orageuse avec le Président Arévalo, le chef des armées part inspecter une réserve d’armes à El Morlon, à une vingtaine de miles de Guatemala-City. Arana s’y rend dans une simple voiture décapotable, en compagnie de son chauffeur, d’un aide de camp, et de l’attaché militaire du Président de la République. Le ministre de la Défense, Jacobo Árbenz, de son côté, envoie un détachement à la rencontre du chef des armées ; ses hommes prennent position près d’un petit pont où Arana ne doit pas manquer de passer.

Une fusillade éclate…

Qui a tiré le premier ? Qui a donné les ordres ? Le Président Arévalo ? Árbenz ? Et quels ordres ? Arrêter Arana qui semblait fomenter une nouvelle révolte ? S’en débarrasser définitivement ?

Toujours est-il qu'au cours de la fusillade qui s'engage entre la voiture du chef des armées et les hommes du ministère de la Défense, trois hommes sont tués, dont Francisco Javier Arana, et plusieurs sont blessés.

Qui a tué Arana ? Jamais Jacobo Árbenz Guzmán ne répondra à cette question. Il s'en tiendra toujours à la version officielle : en juillet 1949, sur la route entre Guatemala-City et El Morlon, la voiture du chef des armées a été prise dans une embuscade. Francisco Arana et deux de ses officiers sont morts. La nation en deuil rend hommage à ces fidèles serviteurs de l'État. Point final, et *basta !*

À la nouvelle de la mort de Francisco Javier Arana, la Garde d'honneur se soulève. Dans Guatemala-City, les combats font rage pendant toute une journée entre les anciens compagnons d'armes d'Arana et les forces loyalistes sous les ordres de Jacobo Árbenz. La Garde d'honneur possède les seuls chars de l'armée guatémaltèque, au nombre de six. Mais sans Arana, les combattants de la Garde d'honneur n'ont plus d'âme pour animer leur lutte. Avec un grand sang-froid et beaucoup d'habileté, Jacobo Árbenz obtient finalement leur reddition.

Quelques mois plus tard, Jacobo Árbenz est triomphalement élu Président avec plus de soixante-cinq pour cent des suffrages. Il entre en fonction en mars 1951. Désormais, il n'a plus qu'un objectif : changer le sort du Guatemala et remettre en question l'emprise des grands propriétaires et des sociétés étrangères, comme *United Fruit*.

*

Le Président Árbenz lance au mois de juin 1952 son grand projet de réforme agraire. L'objectif d'Árbenz est de permettre aux millions de miséreux, notamment aux

descendants des Indiens mayas qui constituent l'essentiel de la population, de vivre dignement de leur travail sur une parcelle de terre correspondant à leurs besoins. Son idée est de nationaliser les terres arables non cultivées et de les redistribuer à ces cohortes dont l'existence est celle de véritables esclaves. Árbenz en est convaincu, il existe au Guatemala des ressources suffisantes pour tous et la responsabilité de l'État consiste à les utiliser à bon escient : les grands propriétaires latinos et les capitalistes étrangers, finalement, se sont révélés au fil des décennies de bien piètres entrepreneurs, incapables de faire surgir du riche sol guatémaltèque la prospérité qu'il pourrait produire.

Jacobo Árbenz lui-même, grâce à la fortune de Maria Cristina son épouse, est devenu un riche propriétaire terrien. Aussi décide-t-il de donner l'exemple : la réforme agraire qui redistribuera aux paysans les terres non cultivées commencera par lui, et sera étendue ensuite à tous les autres grands propriétaires.

Mais il y a un écueil, et non des moindres : *United Fruit*.

Au Guatemala, rien n'échappe à *United Fruit*, la multinationale américaine de Sam Zemurray et des frères Dulles. Lors de sa conquête des républiques bananières d'Amérique latine, dans les années 1920 et 1930, Zemurray était le meilleur soutien des dictateurs locaux, et inversement. Pendant cette époque bénie, la compagnie *United Fruit* est devenue le premier propriétaire terrien du Guatemala, le premier industriel, le premier opérateur de transport et le premier fournisseur de services à l'État. Elle possède sur la côte Atlantique six cent mille acres de terres arables parmi les plus fertiles, dont elle ne cultive que quinze pour cent à peine.

Le reste ferait le bonheur de milliers d'Indiens…

Mais au Guatemala, on n'attaque pas la compagnie de Sam Zemurray. Au contraire, on ne lui refuse rien : *United Fruit* bénéficie d'exemptions fiscales, de dispenses d'impôt,

et règne par la corruption et le népotisme au sein des administrations gouvernementales. D'autant que *United Fruit* dispose d'une réserve infinie de mauvaise foi : lors du lancement du projet de nationalisation, alors que pour le calcul de la taxe nationale, ses terres sont valorisées à un montant dérisoire depuis des décennies, la compagnie exige du gouvernement un prix vingt-cinq fois supérieur, au titre du dédommagement pour la perte des deux cent mille acres qu'elle n'a pourtant jamais utilisées et que Jacobo Árbenz veut redistribuer aux pauvres péons.

Évidemment, c'est inacceptable pour l'État, sauf à mettre à genoux les finances du pays et abandonner tout projet de réforme. Árbenz propose pour solde de tout compte la somme de cinq cent vingt-cinq mille dollars, qui est exactement le montant auquel la compagnie valorise ses terres dans sa déclaration fiscale.

United Fruit refuse.

Face à la puissance de *United Fruit*, Árbenz ne recule pas. En mars 1953, deux cent mille acres de terres de la compagnie que celle-ci n'avait jamais mises en culture sont autoritairement saisies par l'État et distribuées à des familles d'Indiens par lots de dix à quarante acres, en fonction du nombre de bouches à nourrir et de la fertilité attendue de la parcelle. Dix mille familles d'Indiens descendant des Mayas, représentant plus de cinquante mille hommes, femmes et enfants, trouvent ainsi une terre où s'installer, travailler, et vivre dignement.

Ça y est. C'est fait.

Jacobo Árbenz Guzmán a franchi le Rubicon. À New York, le choc sur le cours des actions *United Fruit* à la bourse de Wall Street est immédiat. Capitalisme et charité avec les loqueteux ne font pas bon ménage.

« Très bien ! » lance froidement Sam Zemurray devant son conseil d'administration. « Il a osé. Maintenant, Árbenz va payer ! »

Pour organiser le châtiment, les frères Dulles sont là, avec au premier rang Allen Dulles, le directeur de la CIA, le grand manipulateur en chef des conspirations obscures de la puissante Amérique. Il sait comment s'y prendre.

*

Pour avoir lui-même organisé des coups tordus en Autriche, à Berne ou à Berlin, Allen Dulles sait qu'il existe une condition *sine qua non* pour réussir une entreprise de déstabilisation : il faut disposer sur place d'un homme de confiance. Allen a un nom en tête : Jack Peurifoy. Un as. Un tueur. Une épée.

Allen Dulles l'aristocrate ne rechigne pas à utiliser des hommes du peuple s'ils ont le talent et l'envie de lutter avec lui pour les mêmes valeurs cardinales que sont l'argent, les États-Unis et l'anticommunisme, classés dans cet ordre d'importance ou dans un autre. John Emil Peurifoy les respecte et les chérit, ces valeurs ; il y ajoute une quatrième à laquelle il ne renoncera jamais : l'ambition.

Même s'il fait remonter sa famille à l'époque du *Mayflower* et à l'arrivée des premiers immigrants dans ce Nouveau Monde qui deviendra les États-Unis, Jack Peurifoy est de modeste extraction : orphelin de sa mère alors qu'il est âgé de six ans, son père disparaît tandis qu'il est jeune homme et fréquente l'académie militaire de West Point. Faute d'argent, l'élève de deuxième année qu'il est à ce moment doit renoncer à la carrière militaire. Peurifoy vend des assurances, travaille comme grouillot dans une banque, fait la plonge dans un restaurant, puis part à Washington pour tenter une carrière dans l'administration.

Pas facile de réussir, lorsque l'on n'a pas de diplôme ni de puissant protecteur…

Peurifoy débute comme simple groom dans un ascenseur du Congrès. À côtoyer les représentants du peuple

américain, Peurifoy comprend qu'il est largement supérieur à ces gens-là, ces politiciens professionnels qui ne sont bons qu'à discutailler à l'infini sans envie ni goût pour l'action. Il comprend qu'il lui suffit de trouver une bonne opportunité pour s'affirmer. Alors il trouve un job de gratte-papier au Trésor américain. Tel le fonctionnaire lambda qui se cherche un destin, il se marie avec une collègue de bureau et suit des cours du soir à l'université George Washington. Un parcours classique, typique des vainqueurs du rêve américain, que l'on a scénarisé mille fois dans les films d'Hollywood… Le spectateur émerveillé imagine déjà la *happy end* du scénario, avec l'accès du jeune méritant aux plus hautes sphères du pouvoir d'où il pourra régler d'un trait de plume le destin de pays entiers…

Mais dans toute histoire bien menée, il faut introduire des péripéties pour relancer l'attention de l'auditeur.

En voici une première : Jack Peurifoy se retrouve au chômage. Son poste au Trésor est supprimé, ainsi que celui de sa femme ; or il faut assurer les fins de mois du ménage. Alors, pendant plusieurs mois, le jeune marié travaille comme vendeur aux grands magasins Woodward & Lothrop. Pour demeurer géographiquement proche des cercles du pouvoir et rencontrer les politiciens qui prennent l'air entre deux séances de la chambre, il lave des pots de fleurs aux jardins botaniques de Capitol Hill, à côté du Congrès. Et, dans le but de se faire quelques dollars pendant l'hiver, il dégage à la pelle les rues de Washington de la neige qui les encombre pour le compte de la voirie municipale.

Et voici le deuxième rebondissement : Peurifoy retrouve un poste, cette fois dans l'administration du travail. Rien de mirobolant : un job de fonctionnaire de base. Peurifoy redevient un rond-de-cuir sans intérêt. Un mois après, survient la chance de sa vie : en octobre 1938, John Emil Peurifoy entre au département d'État. Son habileté, son sourire – on le surnomme rapidement « *Smiling Jack* » – son

dévouement en faveur de l'Amérique et l'opportunité que représente la guerre mondiale qui se profile à l'horizon font merveille : en quelques années, il se rend indispensable et se retrouve assistant personnel du secrétaire d'État.

Collaborateur immédiat du ministre des Affaires étrangères des États-Unis ! Jack Peurifoy peut se targuer d'avoir réussi son ascension sociale.

Le film pourrait s'arrêter là, mais les circonstances de l'époque vont permettre à Peurifoy de se tailler une place dans la grande Histoire. « *Smiling Jack* » Peurifoy est nommé ambassadeur en Grèce en 1950. Sur les collines brûlées de soleil de la péninsule hellénique, face aux communistes qui s'agitent pour prendre le contrôle du pays, John Emil Peurifoy va montrer de quel mortier il est bâti.

En réalité, Peurifoy n'est pas très satisfait de ce poste d'ambassadeur en Grèce : en qualité qu'ex-sous-secrétaire d'État, il s'attendait à mieux. Il soupçonne même que Joseph McCarthy, le sénateur qui mène la chasse aux sorcières aux États-Unis, soit derrière cette mauvaise promotion. On murmure en effet que son ardeur anticommuniste aurait été prise en défaut…

Lui, un faible, un timoré ? Inacceptable ! Il va leur montrer !

Avec Peurifoy, la Grèce réalise ce qu'elle est vraiment : un protectorat américain. Le pays sort de trois années de guerre civile entre communistes et royalistes. Le conflit affiche pour dramatique bilan cent cinquante mille morts, et encore davantage de familles déchirées par le sang et la haine. Mais une paix précaire s'est établie. Appuyée par les militaires américains, l'armée royaliste a fini par réduire à merci les forces communistes au prix de massacres sans nom.

Peurifoy jure que, lui vivant, ces damnés rouges ne redresseront pas la tête !

Et pour cela, il ne s'embarrasse pas de circonvolutions diplomatiques : la Grèce, c'est lui qui la dirige ! Brutalement, en manches de chemise, il déboule quand bon lui semble dans le bureau du Premier ministre ou des autres membres du gouvernement ; il les engueule, leur donne des ordres, leur demande des comptes. Il a ses entrées libres au palais royal où il discute avec le souverain Paul Ier, non pas avec déférence comme il est d'usage de s'adresser à un roi, ni même d'égal à égal, mais de supérieur à subordonné… En bref, l'ambassadeur Peurifoy règne sur le pays. Sous ses injonctions, le système électoral est même modifié pour favoriser l'extrême droite. Et ça marche : en 1952, le parti du maréchal Papagos, l'ancien ministre de la Guerre du sanglant dictateur Metaxas, remporte deux cent trente neuf sièges sur les trois cents du parlement.

Peurifoy a réussi. Quand « *Smiling Jack* » quitte la Grèce, le chemin est pavé pour la dictature fasciste des colonels qui s'installera un peu plus tard. Après ses succès en Europe, fort de la mise en coupe réglée de la Grèce, il est nommé ambassadeur au Guatemala à l'instigation des frères Dulles.

S'occuper d'Árbenz : Jack Peurifoy est l'homme de la situation !

*

On le sait de notoriété publique au Guatemala : le nouvel ambassadeur, « *Smiling Jack* » Peurifoy, ne ressemble en rien à un diplomate. Grossier, brutal, tyrannique et dénué de scrupules, il a tout d'un homme de main. Peurifoy est à l'opposé de son prédécesseur à Guatemala-City, l'ambassadeur Rudolph Schoenfeld, homme intelligent, intellectuel, distingué et très prudent.

Comme il est d'usage, le nouvel ambassadeur Peurifoy débute par le pensum obligé du plénipotentiaire qui vient

d'être nommé à un poste : la réception officielle chez le dirigeant du pays, le Président Jacobo Árbenz Guzmán. Quelques semaines après son arrivée au Guatemala, John Emil Peurifoy et son épouse Betty Jane sont reçus pour un dîner à quatre au palais présidentiel, en compagnie de Jacobo Árbenz Guzmán et de Maria Cristina.

Au Guatemala, ce repas est connu par la population comme le « *dîner de six heures* ». Peurifoy, en smoking, et son épouse en robe du soir arrivent à huit heures. Ils quitteront le palais à deux heures du matin. Dans l'intervalle, Jacobo Árbenz, l'ancien professeur de sciences et d'histoire, expose sans relâche à l'Américain la misère du peuple guatémaltèque et argumente en faveur de la nécessaire redistribution des richesses du pays, et notamment des terres. Árbenz est raisonnable. Il ne veut spolier personne : dans ses projets, seules les surfaces non cultivées seront nationalisées et réattribuées aux paysans sans terre. Sèchement, Peurifoy rétorque que le droit de propriété est inaliénable et que la nationalisation des biens et des terres de l'*United Fruit* constitue un casus belli pour les États-Unis. Pas touche ! Ou l'oncle Sam pourrait se montrer de mauvaise humeur.

Les points de vue sont irréconciliables.

En sortant du palais présidentiel, John Emil Peurifoy passe par les bureaux de l'ambassade. Il est trois heures du matin, mais il veut envoyer un câble sécurisé aux États-Unis pour rendre compte de ses discussions à Allen et John Foster Dulles.

Le message est bref : « Je ne sais pas si Árbenz est communiste ou non, mais nous allons le traiter comme tel ! »

Le sort du Guatemala, du Président humaniste Jacobo Árbenz Guzmán et du misérable peuple de péons est alors scellé. Le régime Árbenz est condamné.

*

Allen Dulles a un plan. D'abord, la désinformation.

Jour après jour une campagne de calomnie est orchestrée contre le gouvernement de Jacobo Árbenz et la personne elle-même du Président guatémaltèque.

Il faut avouer que Dulles et *United Fruit* mettent le paquet : pour discréditer Jacobo Árbenz Guzmán, à la demande d'Allen Dulles, la compagnie n'engage pas moins qu'Edward Bernays, le célèbre gourou mondial de la publicité, précurseur de la consommation de masse et pape international de la manipulation des foules populaires. Bernays est un neveu de Sigmund Freud et il s'est fait une spécialité de vendre de la glace aux Esquimaux et du sable aux Touaregs du Sahara. Il compte à son palmarès des exploits aussi divers que d'avoir fait adhérer les Américains à l'entrée de leur pays dans la Première Guerre mondiale en 1917, ou d'avoir créé la légende des cigarettes Lucky Strike, la clope des GI's yankees. L'idée de Bernays et de *United Fruit* consiste à convaincre l'opinion mondiale que Jacobo Árbenz Guzmán est un fieffé salopard de communiste infiltré dans la zone d'influence des États-Unis : une véritable tête de pont des Soviétiques au cœur du monde occidental.

En pleine folie maccarthiste, l'effet dévastateur sera garanti.

Bernays attaque sous tous les angles. Il installe une radio clandestine en pleine jungle guatémaltèque qui diffuse des messages belliqueux d'une hypothétique guérilla. Il envoie des agents provocateurs à Guatemala-City pour placarder des fausses affiches de propagande. À la sortie des églises, des stades, des ambassades, Bernays met en place des gros costauds à la mine patibulaire afin de diffuser des tracts procommunistes qui font l'éloge d'Árbenz, et surtout pour déclencher des bagarres contre ceux qui s'étonnent d'une telle dérive du régime. Cent mille exemplaires d'un

pamphlet, *Chronologie du communisme au Guatemala*, sont diffusés par la CIA, qui produit également plusieurs films mis à la disposition gratuitement des réseaux de cinéma, et qui montrent les corps mutilés des supposées victimes des valets du régime de Jacobo Árbenz. L'église soudoyée par Bernays lance de véritables appels à la rébellion contre le Président : l'archevêque Rossell y Arellano, la plus haute autorité catholique du pays, envoie une lettre pastorale qui est lue dans toutes les églises le 9 avril 1954 : « Nous élevons la voix pour alerter les catholiques que le communisme antichrétien, la pire doctrine qui ait jamais existé, envahit notre pays sous le masque de la justice sociale. Prenez garde : ceux que le communisme aide aujourd'hui seront condamnés demain au travail forcé et à de terribles souffrances ! »

En bref, une manipulation aux ficelles grosses comme des cordages, mais qui fonctionne parfaitement. Edward Bernays a bien analysé le processus intellectuel de la réussite des campagnes de publicité : l'essentiel est de trouver en quoi le public a envie de croire, et de lui donner ensuite de bonnes raisons d'y croire. En ces années cinquante, le public des Amériques veut croire au danger communiste soviétique. Il suffit donc de lui donner des raisons d'en avoir peur. Que ces raisons soient vraies, fausses, ou fabriquées, est en réalité sans importance.

Rapidement, la presse internationale se fait l'écho de la supposée terreur rouge qui règne au Guatemala sous l'influence néfaste du tyran communiste qui gouverne là-bas.

La défiance s'étend à l'armée guatémaltèque et à ses officiers : peuvent-ils décemment soutenir un Président qui viole les principes que l'Église érige en dogme ? Cette hostilité est partagée par les dictateurs des pays voisins du Guatemala, à savoir le Mexique, le Honduras et le Salvador, qui voient avec crainte la peste communiste se rapprocher

de leur pré-carré. Au Nicaragua, le dictateur Anastasio Somoza est lui-même personnellement intoxiqué par les envoyés de la CIA ; cela aura une grande importance pour la suite du complot, car Allen Dulles entend se servir de ce pays comme plate-forme pour les opérations militaires ultérieures. Somoza accepte d'emblée de coopérer avec les USA contre ce damné Guatemala sous influence communiste.

Bernays a remporté son pari : le public yankee et le continent américain dans son entier sont désormais ouvertement hostiles à Árbenz, surnommé dans tous les journaux « *Red-Jacobo* ».

Merci, Edward Bernays ! Grâce à lui, Jacobo Árbenz Guzmán est un homme seul : les officiers, l'armée, l'église, les pays environnants, et même sa propre fille Arabella, ostracisée par ses camarades dans son collège privé au Canada, sont contre lui.

*

Deuxième étape, l'escalade.

À Washington, le Président Eisenhower, qui se souvient peut-être, dans un recoin poussiéreux de sa mémoire, qu'il fut jadis le défenseur de la liberté des peuples lors de la Guerre Mondiale en Europe, semble éprouver quelques scrupules à mettre en branle les moyens illimités de la puissante Amérique pour mener une véritable agression contre l'insignifiant confetti qu'est le Guatemala. Comme le dit Jacobo Árbenz lors d'un discours devant les chefs d'État d'Amérique latine : « Jamais un état aussi petit n'aura fait face à une pression aussi gigantesque ! »

John Foster Dulles, en sa qualité de secrétaire d'État, se charge d'apaiser ces fugitifs remords du Président américain. Avec son discours de moine bénédictin s'adressant à un premier communiant, Foster fait

comprendre à Eisenhower qu'un Président américain ne peut évidemment soutenir un régime communiste ! Il l'exprime ainsi : « Le problème n'est pas Árbenz. Ni le Guatemala. Ce pays est bordé par le Mexique, le Honduras, le Honduras Britannique[3] et le Salvador, qui nous sont tous favorables. On ne peut admettre que les Soviétiques jettent une tête de pont au milieu de notre zone d'influence. Alors autant régler le problème tout de suite. »

Une belle tartufferie : dissimuler la préservation armée de ses intérêts personnels, et la spoliation d'un peuple d'Indiens misérables, sous le masque rassurant de la lutte contre le communisme… Si toutefois les recommandations de John Foster Dulles n'étaient pas suffisantes, Allen Dulles, qui possède ses entrées libres dans le bureau ovale, renchérit bien sûr dans le même sens lors des conférences de défense avec Eisenhower. Et tous les membres du comité de défense qui conseillent Eisenhower en rajoutent une couche ! Il faut dire qu'ils y ont tous intérêt…

John Moors Cabot, sous-secrétaire des Affaires étrangères en charge de l'Amérique latine, et gros actionnaire de l'*United Fruit*, affirme évidemment qu'il est d'accord avec les Dulles. Henry Cabot Lodge Jr, ex-concurrent de Kennedy au poste de sénateur du Massachussetts et devenu ambassadeur des USA auprès de l'ONU depuis sa défaite, est lui aussi un important actionnaire de l'*United Fruit* ; il ne voit pas d'objection à un coup d'État téléguidé par la CIA. Et pour clore les débats, Anne White, la secrétaire personnelle d'Eisenhower, est elle aussi actionnaire de l'*United Fruit* et, de surcroît, elle est l'épouse du directeur de la communication de l'*United Fruit* ; elle se charge donc de dissiper les derniers doutes du Président.

L'*United Fruit* a parfaitement réussi sa stratégie d'encerclement du pouvoir. Comment l'Amérique latine pourrait-elle échapper à son influence ?

Eisenhower autorise finalement un coup d'État contre Árbenz sous réserve qu'on lui garantisse que le public américain n'apprenne jamais l'existence de ce complot. Allen Dulles s'y engage personnellement. Il a bien l'intention que l'affaire se passe comme il l'a prévu : en toute discrétion, tout comme en Grèce. John Emil Peurifoy a été nommé pour ça.

*

Allen Dulles a le feu vert présidentiel ? Pour être sincère, s'il ne l'avait pas eu, il aurait agi quand même, mais puisqu'il dispose désormais de ce blanc-seing, autant y aller franchement, sans mégoter sur les moyens.

Il lance l'épreuve de force : la troisième étape.

Le maître-espion lâche les chiens. Un de ses barbouzes de la CIA recrute une petite troupe de mercenaires de cent cinquante hommes, qui partent s'entraîner au Nicaragua chez le dictateur Somoza, le fidèle allié des États-Unis. Harcelé par Allen Dulles, le Président Eisenhower accepte d'envoyer quelques avions légers qui seront chargés de mener des attaques aériennes pour appuyer les troupes rebelles au sol. Mais il y met une condition : aucun pilote de l'Air Force américaine ! Uniquement des mercenaires ! Allen Dulles lui donne sa garantie sur ce point.

Peurifoy se met à la recherche d'un chef pour cet embryon de force d'invasion. Mais le problème est insoluble dans une Amérique centrale où toutes les ambitions fleurissent de manière désordonnée. Comme le dit l'infâme dictateur Trujillo de la République Dominicaine : « Heureusement pour nous qui détenons le pouvoir, chaque fois qu'une conspiration commence, il y a toujours vingt personnes qui veulent être Président, et aucune d'entre elles n'est désireuse de coopérer avec les dix-neuf autres ! C'est ce qui nous sauve ! ». Finalement, Allen Dulles désigne

comme chef de la rébellion un ancien compagnon de Francisco Arana, le colonel Carlos Castillo Armas, un anticommuniste forcené qui vit en exil.

L'opération *PBSuccess* est alors sur les rails.

Que manque-t-il pour la déclencher ? Un prétexte. Il est fourni par Jacobo Árbenz lui-même. Face à la difficulté d'organiser une défense avec la petite armée et les minuscules moyens dont il dispose, Árbenz organise un achat d'armes en Tchécoslovaquie afin de disposer d'un stock à distribuer à la population en cas d'invasion. Peurifoy est informé par un « honorable correspondant » que la livraison doit intervenir au printemps par bateau ; il met alors en alerte la marine et l'aviation américaine.

Le 27 juin 1954, tout se déclenche : un cargo britannique, le « *Springfjord* », est attaqué par des avions envoyés par la CIA qui lancent sur lui plusieurs bombes au napalm. Le navire ne coule pas, mais il est gravement endommagé ; tellement qu'il ne parvient qu'à grand-peine à rallier un port du Mexique. Irréparable, il ne naviguera plus jamais. « *Smiling Jack* » Peurifoy exulte : il a empêché Árbenz de recevoir ces armes sur lesquelles le Président guatémaltèque comptait pour sauver sa peau. Mais Peurifoy se trompe : il a été mal informé. Le « *Springfjord* » ne transportait que du café et des balles de coton. Winston Churchill, le Premier ministre anglais, proteste vigoureusement contre cette attaque d'un navire britannique à l'allure d'incident diplomatique. Mais les choses se calmeront vite entre les USA et son allié anglais. Un peu plus tard, sans toutefois reconnaître sa responsabilité, la CIA fera parvenir pour solder le litige un chèque d'un million et demi de dollars au Lloyd's de Londres, l'assureur du « *Springfjord* ».

En réalité, cette agression n'a servi à rien.

L'ambassadeur Peurifoy l'ignorait : les armes tchécoslovaques, quelques semaines auparavant, avaient

été débarquées discrètement depuis un cargo suédois, le « *Alfhem* », puis amenées dans les arsenaux de l'armée loyaliste. Mais les circonstances avaient joué quand même en faveur de Peurifoy : les Tchécoslovaques avaient envoyé un stock de vieilles pétoires de la Deuxième Guerre mondiale nécessitant de sérieuses réparations. Impossible de s'en servir en l'état…

De toute façon, il est trop tard : en cette fin juin 1954, les rebelles de Castillo Armas commencent à investir le territoire du Guatemala. De leur côté, les avions de la CIA bombardent Guatemala-City, causant des dégâts importants et plusieurs morts. Sous les bombes se trouve un jeune médecin argentin venu constater au Guatemala l'effet des réformes de Jacobo Árbenz au profit du peuple : il s'appelle Ernesto Guevara, et on le surnomme « Che ». Che Guevara vit à Guatemala-City sa première expérience de révolution en marche. Pour cette fois, il s'agit d'une révolution fomentée par la puissance impérialiste américaine, mais il saura se souvenir de ce qu'il apprend sous d'autres cieux, notamment à Cuba, lorsqu'avec Fidel Castro il renversera le despote pro-américain local, Fulgencio Batista. Il aura quatre ans pour y repenser : pour l'instant, au milieu de la mitraille, le docteur Che Guevara se démène pour soigner les blessés.

À ce moment, on ne le sait pas encore, mais la fin de la présidence Árbenz est imminente.

Tandis que la bataille de Guatemala-City ravage la ville, arrive une immense surprise. Jack Peurifoy rumine encore sa déception de l'attaque ratée contre le cargo « *Springfjord* » lorsqu'une incroyable nouvelle parvient à l'ambassade américaine : Jacobo Árbenz Guzmán a remis sa démission de Président du Guatemala ! Il s'est réfugié à l'ambassade du Mexique !

Le coup d'État est réussi. « *Smiling Jack* » Peurifoy a gagné, presque sans combattre.

Que s’est-il passé ?

Rien ne laissait présager un tel dénouement. Certes, depuis plusieurs jours, les forces du colonel rebelle Castillo Armas avaient franchi la frontière et progressaient vers la capitale. Mais en réalité, elles n’ont collectionné que des défaites lors de deux escarmouches avec des forces loyalistes.

Non, il y a autre chose.

L’épuisement ? C’est vrai, Jacobo Árbenz est un homme à bout. Depuis des mois, il dépense son énergie à lutter contre la guerre psychologique engagée contre lui par la puissante Amérique du Nord, tout en essayant de mener à bien ses réformes sociales que l’on qualifie partout de communistes.

Mais non, ce n’est pas ça non plus. Árbenz a montré par le passé qu’il savait résister à de pires épreuves.

La défection de l’armée ?

Dans leur grande majorité, les forces militaires guatémaltèques sont demeurées passives, l’arme au pied, dans l’attente des événements. Les chefs militaires hésitaient à s’engager en faveur d’Árbenz ou du rebelle Castillo Armas qu’ils savaient soutenu par les Américains. Composée de six mille hommes, l’armée du Guatemala aurait pourtant facilement pu mettre en déroute les quelques centaines de guérilleros venus du Honduras.

Mais l’immobilité de l’armée n’est pas non plus la cause de la démission d’Árbenz. D’ailleurs, s’il avait décidé d’employer la force, ce dernier avait encore la possibilité de distribuer au peuple les armes dont il disposait. Les paysans auraient défendu Árbenz, l’auteur de la réforme agraire ! Árbenz y a renoncé car il n’a pas voulu risquer un bain de sang parmi les civils. Mais ce n’est pas cela non plus.

Alors, quoi d’autre ? Pourquoi le Président a-t-il démissionné ?

Voilà la vraie raison : la veille de sa démission, par des sources bien informées, Jacobo Árbenz a appris que Maria Cristina, l'épouse dont ce grand romantique est follement amoureux, le cocufie outrageusement. Elle entretient un amant, un ancien légionnaire français d'origine cubaine, un dénommé Ennio de la Roca ; et pendant que les avions de la CIA lâchent leurs bombes sur la capitale, la première dame du Guatemala se fait sauter au milieu de la bataille ! Alors qu'Árbenz, dans son bureau présidentiel, tente d'enrayer le coup d'État qui se déroule, Maria Cristina baise dans la maison familiale, dans le lit conjugal, avec son étalon !

Jacobo Árbenz ne supporte pas cette humiliation. C'est la goutte d'eau faisant déborder le vase. Il préfère se retirer du jeu. Lors d'une scène de vaudeville à la villa Sofia, leur résidence, Maria Cristina essaie de l'en dissuader. Mais Árbenz est dégoûté du marécage de mensonges dans lequel il est enlisé. À quoi bon ? Les Américains ont déployé tant de moyens contre lui ! Ils vont forcément finir par réussir. Quel est l'intérêt de mener un baroud d'honneur au prix de nombreuses victimes parmi les civils ? De toute façon, même sa propre femme ne le respecte pas. De l'honneur, il n'y en a plus…

A-t-il envisagé le suicide ? On ne le sait pas. C'est peu probable : le Président Árbenz adorait ses enfants et n'aurait pas voulu les priver d'un père. De plus, il n'avait pas revu sa fille aînée Arabella, qu'il adorait, depuis de longs mois, car elle était en pension au Canada. Mourir signifiait ne plus jamais la revoir. Le Président Árbenz prend donc le chemin de l'ambassade du Mexique qui accepte de l'abriter. Maria Cristina le suit.

Allen Dulles exulte ! Il le fait proclamer par l'ambassade dans Guatemala-City : Jacobo Árbenz a choisi la honte !

Pire encore ! L'humiliation ne s'arrête pas là : Ennio de la Roca vient lui aussi se réfugier à l'ambassade du Mexique après la chute du régime Árbenz. L'ex-Président et son rival

en amour seront obligés de se côtoyer pendant deux longs mois à l'intérieur de la résidence diplomatique mexicaine.

Un type plutôt intéressant, cet Ennio de la Roca : beau gosse, parlant plusieurs langues, bien introduit dans certains milieux… Dans les milieux de la diplomatie et de l'espionnage, notamment : parmi les rumeurs qui courent, on dit d'ailleurs qu'Ennio de la Roca est payé par la CIA… On en dit beaucoup, il est vrai, lorsque les temps sont troubles. Plusieurs mois plus tard, à Paris, La Roca essaiera de faire chanter Árbenz, prétendant détenir des lettres compromettantes de Maria Cristina et menaçant de les publier dans les journaux : une humiliation de plus pour Jacobo Árbenz. Celui-ci ne paiera pas ; d'ailleurs, avec quel argent l'aurait-il fait ? Le peu d'argent qui reste dans la famille à ce moment vient de Maria Cristina…

Pendant deux mois, Jacobo Árbenz et Maria Cristina sont reclus dans l'ambassade du Mexique et interdits d'en sortir. Castillo Armas, qui a pris le pouvoir, et « *Smiling Jack* » Peurifoy, dont la main agite cette marionnette, veulent traduire l'ex-Président en justice et le fusiller pour s'en débarrasser définitivement.

Au bout de deux mois de négociations, un sauf-conduit vers le Mexique est accordé malgré l'opposition des Américains. Allen Dulles et Peurifoy fulminent ! On laisserait Árbenz s'en sortir ? Impossible !

Peurifoy a une illumination : pour empêcher Árbenz de revenir jamais au Guatemala, ce pays de machos, il y a une solution : l'humilier encore davantage ! Le traiter plus bas que terre à la face du monde ! À l'aéroport de Guatemala-City, alors qu'entouré par une nuée de policiers, Árbenz doit embarquer dans l'avion pour Mexico, des envoyés du nouveau dictateur Castillo Armas accusent l'ex-Président de vouloir fuir le pays en emmenant dans ses sous-vêtements des bijoux, des diamants et des pièces d'or.

Bien sûr, cette calomnie est orchestrée à l'instigation de la CIA. Árbenz doit se déshabiller, jusqu'à se mettre en caleçon devant les douaniers pour permettre une fouille à corps.

Évidemment, des reporters sont là.

Des photographes payés par la CIA mitraillent l'ex-Président en caleçon sous tous les angles ; les photos paraîtront dès le lendemain dans la presse mondiale.

D'une certaine manière, le plan échoue : dans cette posture ridicule, Jacobo Árbenz Guzmán montre une incroyable dignité, un maintien noble, la tête haute, le regard fier, fixé loin devant lui. En avant, calme et droit ! Oui, il était un grand homme ! Un grand homme trahi, mais un grand homme quand même !

*

Grâce à l'action de Jack Peurifoy et de la CIA, du fait de la rapacité d'Allen Dulles, de son frère et des autres actionnaires d'*United Fruit*, le Guatemala s'embarque alors dans trente-cinq années de guerre civile qui feront trois cent mille morts et des centaines de milliers d'exilés. C'est beaucoup, pour un petit pays de quatre millions d'habitants. Tant de tragédies pour de simples bananes destinées au petit-déjeuner des écoliers américains…

Jacobo Árbenz Guzmán partira en exil, d'abord au Mexique, puis en France, en Tchécoslovaquie, à Moscou, en Amérique du Sud, à Cuba et finalement, à nouveau au Mexique. Toute sa vie, il sera poursuivi par les envoyés de la CIA. Finalement, il mourra au Mexique en 1971, six ans après le suicide d'Arabella, sa fille aînée si chérie. On le retrouvera dans sa baignoire, avec un appareil de radio branché sur le courant électrique et tombé dans l'eau de son bain. Il avait cinquante-sept ans. L'autopsie ne pourra établir avec certitude si la mort est naturelle, accidentelle

ou provoquée. Il buvait beaucoup, à cette époque ; beaucoup trop. Victime de son alcoolisme ? Difficile à affirmer, mais peu probable. En Amérique latine, la plupart pensent que la CIA a fini par le liquider, fatiguée de le suivre à la trace comme elle l'avait fait depuis qu'elle l'avait chassé du Guatemala, et inquiète de le voir se rapprocher de son pays, frontalier du Mexique.

*

Heureusement, les salauds meurent aussi à la fin. Peurifoy quittera le Guatemala à la fin de l'année 1954 après avoir mis fin à la présidence démocratique de Jacobo Árbenz.

Le 12 août 1955, alors qu'il est devenu ambassadeur en Thaïlande – prenant la suite de William « Wild Bill » Donovan qui s'était recyclé là-bas – John Emil Peurifoy emmène ses deux fils assister à une démonstration de saut en parachute des troupes américaines. Le régiment yankee de parachutistes est stationné à Hua Hin, à une cinquantaine de kilomètres de Bangkok, un lieu de villégiature où Peurifoy aime bien se détendre en famille. Une visite d'agrément avec les enfants : quoi de mieux pour rompre la monotonie de la lutte éternelle contre le communisme ?

Pour se rendre sur la base aérienne, papa « Jack » pourrait emprunter sa limousine officielle avec chauffeur. Mais Peurifoy aime les belles voitures sportives : les puissantes caisses américaines rutilantes de chrome, au moteur survitaminé V 8 ou V 12, qu'il peut pousser à fond sur les routes de Thaïlande. Idéal pour un macho comme lui qui veut briller devant ses gosses. Virilité, virilité, quand tu nous tiens…

Peurifoy décide donc de conduire l'une de ses voitures personnelles, une Ford *Thunderbird* qui sème la terreur dans toute la région. Bien sûr, des motards et des voitures

officielles de la police thaïlandaise l'attendent à la sortie de sa résidence de Bangkok pour l'escorter : il est tout de même l'ambassadeur de la puissante Amérique, *damn it* !

Mais Peurifoy veut leur montrer, à ces niaquoués, qui est le vrai patron ici ! Sur l'autoroute de Maluke Thaiwan, il appuie sur le champignon à fond de cinquième. La *T-bird* bondit dans un bruit d'échappement digne d'une voiture de grand prix. En quelques instants, « *Smiling Jack* » Peurifoy sème l'escorte officielle qu'il regarde, narquois, s'éloigner derrière lui dans le rétroviseur.

Un camion. Un camion qu'il n'a pas vu. Un camion qu'il n'avait pas prévu ! Que fait-il là, ce putain de camion, sur la trajectoire de sa *T-bird* ?

John Emil Peurifoy, à cette vitesse folle, n'a pas le temps de réagir. Sa voiture percute de plein fouet le poids lourd qui arrive en face de lui. Le choc est formidable. De loin, l'escorte thaïlandaise assiste à l'impact, impuissante.

« *Smiling Jack* » Peurifoy est tué sur le coup. Daniel, son fils de neuf ans, meurt également dans la collision, dramatique victime collatérale. Clinton, son autre fils de quatorze ans, est grièvement blessé.

Ainsi meurt le grand guerrier anticommuniste, l'impérialiste qui réduisit à soumission la Grèce et le Guatemala pour le compte d'Allen Dulles. C'était tout juste une année après avoir anéanti l'espoir du peuple guatémaltèque.

*

Pour Allen, cette première opération de déstabilisation à l'étranger est un vrai succès. Il a éliminé un communiste potentiel, il a sauvegardé ses intérêts financiers d'actionnaire et d'administrateur d'*United Fruit*, multipliant même son investissement car le cours de l'action a bondi à Wall Street après le renversement d'Árbenz. Enfin, il dispose

désormais à la tête du Guatemala d'un despote à sa botte. Qui saurait s'en plaindre ?

Quels beaux débuts à la tête de la CIA ! Il n'y a qu'à continuer sur la même voie…

---

1 Il deviendra Président des États-Unis entre 1981 et 1989.

2 Au cours de sa vie, Arévalo publiera de nombreux ouvrages. Son livre le plus connu, *Le requin et les sardines*, raconte l'histoire de l'impérialisme américain en Amérique latine. L'un des exemplaires de l'ouvrage aura un destin assez curieux : il sera le tout dernier livre que Lee Harvey Oswald empruntera à la bibliothèque de Dallas, avant de partir assassiner le Président John Fitzgerald Kennedy. Oswald ne le restituera jamais…

3 Rebaptisé plus tard Belize.

9

Notre or noir, nos Arabes, nos Coolies et nos Nègres…

Ils se rapprochent.

Voici le cœur des années 1950.

John Kennedy et Allen Dulles jouent maintenant dans le même bac à sable : Washington, le centre du pouvoir fédéral des États-Unis. Ils ne se sont pas encore confrontés l'un à l'autre, mais l'événement n'est plus très éloigné.

Le parcours du premier fait étape, provisoirement, au Sénat des États-Unis. Le second a atteint son Graal : la direction de la CIA, dont il entend faire l'agence d'espionnage la plus puissante de la planète. Déjà, ils peuvent se jauger, s'évaluer, mesurer leur force et leur autorité.

Périodiquement, la CIA rend des comptes au Sénat ; Allen Dulles est alors amené à fréquenter les couloirs du Capitole. Il y croise John Kennedy. Dans quelques années, Allen sera même auditionné par la Commission des affaires étrangères à laquelle le sénateur Kennedy appartiendra. Il répondra à ses questions, avec plus ou moins de franchise, avec plus ou moins de mensonges. Plutôt mensonges que franchise, d'ailleurs. Question d'habitude : de la part d'un maître

espion, la vérité n'est jamais garantie. Kennedy ne sera pas surpris : il est politicien et pratique lui-même les mêmes recettes.

Mais les fleurets sont encore mouchetés. Les yatagans restent au fourreau. Les colts sont dans leurs étuis. Pour l'instant.

*

L'œuvre de John Kennedy au Sénat des États-Unis, entre 1953 et 1960, peut se résumer en un seul mot : moi ! Dès son entrée au Sénat, le jeune sénateur du Massachussetts se consacre à l'objectif que lui a fixé son père : la présidence des États-Unis.

Il a des raisons d'y croire : au sein du Parti démocrate, la concurrence est faible. Aux primaires de 1952, face à des candidats soit trop jeunes, soit trop vieux, soit trop racistes, soit trop proches de la mafia, le parti s'est rabattu sur Adlaï Stevenson, le gouverneur de l'Illinois, un type sans histoires mais qui n'a pas l'étoffe d'un Président des États-Unis : Stevenson est un intellectuel de gauche, et depuis Thomas Jefferson en l'an de grâce 1800, aucun intellectuel de gauche n'a plus été élu à la Maison Blanche.

Le meilleur atout d'Adlaï Stevenson dans la campagne contre Eisenhower est sa paire de chaussures : en effet, de manière inopinée le candidat est photographié installé dans un fauteuil club, les jambes croisées, en train de lire un document. La photo est prise en contre-plongée et révèle le dessous de sa chaussure droite : la semelle est usée, au point qu'un trou est en train de s'y former. Les électeurs aiment : ils voient dans cette image la démonstration que la simplicité et la spontanéité de Stevenson ne sont pas feintes. Le gouverneur de l'Illinois s'attire la sympathie des Américains. Grâce à l'usure de sa semelle, Stevenson parvient à remporter neuf États sur les quarante-huit de

l’Union, les autres étant gagnés par Eisenhower. En 1956, il enfilera des chaussures neuves : Stevenson sera vainqueur dans sept États seulement.

Dans les deux cas, le Parti démocrate subit une véritable déroute face au ticket républicain sur lequel Eisenhower concourt à la présidence et Richard Nixon, l’avocat californien, pour la vice-présidence.

L’affaire n’est pas si mauvaise pour John Kennedy. Au contraire, il s’est largement dépensé en faveur de Stevenson, participant à nombre de meetings et prononçant des dizaines de discours publics en sa faveur : sa position au sein du Parti démocrate en sort renforcée. L’échec électoral ne lui est en rien imputable et sa loyauté à la cause du Parti démocrate a pu être mesurée par les sympathisants de tous les États.

C’est parfait : il sera incontournable pour l’élection de 1960 !

*

Parfois, John Kennedy se demande s’il sera encore vivant à ce moment. Depuis sa prime jeunesse, ses problèmes de dos ne l’ont jamais laissé en paix. Avec un remarquable courage, il est parvenu à surmonter ses douleurs, jouant même au football américain et parvenant à être affecté au combat lors du conflit contre les Japonais. Depuis la guerre et son aventure dans le Pacifique lors du naufrage du PT-109, son état de santé empire. Nager au bord de l’épuisement, au milieu des récifs et des coraux, a causé de multiples traumatismes supplémentaires à sa colonne vertébrale déjà fragile.

John a été opéré sans succès une première fois des vertèbres lombaires en 1944, après son départ de la Navy. Aucune amélioration, bien au contraire. Trois ans plus tard, lors d’un voyage à Londres, il manque de mourir. Les

médecins anglais diagnostiquent une maladie d’Addison, une grave affection des glandes endocrines. La famille Kennedy a maintenant l’explication du teint perpétuellement bronzé de son espoir présidentiel. Tel est l’un des effets de la maladie d’Addison : ceux qui en souffrent semblent en permanence revenir de vacances au soleil. Mais c’est bien la seule vertu de ce mal qui exige la prise de corticoïdes jusqu’à la fin d’une vie généralement raccourcie.

John vit ses campagnes électorales comme un chemin de croix, serrant les dents pour tenir le coup malgré les douleurs. Pour tenter d’améliorer les choses, il subit trois nouvelles interventions chirurgicales de la colonne vertébrale. La dernière, en 1954, est destinée à fixer les vertèbres lombaires à son sacrum au moyen de plaques métalliques. Une horreur. La cicatrisation se passe mal et les années suivantes, la cicatrice se rouvrira parfois, découvrant les implants de métal.

De crise en crise, John frôlera encore la mort à plusieurs reprises. Avec une habileté qui mérite le respect, la famille Kennedy parviendra à conserver le secret sur la santé si précaire de son espoir pour la présidence. Lorsqu’il sera élu en 1960, John Kennedy aura déjà reçu à quatre reprises l’extrême-onction : quatre voyages au bord de la mort, si près qu’à chaque fois un prêtre aura jugé bon de se déplacer pour lui administrer les derniers sacrements.

Qui aurait cru cela en voyant à la télévision John Kennedy bronzé, impeccablement coiffé, souriant, rayonnant d’énergie, en vedette des multiples émissions financées par les dollars de Joe Senior ? Personne, car nul n’est autorisé à assister au revers de la médaille, lorsque les instants d’après, le futur Président Kennedy doit être littéralement porté jusqu’à un lit pour se reposer. Personne n’est présent lors des massages qui, seuls, soulagent ses épouvantables souffrances. Le clan interdit à quiconque de constater que

les jours suivants, le symbole de la triomphante jeunesse américaine ne peut se déplacer seul sans béquilles et que s'il se redresse pour faire bonne figure, c'est en serrant les dents à s'en briser les mâchoires.

Ainsi en va-t-il chez les Kennedy : on n'aime pas beaucoup montrer la réalité des choses.

*

En 1957, parrainé par le sénateur du Texas Lyndon B. Johnson, leader de la majorité au Sénat, John Kennedy intègre la très puissante commission des Affaires étrangères. Il appartient désormais au centre névralgique de la géopolitique mondiale : en qualité de membre de cette instance, le sénateur Kennedy a accès aux rapports, messages et dépêches du département d'État. Il est au cœur du secret des bonnes et des moins bonnes actions américaines, ce qui comprend les comptes rendus des complots et autres manipulations que l'on qualifie sobrement d'« actions extérieures » : Europe, Guatemala, Iran, Suez, Congo, Vietnam, Chine, URSS… De sa nouvelle position, John Kennedy peut tout savoir. Il n'ignore rien des fronts sur lesquels les soldats américains se comportent en force d'occupation, des pays dans lesquels des espions de la CIA fomentent des révolutions, ou des nations dont les leaders sont corrompus par les dollars américains.

En apparence, pourtant, le sénateur Kennedy s'intéresse de près aux grands vents de décolonisation qui soufflent sur l'Afrique et l'Asie, et à la liberté que les peuples revendiquent, parfois avec les armes à la main. Le sujet est au cœur de l'actualité ; c'est l'occasion de faire parler de lui.

Le 2 juillet 1957, John Kennedy prononce son premier grand discours public devant le Sénat en qualité de membre de la commission sénatoriale des Affaires étrangères. Il parle de l'Algérie. Il parle de l'éternel désir de l'homme

d'être libre : « La plus puissante et l'unique force dans le monde aujourd'hui est ni le communisme, ni le capitalisme, ni la bombe H ou les missiles balistiques, mais l'éternel désir de l'homme d'être libre et indépendant. Le plus grand ennemi de cette extraordinaire force de liberté s'appelle, si l'on veut un terme précis, impérialisme. Et cela signifie aujourd'hui l'impérialisme soviétique mais également, qu'on le veuille ou non et même si on ne les met pas sur un pied d'égalité, l'impérialisme occidental. »

Et Kennedy de critiquer pêle-mêle l'impasse dans laquelle la France s'est engagée en Algérie, la politique de répression menée par les militaires, le soutien de l'administration Eisenhower au gouvernement français.

Et Kennedy d'appeler publiquement à l'indépendance de l'Algérie. L'indépendance !

Il conclut : « Si nous voulons conquérir l'amitié des Arabes, des Africains et des Asiatiques, il faudra autre chose qu'un programme d'aide étrangère d'un milliard de dollars. Ce n'est pas en les rendant dépendants de nos dons que nous pourrons conquérir leurs cœurs. Ce n'est pas non plus en leur vantant la libre entreprise, en leur décrivant les dangers du communisme ou la prospérité des États-Unis, en limitant nos accords avec eux à des pactes militaires, que nous préserverons leur liberté. Non, la force de séduction que nous pouvons avoir aux yeux de ces peuples réside dans notre conception ancestrale et profondément vécue de la liberté et de l'indépendance des peuples du monde entier. »

À l'ambassade de France à Washington, à Paris, au palais de l'Élysée ou à Matignon, c'est la sidération. Un coup de poignard dans le dos ! La France est alors engagée dans une quasi-guerre civile en Algérie[1], et les États-Unis discréditent publiquement leur allié français devant la communauté internationale ! Après l'affaire de Suez[2], pendant laquelle les États-Unis ont carrément trahi leurs alliés historiques, c'est-

à-dire la France et le Royaume-Uni, voilà une nouvelle infamie. Comment, désormais, croire en la parole des Américains ?

Au passage, en parlant de la force de séduction des États-Unis, John Kennedy se moque ouvertement du secrétaire d'État d'Eisenhower, John Foster Dulles. Le secrétaire d'État, quelque temps auparavant, avait affirmé que les États-Unis « ne sont pas engagés dans un concours de popularité ! » pour se justifier face aux critiques blâmant la brutalité de la politique étrangère américaine. Sacré Foster ! Avec lui, pas question de rigoler. Mais au moins, l'austère ministre se payait le luxe d'une certaine franchise, assaisonnée d'une sérieuse dose de cynisme parfaitement assumé. D'ailleurs, lorsqu'un journaliste demandera à John Foster Dulles sa réaction sur le discours de Kennedy, le secrétaire d'État balaiera les propos du jeune sénateur d'un revers de main en affirmant que l'Algérie était un problème si complexe que les États-Unis n'avaient aucune envie de s'y impliquer. Passez votre chemin !

« Liberté et indépendance » a dit Kennedy ? Depuis 1954, lorsque la liberté et l'indépendance du Guatemala de Jacobo Árbenz Guzmán ont été assassinées par Washington, les interventions américaines visant à broyer la liberté et l'indépendance des uns et des autres se sont multipliées, avec les Dulles au pupitre de chef d'orchestre. Kennedy, membre de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, le sait pertinemment. Mais dans l'immédiat, il est un sénateur d'opposition à Eisenhower, et se place ostensiblement en opposition à sa politique colonialiste cuisinée à la sauce Dulles. Il peut sans dommage afficher une générosité factice en employant d'enthousiasmantes formules lyriques. Rien ne tire encore à conséquence.

Alors, à cynique, cynique et demi ? Bientôt, à la Maison-Blanche, Kennedy aura l'occasion de montrer que sa foi

dans la liberté et l'indépendance des peuples est à géométrie très variable.

*

Liberté et indépendance ?

Lorsqu'Allen Dulles prend connaissance du discours de Kennedy, quelle est sa réaction ? L'Histoire n'en a pas gardé la trace, mais connaissant le sens de l'humour du personnage, sans doute a-t-il éclaté de rire.

Le monde appartient à l'Amérique, c'est une évidence ! La liberté et l'indépendance des peuples, quelle vaste foutaise ! Quelle importance ? Ce qui compte, c'est le pétrole, les minerais, les dollars, et la lutte contre les communistes ! Pour défendre ces vraies valeurs, depuis qu'il a pris la tête de la CIA, liberté et indépendance des peuples ont souffert maintes violences américaines dans lesquelles il a pris sa juste part avec, la plupart du temps, l'approbation plus ou moins explicite du Président.

Le premier coup d'éclat d'Allen Dulles, avant même la révolution qu'il a provoquée au Guatemala pour sauvegarder ses intérêts personnels d'actionnaire d'*United Fruit*, s'est situé en Iran. À peine installé dans le fauteuil de directeur de la CIA, il avait organisé un coup d'État à Téhéran avec l'aide d'un vieil ami, un habitué après-guerre de sa garçonnière d'East Hampton, amateur de parties de tennis en double avec de jolies blondes et fidèle des réceptions dans la demeure de Manhattan avec cigares et vieux bourbon. Maintenant, lorsqu'ils se retrouvent pour d'autres soirées entre amateurs de jazz et d'antiques alcools ambrés, ils en parlent, de cette aventure de printemps en Iran.

Et beaucoup ont suivi depuis lors…

*

Téhéran, 7 mars 1951.

Une belle journée de printemps, encore un peu fraîche ; au nord de Téhéran, les montagnes de l'Elbourz sont encore couronnées de neige.

Le Premier ministre, Ali Razmara, quitte le bâtiment des *Majlis*, la chambre basse du parlement. Devant les hautes colonnades du palais persan, une vaste foule est rassemblée. Lorsque Ali Razmara paraît, des cris montent de la populace. Des cris de colère : en dépit de ses promesses, Ali Razmara n'a pas engagé la renégociation du contrat pétrolier avec l'*Anglo-Iranian Oil Company*, l'AIOC qui, depuis 1933, exploite le sous-sol iranien en spoliant le peuple des revenus qu'il est en droit d'espérer de ses immenses réserves d'or noir. L'AIOC, en 1933, a contraint l'Iran à signer un contrat inique qui laisse au pays des miettes des bénéfices de l'énorme production de pétrole, de son raffinage et de sa vente à l'étranger : 8 % seulement du produit des ventes nettes, quand tout le reste est destiné aux actionnaires occidentaux de la compagnie. Or, le contrat est conclu pour soixante ans ! Qu'Ali Razmara ne soit pas parvenu à renégocier sérieusement cette véritable escroquerie est une honte nationale, une insulte au peuple qui vit dans la misère, et un insupportable affront à l'Islam ! Mohammad Mossadegh, le leader de l'opposition, pourtant un juriste et un fin lettré, en a perdu son self-control aux *Majlis* : « Je jure devant Dieu que le sang coulera ! Le sang coulera ! Nous nous battrons, et nous pourrons nous tuer. Vous êtes un militaire, mais je suis plus soldat que vous ! Je vais tuer, dans ce Parlement ! »

Ali Razmara n'est pas un pleutre : général de l'armée, il a été formé en France, à l'académie militaire de Saint-Cyr, et s'est toujours montré brave à la bataille. Ce jour-là, comme les autres jours d'affrontements verbaux à la chambre basse, il traite par le mépris ces beaux parleurs des *Majlis* et s'en va, le front haut.

La police, à coups de bâtons, écarte la foule pour qu'Ali Razmara rejoigne sa voiture. En bousculant les manifestants, la limousine blindée, cadeau offert par les Américains, démarre, encadrée par les motards de la garde nationale. Elle prend la direction de la mosquée Soltani, distante de quelques centaines de mètres.

Autour de la mosquée, une foule tout aussi compacte que celle des *Majlis* attend. Ali Razmara pense qu'il s'agit de fidèles venus, comme lui, assister aux funérailles de l'ayatollah Fajz, un puissant chef religieux de la capitale iranienne. Lorsqu'il sort de sa voiture, il se rend compte de son erreur : les mêmes cris de colère qu'autour des *Majlis* l'accueillent. Les policiers tentent de lui frayer un chemin jusqu'à l'intérieur de la mosquée. Il s'avance…

Trois coups de feu éclatent. La foule s'aplatit au sol, pensant que la police s'est mis à tirer. Mais non. Ce n'est pas ça. En se redressant, les manifestants voient le Premier ministre Ali Razmara porter ses mains à son cou et à son buste, puis s'écrouler.

Ce jour-là, Khalil Thamasbi, un fondamentaliste chiite des fedayins de l'Islam, assassine le Premier ministre d'Iran.

Huit jours plus tard, à l'initiative de Mohammad Mossadegh, qui sera nommé Premier ministre quelques semaines après, les *Majlis* votent la nationalisation de l'AOIC. Les revenus pétroliers du sol iranien appartiendront désormais à l'État et au peuple.

*

Deux années passent.

Au début de l'été 1953, presque simultanément, deux vieilles connaissances d'Allen Dulles arrivent à l'aéroport de Téhéran.

Le premier est un Allemand de haute taille, le visage sévère, les lunettes d'acier vissées sur le nez et le cou pris

dans une chemise à col dur. Il s'appelle Hjalmar Schacht. Ce vieux rebut de l'époque nazie fut, en son temps, le président de la Reichsbank et le ministre de l'Économie d'Adolf Hitler. Lors de l'installation d'Hitler au pouvoir, il a beaucoup travaillé avec les frères Dulles et avec leur cabinet d'avocats de Wall Street, Sullivan & Cromwell, pour faire venir en Allemagne les milliards de dollars du grand capitalisme américain afin d'investir dans l'industrie allemande, et notamment dans l'armement. Avec son ami Schacht, Allen Dulles a fait des affaires en or. Depuis, Schacht a beaucoup vécu : il s'est éloigné d'Hitler, il a comploté contre lui et s'est retrouvé en camp de concentration. Libéré par les Américains, il a été jugé à Nuremberg au même titre que les autres criminels de guerre du régime nazi, mais il s'en est tiré : alors que dix de ses coaccusés ont été pendus, lui a été acquitté. Depuis, le vieil homme de soixante-seize ans s'est acheté une conscience tiers-mondiste : ce financier de génie gagne sa vie en conseillant les nations émergentes afin qu'elles réussissent leur décollage économique. Hjalmar Schacht n'est pas à Téhéran pour Allen Dulles. Il est en Iran pour Mohammad Mossadegh, le Premier ministre, afin de conseiller cet avocat de formation sur la marche à suivre afin de développer les investissements et les revenus pétroliers.

L'autre arrivant est aussi un ami d'Allen Dulles. Il s'appelle Kermit Roosevelt et il est le petit-fils du Président Théodore Roosevelt. Allen l'a recruté à la CIA comme chef des opérations pour le Proche-Orient. Et c'est bien pour une opération que l'ami Kermit s'est déplacé : l'opération Ajax, qui vise à organiser une révolution pour renverser Mossadegh.

En réalité, bien qu'elle date de deux années déjà, les Anglais n'ont jamais avalé la nationalisation de l'AIOC. Le MI6, dès 1952, a commencé à jeter les bases d'un complot contre le pouvoir iranien. Pour mettre toutes les chances de

leur côté, les responsables de l’Intelligence Service ont demandé l’aide des Américains. Mauvaise idée : à l’époque, le Président des États-Unis est encore Harry Truman. Le boutiquier du Missouri, à quelques mois de la fin de son mandat, n’avait pas envie de se coller sur les bras une révolution dans le monde islamique. Les Anglais ont dû remballer leur affaire et ronger leur frein.

En 1953, la chanson n’est plus la même : le Président est Dwight D. Eisenhower, et ses plus proches collaborateurs sont ces fripouilles de frères Dulles qui, depuis les bureaux de Sullivan & Cromwell, se sont toujours copieusement engraissés de leurs fastueuses commissions facturées à l’industrie pétrolière ; et notamment à l’AIOC. L’accueil réservé à la demande d’assistance anglaise change diamétralement de tonalité. Allen Dulles propose que la CIA mène elle-même l’opération *Ajax* qui restaurera les droits du grand capitalisme anglo-saxon sur le pétrole d’Iran.

Une mécanique bien huilée, cette opération *Ajax*.

Elle consiste à jouer des divisions du peuple iranien. En réalité, le M I6 et la CIA pensent que le pouvoir de Mossadegh est assez solide, mais qu’il existe une faiblesse : le Shah d’Iran, Mohammad Reza Pahlavi, qui est toujours le souverain en titre du pays. Le Shah n’a plus de pouvoir effectif, mais parce qu’il est l’héritier de la vieille famille royale, il conserve une certaine aura dans la fraction traditionaliste du peuple. De plus, il dispose encore d’une garde personnelle et d’une police, toutes deux fidèles et bien entraînées par un colonel de l’US Army, Herbert Norman Schwartzkopf[3].

Celui-ci, avec Kermit Roosevelt, rencontre le Shah pour le convaincre de signer un décret royal remplaçant Mossadegh par le général à la retraite Fazlollah Zahedi : un fidèle inféodé à la CIA. Certes, c’est illégal, car les *Majlis* devraient être consultés au préalable, mais si l’on crée parallèlement un peu de désordre, Kermit Roosevelt explique que ça peut

marcher. Le Shah hésite. Il a peur des conséquences, mais Schwartzkopf, avec ses gros biceps et sa grande gueule, le rassure. Bon, cède finalement Mohammad Reza Pahlavi, si les Américains lui apportent leur garantie, il accepte de jouer leur partie.

Le 14 août, le Shah signe le décret destituant Mossadegh.

Lorsque celui-ci reçoit officiellement le document, son premier geste est de jeter le messager en prison et son second, de lancer à la radio un appel à la destitution du Shah, coupable d'une forfaiture inconstitutionnelle. Le petit roi, pris de panique malgré les propos rassurants de Kermit Roosevelt, s'enfuit avec sa femme jusqu'à Rome où, *in extremis*, Allen Dulles vient en personne le récupérer pour le tenir sous son contrôle. Sans le Shah, la révolution ne pourra aboutir ; Allen le sait. Il faut donc garder cette mauviette sous le coude !

À Téhéran, Kermit Roosevelt ne reste pas inactif. Les rues sont envahies d'une foule haineuse qui crie sa colère contre les Américains et moleste les partisans du Shah. L'homme de la CIA envoie l'ambassadeur des États-Unis à Téhéran, Loy Henderson, rencontrer Mossadegh pour exiger la fin des manifestations, faute de quoi il demandera à tous les Américains de quitter le pays. Mossadegh pense qu'il a déjà gagné la partie, et il s'engage à restaurer l'ordre.

C'est l'erreur fatale.

En réalité, comme aux échecs, Kermit Roosevelt et Allen Dulles ont vu un coup plus loin.

Pour faire revenir l'ordre, Mossadegh décrète la loi martiale et dépêche dans les rues les bataillons d'élite de la police. Or, ces légions en charge de réprimer les troubles ont été entraînées par Schwartzkopf et elles sont commandées par le général Daftari, un partisan du général Zahedi que le Shah a théoriquement désigné comme Premier ministre en remplacement de Mossadegh. À coups de gaz lacrymogènes et de tirs à balles réelles, les policiers

répriment violemment les manifestations, puis ils laissent le champ libre à d'autres émeutiers : ceux payés par Kermit Roosevelt. Ces nervis sont moins nombreux, mais beaucoup mieux organisés : parmi eux se trouvent des groupes de gros bras qui se chargent d'aller saccager les locaux des journaux et des radios favorables à Mossadegh. Sous les coups de cette meute de soudards, le désordre submerge Téhéran. Trois cents morts plus tard, dans la nuit du 19 août, les mercenaires de Kermit Roosevelt et les forces du général Daftari donnent l'assaut à la résidence de Mossadegh. Le Premier ministre doit s'enfuir en pyjama.

Le Shah rentre en Iran le 22 août, réexpédié en avion par Allen Dulles. Le général Zahedi est confirmé au poste de Premier ministre. Mossadegh est capturé peu après ; il finira sa vie en résidence surveillée. Hjalmar Schacht, son ex-conseiller, ne reviendra plus jamais en Iran et il continuera à aider des régimes que les États-Unis n'apprécient guère : par exemple, celui de Nasser en Égypte et celui de Soekarno en Indonésie.

Kermit Roosevelt est un héros. Le Shah le reçoit à dîner et, en lui offrant un étui à cigarettes en or massif, il lui porte un toast : « Je dois mon trône à Dieu, à mon peuple, à mon armée et à vous-même. »

Lorsque Kermit Roosevelt sera de passage à Londres, Churchill demandera à le recevoir et lui dira : « Jeune homme, si j'avais été quelques années plus jeune, j'aurais été ravi de servir sous vos ordres dans cette magnifique aventure ! » Le vieux lion avait des raisons d'être satisfait : les actionnaires de l'AIOC étaient rétablis dans leurs droits financiers, et le Royaume-Uni pouvait reprendre sans barguiner le pompage du pétrole iranien pour le prix de quelques cacahuètes.

De son côté, le peuple iranien retournera à sa misère. Il tentera de s'en libérer vingt-cinq ans plus tard au prix d'une

révolution islamique et d'une prise d'otage des personnels diplomatiques américains qui durera 444 jours.

Alors, pour reprendre les termes de John Kennedy, « Liberté et indépendance » ?

Comme on dit facétieusement aux États-Unis, « *bullshit !* ».

*

Kennedy disait : « Liberté et indépendance » ?

Le Caire, fin d'été 1955.

Allen Dulles contemple paresseusement les belles avenues de la capitale égyptienne depuis la limousine qui le transporte de l'île de Zamalek vers le palais présidentiel. Il va rencontrer Gamal Abdel Nasser, le raïs d'Égypte, afin d'évaluer l'homme et les dangers qu'il représente. Peut-être aussi pour voir s'il existe des opportunités : vendre des armes, faire du business, baisser le niveau de crispation avec Israël…

Allen apprécie l'Égypte, son histoire, sa civilisation plusieurs fois millénaire. Traditionnellement, les agents de la CIA en opération, y compris le directeur, se choisissent un nom de code. Du temps de l'OSS, Allen était l'agent 110. Depuis son accession à la tête de la CIA, il a choisi « Ascham ». Personne à Washington ne connaît la signification de ce mot, sauf Allen Dulles lui-même : Ascham était dans l'Égypte ancienne le nom donné aux meilleurs guerriers, ceux qui avaient le privilège de se tenir à la main gauche de Pharaon.

La CIA et les Américains ont mis du temps à comprendre qui dirigeait véritablement l'Égypte. Lorsque le roi Farouk a été renversé en 1952, deux hommes ont pris en main la conduite du pays : le Président Mohammed Naguib et son adjoint Nasser. Pendant une longue période d'incertitude, il n'était pas clair d'identifier qui de Nasser ou Naguib était

l’homme fort. Lorsque Naguib a été écarté, puis mis en résidence surveillée, l’administration Eisenhower a compris qu’elle devait s’attirer les bonnes grâces de Nasser : il était destiné à devenir le leader du monde arabe.

Pourquoi Allen Dulles est-il au Caire ? Parce que trois jours plus tôt, Nasser a officiellement annoncé la conclusion d’un énorme contrat d’armement avec la Tchécoslovaquie sous influence soviétique. L’Égypte du roi Farouk était auparavant solidement inféodée à la Grande-Bretagne et à l’Occident. Pour Allen Dulles, il faut éviter à tout prix que l’Égypte de Nasser, qui mène le monde arabe, passe sous la domination de Moscou. Le directeur de la CIA, qui excelle à alterner menaces et caresses, est venu chercher les moyens d’y parvenir.

Lorsqu’Allen Dulles arrive au palais présidentiel, il est agréablement surpris de voir Nasser l’accueillir sur le seuil. C’est un signe d’intelligence : l’ex-colonel sans fortune, le fils de facteur, le musulman respectueux des préceptes du prophète a bien compris à qui il a affaire. Nasser est en uniforme militaire, les manches retroussées, le sourire aux lèvres. L’homme a un abord jovial. Sa poignée de main est énergique et ferme. Il émane de lui une sorte de franchise mâtinée de ruse matoise ; Allen Dulles aime bien.

Lorsqu’il en termine avec les discussions, Allen est plutôt content. Nasser ne semble pas souhaiter se rapprocher des Soviétiques. Le directeur de la CIA l’expose ainsi à son frère dans un mémo au département d’État : « Nasser n’est pas plus soucieux de passer sous la domination soviétique que de rejoindre une alliance occidentale. Il est toujours convaincu qu’il peut se maintenir sur une voie médiane. S’il peut maintenir son indépendance et son prestige grâce à un arrangement avec l’Occident, il préférerait cela à un rapprochement étroit avec les Soviétiques. S’il estime que l’Occident lui a définitivement tourné le dos, il acceptera toute nouvelle aide soviétique et s’efforcera, probablement

avec de bonnes chances de succès, d'amener la Syrie et l'Arabie Saoudite avec lui. Quoi qu'il en soit, les négociations visant à attirer Nasser plus près du côté américain seront longues, difficiles et incertaines, mais y renoncer présenterait un grave danger. »

Le message est compris. Justement, Nasser prépare un projet pharaonique : la construction d'un immense barrage sur le Nil, à Assouan. Il permettra de régulariser le cours du fleuve, de fournir de l'énergie hydroélectrique et surtout de créer de nouvelles terres arables en triplant les surfaces irriguées. L'Égypte est un pays misérable où les enfants meurent de faim. Le barrage d'Assouan permettra de multiplier la production agricole par deux et de diminuer d'autant les incessantes importations de céréales qui ruinent littéralement le pays. Pour Nasser le populiste, nourrir son peuple est une gageure de tous les jours. Allen Dulles en est convaincu : si les Américains aident Nasser, l'Égypte sera quasiment captive du camp occidental.

En novembre, les négociations s'engagent. Le coût du barrage est phénoménal : 1 300 millions de dollars, soit environ la moitié de la richesse annuelle du pays. Les États-Unis s'engagent à financer 200 millions de dollars sous forme de don, dont 70 millions de paiement immédiat, et la Banque Mondiale prêtera 200 millions de plus. Le reste doit être payé par l'Égypte en devise locale. Par ailleurs, les États-Unis promettent de considérer « avec sympathie » une contribution annuelle de l'ordre de 10 à 15 millions de dollars pendant une dizaine d'années pour compléter l'ouvrage.

Mais John Foster Dulles pose une condition : plus de neutralisme. L'Égypte doit s'arrimer pour toujours au camp occidental et adhérer à son « pacte de Bagdad », le traité antisoviétique que Foster tente de vendre à tous les pays arabes contre diverses aides financières. Un vrai racolage de pute de banlieue : Foster entend acheter la loyauté des

nations du Proche et Moyen-Orient contre les dollars américains.

Nasser, quant à lui, préfère… la liberté et l'indépendance, tels que loués dans le discours du futur Président Kennedy. Le 19 juillet 1956, le Président égyptien, l'Indien Nehru et l'Indonésien Soekarno rencontrent le maréchal Tito, le dirigeant de la Yougoslavie, sur l'île de Brioni, l'un des plus beaux lieux de villégiature sur la mer Adriatique. Les quatre chefs d'État de ces nations émergentes lancent les bases du mouvement des pays non-alignés.

Non-aligné : cela signifie très exactement liberté et indépendance. Cela signifie, ni Occident, ni bloc de l'Est, et donc ni États-Unis, ni URSS.

John Foster et Allen Dulles sont furieux. L'Égypte doit être immédiatement punie pour ne pas avoir choisi le statut de vassale des États-Unis !

Le jour même, les financements américains du barrage d'Assouan sont annulés. Eugene Black, l'Américain qui préside la Banque Mondiale, supprime parallèlement les prêts promis pour la construction du barrage. D'un trait de plume, le projet que tous les experts avaient jugé indispensable pour l'avenir de l'Égypte est effacé, envoyé aux oubliettes. L'Égypte est renvoyée à son sous-développement, et les enfants égyptiens pourront attendre encore longtemps avant de pouvoir faire trois repas par jour.

Les conséquences seront mondiales : afin de trouver des ressources pour financer son barrage, Nasser nationalisera le canal de Suez. Israël, la France et la Grande-Bretagne attaqueront l'Égypte ; la courte guerre fera quatre mille morts côté égyptien et environ deux cent cinquante du côté de ses agresseurs. Le conflit s'arrêtera lorsque Nikita Khrouchtchev, le dirigeant soviétique, menacera la France et le Royaume-Uni de frappes atomiques. Les Français et les Britanniques, penauds, se retireront sans gloire et Nasser, grâce à l'appui soviétique, conservera finalement le canal

qu'il avait nationalisé, trouvant ainsi les ressources pour financer son barrage, malgré les frères Dulles.

Alors, « Liberté et indépendance » ?

Comme on dit facétieusement aux États-Unis, « *bullshit !* »

*

Kennedy disait : « Liberté et indépendance » ?

Indonésie, 1955.

L'indépendance de l'Indonésie, cet immense entrelac d'îles paradisiaques, avait été un long chemin. Un très long et très douloureux chemin : après la libération de l'occupation japonaise qui avait duré de 1942 à 1945, Kusno Sosrodihardjo, dit Soekarno, un jeune ingénieur fondateur d'un parti indépendantiste, avait proclamé l'indépendance du pays. Quatre années de guerre meurtrière avec la puissance coloniale, les Pays-Bas, avaient suivi, avant que l'ONU reconnaisse officiellement la République d'Indonésie dont Soekarno était devenu Président.

Depuis lors, Soekarno, le fils d'instituteur, tentait de suivre sa voie, faite de modestie, d'intégrité, de laïcité au sein d'une population massivement musulmane pratiquante, et d'équilibre entre le bloc soviétique et le bloc occidental. La chose était loin d'être aisée. Afin de perdurer en dépit de ces forces contraires, et même antagonistes, la gouvernance de Soekarno avait dérivé vers une forme de régime autoritaire. Mais le pays progressait et, grâce à sa trajectoire encourageante, l'Indonésie gagnait de l'audience sur le plan international.

Alors, Soekarno s'était lancé. Il avait choisi Bandung, à l'ouest de l'île de Java, et la date du 18 avril 1955.

Ce jour-là, Soekarno ouvre la conférence des pays non-alignés en compagnie des représentants de vingt-huit pays d'Asie et d'Afrique. Les grands sont là : l'Égyptien Nasser,

l'Indien Nehru, le Chinois Zhu Enlai[4], et d'autres encore. Ils sont venus pour proclamer leur neutralité dans la lutte qui oppose les deux superpuissances : d'un côté, l'Union soviétique et les pays communistes du bloc de l'Est, et de l'autre, les États-Unis et les nations qu'ils rassemblent sous la bannière de l'OTAN en Europe ou sous celle du pacte de Bagdad au Proche et au Moyen-Orient.

Neutralité : ce mot n'existe pas dans les relations internationales, et pour les pays du tiers-monde encore moins que pour les autres. Il n'est « autorisé » que dans certains cas très précis, comme la Suisse, par exemple : le bénéfice de la neutralité est réservé aux pays riches dont le positionnement géostratégique arrange tout le monde. Du point de vue américain, comme d'ailleurs du point de vue soviétique, à l'exception d'une configuration à l'helvétique, neutralité signifie hostilité.

Depuis sa prise de pouvoir à la CIA, Allen Dulles a structuré un service en charge des complots, des déstabilisations, des intoxications et des assassinats. On l'appelle Direction des plans (*Directorate for plans*) et son responsable porte le titre de DDP : *Deputy Director for Plans*. De manière simplifiée, le DDP est l'adjoint du directeur de la CIA pour toutes les barbouzeries.

Tandis que Soekarno s'emploie à structurer un mouvement international de pays non-alignés, Allen Dulles et Frank Wisner, son DDP, s'inquiètent du poids que pourrait prendre cette tendance qu'ils interprètent avant tout comme antiaméricaine.

Wisner est un personnage curieux, imaginatif et très créatif. Il est une sorte de moine-soldat, le héraut d'un anticommunisme qu'il porte en étendard, tel un croisé qui défend le tombeau du Christ. Dans le communisme, il voit avant tout une menace mortelle pour la liberté et l'*American way of life*. Son fanatisme relève probablement de la psychiatrie : Wisner sera deux fois interné en clinique

pour détresse mentale et physique, avant de se suicider en 1965 à l'âge de cinquante-six ans.

Frank Wisner et Allen Dulles sont amis depuis le temps de l'OSS à Berlin, en 1945 : Wisner avait aidé Dulles à recruter l'ex-espion du Troisième Reich Reinhard Gehlen pour rebâtir un réseau antisoviétique dans les ruines de l'ex-capitale nazie.

Pour se débarrasser de Soekarno, Frank Wisner propose à Allen Dulles un plan très spécial : le discréditer aux yeux de son peuple en le montrant en scène dans un véritable film pornographique, en train d'« œuvrer » avec quelques actrices pas farouches, très déshabillées, et aux jambes largement ouvertes. Dans un pays à la population majoritairement musulmane, à en croire Frank Wisner, l'effet est garanti.

Allen Dulles, amateur de jolies femmes, est séduit.

La CIA se met en chasse d'un sosie du très digne Soekarno ; une fois trouvé l'oiseau rare, l'Agence fait appel à un spécialiste des films pornos qui réalise les scènes demandées. Puis le film est monté, des tirages photographiques particulièrement explicites sont reproduits en nombre, et le tout est envoyé en Indonésie afin de le distribuer à la population par le biais des réseaux d'opposants.

Allen Dulles et Frank Wisner seront surpris de l'écho que recevra leur production cinématographique : il est rigoureusement nul. Les images obscènes ne soulèvent que des sourires gênés dans la population ; l'image que le peuple se fait de son leader rend un supposé comportement licencieux hautement improbable et, de plus, le sosie de Soekarno n'est pas très convaincant. La forfaiture de la CIA est vite éventée.

L'Agence n'abandonne pas pour autant. Afin d'en finir, Allen ordonne que l'on revienne à des moyens plus classiques et plus musclés : les avions noirs de la CAT.

Civil Air Transport, ou CAT : sous l'acronyme paisible d'une banale compagnie aérienne civile se dissimule la force de frappe clandestine de la CIA. On pourrait s'y tromper : comme beaucoup de compagnies aériennes qui opèrent en Asie, la CAT possède un siège social à Taïwan. Ses actionnaires sont regroupés dans une holding financière pareille à des milliers d'autres, Airdale Corporation, basée dans le Delaware, un État américain à l'allure de paradis fiscal où la plupart des holdings de compagnies aériennes sont immatriculées. Rien ne peut attirer l'attention… sauf que les actionnaires d'Airdale Corporation sont la CIA, et exclusivement la CIA.

La CAT est probablement la seule compagnie aérienne civile au monde à être équipée de B-26 *Invader* : des bombardiers mi-lourds, agiles et robustes, parfaits pour les opérations légères au-dessus des pays asiatiques, comme les bombardements de villages, les destructions de bases aériennes, ou le transport d'hommes et de matériel dans les zones difficiles.

La CIA envoie une flottille de la CAT sur la base de Clark, aux Philippines, afin d'appuyer les rebelles indonésiens du Permesta, une guérilla anti-Soekarno qui opère depuis les îles de Sumatra et de Sulawesi. Pour rendre impossible leur identification, les appareils de la CAT sont entièrement peints en noir. Pendant toute l'année 1957 et les cinq premiers mois de 1958, les avions noirs de la CAT, avec des pilotes américains, mais aussi des mercenaires polonais, chinois et philippins, sèment la terreur en Indonésie. Ils harcèlent l'armée indonésienne, bombardent des cibles militaires et civiles, coulent des navires et parachutent des centaines de tonnes d'armes aux rebelles. Les B-26 de la CAT sont modernes et bien armés, tandis que les militaires indonésiens sont incapables de les intercepter, faute d'équipement adapté. Chaque fois que la CAT opère, c'est un carnage chez les Indonésiens : un vrai tir aux pigeons.

Les massacres ordonnés depuis Washington par Allen Dulles devront pourtant s’interrompre à partir du 18 mai 1958. Ce jour-là, une escadrille de la CAT doit bombarder la base militaire d’Ambon. Or, par hasard, un avion de l’armée de l’air indonésienne se trouve là : un antique chasseur *Mustang* P-51 de la Deuxième Guerre mondiale. Au milieu des bombes, son pilote, le capitaine Ignatius Dewanto, parvient à décoller, à rattraper l’un des bombardiers noirs de la CAT, puis, presque miraculeusement, à l’abattre. Le pilote américain du B-26, Allen Lawrence Pope, est capturé.

Aux États-Unis, c’est la consternation. Le gouvernement d’Eisenhower ne peut plus nier qu’il opère des actions clandestines contre le régime de Soekarno. Allen Dulles est prié d’interrompre sine die toutes les missions de la CAT en Indonésie.

Allen Lawrence Pope est jugé à Jakarta et condamné à mort. Il ne sera pas exécuté et sera finalement libéré en 1962, en échange de livraisons d’armes au gouvernement indonésien. Juste avant son expulsion, au moment d’être embarqué dans l’avion qui l’emmènera loin de l’Indonésie, Soekarno le fera comparaître devant lui. Il lui dira simplement : « Je ne veux pas de propagande. Partez. Faites-vous oublier aux États-Unis. Ne vous montrez pas publiquement. Ne faites pas de déclarations. Rentrez chez vous, cachez-vous, et nous oublierons tout. » Allen Lawrence Pope ne tiendra pas compte de ces avertissements apaisants. Il reprendra du service comme pilote de la CIA au Vietnam. En 2007, en dépit des conseils du sage Soekarno, il donnera une interview : « J’ai adoré tuer des communistes… Ils ont dit que l’Indonésie était un échec. Mais c’est faux. Nous avons tué des milliers de communistes, même si la moitié d’entre eux ne savaient probablement même pas ce que signifiait le communisme. »

Le capitaine Ignatius Dewanto, qui avait abattu son B-26, deviendra un moment vice-ministre de l’Air en Indonésie,

avant de reprendre du service comme pilote. Il mourra en 1970 lorsque son appareil, un vieux coucou, s'écrasera dans la jungle à la suite d'une panne de moteur. Son corps ne sera retrouvé qu'au bout de huit années. Aujourd'hui encore, Ignatius Dewanto est un héros pour la population indonésienne.

On estime à plus de dix mille le nombre de victimes directes des avions noirs envoyés en mission par la CAT d'Allen Dulles. Il s'agit essentiellement de civils, comme ceux tués lorsque les B-26 de la CAT bombarderont la place du marché de la ville d'Ambon ; elle était comble à l'occasion d'une fête religieuse. Ce sinistre décompte n'inclut pas les victimes indirectes, celles qui ont perdu la vie parce que le soutien de la CAT aux rebelles a prolongé le conflit au-delà du raisonnable.

Alors, « Liberté et indépendance » ?

Comme on dit facétieusement aux États-Unis, « *bullshit !* »

*

C'est ainsi.

D'un côté, face au public, John Kennedy proclame « Liberté et indépendance ». De l'autre, la commission sénatoriale des Affaires étrangères du Sénat à laquelle il appartient ferme les yeux sur les exactions d'Allen Dulles et de la CIA qui, partout dans le monde, assassinent, déstabilisent et complotent pour défendre ce qu'ils pensent être les intérêts des États-Unis.

Cette schizophrénie durera aussi longtemps que John Kennedy et Allen Dulles resteront au sommet du pouvoir. Elle se poursuivra ensuite, mais c'est une autre histoire.

Parfois, Allen Dulles enregistrera de grands succès, comme au Guatemala ou en Iran. Parfois, il connaîtra l'échec, comme en Indonésie. Parfois, il sera servi par les

circonstances et ses objectifs se réaliseront d'eux-mêmes : car au fond, Allen Dulles a une nature heureuse. La chance est souvent avec lui, par exemple au Congo.

Kinshasa, 1960.

Dans l'ancienne Léopoldville de l'ex-colonie du Congo belge, Allen Dulles a dépêché deux de ses tueurs afin d'assassiner Patrice Lumumba, le leader d'obédience proche du communisme qui a conduit vers son indépendance l'immense pays aux incalculables richesses minières. Pour Allen, il n'est pas question de laisser le Congo et ses fabuleuses ressources naturelles échapper au monde occidental : ainsi, les trois quarts du cobalt et la moitié du tantale utilisés dans l'industrie américaine viennent des mines du Katanga et du Kivu, sans compter le manganèse, le zinc, l'or et les diamants. Privée des matières premières extraites au Congo, l'industrie spatiale américaine ne peut tout simplement plus envoyer de fusées dans l'Espace.

Il faut donc tuer Lumumba pour le remplacer par un pantin de bois plus docile.

Le plan préparé par Allen et ses services spécialisés de la CIA n'est pas stupide : il consiste à empoisonner la nourriture ou le dentifrice de Lumumba avec l'une de ces miraculeuses substances développées par le laboratoire des poisons de l'Agence. Le tueur doit introduire le poison où il le peut, puis fuir vers Kinshasa pour être exfiltré.

Mais évidemment, pour un nettoyeur patenté de la CIA, liquider un Russe au fond d'une impasse obscure à Moscou n'est pas la même chose qu'atteindre un grand chef africain au milieu d'un pays sauvage et vaste comme un continent.

Aucun des tueurs d'Allen Dulles ne parviendra à approcher Patrice Lumumba. Pourtant, le 19 janvier 1961, veille[5] de l'investiture de John Kennedy à la présidence des États-Unis, Allen Dulles recevra une bonne nouvelle par un correspondant de la CIA à Bruxelles : Lumumba a été trahi

par son allié Mobutu qui l'a livré aux Katangais, ses ennemis les plus cruels et les plus acharnés. Ceux-ci l'ont épouvantablement torturé, puis l'ont fusillé, le tout sous le contrôle des services secrets belges qui se sont chargés de dépecer le corps du malheureux pour le dissoudre dans un baril d'acide sulfurique.

Divine surprise… Tout s'arrange sans même que la CIA ait à risquer ses hommes !

Alors, « Liberté et indépendance » ?

« Bullshit ! »

*

Pour Allen Dulles, comme pour John Kennedy, les manipulations, les complots et les tueurs ne sont pas un problème. Bien au contraire, ils font partie de la solution pour défendre la seule liberté qui compte : la liberté de l'Amérique à faire ce que bon lui semble si elle y trouve son intérêt.

Au cours de ces années, en plus du Guatemala, de l'Iran, de l'Égypte, de l'Indonésie et du Congo, la CIA d'Allen Dulles lancera un coup d'État au Laos en 1959 pour y établir un gouvernement proaméricain, opérera des actions de sabotage en Chine et en Birmanie, infiltrera les organisations de réfugiés des pays de l'Est, tentera d'assassiner le Premier ministre chinois, lancera des opérations d'intoxication en URSS, financera des révolutions militaires, endoctrinera des syndicats d'étudiants…

« Liberté et indépendance » ?

« Bullshit ! »

---

1 L'indépendance de l'Algérie sera finalement déclarée le 5 juillet 1962.

2 L'affaire de Suez est racontée plus loin dans ce chapitre.

3 Le colonel Herbert Norman Schwartzkopf est le père du général Norman Schwartzkopf qui, près de quarante années plus tard, commandera les forces de la coalition occidentale lors de la guerre du Golfe en 1991.

4 Premier ministre de Mao Zedong.

5 Patrice Lumumba est en réalité assassiné le 17 janvier 1961 mais l'information ne parviendra à la CIA que deux jours plus tard.

10
Les maîtres du mensonge

« Bullshit ? »

Pour être politicien, il est nécessaire de savoir mentir. La main sur le cœur, le regard droit et le sourire charmeur, il faut avoir la capacité de servir aux électeurs, aux journalistes et au public étranger des contre-vérités éhontées sans transpirer, ni se troubler, et encore moins bafouiller.

Un véritable exercice de style.

Pour être espion, il est aussi nécessaire de savoir mentir. En conservant son plus grand sérieux, avec l'apparence d'une totale conviction, et en conservant dans un fond de sa mémoire tous les détails des fariboles que l'on raconte, il faut avoir la capacité de retourner un homme, un informateur ou un interrogateur ; ou, plus simplement, il faut savoir ordonner à un subordonné de partir en mission en lui dissimulant qu'il n'y a guère d'espoir de retour, tout en sachant que rien de ce que l'on dit n'est vrai et que le lendemain, si les circonstances l'exigent, on défendra le point de vue contraire avec la même constance.

Un véritable exercice de style.

John Kennedy et Allen Dulles sont des virtuoses dans cet exercice : d'authentiques maîtres du mensonge.

*

Sénateur du Massachusetts depuis 1952 : la position est avantageuse. Un sénateur est membre d'une élite : chaque État, quelles que soient sa taille et sa population, est représenté par deux sénateurs seulement, depuis le minuscule Vermont jusqu'à l'État de New York ou l'immense Californie. John Kennedy est l'un des quatre-vingt-seize sages que les Américains ont élus et il représente un grand État. On pourrait être satisfait pour moins que cela.

Mais pour la famille Kennedy et son objectif présidentiel, le Sénat n'est qu'une étape vers la Maison-Blanche. Pour atteindre ce sommet de la pyramide, l'enjeu consiste à se faire suffisamment remarquer pour devenir le candidat incontournable du Parti démocrate.

Avant la Seconde Guerre mondiale, en 1940, alors que son frère aîné Joe Junior était encore vivant et que John songeait à une carrière de journaliste, le futur sénateur du Massachussetts avait écrit un livre sur la situation géopolitique européenne qui avait rencontré un certain succès : *Why England slept*. Au départ, le texte n'était qu'une thèse de fin d'études dans laquelle le jeune Kennedy prenait la défense des accords de Munich aux termes desquels le Royaume-Uni et la France s'étaient lamentablement couchés devant Adolf Hitler : encore une rémanence du vieux fond de sympathie que la famille Kennedy entretenait avec l'Allemagne nazie. Le père Kennedy avait vu dans ce modeste mémoire d'étudiant le moyen de donner de la visibilité à la famille. Le mémoire avait été re-rédigé et augmenté par le célèbre journaliste Arthur Krock. Pour en faire un livre à peu près publiable, le

magnat de la presse Henry Luce[1], fondateur de *Time* et vieil ami de Joe Kennedy Senior, en avait écrit la préface.

Malgré cela, le livre était d'une insigne faiblesse. Joe Senior l'avait envoyé à un grand professeur anglais, Harold Laski, pilier de la *London School of Economics*, afin qu'il donne son avis. Laski avait été honnête : « Dans une bonne université, une cinquantaine d'étudiants de dernière année font un texte comme celui-là, et c'est leur travail normal de fin d'études. Aucun éditeur n'aurait jeté un coup d'œil au livre de John s'il n'avait été votre fils, et si vous n'aviez été ambassadeur. »

De fait, à Harvard, les professeurs de John avait accordé au mémoire des notes qui hésitaient entre *magna cum laude* (mention bien) ou *cum laude plus* (mention assez bien). À partir de cette contribution médiocre, Arthur Krock n'avait pu faire des miracles malgré son talent de journaliste politique du *New York Times*. Finalement, le livre prétendument écrit par John Fitzgerald Kennedy était plutôt mauvais ; sa meilleure part était sans doute la préface écrite par Henry Luce, le patron de *Time magazine*.

Grâce aux manœuvres de Joe Senior, *Why England slept* avait été un honorable succès de librairie : le patriarche Kennedy avait acheté des articles dégoulinant d'éloges dans le *New York Times* et dans *Time*, il avait financé une campagne de presse, il avait fait acheter des milliers d'exemplaires afin de placer d'emblée le livre du fiston dans le classement des best-sellers…

En bref, ayant vendu aux États-Unis environ quatre-vingt mille exemplaires de *Why England slept*, John Kennedy avait compris que publier un livre permettait de cultiver à bon compte une image d'intellectuel et d'observateur avisé de la politique internationale.

Pourquoi ne pas renouveler l'expérience, maintenant qu'il est devenu sénateur ? Un livre sur un sujet porteur sera un atout pour la popularité du futur candidat à l'élection

présidentielle, s’il rencontre le succès ; et grâce à son argent et à ses relations, la famille Kennedy sait comment y faire.

C’est décidé ! Il faut préparer un enfumage du calibre de *Why England slept*, mais en visant encore plus haut !

Le sujet du livre doit être porté au crédit de John Kennedy : il veut signer un texte sur le courage en politique. L’ouvrage sera composé de huit chapitres évoquant l’œuvre de huit sénateurs, judicieusement choisis pour que tous les électeurs américains puissent s’y reconnaître, de la côte est à la côte ouest, et jusqu’au centre rural des États-Unis.

Mais à part le choix du sujet, c’est à peu près tout ce que fera le futur Président.

Pour rédiger l’ouvrage, John Kennedy recrute un jeune juriste, Ted Sorensen[2], et l’ancien professeur d’histoire de son épouse Jackie lorsqu’elle étudiait à l’université de Georgetown, Jules Davids.

Le titre du livre, *Profiles in courage*, est trouvé par l’éditeur, Harper & Row.

En pratique, quelle est la réelle contribution de John Kennedy ? Il procède benoîtement à la révision des travaux de Sorensen et Davids, puis il se place au centre de la campagne de presse orchestrée par le *Time* de l’ami Henry Luce et par le *New York Times* du copain Arthur Krock. Divin hasard, ce dernier est devenu membre du jury du célèbre prix Pulitzer. *Profiles in Courage*, supposément écrit par le sénateur du Massachussetts John Fitzgerald Kennedy, est donc désigné lauréat du prix Pulitzer 1957. Et pour faire bonne mesure, afin d’accélérer un peu la dynamique du succès, Joe Kennedy Senior achète derechef plusieurs milliers d’exemplaires du bouquin afin de propulser le livre « écrit » par son fils au sommet de la liste des best-sellers, à l’image de ce qu’il avait fait avant-guerre pour *Why England slept*.

En bref, une escroquerie d'un bout à l'autre.

Le problème des mensonges est qu'ils risquent d'être découverts, surtout lorsqu'un nombre respectable de personnes sont dans la confidence, comme c'est le cas pour *Profiles in courage*. D'où l'information a-t-elle fuité ? On ne le sait pas. Toujours est-il que le 7 décembre 1957, sur ABC, la première chaîne de télévision américaine, le célèbre journaliste Drew Pearson se scandalise que le sénateur Kennedy soit le seul homme de l'Histoire à avoir reçu le prix Pulitzer pour un livre qu'il n'a pas écrit.

La réaction de John Kennedy est terrible. Il menace Drew Pearson de poursuites, s'indigne ouvertement que l'on puisse douter de son intégrité, de son honnêteté, il jure ses grands dieux que chaque ligne de *Profiles in courage* est de sa plume, qu'il y a travaillé pendant des mois… Toute cette agitation est perçue comme sincère par les Américains. Drew Pearson, après tout, n'est pas du même bord politique que le sénateur Kennedy. Le journaliste a toujours été un féroce opposant au maccarthysme, à l'inverse de la famille Kennedy. De plus, sa déontologie prête à discussion : il a tendance à faire parfois des amalgames contestables dans ses éditoriaux. S'il avait des arrière-pensées politiques visant à nuire à John Kennedy ? S'il s'était trompé ?

Subissant des pressions de toutes parts, Pearson formulera de vagues excuses un peu plus tard.

Les Américains en tireront les conclusions appropriées : ils sont convaincus que le sénateur Kennedy est un authentique écrivain, auteur d'un remarquable best-seller politique. Il est assez probable que John en est persuadé lui aussi. Ainsi en va-t-il de certains menteurs : ils finissent par croire à leurs propres mensonges.

Quoi qu'il en soit, le coup est magnifiquement joué. Une fois de plus, avec son livre, John Kennedy démontre avec brio qu'il appartient au cercle très fermé des maîtres du mensonge.

*

Beaucoup de menteurs acceptent qu’on les considère comme des menteurs : ce désagrément fait partie des risques du métier, et ils les acceptent. D’autres menteurs ne supportent pas que l’on puisse mettre en cause leur honnêteté et leur sincérité. John Kennedy semble appartenir à cette seconde catégorie.

Ainsi, il a toujours farouchement nié avoir entretenu des relations avec la mafia. Et pourtant… travailler avec la mafia est, chez les Kennedy, une sorte de tradition familiale, lancée par le grand-père et poursuivie par le père de John Kennedy. Or, lorsqu’un enjeu aussi important qu’une élection présidentielle se dessine à l’horizon, il est de vieilles coutumes ancestrales qu’il est judicieux de ranimer… à l’occasion d’une fête à Las Vegas, par exemple.

Ce soir de janvier 1960, en pleine campagne électorale pour l’investiture démocrate à la présidentielle, John Kennedy est invité par son beau-frère Peter Lawford au show donné par Frank Sinatra et son « *rat pack* » : Sammy Davis Junior et Dean Martin. C’est là qu’il rencontre la magnifique Judith Campbell, cette beauté dont il décide immédiatement de faire sa maîtresse[3]. On le comprend : la proie est véritablement sublime. Ce sera aussi l’avis de Sam Giancana qui, dans le civil, est le chef de la mafia de Chicago, et qui deviendra simultanément l’amant de la peu farouche brune aux yeux bleus.

Un candidat à l’élection présidentielle n’est pas un amant comme les autres. Il est entouré par un service de sécurité, il est suivi comme son ombre par le FBI, il est espionné par la CIA. Lorsque son service de sécurité lui rapporte que sa maîtresse du moment entretient une liaison avec un puissant mafioso, John Kennedy ne s’en formalise pas. Après tout, lui aussi profite du caractère volage de Judith ; il n’a donc aucune raison de se plaindre. En revanche, il perçoit

immédiatement l'opportunité qui se présente. L'espoir du clan Kennedy est loin d'être certain de remporter l'investiture démocrate. Le sénateur du Minnesota, Hubert Humphrey, n'est pas mal placé. Quant au leader de la majorité au Sénat, Lyndon Johnson, il ne fait pas campagne aux primaires mais, compte tenu de son poids dans le parti, il sait pouvoir compter à la convention démocrate sur de nombreux délégués des États du Sud.

Pour assurer sa position, Kennedy doit gagner le Wisconsin et la Virginie Occidentale, deux États importants dans la course aux délégués. Le Wisconsin est probablement gagnable avec une campagne « classique », car les démocrates catholiques y sont solidement représentés, mais pas la Virginie Occidentale : dans cet État, 95 % de la population est protestante. Les chances de Kennedy, « à la régulière », sont nulles.

Or, Kennedy sait que la mafia a solidement implanté son business en Virginie Occidentale. Y aurait-il… moyen de moyenner ?

Le candidat démocrate demande à Judith Campbell d'organiser un rendez-vous avec Sam Giancana. La brune aux yeux bleus s'étonne un peu que son amant sache tout de ses autres liaisons, mais pourquoi pas ? Le rendez-vous est organisé à l'hôtel Fontainebleau de Miami Beach, le 12 avril 1960.

De quoi discutent le mafioso et le candidat démocrate ? Personne n'en témoignera jamais, puisque Judith sera priée de quitter la pièce où les deux hommes se parlent. En effet, dans la mafia, les femmes ne sont pas conviées aux discussions entre hommes. Comme John Kennedy sera assassiné le 22 novembre 1963 et que Sam Giancana subira le même sort le 19 juin 1975, le silence est définitif sur la nature de leurs échanges.

Il reste que dans les semaines qui suivent ce rendez-vous, des valises de dollars voyagent vers la Virginie Occidentale,

des électeurs reçoivent d’étranges visites, et John Kennedy, à la surprise générale, remporte cet État avec 61 % des voix.

Judith Campbell servira encore de relais entre Sam et John : elle arrangera d’autres rendez-vous, elle portera de mystérieuses enveloppes solidement cachetées, elle transmettra des messages de la bouche de l’un vers l’oreille de l’autre en prenant grand soin de ne pas laisser de traces. Une fois John Kennedy désigné candidat démocrate à l’élection présidentielle, d’autres manœuvres auront lieu dans certains États, notamment dans l’Illinois dont la principale ville est Chicago, la cité sur laquelle règne Sam Giancana. Cette année-là, l’Illinois tombera dans le camp démocrate, phénomène très inhabituel pour un État où le Parti républicain gagnait toujours dans un fauteuil. Heureusement : si l’Illinois avait voté différemment, John Fitzgerald Kennedy aurait été battu par son concurrent républicain, Richard Nixon.

L’influence de la mafia de Sam Giancana sur le résultat de l’élection présidentielle de 1960 reste toujours un sujet de débat, car jamais la famille Kennedy n’a reconnu le moindre lien avec cette organisation criminelle. Mais c’est bien pour le seul plaisir de discuter. De la part d’une tribu au sein de laquelle l’on cultivait si bien l’art du mensonge, il s’agit plutôt d’une coquetterie de fausse vierge effarouchée.

*

Le mensonge : pour un politicien, c’est un moyen. Pour un espion, c’est une fin en soi. Mentir est consubstantiel aux activités d’espionnage : sans mensonge, pas d’espion.

Allen Dulles, lorsqu’il prend en main les destinées de la CIA en 1953, trouve dans les cartons de l’Agence le dossier « *Mockingbird* ».

« L'oiseau moqueur » : le qualificatif est plaisant, mais la réalité qu'il recouvre l'est beaucoup moins. *Mockingbird* est un vaste plan développé par l'imaginatif Frank Wisner[4] à l'époque où il est directeur du bureau des Projets spéciaux. *Mockingbird* est destiné à influencer les consciences en les intoxiquant avec des fausses informations, des vérités biaisées ou des mensonges subversifs. Contrôler l'opinion publique : la CIA dépensera sans compter afin d'alarmer les populations contre les dangers du communisme et les rallier à un pro-américanisme bon teint.

La spécificité de *Mockingbird* tient en deux adjectifs : illégal et industriel.

Illégal, car aux termes du *National Security Act* signé par le Président Truman, qui a créé la CIA, celle-ci n'est pas supposée s'occuper d'affaires internes aux États-Unis. Le gouvernement dispose déjà d'une agence en charge de la sécurité intérieure : le FBI, *Federal Bureau of Investigation*, dirigé par l'ombrageux Edgar J. Hoover. Mais pour les espions de la CIA, la tentation est trop forte : lorsqu'ils voient se déverser dans leur budget les centaines de millions de dollars destinées à la lutte contre le communisme, ils ne résistent pas à l'envie d'en utiliser une partie afin de se bâtir un réseau d'informateurs et de propagandistes anticommunistes, y compris sur le territoire américain.

Frank Wisner recrute une personnalité des médias : Frank Graham, éditeur et copropriétaire du *Washington Post*. Graham est un anticommuniste convaincu, qui voit dans cette collaboration avec la CIA l'occasion, d'une part de servir son pays, et de l'autre d'obtenir des informations de première main pour ses publications. Grâce à Frank Graham, le réseau des honorables correspondants de *Mockingbird* s'étendra à la vitesse d'une marée en baie de Chesapeake.

Mockingbird devient une usine à mensonges qui en produit de manière aussi industrielle que la *Pravda* ou les

Izvestia en Union soviétique. En 1953, lorsqu'Allen Dulles décide de reprendre personnellement la direction de *Mockingbird*, plusieurs centaines de journalistes émargent au budget noir de la CIA et publient les informations préparées par l'Agence. Frank Wisner a mis sur pied un département chargé de prérédiger les papiers dans le sens souhaité par la CIA, que ce soit pour effrayer les Américains des dangers rouges, pour influencer leur vote ou pour obtenir davantage de budget et de liberté d'action. Le *New York Times*, *Newsweek*, le *New York Herald Tribune*, le *New York Daily Mirror*, le *Miami News*, le *Washington Star*, le *New York Post*, beaucoup de journaux locaux, mais aussi les chaînes de télévision CBS ou NBC : tous sont intoxiqués par des journalistes de *Mockingbird* qui reprennent servilement les mensonges préparés par Frank Wisner et ses disciples de la CIA. Comme le dira Frank Graham en industrialisant *Mockingbird* : « Vous pouvez vous payer un journaliste pour moins cher qu'une bonne call-girl : pas plus de deux cents dollars par mois ! »

À ce tarif, il n'y a pas à hésiter : la CIA dispose de fonds presque illimités. Après avoir repris personnellement *Mockingbird* à son compte, Allen, grâce à son entregent, développera encore davantage le réseau, y compris, au demeurant, parmi les relations de John Kennedy : Henry Luce, le magnat de la presse, éditeur de *Time*, de *Life*, de *Sport Illustrated* ou de *Fortune*, et préfacier d'un des livres soi-disant écrits par John Kennedy, deviendra l'un des principaux relais de *Mockingbird*. Allen en profitera pour coucher avec sa femme, Clare Booth Luce[5] : l'anticommunisme n'empêche pas les sentiments. En revanche, il ne tentera rien de sexuel avec un autre ami de Kennedy, le journaliste Joseph Alsop : le sophistiqué personnage est homosexuel et Allen ne mange pas de ce pain-là. Grâce à Alsop, les mensonges de *Mockingbird*

seront relayés dans le monde entier par les journaux dans lesquels le célèbre journaliste écrit.

D'ailleurs, *Mockingbird* a une vocation mondiale : la CIA recrute des relais dans les syndicats étudiants en Europe ou en Asie, et dans la presse de tous les continents. *Mockingbird* vise aussi à se ménager des entrées chez les personnalités de la gauche libertaire non-communiste, chez les soi-disant libres-penseurs, et parfois même chez des compagnons de route du communisme : grâce aux relais offerts par les fondations Ford ou Rockefeller qui offrent des financements mirifiques, des festivals, des expositions, des films sont produits sous le contrôle de *Mockingbird*, qui s'assure que les messages véhiculés ne sont pas hostiles aux intérêts américains et, au contraire, demeurent résolument anticommunistes.

Allen Dulles voit plus loin : tandis qu'il reprend en main Mockingbird, il lance parallèlement le projet *MKULTRA*. Allen part d'une observation : nombre de prisonniers de la guerre de Corée sont revenus aux États-Unis après avoir subi un véritable lavage de cerveau dans les camps du leader nord-coréen Kim Il Sung. Pourquoi ne pas développer la même technique afin de contrôler les pensées dans un but anticommuniste ? Diverses drogues, LSD, héroïne, amphétamines, psychotropes, seront testées sur des cobayes humains dans le cadre du projet *MKULTRA* d'Allen Dulles.

MKULTRA sera poursuivi de 1953 à 1964, puis lui succéderont d'autres projets du même type.

Développer et contrôler la capacité des peuples à absorber sans s'émouvoir n'importe quel mensonge : n'est-ce pas là le but ultime qui rapproche les espions et les politiciens ? John Kennedy et Allen Dulles auraient certainement répondu par l'affirmative à cette innocente question.

1 Henry Luce est le mari de Clare Boothe Luce, écrivaine et ambassadrice des États-Unis et maîtresse, à l'occasion, d'Allen Dulles : cf. chapitre sixième, « Femmes, femmes, femmes ».

2 Ted Sorensen restera le speechwriter du Président Kennedy à la Maison-Blanche.

3 Cf. chapitre sixième, « Femmes, femmes, femmes ».

4 Cf. chapitre neuvième, « Notre or noir, nos Arabes, nos Coolies et nos Nègres » : Frank Wisner est l'un des adjoints d'Allen Dulles, notamment impliqué dans les tentatives pour renverser le gouvernement indonésien de Soekarno.

5 Cf. chapitre sixième, « Femmes, femmes, femmes ».

Troisième partie

L’affrontement

11
L’élection

Aujourd’hui, 26 septembre 1960, est le jour décisif. John Kennedy, le candidat démocrate à l’élection présidentielle, et Richard Nixon son compétiteur républicain débattent ce soir à la télévision, en direct devant des dizaines de millions d’électeurs américains. Une grande première : jamais ce genre de débat n’a été organisé précédemment. Dans les deux camps, on mesure l’importance de l’exercice : neuf ménages américains sur dix sont désormais dotés de téléviseurs, contre la moitié lors de l’élection de Kennedy au Sénat, huit ans auparavant. Comme l’émission de ce soir est inédite, il est probable que la plupart se planteront devant leur poste pour découvrir ce jeune sénateur, certes prometteur, mais encore mal connu, face au vice-président des États-Unis en titre, cet avocat californien à la carrière déjà longuement éprouvée à Washington.

Le clan Kennedy a compris depuis longtemps quelle était la force de cette fenêtre lumineuse, directement installée dans le salon des électeurs : déjà, lors des précédentes élections auxquelles a participé son fils, Joe Senior avait payé de son propre argent la production d’émissions dans lesquelles John apparaissait, soit pour prononcer un discours, soit pour montrer l’homme tel qu’il était supposé

être, en famille, avec des amis ou au travail. Merveilleux instrument que cette télévision : pour un politicien, être en mesure de s'exprimer face à chaque famille, dans le confort de leur foyer, est un moyen inégalable pour se faire connaître et ramasser les votes dont on a besoin.

Quatre débats de soixante minutes sont prévus. Celui de ce soir sera consacré à la politique intérieure. Les trois autres porteront sur la politique étrangère. En théorie, la confrontation est inégale : Richard Nixon est le vice-président de Dwight D. Eisenhower depuis deux mandats, soit un total de huit années. Il possède une expérience des dossiers du gouvernement fédéral que Kennedy, malgré son mandat de sénateur, ne peut avoir. Alors Nixon est favori, malgré l'indéniable talent du jeune élu du Massachussetts.

Dans une élection américaine, comme dans tout exercice de démocratie, l'excès d'arrogance peut avoir de graves conséquences. Richard Nixon est trop confiant. Il existe une information qu'il ne possède pas : John Kennedy a beaucoup travaillé. Il s'est soigneusement préparé. Avec son équipe, il a longuement révisé chacun des sujets inscrits au programme du jour, débattant même dans une chambre d'hôtel avec un faux Nixon quelques heures avant la vraie confrontation. Rien n'a été laissé au hasard, et aucune question ne peut le déstabiliser.

Il y a encore davantage : John Kennedy est dopé comme un cheval de course le jour du derby. Pour la première fois de sa vie, il n'a plus mal au dos, grâce à des pilules miracle que lui administre un médecin juif allemand, un émigré qui a fui l'Allemagne nazie en 1936. À Hollywood, ce docteur soigne les célébrités, de Marilyn Monroe à Humphrey Bogart et de Maria Callas à Tennessee Williams. Là-bas, on le surnomme « *Dr Feelgood* ». Sa spécialité consiste à administrer un cocktail d'amphétamines, de stéroïdes et d'enzymes, sans compter d'autres substances dont il tait la nature, pour soulager les douleurs de ses patients. Max

Jacobson finira sa carrière sous le coup de multiples inculpations judiciaires. Il sera privé de son autorisation d'exercer la médecine, accusé d'avoir causé la mort de certains patients, mais pour l'instant, il prescrit encore et en apparence, son traitement fonctionne. John peut enfin mener son exténuante campagne électorale sans être contraint de s'allonger dès la fin des manifestations publiques dans le but de recouvrer quelques forces. Le lendemain, il peut recommencer les meetings et survivre sans le secours des massages et des bains bouillants.

Le soir du débat télévisé, soixante-dix millions d'Américains peuvent constater la jeunesse, l'énergie et le charisme souriant du candidat démocrate.

C'est la première fois que la plupart des électeurs entendent parler des dossiers qui sont évoqués. Faute d'information, ils ne sont guère en mesure de juger sur le fond les propositions des candidats. Aussi retiennent-ils avant tout la forme : l'apparence des deux hommes, leur aisance, leur éloquence. Dans ce domaine-là, il n'y a pas de compétition. John Kennedy est bronzé, détendu, reposé, tiré à quatre épingles. Richard Nixon est mal rasé, sa chemise bâille au col car il est amaigri en raison des deux semaines qu'il a passées à l'hôpital à la suite d'un accident au genou. Outre sa mise flétrie, il transpire comme un suspect face à un policier qui détient dans son tiroir les preuves de sa culpabilité. De plus, à l'inverse de Kennedy, il a refusé qu'on le maquille. Le manque d'expérience, sans doute : sous les projecteurs, sa peau renvoie une couleur blafarde et malsaine. Face au jeune sénateur du Massachussetts au teint hâlé en raison de sa maladie d'Addison, et agréablement tartiné de fond de teint appliqué par une professionnelle, Nixon a l'air de ce qu'il est : un avocat marron au costume défraîchi, spécialisé dans les affaires louches.

Malheureusement pour lui, l'air minable du candidat républicain est ce que retiendront les électeurs. Aux côtés de Richard Nixon, en course sur le ticket républicain pour la vice-présidence, le parti a désigné Henry Cabot Lodge Junior. Une vieille connaissance : Cabot Lodge est le candidat qui a été battu par John Kennedy pour l'élection au Sénat en 1952. Il est aussi l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU et, de plus, il est celui qui, pour préserver la valeur de son portefeuille d'actions *United Fruit*, a approuvé le principe du coup d'État de la CIA au Guatemala contre Jacobo Árbenz Guzmán. À la fin du débat télévisé, le très patricien Henry Cabot Lodge Junior s'écriera à l'adresse de Nixon, en usant d'un langage médiocrement aristocratique : « Ce fils de pute nous a fait perdre l'élection ! »

*

Les trois autres débats ne changeront rien. Les sondages commandés par le Parti démocrate feront cependant apparaître que l'élection sera très serrée. L'équipe de Kennedy cible les États et les électorats les plus cruciaux pour le résultat final. Les noirs, par exemple. John Kennedy est filmé en compagnie de la famille du pasteur Martin Luther King ou du joueur de base-ball Jackie Robinson.

L'État de New York fait l'objet d'une attention toute particulière. Quelques jours avant le vote, Richard Nixon et le Président sortant, Dwight D. Eisenhower, sont les vedettes d'une parade géante qui réunit un demi-million de New-yorkais. Immédiatement, l'équipe Kennedy décide de contre-mesures : des militants sont envoyés dans les banlieues noires et portoricaines ou dans les zones pavillonnaires de la cité afin de rencontrer les électeurs face à face et les convaincre d'aller voter Kennedy.

D'autres États sont très surveillés : le Connecticut, par exemple, qui a voté républicain à chaque élection, ou

l’Illinois. Mais pas trop d’inquiétude : l’ami Sam Giancana s’est chargé là-bas d’une campagne… un peu particulière.

La soirée du 8 novembre est nerveusement épuisante. Toute la tribu Kennedy est rassemblée à Hyannis Port afin de suivre l’évolution des résultats. Dans la maison de Bobby, le frère cadet de John, l’équipe de campagne a installé un véritable quartier général de guerre avec une trentaine de lignes téléphoniques, des téléscripteurs, des spécialistes des sondages et des experts de l’institut Harris : ils sont chargés de suivre, circonscription par circonscription, les résultats enregistrés par John et par Richard Nixon.

Jusqu’à minuit, l’écart est infime. L’élection peut encore basculer dans un camp ou dans l’autre.

Vient le verdict de l’État de New York : John l’emporte !

À deux heures du matin, le maire de Chicago téléphone : l’Illinois a voté John Fitzgerald Kennedy !

À 3 heures 20 du matin, la télévision annonce une intervention de Richard Nixon. Ce n’était pas prévu au programme, s’étonne-t-on à Hyannis Port. Tout le monde se groupe devant les postes installés çà et là. À l’heure dite, Richard Nixon apparaît sur les écrans. Il n’a pas l’air en forme. Le vice-président en titre tente un sourire un peu forcé, puis renonce et reprend son air grave. Plus mal rasé et défraîchi que jamais, la mine sombre, Richard Nixon prend la parole : « Si la tendance actuelle se poursuit, le sénateur Kennedy sera le prochain Président des États-Unis. »

Une manière de reconnaître sa défaite.

Ça y est. C’est gagné.

*

19 janvier 1961.

Il songe. Bercé par le ronronnement de sa limousine, il songe. Demain, il sera l’homme le plus puissant de la

planète. Il l’est déjà, d’ailleurs. Plus rien ne se passe dans le monde. On attend demain. On l’attend, lui… le trente-cinquième Président des États-Unis…

Quel froid ! Au chaud dans sa limousine escortée par deux voitures des services de sécurité, John Fitzgerald Kennedy observe les passants qui grelottent. Bien sûr, les hivers sont parfois rudes en Virginie, mais en cette année 1961, alors que soufflent les vents polaires venus du Canada, on bat des records. En contrebas de la Maison-Blanche, le Parc de l’Ellipse et le National Mall restent envahis d’une neige dure et glacée que la voirie de la ville n’a pu dégager malgré la proximité de la cérémonie d’investiture. Les rues et les parcs de la capitale fédérale américaine sont blancs et vides. Où est cette foule qui les envahit habituellement ? Elle est ailleurs, au chaud, calfeutrée dans les bureaux et les administrations, car s’aventurer en ce mois de janvier sur le National Mall est une épreuve inhumaine.

Depuis plusieurs semaines déjà, les rencontres s’enchaînent entre les équipes du Président sortant, Dwight D. Eisenhower, et celles de John Fitzgerald Kennedy. L’ambiance n’est pas toujours cordiale. Elle est même parfois aussi glaciale que les vents de l’Arctique qui soufflent sur la capitale fédérale, car à l’élection de novembre, Kennedy a défait Richard Nixon, le vice-président d’Eisenhower. Ce dernier, tout comme les piliers du camp perdant qui vont quitter définitivement la Maison-Blanche, en garde un aigre ressentiment. Nixon n’a guère apprécié certains procédés de Kennedy, comme le sticker qui le brocardait en Californie : « Achèteriez-vous une voiture d’occasion à cet homme-là ? ». L’effet a été dévastateur. Avec sa bobine d’avocat marron, Nixon est devenu la risée des électeurs. Une simple plaisanterie et un joli sourire à la télévision ont fait la différence : grandissime favori de

l'élection présidentielle, Richard Nixon a été battu par Kennedy pour à peine cent vingt mille voix.

Ce jour-là, une rencontre entre John F. Kennedy et Dwight D. Eisenhower est programmée à la Maison-Blanche. Le jeune vainqueur de l'élection présidentielle, qui sera solennellement investi le lendemain, souhaite discuter d'homme à homme avec son prédécesseur de la situation en Asie. Le Laos, le Viêt-nam… Les choses ne semblent pas se calmer là-bas. L'Amérique n'est pas en guerre, mais elle entretient dans la péninsule indochinoise suffisamment de conseillers militaires pour le faire croire. Kennedy veut savoir : Eisenhower est un militaire, que pense-t-il de la situation ? Doit-on envoyer davantage d'hommes ? Peut-on compter sur la maison royale du Laos, dont les membres sont plus corrompus les uns que les autres et qui conduisent leur pays comme le faisaient les rois fainéants de l'époque féodale ? Et au Viêt-nam ? Que penser du Président Diem ? Lorsqu'il était encore sénateur du Massachussetts, Kennedy l'avait rencontré au cours de l'année 1954. Il avait apprécié le personnage : Ngô Dinh Diem est un catholique fervent, il est séducteur mais éprouve un certain mépris pour les femmes, il est disert et ambitieux… Tout comme lui-même, finalement. La différence est que Diem ne possède strictement aucun humour. Inutile de plaisanter avec lui : le type n'esquisse pas même l'ombre d'un sourire. Sinistre ! Kennedy en a fait l'expérience lors de leur rencontre. Il s'était marié avec Jackie l'année auparavant et il avait demandé à Diem, alors âgé de cinquante-trois ans, s'il comptait un jour faire de même, car sa date de péremption allait bien finir par arriver. Le Vietnamien était resté de marbre.

Et Cuba… Que penser de Cuba ? Depuis le 18 novembre dernier, Kennedy sait que la CIA a préparé une action d'envergure là-bas pour renverser Castro et ses guérilleros. Allen Dulles, le directeur de la CIA pendant toute l'ère

Eisenhower, lui a révélé en personne les préparatifs secrets d'une invasion de l'île par une troupe de mercenaires émigrés cubains. Il lui reviendra d'autoriser l'opération, peut-être. Il lui reviendra aussi de conserver Dulles, ou de le remplacer par un homme du camp démocrate. Enfin… on verra bien.

Beaucoup de dossiers… Beaucoup de décisions à venir… Mais il se sent prêt.

Les grilles de la Maison-Blanche… Les policiers qui saluent… John F. Kennedy fait un signe de la main et leur adresse son sourire le plus éclatant. Mais il n'ouvre pas la fenêtre de la limousine pour les saluer de vive voix. Trop froid.

*

Washington D.C., 20 janvier 1961.

C'est le grand jour. Aujourd'hui se tient la cérémonie d'investiture.

En bas du Mayflower Hotel, sur Connecticut Avenue Northwest, une équipe de télévision attend en tapant du pied sur la chaussée gelée dans l'espoir illusoire se réchauffer. Il y a là le cameraman personnel de Lisa Howard et le preneur de son auquel la journaliste vedette de la chaîne ABC est habituée. Pas facile, cette Lisa Howard. Du caractère. Du mordant. Elle a sans doute acquis cette personnalité ombrageuse lors de son expérience de starlette : pour débuter dans la vie, Lisa Howard a d'abord fait l'actrice pendant une dizaine d'années. Ah… Chatoyants projecteurs d'Hollywood… On y prend la lumière, ou l'on s'y brûle les ailes. Parfois même, les feux de la rampe vous consument jusqu'à l'os, surtout quand on est jolie fille, et que l'on n'a pas beaucoup de talent.

Lisa Howard a compris qu'il lui manquait ce petit quelque chose qui sépare les stars des comédiennes de roman-photo

lorsqu'elle tournait un énième épisode de *The guiding light*, cet interminable *soap opera* qui fait le succès des après-midi de la chaîne CBS depuis le début des années cinquante. Jamais elle ne progresserait dans ce métier. Malgré les nuits passées dans le lit des producteurs, malgré sa servilité face aux bassesses des metteurs en scène, malgré sa docilité à supporter les caprices de soi-disant vedettes pas plus talentueuses qu'elle, sa carrière n'irait pas plus haut. Elle stagnerait à vie dans des rôles secondaires, et terminerait sa carrière en jouant les concierges retraitées qui répondent pendant quelques secondes à un improbable flic dans une série Z de dernière catégorie. Alors, après son meilleur contrat – le haut de l'affiche dans un polar d'une heure avec Reed Hadley, une micro-vedette plutôt sympa et qui ne se prenait pas au sérieux – elle avait décidé de changer de carrière : elle serait journaliste.

Kennedy, d'une certaine manière, sera sa première chance.

Tandis qu'elle couvre pour une vague station de radio la convention du Parti démocrate qui désignera le jeune sénateur du Massachussetts comme candidat à la présidentielle, elle passe une nuit avec l'un des grands patrons d'ABC. La convention a lieu à Los Angeles : en tant qu'ancienne actrice habituée à fréquenter les plateaux de seconde zone d'Hollywood, Lisa Howard connaît bien les arrière-cours coquines de la ville et l'attraction qu'elles exercent sur les pontes venus de New York. Déjà, son talent pour les activités « récréatives » fait qu'à ABC, on commence à parler d'elle. La pigiste de province est dans le calepin d'un ponte de la grande chaîne de télévision new-yorkaise : c'était l'objectif qu'elle recherchait.

Quelques semaines plus tard, nouveau coup de chance : à New York, dans les couloirs de l'ONU, Lisa rencontre un attaché militaire soviétique. Quelques vodkas et une nuit

plus tard, elle décroche le jackpot : l'interview de Nikita Khrouchtchev, le dirigeant de l'URSS, l'ennemi qui règne sur le bloc communiste et qui menace l'Amérique et le monde libre. Khrouchtchev vient en visite à New York pour l'assemblée générale de l'ONU. Le colérique Ukrainien sera charmant : après avoir tapé de la chaussure sur le pupitre de l'amphithéâtre de l'ONU, il recevra amiablement Lisa Howard pour ce qui sera le premier entretien qu'un Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique accordera à la presse yankee. Le lendemain, ABC appelle la journaliste : elle est engagée.

En quelques années, Lisa Howard devient la journaliste vedette de la chaîne. Chez ABC, les grands événements lui sont réservés, et aujourd'hui, l'investiture du nouveau Président est son exclusivité.

Damnation ! Quel froid ! Emmitouflée dans un manteau de fourrure blanche – de l'authentique zibeline, pas du lapin ! – une toque de la même fourrure sur la tête, Lisa Howard sort du Mayflower Hotel et monte dans la camionnette, suivie du cameraman et du preneur de son qui s'installe au volant. Au bout d'une centaine de mètres, la route est barrée par les policiers qui assurent la sécurité de la cérémonie d'investiture ; il faut rejoindre à pied la tribune de presse. Lisa s'y rend seule : les autres iront sur le National Mall préparer une prise de vue en extérieur avec la perspective sur la Maison-Blanche et le Capitole.

Les journalistes conviés par la présidence accueillent Lisa Howard avec des sourires, mi-condescendants, mi-concupiscents. Cette fille n'est pas de leur monde. Depuis qu'elle y a fait son apparition, elle leur grille pourtant la politesse à tous, en accédant en avant-première aux grands de la planète et aux vedettes de l'actualité. La rumeur dit même que très bientôt, ABC pourrait lui confier une émission en prime time : un *Lisa Howard Show* à une heure

de grande écoute. Elle serait alors la toute première femme journaliste à bénéficier d'une telle notoriété…

Le cérémonial de cet *Inauguration Day* du mandat présidentiel de John Fitzgerald Kennedy commence. Sur les marches du Capitole, le nouveau Président salue d'abord son vice-président, le Texan Lyndon B. Johnson, puis ses prédécesseurs Eisenhower et Truman. Il serre la main au président de la Cour suprême, le juge Earl Warren, devant lequel il va prêter serment. Enfin, avec un sourire indéfinissable aux lèvres – provocation ? compassion ? apaisement ? – il tend la main au vice-président encore en titre pour quelques minutes, le Californien Richard Nixon : le battu de l'élection présidentielle qui, de son côté, fait plutôt bonne figure.

C'est le moment.

La fanfare militaire fait soudainement silence. Les bravos de la foule se calment. Devant le *Chief Justice* Earl Warren, la main droite levée, John F. Kennedy promet solennellement, avec l'aide de Dieu, d'exécuter loyalement les obligations de son mandat de Président des États-Unis et de respecter la constitution. Puis il serre la main d'Earl Warren, de Lyndon Johnson et, à nouveau, de Richard Nixon qui, avec la conviction d'un grand acteur, lui souhaite bonne chance avec un sourire qui paraît furieusement sincère. Enfin, Kennedy serre une dernière fois la main d'Eisenhower ; une étreinte brève et sèche, presque indifférente, avec le vieil ex-Président qui se retire. Un contraste saisissant, aussi, entre le vieillard fatigué emmitouflé dans son manteau et son successeur, en simple veste et gilet, au visage souriant, devant qui s'ouvre un avenir que la jeunesse américaine espère brillant et prospère. Ce n'est pas la même Amérique dont les représentants se côtoient à cette tribune, mais une vieille époque qui se termine et une ère nouvelle qui commence.

La foule acclame Kennedy, désormais seul au monde devant le pupitre de cérémonie, où se trouve toujours la Bible sur laquelle a prêté serment celui qui est désormais le nouvel occupant de la Maison-Blanche. Sans ajuster les micros, il commence son discours inaugural de Président des États-Unis. En guise d'introduction, il évoque de manière convenue les grands ancêtres de la jeune Amérique. Rien d'original, pense Lisa Howard. Décidément, en ce premier jour de mandat, ce godelureau de Kennedy n'est pas à la hauteur des attentes placées en lui. La journaliste réfléchit à la manière de rendre compte de la manière la moins désobligeante possible du pensum que le nouveau Président est en train d'infliger à la populace frigorifiée, quand celui-ci enchaîne : « Que chaque nation, bienfaitrice ou malintentionnée, sache que nous paierons n'importe quel prix, que nous supporterons n'importe quel fardeau, que nous surmonterons n'importe quelle épreuve, que nous soutiendrons n'importe quel ami et que nous combattrons n'importe quel ennemi pour assurer la survie et la victoire de la liberté ! Nous en faisons solennellement la promesse. À nos anciens alliés dont nous partageons les origines culturelles et spirituelles, nous promettons la loyauté des amis fidèles. Unis, il y a peu que nous ne puissions faire dans le cadre d'initiatives de coopération. Divisés, il y a peu que nous puissions faire, car deux nations en désaccord et éloignées ne sont pas en mesure de relever les plus grands défis. »

Lisa Howard est heureusement surprise. Enfin ! Un peu de lyrisme ! D'enthousiasme ! Certes, ce n'est pas du Churchill, mais au moins le scribouillot qui a rédigé le discours, probablement Ted Sorensen, a fait un petit effort. Et Kennedy continue : « À ces jeunes États que nous accueillons parmi les États libres, nous promettons que la domination coloniale n'a pas été abolie simplement pour être remplacée par une tyrannie plus féroce. Nous ne nous

attendons pas qu’ils soutiennent toujours notre point de vue. Mais nous espérons toujours qu’ils défendront avec force leur propre liberté et qu’ils se rappelleront que, par le passé, ceux qui ont bêtement cherché à triompher aux dépens des autres s’y sont brûlé les ailes. »

Défendre leur propre liberté ? Les peuples des ex-colonies ? Un peu à l’écart, dans son fauteuil de la tribune officielle, un personnage sourit ironiquement. Il s’appelle Allen Dulles, et il est le directeur de la CIA. Autoriser les peuples de ces pays sous-développés à défendre leur liberté… Mais à quoi pense donc Kennedy ? Dans un autre monde, peut-être pourrait-on autoriser les peuples à penser par eux-mêmes. Mais pas dans celui dans lequel on vit ! Qui peut croire à ces désolantes convictions de collégien naïf ?

Puis le Président Kennedy conclut : « Vous qui, comme moi, êtes Américains, ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. Vous qui, comme moi, êtes citoyens du monde, ne vous demandez pas ce que les États-Unis peuvent faire pour le monde, mais demandez-vous ce qu’ensemble nous pouvons faire pour la liberté des hommes. »

Une immense clameur accompagne ces paroles. Dans la tribune de presse, emportée par la ferveur de l’instant, Lisa Howard se surprend à applaudir à l’unisson de la foule qui ovationne frénétiquement Kennedy. Autour d’elle, les vieux routiers de la politique la regardent d’un air blasé, en habitués de longue date des péripéties de couloirs et des envolées patriotiques si habituelles à Washington.

Encore un peu tendre, la starlette new-yorkaise, se disent-ils. Elle apprendra.

*

La cérémonie d'investiture du Président Kennedy est terminée. Allen Dulles se lève. Ce soir, il devra faire une apparition à la Maison-Blanche, mais dans l'intervalle, il n'a aucune envie d'aller se montrer dans les cocktails mondains organisés à Washington pour célébrer le renouvellement du pouvoir.

Renouvellement ? Aux yeux d'Allen Dulles, il n'est pas question d'admettre un quelconque renouvellement de quoi que ce soit. Eisenhower, Kennedy, Nixon, Johnson, un nègre, une femme ou un raton-laveur, quel que soit le locataire de la Maison-Blanche, le pouvoir, c'est lui, le directeur de la CIA, qui doit l'inspirer. Lui, le premier vrai dirigeant de la meilleure agence d'espionnage mondiale, qu'il a personnellement organisée et structurée à son idée, après les quelques militaires qui ont assuré un assez pitoyable intérim en attendant son avènement. Lui qui dirige les actions extérieures des États-Unis depuis le début de la guerre froide ! Il laisse les affaires intérieures américaines à Edgar J. Hoover, le directeur du FBI depuis plus de trente-cinq ans, mais lui, Allen Dulles, avec ses tentacules plantés dans le cerveau des dirigeants du monde entier et ses réseaux d'espions en Europe, en Russie et ailleurs, est le véritable garant de la sécurité du pays.

« Nous espérons toujours que les peuples défendront avec force leur propre liberté… » a claironné Kennedy.

Encore un peu tendre, l'ex-sénateur du Massachussetts, songe Allen Dulles. Il apprendra…

*

Ce soir-là, John Fitzgerald Kennedy termine sa première soirée de Président chez le journaliste Joseph Alsop, un très cher ami et très indéfectible soutien de sa candidature à la présidence. Il y arrive à deux heures du matin, et il en repartira à trois heures vingt et une minutes très

exactement : pendant un peu plus d’une heure et vingt minutes, Kennedy célèbre son avènement avec ses plus proches partisans, son « *rat pack* » personnel, au premier rang desquels l’hôte de la réception, Joseph Alsop. Mi-journaliste, mi-espion de la CIA, Alsop est un homme d’influence : c’est lui qui a persuadé Kennedy de prendre le Texan Lyndon Johnson comme colistier sur son ticket pour la Maison-Blanche ; c’est également cet anticommuniste viscéral qui pèse de tout son poids pour que les États-Unis s’engagent sans retour dans la guerre au Viêt-nam.

Joseph Alsop est un survivant. Homosexuel avéré, il a résisté à la terreur provoquée par le sénateur Joe McCarthy lorsque celui-ci, en marge de la chasse aux sorcières communistes, s’est aussi déchaîné pour exclure des cercles du pouvoir ceux qui affichent une orientation sexuelle « différente ». C’était le temps du « *Lavender scare* », et du maccarthysme soutenu à l’époque par le nouveau Président Kennedy. C’était un autre temps.

Arrive Lisa Howard. Comme si c’était la chose la plus naturelle du monde, la journaliste s’est invitée chez Alsop pour la simple et bonne raison que ce dernier est lui-même journaliste. Tout de go, comme si elle était la star qu’on célèbre, bousculant les uns et écartant les autres, elle rejoint le centre de la fête et attrape le Président par le bras. Kennedy est un peu surpris. La fille est appétissante et il la mettrait bien dans son lit, mais ce soir, cela paraît impossible. Avec son sourire inimitable, il jette quelques paroles de circonstances dont l’Histoire n’a pas gardé la trace. Probablement quelque chose comme cela :

– Ah, Lisa…

– Monsieur le Président, salue respectueusement Lisa Howard en décochant son plus joli sourire.

– Belle journée, n’est-ce pas ? On vous a donné à boire ?

– J’ai beaucoup aimé votre discours.

– Bien vrai ? Je crois que j’ai été inspiré, aujourd’hui.

On sait en revanche que Joseph Alsop a longuement félicité Kennedy pour son allocution. Un moment historique ! s’est enthousiasmé le journaliste. Alsop avait fait quelques suggestions à Ted Sorensen. Toutes n’ont pas été suivies, mais il concède que le résultat final n’a pas manqué d’allure.

Cultivé, fin et sophistiqué, Joseph Alsop est certes homosexuel, mais il est surtout un homme clairvoyant et habile. Imprudent aussi, en une mémorable occasion : en 1957, cet anticommuniste notoire se rend en Union soviétique pour la seule et unique fois de sa vie. Réceptions mondaines arrosées à la vodka, hôtels de luxe de l’Intourist, agréable compagnie… Alsop termine la soirée au lit avec un vigoureux cosaque. Évidemment, le beau gosse est un envoyé du KGB. Le service d’espionnage soviétique mitraille la partie fine et obtient de beaux clichés fort peu équivoques. Dans les jours suivants, les menaces arrivent : si Alsop ne se met pas au service de l’Union soviétique, il sera dénoncé comme homosexuel et sa réputation sera ruinée. Mais le KGB ne sait pas à qui il s’adresse. Intelligemment, Joseph Alsop rédige un compte rendu détaillé de ses turpitudes sexuelles. Dans ce document inédit, avec la verve qui est la sienne, le journaliste-espion décrit par le menu ses aventures et ses liaisons, d’abord en Russie avec son amant du KGB, mais aussi à Washington avec des membres très haut placés de l’administration présidentielle du Président Eisenhower, ou dans d’autres parties du monde en compagnie de mâles d’origines et d’extractions diverses. Puis il envoie l’intéressant manuscrit à Allen Dulles et à quelques conseillers de la Maison-Blanche avec quelques suggestions sur la manière de s’en servir.

Allen Dulles, qui a recruté Alsop pour le projet *Mockingbird*, n’est pas chien. De plus, le journaliste décrit

ses aventures avec humour et Allen apprécie son esprit bravache. Il tient à rendre service à Alsop. Sur les instructions de son directeur, la CIA fait circuler le croustillant compte rendu d'Alsop dans les hauts cercles du pouvoir. Le témoignage des aventures homosexuelles de Joseph Alsop parvient même jusqu'au bureau d'Edgar J. Hoover, le grand chef du FBI, qui au demeurant partage secrètement avec Alsop la même orientation sexuelle.

Sacrément bien joué, Joseph Alsop ! En dévoilant lui-même l'affaire et l'étendue de ses réseaux homosexuels, il désamorce toutes les tentatives de chantage, puisqu'il a rendu quasiment publique la liste de ses nombreux amants. Plus retors et plus habile que le KGB, la CIA et le FBI réunis, Joseph Alsop préserve ainsi son influence sur la politique américaine, et il sera une des chevilles ouvrières de l'élection de Kennedy.

Lisa Howard est venue pour poser des questions : elle est journaliste, tout de même ! Le discours de Kennedy l'a surprise, comme il a surpris beaucoup d'autres. Elle interroge : est-ce que les États-Unis sont réellement disposés à respecter la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Dans ces conditions, Allen Dulles sera-t-il confirmé à la tête de la CIA ?

Mais il n'est pas temps de répondre à cela, coupe Joseph Alsop. Ce soir, on fait la fête !

Alsop connaît bien Allen Dulles, pour être notamment l'un des piliers du projet « *Mockingbird* »[1]. Il sait dans quelles conditions, jusqu'à la mort de Foster en 1959, les frères Dulles ont dirigé la géopolitique américaine en s'entendant comme larrons en foire et, surtout, sans s'embarrasser des scrupules qui pouvaient animer l'ex-Président Eisenhower. Les frères Dulles ? Deux monstres froids, avides de richesse et de pouvoir, et pleins d'un cynisme parfaitement assumé !

Après un dernier salut à la ronde, Kennedy s'en va. Lisa Howard s'attarde un moment, le temps d'éconduire deux ou

trois gros lourdauds qui pensent qu'en cette soirée d'investiture, tout est permis avec les jolies femmes. Puis à son tour, elle s'éclipse. Devant la résidence de Joseph Alsop, plusieurs taxis attendent les fêtards pour les ramener chez eux.

– On attend encore quelqu'un, Madame ? demande le chauffeur par habitude, voyant une jolie femme quitter sans compagnon une sauterie du tout-Washington chez ce coquin d'Alsop.

– Non, on part. Ce soir, je suis seule.

Le taxi démarre. Dans les rues de Washington, les réceptions se terminent. Quelques bambocheurs s'attardent sur les trottoirs, malgré la froidure presque insupportable. Les illuminations demeurées en place depuis Noël projettent une lumière joyeuse et incongrue sur les rues presque désertes.

Lisa Howard le sent bien : la fête sera vite terminée.

---

1 Cf. chapitre dixième, « Les maîtres du mensonge ».

12
La baie du désastre

« Un jour, j’ai convoqué Allen Dulles et je lui ai passé un savon. Je lui ai dit : “Apprenez des Russes. Lorsqu’ils ont connu une situation difficile en Hongrie, ils ont mis fin au conflit en seulement trois jours. Quand ils n’ont pas aimé les événements en Finlande, le Président de ce pays est allé rencontrer le Premier ministre soviétique en Sibérie, et tout a été réglé. Et vous, Dulles, vous n’arrivez à rien faire ! »

C’est ainsi qu’Aleksei Adshubei, journaliste soviétique, rédacteur en chef des *Izvestia* et gendre de Nikita Khrouchtchev, rapporte le récit que John Kennedy lui fera de l’affaire de la Baie des Cochons, lors d’une interview à Hyannis Port, au lendemain du désastre subi par les puissants États-Unis contre l’insignifiante république de Cuba.

Le Président Kennedy n’est pas à l’initiative de cette tentative d’invasion de l’île dirigée par le chef communiste Fidel Castro. Pourtant, selon Allen Dulles, John Kennedy porte seul la responsabilité de son humiliant échec. Kennedy s’est conduit comme un lâche ; qu’il ait eu ensuite l’impudence de le virer, lui, Allen Dulles, pour dissimuler son incompétence comme chef de guerre, est un affront que le directeur historique de la CIA n’oubliera pas.

Non ! Jamais il n'oubliera !

*

Qui, d'ailleurs, parmi la gentry américaine à laquelle appartient Allen Dulles, pourrait oublier Cuba ? Le vrai Cuba, au temps où l'on s'y amusait si bien…

Cher général Batista ! La vieille fripouille, à grand renfort de millions de dollars américains, avait permis que Cuba devienne le paradis des businessmen yankees en quête de gros jeu et de putes au cul de braise. Ah ! se souvient avec nostalgie Allen Dulles… Les nuits torrides de La Havane, les petits matins alcoolisés dans le quartier de Vedado, les casinos et les parties de poker, et les juteux trafics sur le port de Marimelena…

Du temps de Sullivan & Cromwell, Allen Dulles partait souvent pour La Havane. Le cabinet de Wall Street avait de gros intérêts et de puissants clients là-bas : des compagnies sucrières, des sociétés pétrolières comme la *Standard Oil* de la famille Rockefeller, et des banques, dont certaines affichaient un conseil d'administration un peu spécial au sein duquel la mafia était solidement représentée. La Havane était le jardin d'Eden du business illégal, facile et profitable. Les avocats wallstreetiens de Sullivan & Cromwell s'y sentaient comme des requins dans un aquarium bourré de poissons : il suffisait de se servir. Le meilleur ami du Président Batista était Meyer Lansky, le trésorier du syndicat national américain du crime. Un cerveau ! Un virtuose de la finance ! Avec l'assentiment des autorités américaines, l'appui grassement rémunéré du général Batista et les supplétifs qu'il trouvait au sein de la clique de militaires corrompus, Meyer Lansky avait transformé Cuba en prospère succursale des États-Unis, spécialisée dans le trafic de drogue, la prostitution et le jeu. Les touristes étaient soigneusement sélectionnés : uniquement des messieurs de bonne compagnie, appartenant à l'*upper class*

américaine et possédant un portefeuille confortablement garni. Des gens qui, en somme, savaient s'amuser, connaissaient les bonnes adresses et se satisfaisaient facilement du meilleur : les plus jolies filles, les plus gros cigares, et les salles de jeu les plus excitantes.

Mais tout cela avait brutalement pris fin.

Pourtant, le général Batista avait longtemps résisté pour sauver son régime de bandits et de tortionnaires. Lorsque les terroristes révolutionnaires de Fidel Castro avaient commencé à conquérir le pays, Batista s'était inspiré des méthodes de la mafia pour organiser la répression : pour chaque bombe qui explosait, pour chaque coup de main contre un poste de police, pour chaque incursion de terroristes dans une ville du pays, il sortait deux ou trois prisonniers politiques de leur geôle et les criblait de balles. Puis il exposait les cadavres bien en évidence : sur le trottoir d'une rue, accrochés à un arbre, devant le seuil de leur maison familiale ou pendus à un gibet. L'imagination créative des expositions nécrologiques était sans limite, de même que la quantité de dépouilles utilisées dans ce sinistre travail de propagande. Au fil du temps, une inflation significative du nombre de cadavres avait été notée. Pourquoi se priver ? Batista et ses tueurs à gages pouvaient multiplier les exemples : les prisons regorgeaient d'opposants.

Cela n'avait pas suffi. Le 1er janvier 1959, en pleine célébration des fêtes de fin d'année, Batista s'était enfui comme un lapin avec quarante millions de dollars en cash dans ses valises. La queue entre les jambes, il s'était mis à l'abri sous les jupes de son copain Rafael Trujillo, le dictateur de la République dominicaine. À La Havane, Fidel Castro et ses guérilleros avaient pris le pouvoir, investi les ministères et imposé leur loi. Les casinos avaient fermé, les putes étaient tombées au chômage et les beaux messieurs de la mafia avaient quitté Cuba.

Toute une époque partait en fumée dans les volutes spiraloïdes d’un dernier cigare cubain, un Montecristo *Linea 1935* un peu amer.

Mais cela n’était pas le plus grave pour les États-Unis. D’une certaine manière, à Washington, on était disposé à tolérer Castro s’il voulait bien se montrer raisonnable. Allen Dulles lui-même n’avait pas d’a priori défavorable, pour autant que les intérêts américains fussent préservés. Mais le pire intervenait un peu plus tard. Le 17 mai 1959, Castro lançait sa réforme agraire qui nationalisait les propriétés d’une surface supérieure à 406 hectares. Et, en août 1960, le chef révolutionnaire prenait une série de décrets : toutes les grandes compagnies américaines opérant à Cuba seraient nationalisées. Les vingt et une plus grandes plantations de canne à sucre du pays, les raffineries de la *Standard Oil* et de *Texaco*, les trois plus grandes banques, la compagnie du téléphone, la compagnie d’électricité et, pour faire bon compte, vingt-huit compagnies d’assurances, dix-huit usines chimiques, quinze importateurs de machines, les onze plus grands hôtels et sept usines métallurgiques… La famille Rockefeller, les familles mafieuses et les familles actionnaires des entreprises américaines étaient spoliées. Ratissées !

Elles sont tristes, les réunions de famille, lorsque les participants doivent dire adieu à leurs dollars.

Ça, c’était impardonnable.

C’était surtout dangereux. Car parmi les actionnaires dépouillés, il y avait un certain… Allen Welsh Dulles.

*

Un drôle de type, ce Fidel Castro. Pas vraiment le profil d’un futur révolutionnaire à orientation marxiste. Né dans une famille riche dont le patriarche exploite sans vergogne les paysans pauvres sur les terres de sa vaste finca, il est

éduqué dans les meilleures institutions religieuses de Cuba. Un brillant sujet : il termine ses universités par un doctorat en droit et un second doctorat en sciences sociales, et ouvre un cabinet d’avocat à La Havane.

Un gendre idéal, en somme, digne représentant de la riche bourgeoisie cubaine.

Étudier la sociologie éveille parfois une conscience : au cours de ses années universitaires, le jeune Fidel milite en politique dans des partis nationalistes, généralement anti-américains. Il s’embarque même dans quelques aventures prérévolutionnaires, comme une tentative de renversement du dictateur dominicain Trujillo ou des émeutes gauchisantes en Colombie. Pourtant, à Cuba, il reste plus ou moins dans la ligne du pouvoir en place. Sa première femme, qu’il épousera alors qu’il est âgé de vingt-deux ans, est la sœur du ministre de l’Intérieur du Président Batista.

Lorsque ce dernier, en 1952, renverse le pouvoir pour établir sa dictature mafieuse, Fidel Castro se lance dans la lutte armée. Les premiers résultats sont mitigés. Capturé en 1953, il échappe au peloton d’exécution par le miracle de son entregent de grand bourgeois cubain. Inexplicablement amnistié en 1955, probablement encore une fois grâce à ses relations au sein de la classe capitaliste du pays, il part en exil au Mexique et revient à Cuba dix-huit mois plus tard avec quatre-vingts compagnons d’extraction marxiste et révolutionnaire, dont un médecin argentin, Ernesto Guevara, plus connu sous le surnom de Che Guevara.

Deux années plus tard, en janvier 1959, cette dérisoire poignée d’hommes renversera la dictature pro-américaine du général Batista. Un exploit : avec sa modeste troupe, Castro a mis à terre un régime de fer soutenu par les forces obscures de la très puissante Amérique.

*

Agiter un chiffon rouge sous le nez d’un taureau de combat est une activité qui comporte un certain nombre d’aléas. En arrachant le pouvoir des mains d’un dictateur corrompu soutenu par la mafia, la CIA et les États-Unis, Fidel Castro en a conscience. Il sait que les réactions hostiles à son égard ne tarderont pas et se met en position pour y faire face. Il ne sera pas déçu. Selon l’espion cubain Fabian Escalante, tout au long de la vie de Castro, la CIA aurait envisagé à 634 reprises de l’assassiner. Cet ex-chef du contre-espionnage du régime cubain en a même fait un livre[1]. Le décompte est sans doute fantaisiste, mais il montre l’acharnement des États-Unis à en finir avec le « *Lider Maximo* ».

Dans les premiers mois, la présidence des États-Unis joue sa partition en douceur : face à un pouvoir castriste qui ne lui convient pas, Eisenhower utilise les moyens conventionnels : sanctions économiques, soutien financier aux opposants cubains, protestations officielles. Rien qui fasse vraiment sérieux face à un chef révolutionnaire déterminé…

Au début du mois de mars 1960, réalisant l’impasse, le Président Eisenhower demande à Allen Dulles s’il n’y a pas de moyens plus énergiques pour se débarrasser de ce Castro qui vient empiéter sur les plates-bandes des États-Unis à moins de deux cents miles de Miami. « Ike » est à la fin de son mandat. Il n’a pas très envie de se lancer dans une aventure trop risquée, mais s’il y a un moyen de mettre sans risque un bon coup de pied dans les burnes de cet agitateur marxiste, il ne voit pas de raison de s’en priver.

Et surtout, Eisenhower est fâché.

Le 4 mars, le cargo français *La Coubre* a explosé dans le port de La Havane. Une centaine de marins et de dockers cubains ont été tués. Bien sûr, cet accident est dramatique, mais là n’est pas ce qui chagrine Eisenhower. Immédiatement, les États-Unis et la CIA d’Allen Dulles ont

été accusés par Castro d'avoir organisé un attentat. Dans le bureau ovale, chaussé de ses pantoufles, Dulles a juré ses grands dieux qu'il n'y était pour rien. La présidence américaine a donc immédiatement contesté les accusations de Castro en affirmant que l'explosion de *La Coubre* était un accident : le cargo français ne transportait-il pas des munitions destinées à l'armée révolutionnaire cubaine ? Certains officiels américains, sur ordre de la Maison-Blanche, ont même évoqué la possibilité que Castro lui-même ait ordonné le plastiquage de *La Coubre* afin de créer un incident diplomatique avec les États-Unis. D'ailleurs, les relations entre les deux pays ont été rompues immédiatement après.

Pourtant, Eisenhower a nourri quelques doutes. Peut-on réellement faire confiance à Dulles lorsqu'il dénie toute responsabilité ? Peut-on croire un espion capable d'initiatives très personnelles, comme la révolution au Guatemala en 1954 ou le projet d'assassinat de Lumumba au Congo dont lui, Eisenhower, le Président, n'a été informé que longtemps après le départ des tueurs pour l'Afrique ?

Quoi qu'il en soit, l'effet international est déplorable. Castro en rajoute des tonnes sur le thème du pauvre petit pays victime de la puissante Amérique capitaliste. Pour contester la thèse de l'accident, le *Lider Maximo* a même fait précipiter au sol ou jeter dans l'eau des caisses de munitions françaises comparables à celles que transportait *La Coubre*. Résultat ? Rien. Aucune explosion. Pas même un bruit de pétard. Pour Castro, la démonstration était faite que la destruction de *La Coubre* était un acte hostile des États-Unis, perpétré par les barbouzes de la CIA.

*

Se débarrasser de Castro ?

À vrai dire, Allen Dulles y a songé. Et cela, dès le renversement du général Batista. Castro a chié dans les bottes de beaucoup de monde, et surtout dans celles de la mafia, qui avait fait de La Havane une véritable lessiveuse à argent sale dont la rentabilité se comparait avantageusement avec la totalité de la production diamantifère d'Afrique du Sud. CIA, mafia, il y a moyen de travailler ensemble à l'élimination du révolutionnaire cubain.

Par l'intermédiaire d'un obscur porte-flingue, un dénommé Robert Maheu, soi-disant détective privé qui trafique dans le cinéma, l'alcool et autres plaisirs délétères, la CIA d'Allen Dulles contacte la mafia de Chicago et de Tampa Bay pour poser une question simple : qui serait volontaire pour une action en commun contre Castro ?

Un mafioso mord à l'hameçon : il s'appelle Johnny Roselli. Celui-ci ne peut rien décider sans l'aval de son grand chef de la mafia de Chicago : un certain Sam Giancana.

Un esprit avant-gardiste, ce Sam Giancana. Un stratège. Il a bien compris que la conduite d'activités illégales, comme la drogue, le racket, le jeu ou la prostitution, réclame de la part des autorités légitimes du pays une certaine dose de tolérance. Pour que la mafia conserve sa prééminence dans cette industrie si particulière, il importe de créer des liens réciproques avec des gens utiles. Il cherche donc à se rendre indispensable à ces gens-là. Déjà, il est en relation d'affaires avec la famille Kennedy par l'intermédiaire de Judith Campbell, la maîtresse qu'il partage avec John Kennedy. Giancana est d'accord pour aller plus loin. Puisque la CIA a besoin d'aide, il ne faut pas laisser passer l'occasion.

Comment procéder pour assassiner un dictateur communiste ? Même pour une organisation criminelle aussi bien organisée que la mafia, une telle mission n'est pas si facile. Les tueurs de la mafia ne sont pas des fanatiques

prêts à donner leur vie pour une cause. Ils ont souvent une femme, des enfants, et veulent les revoir le soir après leur journée de travail passée à « nettoyer » les cibles qui leur ont été désignées.

Sam Giancana en parle à Santo Trafficante, l'homme des intérêts cubains à la Cosa Nostra. Trafficante est le chef de la mafia de Tampa, en Floride. Il a beaucoup perdu lors de l'arrivée de Castro : à La Havane, il possédait plusieurs casinos, des cinémas, des restaurants, et même un drive-in. Santo Trafficante avait table ouverte chez Batista, à qui il reversait dix pour cent de ses bénéfices. Au moment de la révolution, lorsque Batista s'est enfui, Trafficante est resté à La Havane, convaincu qu'il était de pouvoir s'entendre avec le nouveau régime. Une erreur qu'il aurait pu payer cher : d'abord emprisonné quelques semaines dans un cul de basse-fosse, il sera expulsé de Cuba avec pour tout viatique sa chemise et son pantalon. Un sourire méprisant sur le visage, le policier qui lui notifiera son expulsion lui précisera, en l'embarquant manu militari sur un caboteur poussif à destination de Miami, qu'il a beaucoup de chance : on a longtemps hésité à régler son sort d'une balle dans la tête. Mais Trafficante est américain : alors, pour sauvegarder les apparences, il est simplement expulsé comme « expatrié indésirable ».

Contre cent cinquante mille dollars, Sam Giancana et Santo Trafficante acceptent d'envoyer à La Havane des hommes de la mafia de Tampa, des Cubains, avec mission d'empoisonner Castro ou de l'abattre. Pour atteindre cet objectif, la CIA confie aux tueurs cubains sa dernière innovation en matière de poison : la toxine botulique. À peine quelques milligrammes sur un cigare et le fumeur passe instantanément de vie à trépas sans s'emmerder à attendre son cancer du poumon.

Les tueurs de la mafia ne sont pas des enfants de chœur. Ils ne sont pas non plus des débutants, ni des

fonctionnaires ; ils savent que Giancana et Trafficante ne les paieront que s'ils réussissent. Alors ils s'acharneront pendant plusieurs mois. Ils feront plusieurs tentatives, ils essaieront de soudoyer des proches de l'entourage de Castro, ils feront même venir un tireur d'élite afin de descendre le très démonstratif Cubain lors d'une manifestation populaire. Rien n'y fera.

*

Le jour où le Président Eisenhower demande à Allen Dulles s'il y a un moyen d'éliminer Castro, les envoyés de Sam Giancana et de Santo Trafficante sont déjà à La Havane, en mission pour la CIA, mais ils n'ont pas réussi à approcher ce damné marxiste : trop entouré, trop bien protégé… Le guérillero sait pertinemment qu'entre les exilés cubains qui ont fui la révolution avec leur rancune pour tout bagage, les Américains qui s'estiment spoliés de leur bobinard préféré, et les dictateurs sud-américains qui craignent dans leur pays une contagion cubaine qui les contraindrait à l'exil, nombreux sont ceux qui veulent sa perte. Alors il se montre très prudent, le *Lider Maximo* !

Mais Allen Dulles ne perd pas espoir. En matière de barbouzeries, il faut de la patience ; juste de la patience. Une ouverture finit toujours par se présenter. Il le sait pertinemment : à son âge avancé de soixante-sept ans, Allen Dulles n'est pas un perdreau de l'année, et le vieil espion n'en est pas à son premier coup tordu.

Eisenhower cherche comment se débarrasser de Castro ? Ça tombe bien : justement, en plus de ses tueurs à gage, Allen a de jolis plans à présenter au Président.

Au départ, le projet de la CIA est assez classique : il s'agit de soutenir les insurgés cubains sur le territoire de Cuba en leur parachutant des armes et des vivres. À cette fin, la CIA dispose de sa propre force aérienne : la CAT, la Civil Air

Transport. Ses bombardiers B-26, ceux-là mêmes qui ont opéré contre Soekarno en Indonésie[2], peuvent être basés dans une république bananière compréhensive d'Amérique Centrale, par exemple au Guatemala. Bien armés par les États-Unis, les rebelles pourraient alors s'organiser et, à l'image de l'aventure qu'a menée Fidel Castro contre Batista, les anti-castristes soulèveraient le pays contre le nouveau dirigeant cubain et, au bout du compte, ils reprendraient le pouvoir à La Havane après avoir chassé le leader marxiste.

Eisenhower donne son accord, mais pose une condition : pas de pilotes américains ! Pas de visibilité américaine ! Depuis l'explosion de *La Coubre*, Castro crie déjà au loup contre la puissante Amérique qui menacerait son petit pays, inutile d'amener encore de l'eau à son moulin.

La CAT est maintenant trop connue depuis ses déboires en Indonésie. La CIA crée donc une autre compagnie aérienne, la *Southern Air Transport*, ou SAT, supposée opérer dans l'hémisphère occidental. Les B-26 de la SAT commencent les parachutages avec des pilotes provenant de la diaspora cubaine. Mais conduire des opérations aériennes de nuit ne s'improvise pas : afin de repérer les zones de parachutage, les appareils de la SAT font plusieurs passages au-dessus des territoires tenus par les rebelles, permettant à l'armée de Castro de localiser les groupes de partisans et de les détruire. De plus, parachuter quelques tonnes d'armes en pleine obscurité tropicale n'est pas à la portée du premier pilote venu. Presque aucune cargaison n'aboutit dans les mains des rebelles anti-castristes.

Ce premier plan ne fonctionne pas. De plus, Allen et ses analystes de la CIA comprennent que le nombre de rebelles sur le territoire cubain est manifestement trop faible pour envisager réellement de renverser Castro. Celui-ci a bien structuré son armée et son pouvoir ; pour menacer son

régime, quelques groupes d'exaltés dispersés dans la campagne cubaine ne suffiront manifestement pas.

Il faut trouver autre chose.

*

En novembre 1960, Allen Dulles réalise que son opération cubaine ne va nulle part. La CIA doit réviser sa stratégie. Il se souvient de son premier coup d'éclat, en 1954, lorsqu'il avait renversé Jacobo Árbenz Guzmán, le Président du Guatemala. Pourquoi ne pas reproduire le même schéma qui avait si bien fonctionné ? Le plan est aisé à concevoir : faire intervenir, cette fois depuis l'extérieur, une troupe de rebelles qui établirait une tête de pont, puis rallierait à sa cause la population, avant de progresser vers la capitale cubaine et anéantir le pouvoir marxiste. Au Guatemala, Allen avait organisé exactement cela : une troupe de rebelles partie du Nicaragua, commandée par le colonel Castillo Armas était venue à bout du pouvoir d'Árbenz Guzmán, pourtant militaire de métier, en se rendant maître de la capitale, Guatemala-City.

Sur ordre de son directeur, l'Agence se met en quête de la logistique pour sa reconquête de Cuba.

D'abord, une base arrière pour entraîner la troupe de rebelles. Le Guatemala du dictateur Ydigoras Fuentes fera parfaitement l'affaire. Le général Miguel Ydigoras Fuentes n'a rien à refuser à Allen Dulles, car il était l'adjoint du général rebelle Castillo Armas lors du complot contre Árbenz. Si Ydigoras Fuentes est au pouvoir aujourd'hui au Guatemala, après l'assassinat intervenu en juillet 1957 du Président guatémaltèque qu'était devenu Castillo Armas, il le doit entièrement à Allen Dulles.

Ensuite, des troupes d'exilés cubains. Eisenhower a été très clair : pas d'Américains ! Cuba doit être reconquis par des Cubains. Environ deux mille mercenaires sont recrutés

parmi les exilés de la révolution castriste et envoyés dans les camps d'entraînement du Guatemala.

Il faut aussi des armes. La CIA les fournira. Mais on n'est plus à l'époque de la lutte contre un Árbenz dont l'armée était un modeste embryon de force opérationnelle. À cette époque, des fusils, des mitrailleuses, quelques mortiers et une vingtaine de bazookas suffisaient. À Cuba, Castro dispose d'une force armée aguerrie par plusieurs années de guérilla dans la jungle. Le *Lider Maximo* est un vrai stratège : il a réussi à vaincre un régime militaire commandé par un général, Batista, qui était certes corrompu jusqu'à la moelle, mais qui n'était pas sans talent. Depuis qu'il a conquis le pays, Castro a mis en place une vraie force militaire bien organisée, et assez correctement armée avec l'aide, notamment, des Soviétiques. Par exemple, Castro dispose d'une armée de l'air avec six bombardiers B-26, quatre chasseurs Lockheed T-33 et quelques avions de chasse britanniques Hawker *Sea Fury* de la Seconde Guerre mondiale. Cette force aérienne n'est pas très moderne, mais elle est capable d'anéantir un débarquement sur une plage. Il faudra donc la neutraliser avant l'arrivée des troupes terrestres. Cela signifie que les rebelles doivent disposer eux-mêmes d'une force aérienne capable de bombarder les aérodromes militaires cubains. Les avions de la SAT feront l'affaire. Quant aux pilotes, on essaiera de trouver des Cubains que l'on entraînera à l'attaque au sol. En guise d'instructeurs, la CIA fera appel à l'*Alabama Air National Guard* dont le commandant est un ancien de l'Agence.

Enfin, il faut un plan et un nom. Le débarquement aura lieu sur la côte sud de Cuba, à Trinidad, et l'invasion sera baptisée opération *Zapata*.

*

Le problème des opérations compliquées est qu'elles sont compliquées. Le problème des opérations de grande ampleur est qu'elles sont de grande ampleur. Demeurer discret, dans ces conditions, devient vite une gageure.

Fidel Castro n'est pas qu'un révolutionnaire fort en gueule qui fait des discours enflammés aux foules en liesse. Il est aussi un homme rompu à la lutte armée et un dirigeant réaliste qui sait que ce qu'il a accompli contre Batista, d'autres peuvent l'accomplir contre lui. Parmi ses premières priorités, Castro a donc monté un service de renseignement qui a infiltré les exilés cubains.

Au début de l'année 1961, Fidel Castro est informé par ses espions que la CIA prépare un débarquement à Cuba.

De son côté, la presse américaine fait son métier. Le 10 janvier 1961, dans le journal *The Nation*, un premier article embarrassant est publié. Le correspondant au Guatemala Paul Kennedy[3] rapporte que des préparatifs sont en cours pour ce que certains Guatémaltèques déclarent être, selon les termes de l'article, « une offensive contre le régime cubain dirigée, et dans une large mesure payée, par les États-Unis ».

Pire encore, le 7 avril 1961, le *New York Times* publie en première page un article de son journaliste vedette Tad Szulc avec le titre « Les anti-castristes sont entraînés à combattre dans des bases de Floride. » En page intérieure, l'article se poursuit en indiquant qu'une armée de cinq à six mille hommes se masse en Floride, en Louisiane et au Guatemala pour déposer Fidel Castro.

Alors que l'opération *Zapata* est sur le point d'être lancée, il est clair qu'elle ne bénéficiera d'aucun effet de surprise.

*

Lorsqu'il prend possession de la Maison-Blanche à la fin du mois de janvier 1961, le Président Kennedy est confronté

à un dilemme. Pendant la campagne électorale, il a été informé par Allen Dulles en personne de l'existence du projet de la CIA contre Castro. À la grande fureur de Richard Nixon qui, en qualité de vice-président en exercice, était tenu au secret, Kennedy s'est servi de cette information pendant les débats télévisés pour affirmer que les États-Unis, sous sa présidence, lanceraient une opération contre le régime communiste de Cuba. C'était une promesse facile à faire, puisque le projet avait été initié par l'administration Eisenhower. Maintenant qu'il est au pouvoir, Kennedy doit décider de la suite à donner à l'opération *Zapata* dont les détails commencent à fuiter dans la presse.

Une semaine après son investiture, le nouveau Président demande une évaluation à l'état-major interarmes. Allen Dulles fulmine : son projet est prêt, il en est le propriétaire, et il est hors de question de le partager avec les militaires ! Il refuse que la CIA délivre le moindre document écrit. Un de ses subalternes se bornera à faire une présentation orale et à répondre vaguement à quelques questions.

Le directeur de la CIA s'est fâché pour rien. Le rapport de l'état-major militaire soumis au Président Kennedy est plutôt positif. Bizarrement, l'officier qui l'a rédigé a omis de préciser qu'à son avis, les chances de succès sont de l'ordre de 30 % seulement. Peur de déplaire au puissant directeur de la CIA ? Difficile à dire. Toujours est-il que le Président donne son accord à une poursuite des préparatifs. Échaudé par les articles de presse, il pose cependant une condition : diminuer la visibilité du projet.

La CIA obtempère : le débarquement n'aura pas lieu près de la ville de Trinidad, mais dans une zone moins peuplée qu'on appelle *Bahia de Cochinos*, la baie des Cochons. L'Agence prend aussi note de l'instruction du Président de diminuer les moyens aériens. Contraint et forcé, Allen Dulles se résigne à ce que le nombre de B-26 mobilisés pour le débarquement soit divisé par deux.

*

John Kennedy a encore une exigence, qui est la même que celle formulée en son temps par Eisenhower : l'opération *Zapata* ne saurait paraître téléguidée par les États-Unis. Elle doit ressembler à un soulèvement populaire, afin que nul ne puisse prétendre que les États-Unis, de leur propre initiative, ont préparé une agression hostile contre un pays libre et indépendant. « Liberté et indépendance » : c'était le thème de ses discours de sénateur, c'était la philosophie de sa campagne électorale, c'était l'esprit de son allocution d'investiture dont le lyrisme a frappé la planète entière. Afin de ne pas contredire le respect de la liberté et de l'indépendance affiché par son nouveau Président tout juste entré en fonction, l'Amérique doit apparaître comme totalement étrangère au déclenchement de l'opération.

Allen Dulles en prend bonne note. Il fait préparer par ses services une manipulation supplémentaire. Le signal de départ du supposé « soulèvement populaire » sera la défection d'un B-26 de l'armée de l'air cubaine qui viendra se poser en Floride après avoir soi-disant mitraillé la base aérienne où il était stationné. L'appareil devra porter les stigmates d'un combat, car selon le récit que fera le pilote, il aura dû essuyer le feu des forces castristes afin de pouvoir s'enfuir. Le militaire de l'armée de l'air cubaine ainsi réfugié aux États-Unis rapporterait aussi que le gouvernement castriste, au même moment, réprime le soulèvement du peuple dans le sang, ce qui légitimera un appui aux insurgés de la part des bâtiments de guerre de la marine américaine qui, opportunément, croiseront à ce moment au large des côtes cubaines. Bien évidemment, le pilote cubain sera un exilé recruté pour l'opération, et le B-26 supposé appartenir à l'armée de l'air cubaine sera fourni par la CIA. Un scénario compliqué, mais qui présente une apparente cohérence.

L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, Adlaï Stevenson, sera chargé de présenter cette fable à l'Assemblée générale des Nations unies dans les heures qui suivront la « défection ».

*

Au printemps, tout semble prêt pour renverser Fidel Castro.

Allen peut donner le signal de départ.

Le 15 avril 1961, les bases aériennes cubaines sont bombardées par huit B-26 de la SAT. Le même jour, un B-26 de l'armée de l'air cubaine atterrit sur une base aérienne de Miami en prétendant avoir fait défection.

Deux jours plus tard, le 17 avril, les vedettes, les hors-bord et les péniches de débarquement affrétées par la CIA débarquent mille cinq cents rebelles cubains sur les plages autour de la baie des Cochons.

La catastrophe est lancée.

*

Dans une opération militaire, il est rare que tout fonctionne comme prévu. Il y a toujours des impondérables et, même lorsque l'opération réussit, on se rend compte après coup que certains aspects plus ou moins mineurs ont été des échecs.

Mais il est encore plus rare que rien, mais véritablement rien ne fonctionne comme prévu, et que tout, mais véritablement tout, soit un échec retentissant.

D'abord, la destruction préalable de l'armée de l'air cubaine est un raté monumental. John Kennedy a exigé que le nombre d'avions participant aux bombardements des bases aériennes soit réduit : si une véritable escadrille de bombardiers déferlait sur Cuba, l'implication des États-Unis

aurait été trop manifeste. Les huit bombardiers B-26 de la SAT font des allers retours incessant avec le Guatemala pour charger et larguer leurs bombes, mais sans effet de surprise, l'efficacité est limitée. De plus, les pilotes extraits de la diaspora d'exilés cubains n'ont pas d'expérience opérationnelle. Or, conduire des attaques air-sol ne s'improvise pas. Malgré cela, les pilotes, lorsqu'ils rentrent au Guatemala, dressent un bilan exagérément favorable des destructions qu'ils ont causées. L'euphorie et l'excitation des largages de bombes ont totalement troublé leur perception de la réalité. Tels des adolescents shootés au LSD, ils croient avoir mis au tapis toute la capacité de réaction de Castro alors que beaucoup de leurs bombes se sont perdues dans la jungle.

À Washington et dans le monde, les réactions aux bombardements sont très critiques pour l'administration Kennedy : personne n'est dupe de la véritable origine de l'agression. Face à l'indignation qui monte, Dean Rusk, le secrétaire d'État du Président Kennedy, demande d'annuler les raids aériens prévus pour le 16 avril. À la lecture du rapport de la CIA décrivant les destructions prétendument opérées par les rebelles, et qui exagèrent outrageusement la réalité des bombardements ratés, Kennedy conclut que l'armée de l'air de Castro est déjà détruite et qu'il n'est pas besoin d'insister. Il ordonne l'annulation suggérée par Dean Rusk. Mais Kennedy et la CIA se sont auto-intoxiqués. Un vol d'avion de reconnaissance à haute altitude U 2 de la CIA révélera le 17 avril que les destructions sont très limitées, mais il sera trop tard : le débarquement est déjà lancé et il n'est plus temps de l'arrêter.

Ensuite, la prétendue défection du B-26 de l'armée de l'air cubaine. Un désastre ! La CIA fournit un B-26 d'un modèle postérieur à ceux appartenant à l'armée cubaine, et le pilote omet d'ôter les caches de protection de ses mitrailleuses. Difficile, dans ces circonstances, de croire à

son histoire lorsqu'il prétend n'avoir pu s'envoler de Cuba qu'après un féroce combat au cours duquel il a mitraillé sa base aérienne. Le personnel de l'aérodrome où atterrit l'avion et les journalistes démontent rapidement un enfumage bougrement mal ficelé. L'ambassadeur Adlaï Stevenson, qui a fidèlement présenté à l'assemblée générale de l'ONU le conte préparé par la CIA, est proprement ridiculisé.

En conséquence de l'échec des bombardements des bases aériennes cubaines, le débarquement des forces rebelles, baptisées « brigade 2506 » est beaucoup plus meurtrier que prévu. L'armée de l'air cubaine, malgré ses vieux coucous, est bien entraînée et efficace. Ses Lockheed T-33 et ses antiques *Sea Fury* de la Seconde Guerre mondiale causent des ravages dans les troupes de débarquement et les pilotes cubains abattent plusieurs B-26 rebelles qui appuient les troupes au sol. De plus, quatre pilotes américains de l'*Alabama Air National Guard* qui, à l'encontre des strictes instructions du Président Kennedy, ont pris place à bord des appareils d'assaut, sont tués. L'armée cubaine parvient à récupérer l'un des corps et à le montrer à la presse internationale.

Deux jours auparavant, lors des premiers bombardements, Kennedy s'était fendu d'une déclaration niant l'implication américaine : « J'ai souligné qu'il s'agissait d'une lutte des patriotes cubains contre un dictateur cubain. Bien que l'on ne puisse pas nous attendre à cacher nos sympathies, nous avons clairement indiqué à maintes reprises que les forces armées de notre pays n'interviendraient en aucune façon. » Pour le monde entier, il est désormais clair, et prouvé, que John Kennedy est un menteur et, de surcroît, qu'il est un sacré couillon, puisqu'il s'est fait prendre la main dans le sac.

Plus grave, le soutien populaire de la population cubaine n'est pas au rendez-vous. Comment aurait-il pu en être

autrement ? Fidel Castro, en 1961, jouit d'une grande popularité auprès du peuple cubain. Il est parvenu à débarrasser l'île d'un dictateur corrompu et brutal qui, en dix ans de règne, avait ruiné son pays en le transformant en lupanar pour riches américains. Comment la CIA a-t-elle pu croire que le peuple se soulèverait contre son libérateur pour soutenir des exilés, issus de l'ancien régime de Batista, et appuyés par les colonialistes yankees qui exploitaient sans vergogne les ressources de leur pays ? Or, tout le plan d'invasion reposait sur ce postulat.

De plus, le lieu de débarquement de la brigade 2506 a été choisi en dépit du bon sens : la zone de la baie des Cochons est presque vide de toute population sur au moins quatre-vingts kilomètres. Comment les rebelles recevraient-ils le soutien d'une population qui n'est pas là ? Les insurgés sont rapidement confrontés à l'armée cubaine, une vraie armée, équipée de chars et rompue aux combats sur tous les terrains. Le combat est totalement inégal. Le dernier message de l'exilé cubain qui commande les troupes de l'opération *Zapata*, Jose Perez San Romain, le 19 avril au soir, tandis que les chars de Fidel Castro se dirigent vers son détachement, est explicite : « Je n'ai plus rien pour combattre. Je me réfugie dans les bois. Je ne peux plus vous attendre ! »

Qu'attend-il, Jose Perez San Romain ? Il attend un soutien aérien de la part du porte-avions de l'US Navy qui croise au large de la baie des Cochons. Il ne sait pas que le Président Kennedy a autorisé les avions américains à prendre l'air, mais pas à engager le combat contre l'armée cubaine. Les pilotes de l'US Navy, depuis le ciel, assistent donc à l'écrasement des troupes de la brigade 2506 sans pouvoir faire feu pour appuyer les insurgés. L'US Navy est constituée de militaires, pas d'espions, ni de mercenaires. À l'US Navy, on obéit aux ordres. Le Président a interdit le

combat contre les Cubains ? Alors on n'engage pas l'ennemi. L'US Navy, ce n'est pas la CIA.

D'ailleurs, où est-il, Allen Dulles, le directeur de la CIA ? Lui, avec son autorité, pourrait demander aux bombardiers de la SAT d'intervenir en masse, s'il le souhaitait. Certes, il irait à l'encontre des ordres de Kennedy, mais pour sauver l'opération *Zapata*, sans doute n'hésiterait-il pas. Pourtant, Allen Dulles n'interviendra pas. Afin d'accréditer la thèse officielle de l'opération, à savoir une invasion dirigée par des exilés cubains sans implication américaine, et dans le but de démontrer que la CIA n'est pour rien dans l'affaire, il a quitté Washington avant le déclenchement de l'opération. En compagnie de Clover, il est à Porto-Rico pour se reposer dans un hôtel de luxe et prononcer un discours à la conférence annuelle d'une vague association de businessmen américains, la *Young President's Association*. Ainsi à l'écart, tandis que la brigade 2506 se fait écraser sous les yeux impuissants des pilotes de la Navy qui survolent les combats à bord de leurs jets puissamment armés, Allen Dulles n'est pas en mesure de réagir aux événements.

Au demeurant, bientôt sonne le glas de l'opération *Zapata*.

Le 18 avril, après le déjeuner, John Kennedy reçoit à la Maison-Blanche un télégramme de Nikita Khrouchtchev, le dirigeant de l'Union soviétique. Khrouchtchev indique que son pays n'autorisera pas une invasion de Cuba par les États-Unis et que le territoire de l'agresseur pourrait être frappé au cœur par une attaque nucléaire si cet avertissement n'est pas pris au sérieux !

Kennedy se fait taper sur les doigts par l'ennemi soviétique. À la catastrophe s'ajoute l'humiliation.

*

Cent quatorze membres de la brigade 2506 et des forces aériennes rebelles sont tués, quatre pilotes américains perdent la vie, mille deux cents insurgés sont capturés. En deux jours, l'opération Zapata a tourné au fiasco complet. Le rôle des États-Unis dans cette lamentable barbouzerie est étalé au grand jour. À l'ONU, on fait les gorges chaudes des mensonges qu'Adlaï Stevenson, l'ambassadeur américain, et le Président Kennedy en personne ont tenté de faire avaler à l'Assemblée générale ou à la presse, la main sur le cœur, avec des yeux de biche désarmants de sincérité.

John Kennedy est furieux. Dans le bureau ovale de la Maison-Blanche, il hurle qu'il veut casser la CIA en mille morceaux et les jeter aux quatre vents. La CIA est dans la tourmente.

À l'Agence, des rumeurs de révolte contre Kennedy commencent à bouillir parmi les hauts responsables. Un sentiment de profonde injustice se diffuse dans les couloirs de la CIA. Cet échec, c'est celui de Kennedy ! Lorsqu'on veut renverser un opposant, on met les moyens, bon sang ! On ne joue pas à la vierge effarouchée avec des pudeurs de vieille fille qui ne veut pas jouer tapis malgré une main gagnante ! Si Kennedy avait autorisé l'appui aérien, comme n'importe quel chef de guerre digne de ce nom l'aurait fait, l'opération *Zapata* aurait tourné autrement ! Les insurgés ont été poignardés dans le dos par le Président. Quelle tafiole, ce Kennedy !

Mais c'est trop tard, et la messe est dite.

Allen Dulles devra boire le calice jusqu'à la lie. Son départ est immédiatement acté, mais Kennedy lui impose de participer au préalable à la commission d'enquête chargée d'établir les responsabilités du désastre. Afin que le vieux maître-espion soit dûment mis face à ses responsabilités personnelles, le nez dans le caca, John Kennedy nomme au

sein de la commission son frère Bobby et le général Maxwell Taylor, son conseiller militaire particulier. Des durs.

Le rapport de la commission d'enquête est muet sur l'absence d'appui aérien qui aurait, peut-être, permis de retourner la situation et de remporter la victoire. En revanche, il est impitoyable pour la CIA et pour son directeur.

Allen Dulles n'est pas un perdreau de l'année. Il sait que son temps est passé, qu'il est le coupable désigné et qu'il est inutile de contester les conclusions dictées par le général Taylor et par Bobby Kennedy. De toute façon, remettre en cause la tonalité du rapport, c'est incriminer le Président, c'est mettre en accusation son manque d'audace ou de détermination lorsque la bataille était encore gagnable autour de la baie des Cochons. Cela, ni Bobby Kennedy ni le général Taylor ne le permettront. Alors, autant laisser tomber et se sacrifier comme bouc émissaire.

Il faut cependant sauvegarder les apparences. Dulles est invité à démissionner et à prendre sa retraite. Il s'exécute. Ses adjoints, le général Cabell et Richard Bissell, le DDP[4] qui a planifié les détails de l'opération, seront virés un peu plus tard, avec un délai suffisamment décent pour que le Président ne soit pas accusé de mener une chasse aux sorcières.

Afin de tenter, tant bien que mal, de faire bonne figure, Kennedy accepte de mauvaise grâce d'aller inaugurer le nouveau siège de la CIA qu'Allen Dulles a fait construire à Langley, dans la banlieue de Washington. L'événement est programmé le 28 novembre 1961. Le lendemain, John McCone, le successeur de Dulles, doit prendre ses fonctions de directeur. Pour ménager aux yeux de la presse l'ex-maître-espion des États-Unis, le fauteuil du grand Allen Welsh Dulles n'est pas encore occupé par un autre le jour de l'ouverture de cet immense complexe qu'il a conçu.

L'ambiance est glaciale. En présence du personnel de la CIA et de Clover, l'épouse d'Allen, qui contient difficilement son émotion, Kennedy remet à Dulles la médaille de la Sécurité nationale pour services rendus à la nation. L'accolade n'est donnée que pour la forme.

À l'issue de la cérémonie, Allen Dulles quitte à contrecœur la tête de la CIA. Il part avec le sentiment d'une œuvre inachevée. D'ailleurs, au moment de son inauguration par Kennedy, le siège de Langley est encore en construction. Les travaux ne seront terminés qu'en novembre 1963. Allen Dulles pensait bien tenir jusque-là. À ce moment, il aurait eu exactement soixante-dix ans : avant cet âge, pour un homme comme lui, il n'est pas raisonnable de songer à une retraite.

Tandis qu'au soir du 28 novembre 1961, Allen Dulles, en compagnie de Clover, aperçoit depuis sa limousine le portail de Langley s'estomper dans la lunette arrière, il est amer.

Songe-t-il que son destin n'est pas encore tout à fait accompli ?

Qui sait ?

---

1 Fabian Escalante, *Executive action : 634 ways to kill Fidel Castro*, Ocean Press, 2007.

2 Cf. chapitre neuvième, « Notre or noir, nos Arabes, nos Coolies et nos Nègres ».

3 Aucun lien familial avec la famille du Président Kennedy.

4 *Deputy Director for Plans.*

13

Le temps des petits cons, des amateurs et des intrigues

D’une certaine manière, Allen Dulles retrouve sa vie de célibataire marié. Les enfants sont grands, Clover vit avec lui dans leur belle demeure de Washington mais, libéré de ses responsabilités à la tête de la CIA, le jeune retraité revient à la forme de liberté qu’il appréciait dans le passé : le tennis – lorsque ses crises de goutte le laissent en paix-, les dîners en ville, les après-midi chez ses maîtresses et les soirées dans les clubs de jazz à discuter des affaires du monde. À Washington, Allen est une célébrité et un convive recherché. Ses bonnes histoires et son charme l’ont rendu populaire. Des éditeurs le sollicitent pour écrire des livres sur son expérience d’espion, pendant la guerre à l’OSS, ou ensuite à la tête de la CIA. Il promet d’y réfléchir.

La géopolitique mondiale l’intéresse toujours. Allen fréquente assidûment l’Alibi Club, à quelques centaines de mètres de la Maison-Blanche, sur Pennsylvania Avenue. On trouve là des fauteuils confortables, du vieux bourbon du Kentucky et d’excellents cigares de Cuba. Ce club privé très sélect compte très exactement cinquante membres, pas un de plus, ni un de moins. On n’entre à l’Alibi Club que sur parrainage, lorsqu’un membre est décédé. Ses membres

sont exclusivement des hommes, et ils appartiennent tous au meilleur de l'élite washingtonienne : sénateurs, juges de la Cour suprême, directeurs d'agences d'État, conseillers de la Maison-Blanche, grands banquiers et ambassadeurs. Un pacte lie les cinquante membres : si une épouse téléphone à l'un d'eux pour s'enquérir de son mari parce qu'il est injoignable, tous s'engagent à fournir un alibi – d'où le nom du club.

Allen Dulles avait invité John Kennedy à l'Alibi Club au début de son mandat afin de lui présenter les plans détaillés de l'opération *Zapata* en présence de ses plus proches adjoints. Désormais en froid avec le Président et indésirable à la Maison-Blanche, l'ex-directeur de la CIA fréquente l'Alibi club pour garder le contact avec les sphères gouvernementales. Presque chaque après-midi, à l'Alibi Club, des émissaires de Langley ou du département d'État viennent s'entretenir longuement avec lui. Malgré son éloignement des cercles du pouvoir, Allen Dulles demeure l'un des hommes les mieux informés des États-Unis : ses ex-collaborateurs de la CIA continuent à lui apporter des rapports, des dépêches, à lui demander des conseils sur la marche à suivre dans les relations avec l'un ou l'autre pays. Tous ces cadres, ces espions et ces analystes qui continuent à animer la CIA, c'est lui, Allen, qui les a recrutés pour la plupart. Alors l'ex-directeur n'est pas bégueule : il continue de distiller sa science avec plaisir, faisant en retour son miel des informations qu'il reçoit.

De la sorte, Allen peut suivre de très près les dessous du mandat de John Kennedy. « Liberté et indépendance » des peuples, avait proclamé le candidat à la présidence, puis le nouveau Président élu, lors de la cérémonie d'investiture. À examiner froidement les choses depuis les canapés en cuir de l'Alibi Club, Allen Dulles peut facilement conclure que le jeune Président, si souriant et si séduisant, a complètement

oublié de quoi il retourne… Il se comporte, en réalité, comme un véritable voyou.

Presque pire que lui-même, Allen Dulles, lorsqu'il tirait les ficelles de la CIA !

*

Allen Dulles apprend ainsi que dans les jours qui ont suivi son départ de la CIA, Kennedy a personnellement réactivé les projets d'assassinat de Fidel Castro que lui-même, Allen Dulles, avait lancés deux ans plus tôt. Ah, Cuba ! L'île communiste reste une épine plantée dans le pied des États-Unis. Mais ce petit con de Kennedy n'a évidemment pas confié ce nouveau plan à la seule CIA. Bizarrement, il a désigné un officier de l'US Air Force pour conduire ce projet, baptisé *Mongoose*, et il l'a placé sous la surveillance de son frère, Bobby Kennedy. Ce Bobby ! Un autre petit con de première bourre : c'est Bobby qui a proprement assassiné la CIA dans le rapport d'enquête sur l'opération de la baie des Cochons !

Rien de très original dans les plans du projet *Mongoose* : intoxication, déstabilisation, soutien aux mouvements de subversion, tentatives d'assassinat de Castro. Il n'y a là aucun changement par rapport à ce qui n'a pas fonctionné. Renouveler les mêmes erreurs ne peut conduire qu'aux mêmes résultats, et donc aux mêmes échecs, pense Allen. Il doute que le plan marche mieux avec un petit con comme le débutant Bobby Kennedy à sa tête. Au fond, à Washington, personne ne comprend très bien la nature du régime de Fidel Castro. Pour Allen, les spéculations sur sa fragilité et les analyses sur sa capacité à s'effondrer de l'intérieur sont fausses : manifestement, Castro est là pour durer.

*

Le 22 octobre 1962, John Kennedy annonce à la télévision que des rampes de fusées atomiques dirigées vers les villes américaines sont en construction à Cuba. Des missiles soviétiques seront bientôt à moins de cinq minutes de vol de Miami ! Un délai insuffisant pour réagir à un tir. Les rouges pourront bientôt vitrifier l'est des États-Unis sans laisser aux armées américaines le temps de dégainer…

Un blocus total de Cuba est mis en place par l'US Navy. L'alerte des forces militaires américaines est mondiale. La guerre atomique entre les deux superpuissances devient davantage qu'une lointaine éventualité. Des rotations permanentes de bombardiers B-52 chargés de bombes nucléaires sont effectuées à l'extrême limite du territoire communiste, prêts à pénétrer dans l'espace aérien russe pour anéantir les grandes villes du pays si la situation l'exige. En Turquie et dans les pays de l'OTAN, les bases de fusées atomiques sont mises en état d'alerte, les missiles sont chargés de leurs têtes nucléaires et ils sont prêts à être tirés. À Washington et Moscou, chacun en est conscient : il suffit d'une parole, d'un ordre ou d'une maladresse pour que l'effet domino se déclenche.

Pendant treize jours, la tension mondiale est à son comble, avant qu'une lettre de Nikita Khrouchtchev n'arrive à la Maison-Blanche. Celui-ci indique que l'installation de fusées atomiques a été entreprise dans le seul but de défendre Cuba contre une invasion américaine. Toutefois, si le Président américain donne la garantie que plus jamais son pays ne tentera d'envahir Cuba, alors l'URSS pourra envisager de renoncer à ses fusées atomiques installées dans l'île.

Kennedy s'y engage. Pour faire bonne mesure, il accepte de retirer de Turquie les missiles nucléaires américains pointés vers la Russie. La crise s'apaise. La guerre atomique s'éloigne.

L'opération *Mongoose* est suspendue.

Allen Dulles, quant à lui, est profondément vexé : pendant ces treize jours d'octobre 1962 qui ont ébranlé le monde, jamais la Maison-Blanche ne l'a contacté pour prendre son avis ! Il est pourtant le meilleur expert américain des confrontations avec les communistes, non ?

*

Après la crise des fusées d'octobre 1962, il est clair aux yeux d'Allen que le régime de Castro est plus solide que jamais. D'ailleurs, l'ex-directeur de la CIA observe avec un mélange d'intérêt et de désolation l'inefficacité crasse de l'administration Kennedy vis-à-vis de Cuba. C'est vraiment le temps des amateurs ! Ils ne font rien, ils ne savent que faire, ils se débattent sans but ni raison, tels des moucherons emprisonnés dans une bouteille et qui se heurtent sans fin aux parois de verre. Pour Allen Dulles, Castro est finalement bien plus fort que ce petit con de Kennedy !

D'ailleurs, parfois, dans les relations avec Cuba, la Maison-Blanche et les petits cons de l'administration présidentielle sont carrément ignorés. Allen s'en amuse, car les choses alors se passent plutôt mieux. De simples amateurs, fort éloignés des cercles du pouvoir, font progresser une certaine détente. Telle est la vertu des candides en politique : ils sont animés d'intentions généralement plus louables que les vieux crabes de Washington.

Allen avait parfaitement compris cela lors de l'une des crises contre les communistes qu'il avait été amené à gérer.

En 1955, il avait lancé une vaste opération d'espionnage aérien du territoire soviétique au moyen d'avions d'observation à haute altitude, les Lockheed U 2, que leurs pilotes surnommaient « *Dragon Lady* ». Les U 2 étaient capables de voler à 21 000 mètres d'altitude, hors

d’atteinte des avions de chasse ou de la DCA. Pourtant, le 1er mai 1960, un appareil avait été abattu au-dessus de Sverdlovsk car son pilote, Gary Powers, avait été contraint de réduire son altitude en raison d’un incident technique. Malgré les instructions de ne jamais être pris vivant et, au besoin, de se suicider avec la pilule de poison prévue à cet effet, Powers avait survécu à l’accident. Il était parvenu sans encombre sur le territoire soviétique après s’être éjecté de son appareil en perdition. Un beau saut en parachute de plusieurs milliers de mètres ! Les Russes l’avaient capturé et condamné à la prison à vie pour espionnage.

Les États-Unis ne pouvaient évidemment engager des négociations officielles afin de récupérer Powers, sans quoi ils auraient reconnu ouvertement se livrer à des activités hostiles sur un territoire étranger, en contravention flagrante des traités internationaux de paix qu’ils avaient signés. Mais dans le même temps, eux-mêmes détenaient dans leurs prisons plusieurs espions soviétiques dûment condamnés pour la même raison. N’y avait-il moyen de négocier quelque échange ?

En sa qualité de directeur de la CIA, Allen avait confié cette mission à un avocat, James Donovan. Celui-ci avait travaillé pour lui pendant la Seconde Guerre mondiale, au bureau de l’OSS à New York, mais depuis la paix il s’était spécialisé dans les affaires d’assurances. Donovan avait fait un travail formidable, en parvenant à échanger Powers contre l’espion soviétique Rudolf Abel, capturé à New York en 1957. L’échange des deux hommes avait eu lieu un petit matin glacial du mois de février sur le pont de Glienecke, qui sépare Berlin-Ouest de la ville est-allemande de Potsdam.

Pour le jeune retraité Allen Dulles, revenu à la vie civile, parmi les remords de la baie des Cochons qui pèsent sur sa conscience, il reste les mille cent treize prisonniers de la

brigade 2506 qui croupissent dans les geôles de Castro. L'idée commence alors à germer dans son esprit : pourquoi ne pas demander à James Donovan de négocier une libération ? Mais Allen n'est plus rien à Washington. D'autres doivent se charger d'organiser les conditions d'une transaction. Par exemple, Robert Kean, un camarade du Parti républicain, pilier du Congrès et vieille relation d'affaires d'Allen au bon vieux temps de Sullivan & Cromwell : Kean a fondé une banque, la *Livingston National Bank*, avant de se lancer en politique. Robert Kean est une sorte de double d'Allen Dulles : élégant, sportif, fine moustache, séducteur. Les deux hommes fréquentent les mêmes clubs chics, s'assoient dans les mêmes profonds fauteuils de cuir, dégustent les mêmes suaves alcools ambrés, et chassent les mêmes jolies femmes aux formes voluptueuses et à la démarche chaloupée. Allen parle à Kean de son projet.

En juin 1962, par l'intermédiaire de Robert Kean, Pablo Perez-Cisneros, un exilé cubain, convainc James Donovan de tenter une négociation. Donovan accepte. Il se rend à La Havane trois semaines plus tard. Ce sera le premier des onze voyages qui aboutiront à la libération des prisonniers de la baie des Cochons en échange de cinquante-trois millions de dollars de nourriture, de médicaments et de fournitures médicales.

Au cours des négociations, Castro, passionné de plongée sous-marine, demandera à James Donovan de lui ramener de New York un équipement de plongée dernier cri. Donovan, incidemment, en touchera deux mots à un homme de la CIA du nouveau directeur John McCone. La CIA proposera obligeamment de lui fournir le matériel. Prudent, Donovan préférera acheter le cadeau pour Castro lui-même, avec ses propres dollars, dans un grand magasin de Times Square. Il se doutait bien que la CIA n'aurait pas manqué de

trafiquer l'équipement de plongée avec quelque poison de son invention.

Il n'était pas né de la dernière pluie…

*

Il est donc possible de s'entendre avec Fidel Castro, dès lors qu'une certaine bienveillance anime les discussions. Allen Dulles, depuis son fauteuil de l'Alibi Club, observe aussi avec intérêt les efforts d'une jolie fille pour faire la paix avec Cuba.

Elle est journaliste, et elle s'appelle Lisa Howard[1]. La jeune femme est la journaliste vedette de la chaîne de télévision ABC. Elle a couvert pour le compte d'*ABC news* l'investiture du Président Kennedy et elle anime sur la chaîne une émission du soir à son nom, le « *Lisa Howard show* ».

Après avoir connu son heure de gloire en interviewant Khrouchtchev en 1960, Lisa Howard a tenté ensuite de consolider sa célébrité en rencontrant l'autre célébrité communiste du moment, le meilleur ennemi de l'Amérique, Fidel Castro en personne. Elle a longuement assiégé la mission cubaine à l'ONU à New York pour obtenir une interview, mais en vain : aucun retour. En octobre 1962, la crise des missiles terrorise l'Amérique pendant treize jours. Une fois la grande peur atomique apaisée, Lisa Howard écrit une nouvelle fois à Castro : « Ne pensez-vous pas que l'instant serait idéal pour vous adresser au peuple américain ? »

Cette fois, ça marche. En avril 1963, elle obtient un visa pour La Havane. Pendant quelques jours, Castro l'ignore : il est occupé par d'ultimes négociations avec James Donovan. À l'hôtel Havana Riviera, Lisa s'impatiente. Elle rencontre Donovan, qui loge dans le même hôtel, et lui demande de faire passer un message à Castro : la célèbre Lisa Howard,

d’ABC, est là qui l’attend pour cette interview promise par son cabinet ! James Donovan, bon prince, s’exécute. Il le rapporte ainsi : « J’ai dit à Castro qu’il y avait une journaliste, une magnifique blonde toute prête à être mangée, qui l’attendait pour une interview. »

Quel mâle ne serait tenté par une telle perspective ? De plus, Castro aime bien James Donovan. Il veut lui faire plaisir : il fixe rendez-vous à Lisa Howard au night-club de l’hôtel Riviera, le 21 avril à minuit. La rencontre a lieu à l’heure dite. Elle se poursuivra dans la chambre de Lisa Howard jusqu’à six heures du matin. Lisa, dans une de ses lettres, se rappellera les échanges passionnés sur Kennedy, sur Khrouchtchev, sur la vie, sur Albert Camus, sur George Bernard Shaw… Elle est surprise par ce révolutionnaire qui se révèle un puits de culture. Castro connaît par cœur la Constitution des États-Unis, le *Bill of Rights* de la révolution anglaise de 1689, et beaucoup d’autres choses moins austères qui rapprochent les hommes un peu macho et les très jolies jeunes femmes blondes, et font en sorte qu’ils ne se séparent que le petit matin venu après une nuit torride en tête à tête…

Pendant leurs ébats, Lisa et Fidel tombent d’accord sur nombre de sujets… dont le principe d’une interview plus formelle. Lisa est venue pour cela, et une fois la première nuit passée, son professionnalisme reprend le dessus. Une interview est tournée le 24 avril dans un salon de l’hôtel Riviera par les caméras du Parti communiste. Elle sera diffusée sur ABC au retour de Lisa à New York. Fidel Castro se montre ouvert à un rapprochement avec les États-Unis, dès lors que l’administration Kennedy fera un geste en ce sens. Lui-même est déjà allé loin en négociant avec James Donovan et en libérant les prisonniers de la baie des Cochons, et il est disposé à normaliser encore davantage les relations si un climat favorable s’installe à Washington. Le soir même de l’interview, Castro s’envole vers Moscou pour

un voyage officiel prévu de longue date. Mais au préalable, il a fait envoyer à Lisa Howard des brassées de fleurs qui envahissent sa chambre de l'hôtel Riviera.

La belle Lisa a trouvé sa cause. Jusque-là, elle n'était préoccupée que d'elle-même et de sa carrière. Mariée déjà deux fois, ayant beaucoup donné de sa personne dans le lit de producteurs ou dans ceux de grands pontes d'ABC, elle n'avait jamais été vraiment amoureuse. Mais avec Fidel Castro, c'est autre chose. Elle est conscience qu'il n'y a sans doute rien de durable à attendre d'un tel macho latino, mais c'est égal. Elle décide de se dévouer pour lui et pour le rapprochement américano-cubain.

À son retour à New York, elle fait en sorte que les journaux comme le *New York Times* ou le *Cleveland Plain Dealer* publient des articles sur l'ouverture qui se dessine à Cuba. Elle obtient des rendez-vous à la CIA ou au département d'État pour leur rendre compte des progrès possibles dans les relations bilatérales. La journaliste rédige aussi un rapport de dix pages à l'attention du Président Kennedy pour décrire l'état d'esprit de Castro et suggérer des pistes pour normaliser les relations.

C'est une déception.

La Maison-Blanche, sans plus d'explications, interdit que l'on réponde favorablement à Lisa.

Et tout s'arrête lorsque le 22 novembre 1963, John Kennedy est assassiné à Dallas.

*

L'histoire de Lisa a une suite, et elle n'est pas très heureuse.

Lisa Howard couvre les obsèques de John Kennedy pour la chaîne ABC. Elle sait que sa grande cause, le rapprochement américano-cubain pour l'amour de Castro, est à reconstruire. En février 1964, ABC accepte de renvoyer

Lisa à La Havane pour une nouvelle interview de Fidel Castro. Le *Lider Maximo* est affectueux, galant, attentionné pendant toute une semaine. Les deux amants mettent au point un message que Lisa est chargée d'aller délivrer au Président Johnson, le successeur de Kennedy.

De retour à New York, Lisa Howard se démène plus que jamais en faveur de Cuba. Cette fois, la Maison-Blanche est plus réceptive. McGeorge Bundy, le conseiller à la Sécurité nationale du Président Johnson, la reçoit. Il se souvient d'elle en ces termes : « Lisa Howard est une créature extraordinairement déterminée qui va sans aucun doute frapper au moins cinq fois à chaque porte que nous mettrons sur son chemin. »

Au printemps 1964, Lisa Howard retourne à La Havane pour un troisième séjour. Fidel Castro l'héberge luxueusement dans un palais colonial, il l'emmène en mer sur son bateau personnel, il lui consacre ses jours et ses nuits. Le macho latino sait y faire : Lisa Howard est plus amoureuse que jamais.

Deux jours après son retour à New York, une nouvelle tombe sur les téléscripteurs des salles d'information : un soldat américain de la base de Guantanamo, à Cuba, a abattu un soldat cubain. L'apaisement des rapports américano-cubains a fait long feu. Désormais, pour la Maison-Blanche, il n'est plus question de passer par Lisa pour discuter avec Castro. Les relations avec Cuba, sur laquelle tous les embargos sont maintenus, doivent passer par les canaux officiels, notamment l'ONU.

Un peu plus tard, à la fin de l'année 1964, Lisa Howard est virée par la chaîne de télévision ABC. Le motif ? Ses prises de position politiques incompatibles avec la neutralité attendue d'une journaliste. La belle Lisa sera retrouvée le 4 juillet 1965, morte, dans son automobile, sur le parking d'un supermarché. Selon l'enquête du coroner, elle était

tombée dans une profonde dépression après son licenciement et aurait fait une surdose de médicaments.

Elle se serait donc plus ou moins suicidée. Comme Marilyn Monroe.

Lisa Howard n’avait pas quarante ans. Comme Marilyn Monroe.

La mort qui guettait les jolies femmes avait peu d’imagination à l’époque du Président Kennedy…

*

Allen Dulles avait de la sympathie pour Lisa Howard. Il est vrai que par principe, il a de la sympathie pour toutes les jolies femmes.

Par ses ex-collaborateurs de la CIA, Allen est tenu régulièrement informé des progrès de James Donovan ou de Lisa Howard avec Cuba. L’île des Caraïbes n’est pas le seul point chaud de la politique étrangère du Président Kennedy. Depuis les fauteuils de l’Alibi Club, au hasard des conversations avec tel conseiller ou tel ambassadeur, Allen observe avec curiosité le nouveau Président face aux nations de la planète. Chez John Kennedy, la part de lumière éblouit trop souvent les yeux. La jeunesse, le sourire et le dynamisme dissimulent une inquiétante part d’ombre.

La lumière de John Kennedy, c’est le discours à Berlin contre le blocus communiste, « Ich bin ein Berliner ! », et la résistance symbolique face au mur bâti par les Soviétiques autour de Berlin-Ouest. La lumière de John Kennedy, ce sont les harangues lyriques où il glorifie « liberté et indépendance ».

La face sombre de John Kennedy, c’est tout le reste. Et c’est beaucoup.

Tout avait commencé avec Trujillo, dès l’arrivée de Kennedy à la Maion Blanche. Allen Dulles avait été un peu surpris par l’accord si rapide que Kennedy avait donné au

projet de la CIA pour renverser le dictateur de la République dominicaine. Le général Rafael Trujillo régnait sans partage sur un pays qu'il avait mis en coupe réglée pour son profit personnel : il possédait personnellement des manufactures de chaussures, des usines de tabac, des laiteries, des usines chimiques, des compagnies d'assurances et des banques. Trujillo était sans doute, dans les Caraïbes, l'allié le plus fidèle des États-Unis, mais au département d'État, les conseillers s'inquiétaient d'une possible contagion cubaine : le peuple de la République dominicaine grondait trop fort, et le risque d'un basculement vers une révolution communiste était trop grand. L'ambassadeur américain à Saint-Domingue avait tenté de convaincre Trujillo de quitter le pouvoir dignement, et d'aller profiter ailleurs de son immense fortune. Peine perdue : Trujillo en personne avait répondu qu'il ne quitterait son pays que sur un brancard ou dans un cercueil. À la CIA, on l'avait pris au mot : Allen Dulles avait demandé que l'on prépare un projet pour renverser Trujillo, au besoin par des actions… définitives !

Le directeur de la CIA avait informé le nouveau Président dès son investiture que ce projet était prêt à être exécuté. Kennedy avait à peine hésité. Il avait envoyé un dernier émissaire pour une ultime tentative de convaincre Trujillo de partir pacifiquement puis, face au refus péremptoire du vieux général, Kennedy avait convoqué Allen Dulles. C'était quelques jours à peine après l'échec de l'opération Zapata. Kennedy ne voulait pas revivre un désastre comparable en République dominicaine. Afin de couper court à la guérilla communiste, il avait autorisé la conspiration contre Trujillo.

Un mois après, le 30 mai 1961, la voiture de Trujillo était mitraillée ainsi que son escorte tandis qu'elle roulait entre San Cristobal et Saint-Domingue. Les armes fournies par la CIA, avec leurs cartouches anti-blindage, sont généralement précises : la voiture de Trujillo sera frappée de soixante

impacts de balles, dont sept transperceront le cuir du vieux dictateur.

Kennedy avait été plutôt satisfait de l’opération : en pleine tourmente consécutive au désastre de la baie des Cochons, au moins la CIA avait-elle montré qu’elle conservait un certain savoir-faire. Il tenait là sa première réussite de comploteur international.

Exit Trujillo.

*

L’assassinat de Trujillo, c’était le début du mandat Kennedy. C’était encore le temps d’Allen à la tête de la CIA. Mais cette réussite n’avait pas effacé le désastre de l’opération *Zapata* qui avait abouti au limogeage d’Allen Dulles.

Maintenant à la retraite, Allen s’attendait à ce que Kennedy mette fin aux actions clandestines des États-Unis. Il pensait que ce petit con catholique suspendrait toutes les conspirations américaines contre les mouvements indépendantistes et qu’il respecte, dans les pays démocratiques, les résultats des élections au suffrage universel, même lorsqu’ils ne conviennent pas entièrement aux intérêts américains. Après tout, si l’on croit au principe de « liberté et indépendance », il semblerait logique que la nouvelle présidence américaine s’abstienne d’organiser des conjurations, complots et autres intoxications si chères à la CIA d’Allen Dulles, n’est-ce pas ? Sinon, dans quel but renvoyer dans ses foyers le directeur de la CIA qui excellait tant à influencer l’Europe, l’Italie, l’Iran, le Guatemala, l’Amérique latine et bien d’autres encore ? Pourtant, depuis le confort de l’Alibi Club, Allen Dulles constate jour après jour que Kennedy ne change pas de ligne. Au contraire, le Président si épris de « liberté et indépendance » multiplie

les complots dans des proportions que lui, Dulles, n'avait même pas osé imaginer lorsqu'il dirigeait la CIA.

Car l'accélération des conjurations antidémocratiques et des assassinats politiques que Kennedy autorise ou ordonne est véritablement phénoménale !

*

Kennedy a tué Trujillo, il a manqué Castro, il ne veut pas louper Cheddi Jagan.

Lorsque Kennedy prononce son discours d'investiture sur le thème « liberté et indépendance », la Guyane britannique est engagée sur le chemin qu'indique le nouveau Président américain : encore colonie anglaise, ce petit territoire coincé entre le Venezuela, le Brésil et le Surinam doit accéder à l'indépendance dans quelques années, selon l'accord passé avec le Premier ministre de sa Gracieuse Majesté. Dans l'intervalle, il dispose d'une constitution qui permet des élections libres et un gouvernement plus ou moins autonome, sous contrôle du gouvernement britannique.

Cheddi Jagan est dentiste. Né dans une famille de très pauvres immigrants indiens, il a travaillé dans les champs avant que son père ne sacrifie tout pour l'envoyer dans l'un des collèges de la capitale, Georgetown, puis aux États-Unis où il poursuivra des études à l'université de Chicago. Lorsqu'il revient en Guyane britannique, il fonde un parti politique, le *People's Progressive Party*, ou PPP, et devient même ministre en chef, l'équivalent de Premier ministre, lors des premières élections libres en avril 1953. Cheddi Jagan commence à mettre en œuvre des réformes sociales, il instaure la liberté syndicale, il essaie d'améliorer la situation des travailleurs dans les usines et dans les plantations des colons anglais. D'une certaine manière, Cheddi Jagan mène une politique à la Jacobo Árbenz Guzmán au Guatemala. Le gouvernement de Winston

Churchill n’apprécie guère. Au bout de cent cinquante jours, la Constitution de la Guyane britannique est suspendue. Sur décision du gouverneur anglais, Cheddi Jagan est démis de ses fonctions et incarcéré. Pendant sept ans, un régime colonial militaire régente le pays.

En 1961, les grands vents de la décolonisation touchent à nouveau la Guyane britannique. Toujours sous tutelle britannique, des élections libres sont organisées. Cheddi Jagan est libéré de sa résidence surveillée. Juste avant les élections, Dean Rusk, le secrétaire d’État de Kennedy, contacte le ministre des Affaires étrangères anglais, lord Home, pour lui demander s’il peut éviter une victoire de Cheddi Jagan. Très embarrassé, lord Home répond que l’arrivée du dentiste socialisant au pouvoir est probablement inévitable, et qu’il faudra s’en accommoder.

Bien anticipé : Cheddi Jagan, toujours aussi populaire, remporte les élections d’août 1961. Le gouverneur anglais n’a d’autre choix que de le nommer Premier ministre.

S’en accommoder ? En plus de Castro, les États-Unis ne sauraient s’accommoder d’un autre leader non servile dans leur zone d’influence ! Lors des réunions à la Maison Blanche, Kennedy, circonspect, fait savoir son mécontentement.

Maintenant installé au pouvoir à Georgetown, Cheddi Jagan est conscient que les États-Unis lui sont hostiles. Le 25 octobre 1961, il se rend à Washington pour rencontrer le Président Kennedy. Le contact se passe mal. Cheddi Jagan explique que socialiste, eh bien, il l’est sans doute, mais à la manière des travaillistes anglais : il ne veut spolier personne, mais juste développer l’économie de son pays dans un sens favorable à sa population si misérable.

Kennedy n’est pas satisfait. Mais pour l’instant, il observe. Il ne décide rien.

Au début de l’année 1962, des émeutes ravagent Georgetown. La Guyane britannique n’a plus d’argent, le

Royaume-Uni a coupé ses aides et Cheddi Jagan a été contraint de mettre en place un budget d'austérité qui réduit drastiquement les maigres prestations servies aux travailleurs pauvres. Une partie de Georgetown est détruite par les incendies allumés par les insurgés affamés. Cheddi Jagan réagit en accélérant les réformes sociales afin de soulager la misère criante, notamment celle de la population d'origine africaine constituée d'enfants d'esclaves importés par les Anglais.

Désormais, il est perçu par l'administration Kennedy comme un marxiste.

Son sort est alors scellé. Le 22 mars 1962, Kennedy demande à John McCone, le directeur de la CIA, un mémorandum sur les possibilités d'éviction de Cheddi Jagan. Un peu plus tard, en mai, il s'accorde avec le Premier ministre britannique, Harold McMillan, pour retarder l'indépendance officielle de la Guyane jusqu'au remplacement du gouvernement de Cheddi Jagan. Puis, le 12 juillet 1962, il approuve la proposition du secrétaire d'État Dean Rusk visant à renverser le gouvernement légitime de Guyane ; et il entérine le plan d'éviction préparé par la CIA.

De « liberté et indépendance » pour la Guyane britannique, il n'en est plus question. Au début de l'année 1963, la petite représentation diplomatique des États-Unis à Georgetown est transformée en consulat général. Une antenne de la CIA y est installée. Son responsable rencontre les opposants de Cheddi Jagan, les riches politiciens Peter d'Aguilar et Forbes Burnham, pour s'assurer de leur coopération et de leur allégeance future aux États-Unis, après le coup d'État que l'Agence va organiser. Pas de problème pour eux : dès lors qu'on leur apporte le pouvoir sur un plateau doré, pourquoi nourriraient-ils des scrupules ?

Le plan approuvé par Kennedy est particulièrement cynique ; il consiste à profiter de l'instabilité qui résulte de la misère de la population. En avril 1963, une grève générale est déclarée dans le pays. Elle durera, cette grève, jusqu'à l'été, et sera marquée par une violence extrême : incendies, bombes dans les bâtiments officiels, pillages, meurtres. Georgetown enregistre plus de cent cinquante victimes. La CIA dépensera près d'un million de dollars dans le but de soutenir la poursuite de la grève, pour faire de la provocation en installant des dépôts d'armes – soi-disant pour exterminer les insurgés – et finalement afin d'entretenir la violence destinée à faire craquer le gouvernement de Cheddi Jagan.

Celui-ci tiendra.

Lorsque Kennedy est assassiné le 22 novembre 1963, Cheddi Jagan est toujours en place. Il a résisté avec une farouche détermination à toutes les tentatives de la CIA de le renverser.

Au début de l'année 1964, les services de sécurité de Cheddi Jagan identifient enfin l'agitateur qui, à Georgetown, provoque ces troubles : Gene Meakins, un agent de la CIA en poste au consulat général. Les protestations du gouvernement guyanais auprès du département d'État américain ont enfin un effet. Meakins est rappelé. La situation se calme.

En décembre 1964, de nouvelles élections libres sont organisées. Le PPP de Cheddi Jagan les remporte, mais par esprit d'apaisement, pour favoriser une alternance démocratique, celui-ci décide de passer la main pacifiquement à la tête du pouvoir.

Un grand homme, ce Cheddi Jagan : un sacré patriote, un homme de caractère et un authentique promoteur de la démocratie. Il reviendra au pouvoir trente ans plus tard : Cheddi Jagan sera élu Président de la République du Guyana en 1992, à l'âge de soixante-quatorze ans, et il restera à ce

poste jusqu’à sa mort en 1997. Six jours de deuil national suivront son décès et le pays, devenu le Guyana, pleurera longtemps son héros national, sans connaître tout à fait l’étendue et la force de la farouche résistance qu’il avait opposée aux conspirations du Président Kennedy.

*

D’autres n’auront pas la même chance de connaître une longue vie après un complot ordonné par ce Président américain qui enflamme les foules en proclamant « liberté et indépendance ».

En 1963, Kennedy n’hésite pas à organiser une conjuration contre un homme qui, pourtant, le considérait comme un ami : Ngô Dinh Diem, Président du Viêt-nam du Sud. Encore un allié fidèle des États-Unis que Kennedy trahira sans remords.

Leur histoire commune remonte à longtemps. Au début des années cinquante, Diem, alors jeune politicien ambitieux, avait compris qu’il ne parviendrait pas au pouvoir à la tête du Viêt-nam sans l’aide, ni même sans l’assentiment des États-Unis. Alors, il avait passé plusieurs mois dans le New-Jersey, au séminaire de Lakewood, hébergé par son ami le cardinal Francis Spellman, l’archevêque de New York. Celui-ci, homosexuel notoire, compulsif et prédateur, s’était curieusement entiché du jeune Vietnamien et avait fait en sorte qu’il rencontrât le gratin du pouvoir de la côte est, et notamment l’ambitieux sénateur du Massachussetts, John Fitzgerald Kennedy. Diem et Kennedy s’étaient reconnus l’un dans l’autre. Même énergie implacable, même ambition démesurée, même mépris des femmes, bien que pour des raisons différentes : indifférence polie pour l’Asiatique, addiction sexuelle priapique pour l’Américain. Dire que les deux hommes avaient sympathisé aurait été excessif : dans le monde des arrivistes assoiffés de pouvoir, l’amitié n’existe pas. Mais de

manière muette, ils avaient tacitement convenu qu'ils étaient faits du même bois.

En 1955, Ngô Dinh Diem avait renversé en Indochine la vieille monarchie de l'empereur Bao Dai et, avec l'assentiment de l'administration Eisenhower, il s'était autoproclamé Président du Sud Viêt-nam à l'issue d'un référendum truqué approuvé par l'administration Eisenhower.

Cinq ans plus tard, lors de l'investiture de Kennedy, l'ambassadeur américain Elbridge Durbrow, en vieil habitué du palais de Diem, viendra confirmer au Président Diem l'amitié du nouveau Président des États-Unis.

Amitié ? Sans doute, mais amitié coûteuse, et surtout intéressée : les États-Unis versent chaque année cinq cents millions de dollars au régime de Diem afin qu'il tienne bon face au Nord Viêt-nam communiste de Hô Chi Minh. Une bonne partie de ce pactole est détournée par la famille et les proches de Diem qui se partagent le pouvoir à ses côtés : son frère Nhu est une sorte d'idéologue du régime, qui écrit les discours de la présidence et conseille Diem pour toutes ses décisions, et sa belle-sœur, l'épouse de Nhu, joue le rôle de première dame aux côtés du vieux célibataire endurci qu'est le Président Diem. Curieux trio que Diem, Nhu et sa femme : fervents catholiques, corrompus jusqu'à la moelle, promoteurs d'un régime autoritaire, népotiste et cynique, voire dictatorial et, à l'occasion, criminel…

Au fil du temps, Kennedy s'inquiète de ce pouvoir qu'exerce Diem depuis sa capitale de Saïgon. Le Président du Sud Viêt-nam est devenu si impopulaire ! La scission avec le peuple semble totalement définitive et irréparable. N'est-il pas temps d'envisager un changement de responsable à la tête de la République du Sud Viêt-nam, afin de ne pas compromettre la résistance face aux communistes du Nord ?

En août 1963, le premier Président catholique des États-Unis, John Kennedy, autorise le renversement du Président catholique du Sud Viêt-nam. Plusieurs réunions se tiennent dans le bureau ovale, au cours du mois d'août, afin d'envisager les conséquences possibles de l'action qui sera organisée avec la complicité des généraux de l'armée de Diem. Le 29 octobre, Kennedy réunit à la Maison-Blanche le *National Security Council*. Le coup d'État est pour le lendemain. Le nouvel ambassadeur américain à Saïgon, Henry Cabot Lodge Junior, l'ex-concurrent de Kennedy à l'élection de sénateur du Massachussetts en 1952, est interdit de rencontre avec Diem afin d'éviter toute fuite d'information sur la conjuration.

Le 1er novembre, jour de la Toussaint, les généraux vietnamiens envoient l'armée dans les rues et les ministères et renversent le pouvoir. Le 2 novembre, jour de la fête des morts, Ngô Dinh Diem et son frère Nhu, bien qu'ils se soient rendus aux militaires contre un sauf-conduit, sont assassinés : tous les deux sont exécutés sommairement au sortir d'une église. L'épouse de Nhu, à l'étranger au moment de la tragédie, dira : « Quiconque a les Américains comme alliés n'a pas besoin d'ennemi. »

C'est vrai. Mais pour Kennedy, seul le résultat compte. Il est débarrassé de l'encombrant Président Diem. Il est satisfait. Enfin, il est satisfait pendant très exactement vingt jours, puisque le 22 novembre 1963, il sera lui-même assassiné.

Le Viêt-nam s'engage alors dans une guerre qui fera deux millions de victimes au sein de sa population, et qui coûtera la vie à environ soixante mille américains. Mais cela, Kennedy ne le verra pas. Il souhaitait juste liquider un allié devenu gênant. Qu'il en ait résulté un véritable génocide dans la jungle et les villes indochinoises est une autre histoire.

*

Il est comme cela, le Président Kennedy. Le souvenir du dévouement de ses fidèles alliés n'étouffe pas sa conscience. Le Président du Guatemala, Miguel Ydigoras Fuentes, peut assurément en témoigner.

D'aussi loin que remonte sa mémoire, le général Ydigoras Fuentes ne peut se souvenir d'avoir fait défaut, ne serait-ce qu'un seul jour, à son dévoué attachement aux intérêts des États-Unis. Jeune officier, il sert avec déférence le brutal et sanguinaire dictateur Ubico qui, par cupidité autant que par pleutrerie, a mis le Guatemala tout entier au service de la multinationale américaine *United Fruit*[2]. Lorsque Jacobo Árbenz Guzmán, avec l'aide du futur premier Président de la République du Guatemala Juan José Arévalo, renverse la dictature et instaure une démocratie, Ydigoras Fuentes s'enfuit à l'étranger pour échapper à la justice. Installé au Salvador, il reçoit en 1954 la visite d'un haut cadre de *United Fruit* et de deux envoyés de la CIA qui lui proposent de renverser le régime de Jacobo Árbenz, devenu dans l'intervalle Président de la République. Sans discuter, l'ex-tortionnaire Ydigoras Fuentes accepte et se met au service du colonel Castillo Armas que la CIA a investi du commandement de la rébellion. Une fois Árbenz renversé et chassé du Guatemala, Ydigoras Fuentes attend patiemment son heure aux côtés de son chef, proclamé Président de la République. Il accompagne avec servilité l'établissement de la dictature barbare de Carlos Castillo Armas, lequel expulse sans ménagement les paysans qui avaient bénéficié des réformes agraires d'Árbenz. Au prix de dizaines de morts et de centaines d'emprisonnés, les terres de ces misérables sont restituées à la richissime multinationale américaine *United Fruit*. En bref, un homme charmant, ce Carlos Castillo Armas ; un vrai philanthrope humaniste, surnommé par son peuple guatémaltèque « *Cara de hacha* » : « Face de hache ». Le sobriquet illustre plaisamment la douceur de ses

méthodes et la compassion dont il fait preuve. Ydigoras Fuentes est son dévoué second, le servile exécuteur des hautes œuvres de « Face de hache ».

La vie de dictateur n’est pas toujours facile : « Face de hache » est assassiné en juillet 1957 après trois ans de sanglant pouvoir totalitaire. L’heure de Miguel Ydigoras Fuentes n’est pas encore tout à fait venue : il doit d’abord écarter un à un les pions de la junte militaire : Luis Arturo González López, qui reste Président quatre mois, puis Óscar Mendoza Azurdia, qui ne reste à la présidence que deux jours, et enfin Guillermo Flores Avendaño, qui à son tour préside le Guatemala durant quatre mois. Miguel Ydigoras Fuentes est finalement élu Président de la République en mars 1958. Chacun de ces militaires parvient au pouvoir à l’issue de parodies d’élections, truquées jusqu’à l’os, et tous règnent, pendant le temps qui leur est donné, par la corruption, la concussion et la violence.

Le général Miguel Ydigoras Fuentes n’échappe pas à la règle.

Un rapport de la CIA le décrit comme « d’un caractère sombre, presque schizophrénique ». Pourtant, la CIA aurait tort de se plaindre. En 1960, ce gibier d’hôpital psychiatrique met son pays au service de la préparation de l’opération *Zapata* contre Fidel Castro pour renverser le régime communiste de Cuba. Il héberge les bases d’entraînement des exilés cubains qui doivent débarquer à la baie des Cochons et met les bases aériennes de l’armée guatémaltèque à la disposition de la SAT, la compagnie d’aviation de la CIA. Les B-26 de l’Agence, chargés de bombes américaines, décolleront du Guatemala pour aller tenter de détruire l’aviation cubaine.

Le général Miguel Ydigoras Fuentes, curieusement, John Kennedy ne l’aime pas. À vrai dire, personne ne l’aime, et l’ambassadeur américain au Guatemala, John Bell, pas plus que les autres.

Au début de l'année 1963, John Bell est inquiet. Le mandat « légal » de Miguel Ydigoras Fuentes se termine bientôt et une nouvelle élection doit se tenir l'année suivante. Or, sauf si l'on manipule le scrutin dans des proportions véritablement indécentes, il est clair que le candidat de la gauche modérée, Juan José Arévalo, l'emportera avec un raz-de-marée de voix. Arévalo est cet ami de Jacobo Árbenz Guzmán, ce professeur de philosophie qui était devenu le premier Président de la République du Guatemala démocratiquement élu en 1945.

Après l'affaire de la baie des Cochons, il n'est pas possible que les États-Unis laissent un régime de gauche s'installer dans leur pré-carré. Or, le Président Ydigoras Fuentes, cet inquiétant schizophrène, tient à organiser une élection ouverte et à autoriser Arévalo à se présenter.

Une réunion se tient à la Maison-Blanche en février 1963 avec l'ambassadeur John Bell, l'adjoint au secrétaire d'État Edwin Martin, le DDP de la CIA Richard Helms et les principaux conseillers du Président. John Kennedy la préside. John Bell est péremptoire : laisser l'élection se tenir, c'est permettre à Arévalo de conquérir facilement la présidence du Guatemala. Or, ce type est un philosophe de gauche et ces gens-là sont incontrôlables ; qui sait s'il ne serait pas tenté de se rapprocher du bloc communiste ?

Une proposition est mise au vote. Une majorité se dessine en faveur d'un renversement de Miguel Ydigoras Fuentes pour mettre à sa place un homme encore plus musclé qui empêchera l'élection.

Le Président Kennedy accepte. Que l'on renverse Ydigoras ! ordonne-t-il.

Dans les semaines qui suivent, l'ambassadeur John Bell et le DDP Richard Helms organisent le coup d'État. Le colonel Enrique Peralta Azurdia et son fils mènent le soulèvement militaire qui aboutit au renversement du Président Ydigoras le 31 mars 1963. Le colonel Peralta était ministre de la

Défense : très facile pour lui de mobiliser l'armée à son profit. L'élection présidentielle est ajournée. Juan José Arévalo est chassé du Guatemala. Le schizophrène Miguel Ydigoras Fuentes repart en exil au Salvador, là où il s'était établi un quart de siècle plus tôt, après la fin de la dictature d'Ubico.

Quant au peuple du Guatemala, il devra attendre encore près de quarante ans les « liberté et indépendance » évoquées par le Président Kennedy : la guerre civile provoquée par une noria de dictateurs totalitaires, animés comme des marionnettes depuis Washington, ne s'achèvera qu'en 1996.

*

La dernière cible sur la liste du Président Kennedy est João Goulart.

Pourtant, Kennedy aurait pu avoir une certaine sympathie pour cet avocat de gauche qui devient Président de la République du Brésil le 7 septembre 1961, car les deux chefs d'État se ressemblent. « Jango », comme le surnomme le peuple brésilien, est de la même génération que Kennedy : les deux hommes n'ont qu'une année d'écart. João Goulart est marié à une femme d'une incroyable beauté, Maria Teresa, d'une vingtaine d'années plus jeune que lui, ce qui aurait pu plaire à Kennedy. Et enfin, tout comme Kennedy, Jango est issu d'une grande famille aisée du Brésil et il se consacrera dès son âge d'homme à sa carrière politique, sans jamais exercer d'autre profession.

Souvent, les gens qui se ressemblent deviennent amis. Mais peut-être, au fond, ce qui rapprochait John et Jango était moins fort que ce qui les éloignait. Car si John Kennedy professait « liberté et indépendance » sans chercher à s'y conformer, Jango avait en lui une authentique générosité qui n'était pas feinte.

Comme Árbenz au Guatemala, le grand projet de Jango, lorsqu’il devient Président, vise à rééquilibrer la répartition des richesses entre les grands possédants et le peuple misérable des bidonvilles et des campagnes. Comme Árbenz, il commence par appliquer à lui-même ce qu’il préconisera pour les autres. Jango abandonne une immense partie de ses terres pour les redistribuer aux paysans pauvres, puis il poursuit ses réformes en s’attaquant aux autres grands propriétaires et aux grandes compagnies étrangères, notamment américaines, qui maintiennent en servage l’économie du pays.

Évidemment, ce faisant, il attire l’attention de l’administration Kennedy.

Le 30 juillet 1962, une réunion se tient dans le bureau ovale entre Kennedy, l’ambassadeur Lincoln Gordon et le conseiller du Président Richard Goodwin. Les griefs contre Jango sont multiples : gestion chaotique de l’économie brésilienne, expropriation de sociétés américaines telles que IT & T, soutien tiède pendant la crise des missiles cubains et, pour finir, tolérance excessive des éléments de gauche, et même communistes, dans le gouvernement, l’armée, la société et même son entourage.

Au début du mois de décembre 1962, nouvelle réunion avec Kennedy : cette fois, on se demande quelles solutions envisager pour faire partir Goulart.

Coup d’État militaire ?

John Kennedy décide d’envoyer son frère Bobby afin d’évaluer la situation. Le 17 décembre, accompagné par l’ambassadeur Lincoln Gordon, Bobby Kennedy rencontre João Goulart pendant plus de trois heures dans la nouvelle capitale intérieure de Brasilia, à la résidence présidentielle moderniste au bord du lac qui baigne la cité futuriste, le *Palácio do Alvorada*.

Lorsqu’il rentre de Brasilia, Bobby rend compte sommairement à son frère : ce type est un communiste, il

faut s’en débarrasser !

Le Président lâche alors les chiens : la CIA est chargée de préparer un coup d’État avec les militaires brésiliens pour renverser Jango. Au fil des mois, la CIA produira de multiples rapports sur les différentes options. Une solution consisterait à fomenter une conspiration avec l’ancien ministre de la Guerre, le maréchal Odylio Denys ; une autre option ferait appel à d’autres militaires encore en activité ; une troisième pourrait s’envisager au moyen d’une intervention militaire directe des États-Unis.

Hasard de l’histoire, un mémorandum du département d’État datée du 22 novembre 1963 dénommé « *Embassy Contingency Plan* » met l’accent sur le besoin d’une intervention militaire américaine. Le Président Kennedy ne lira jamais cette note. Ce jour-là, il est assassiné à Dallas.

John Kennedy ne verra donc pas l’aboutissement de son complot : Jango sera renversé un peu plus de quatre mois plus tard, le 1er avril 1964, par un coup d’État des forces armées brésiliennes appuyées par la CIA. Le Brésil, loin de toute « *liberté et indépendance* », s’embarquera alors pour deux décennies de dictature militaire cruelle et brutale contre le peuple du pays.

Jango, quant à lui, partira en exil en Uruguay et, en 1976, il mourra en Argentine à l’âge de cinquante-huit ans. Plusieurs thèses s’opposent sur les circonstances de sa disparition. Peut-être est-il décédé de problèmes cardiaques, ou peut-être a-t-il été assassiné par les agents de l’opération *Condor*. Celle-ci, soutenue par la CIA, visait à faire disparaître les opposants aux dictatures militaires en Amérique du Sud.

*

Le bilan ?

Fidel Castro : l’agression contre Cuba autorisée par John Kennedy est ratée et se termine en désastre militaire. Un échec humiliant dont une partie de la responsabilité est à imputer au Président américain en personne.

Rafael Trujillo : beau succès du Président Kennedy, qui se termine toutefois dans un cimetière. *Resquiescat in pace*, RIP Président Trujillo, qui croyait être un fidèle allié des États-Unis.

Cheddi Jagan : encore un échec. Kennedy perd son bras de fer face à la détermination du modeste dentiste de Georgetown qui, au passage, lui inflige une formidable leçon d’humanisme et de dévouement à la cause de la vraie démocratie.

Diem : autre succès de Kennedy à l’issue malheureusement fatale. *Resquiescat in pace*, RIP Ngô Dinh Diem, Président très catholique qui pensait être l’ami d’un autre Président très catholique nommé John Kennedy.

Miguel Ydigoras Fuentes : joli coup d’État ordonné par Kennedy et parfaitement organisé par la CIA.

João Goulart, dit Jango : un coup d’État mis sur des rails par le Président Kennedy et qui aboutira dans le sens fixé par lui.

Six conjurations majeures, exécutées en contradiction avec tous les principes proclamés de « liberté et indépendance ». Quatre réussites, deux échecs, deux cadavres de chefs d’État. Mais aussi, des dizaines de milliers de victimes collatérales dans les dictatures militaires mises en place ou maintenues dans les trois pays sud-américains où les conjurations de Kennedy ont fonctionné.

Mais aussi, des millions de morts innocents pendant la guerre du Viêt-nam.

Tel est le bilan du Président Kennedy dans son rôle de comploteur international.

Depuis le salon de l'Alibi Club, tandis que le maître d'hôtel lui apporte un vieux bourbon « on the rocks » et les journaux de Washington, Allen Dulles apprécie certainement en connaisseur, son éternel sourire aux lèvres, en exhalant avec délice quelques volutes de sa pipe où brûle le meilleur tabac cubain. John Kennedy a réalisé cette œuvre en deux ans et demi de mandat, tout en se bâtissant une image de grand défenseur du monde libre.

Très fort !

Lui-même, pourtant ex-chef de la CIA pendant plus de huit années, ne peut se targuer d'en avoir fait autant.

*

Que proclamait le Président Kennedy lors de son investiture ? On s'en rappelle : « À ces jeunes États que nous accueillons parmi les États libres, nous promettons que la domination coloniale n'a pas été abolie simplement pour être remplacée par une tyrannie plus féroce. Mais nous espérons toujours qu'ils défendront avec force leur propre liberté et qu'ils se rappelleront que, par le passé, ceux qui ont bêtement cherché à triompher aux dépens des autres s'y sont brûlé les ailes. »

Depuis son investiture et ce beau discours, à maintes reprises, Kennedy a lui-même cherché à triompher aux dépens des autres, en lançant des conspirations dans de nombreux pays pourtant supposés être devenus des États libres. Or, le principal risque que court un conspirateur n'est-il pas, avant tout, que d'autres conspirent en retour contre lui ?

Car se profile à l'horizon un mois fatal qui deviendra historique : le mois de novembre 1963…

1 Cf. chapitre onzième, « L’élection ».
2 Cf. chapitre huitième, « Les sombres guerriers de l’anticommunisme ».

14
Un assassinat légendaire

S'il existait un rapport de police sur l'assassinat du Président Kennedy qui décrirait froidement des faits, uniquement des faits, rien que des faits, et qui s'abstiendrait de toute tentative d'explication, il pourrait ressembler à ce qui suit.

Le 22 novembre 1963, John Fitzgerald Kennedy est à Dallas, en compagnie de son épouse Jackie, dans le cadre d'un voyage électoral de deux jours au Texas. Cet État, dont son vice-président Lyndon Baines Johnson a pourtant été sénateur, lui est traditionnellement hostile. Le voyage est donc important pour préparer l'élection présidentielle qui se déroulera en novembre 1964.

Air Force One, l'avion présidentiel, atterrit à l'aéroport de Dallas à 11 h 00. Une demi-heure plus tard, le couple Kennedy apparaît sur la passerelle. Il monte dans une voiture décapotable, une *Lincoln Continental* de 1961 à trois rangées de sièges. Kennedy et son épouse prennent place sur la rangée arrière, le gouverneur du Texas John Connally et son épouse Nellie occupent la rangée du milieu. Les places avant sont prises par deux agents du *Secret Service*, le département en charge de la sécurité du Président : le chauffeur Bill Greer et l'agent spécial Roy Kellerman.

Le Président Kennedy a exigé que la voiture soit décapotée et débarrassée de son toit amovible en plexiglas. Encadré de voitures de sécurité, le cortège s'ébranle à 11h55 vers le centre-ville. Parvenu dans l'agglomération de Dallas, sur instruction du Président, il roule à faible vitesse : moins de vingt kilomètres-heure. John Fitzgerald Kennedy fait arrêter le cortège à deux reprises pour serrer des mains. Aucune animosité particulière de la foule n'est constatée.

Le défilé emprunte Main Street, puis Houston Street, avant de s'engager dans Elm Street pour faire le tour de Dealey Plaza. Il passe devant le *Texas School Books Depository* qui se trouve au nord de Dealey Plaza.

À 12 h 30, des coups de feu éclatent. Leur nombre est sujet à controverse, car les témoins ne s'accordent pas sur ce qu'ils ont entendu. En effet, les bruits des voitures ont partiellement couvert les détonations. Toutefois, il semble qu'il y ait eu au moins trois tirs, mais peut-être davantage.

Trois personnes sont blessées.

Le Président Kennedy est touché. Il porte d'abord ses mains à la gorge, puis sa tête explose sous un impact. Il s'écroule.

Le gouverneur Connally est également touché. Il est grièvement blessé à la poitrine et s'effondre vers Nellie, son épouse.

Sur le trottoir, un spectateur, James Tague, est légèrement blessé à la joue.

Jackie Kennedy escalade le coffre de la Lincoln *Continental*, dans un geste qu'elle décrira comme une tentative de récupérer les morceaux de crâne de son mari. L'agent spécial Clinton Hill, qui était en poste de surveillance sur le marchepied de la voiture circulant juste derrière la Lincoln *Continental* du Président, la rejoint.

Après un instant de sidération pendant lequel il a ralenti la voiture, le chauffeur Bill Greer accélère. Il se dirige vers le

Parkland Memorial Hospital où le cortège arrive à 12 h 35. Le Président est inconscient, mais encore vivant, tandis que le gouverneur Connally souffre terriblement, mais n’a pas perdu connaissance. Tous deux sont transportés dans les salles des urgences n° 1 et n° 2.

À 13 h 00, les médecins constatent la mort du Président.

Le gouverneur Connally est opéré. Il survivra à ses blessures.

*

Sur Dealey Plaza, la police de Dallas tente de rétablir l’ordre.

Le policier Marrion Baker, un motard de l’escorte présidentielle, pense que les coups de feu ont été tirés depuis le *Texas School Books Depository*. D’une accélération de sa moto, il se précipite vers l’immeuble et pénètre dans le hall. Là, il tombe nez à nez avec Roy Truly, le directeur du dépôt. Les deux hommes grimpent les escaliers et, au premier étage – celui de la cafétéria – Marrion Baker aperçoit une silhouette. Il s’approche : c’est un jeune homme qui boit un Coca-cola. Le directeur Truly indique qu’il s’agit d’un de ses employés, Lee Harvey Oswald. Sans plus se préoccuper de lui, Baker et Truly poursuivent leur ascension vers le toit du *Texas School Books Depository,* mais ils ne trouvent rien.

Des témoins interrogés sur Dealey Plaza par la police indiquent avoir aperçu le tireur du *Texas School Books Depository* : un homme blanc de taille moyenne, d’une trentaine d’années, avec des cheveux noirs et portant une chemise blanche. Ce signalement très imprécis est diffusé sur la radio de la police à 12 h 45.

D’autres témoins indiquent avoir entendu des coups de feu, et peut-être même avoir vu des fumées de tir, depuis un talus recouvert d’herbe, vers Elm Street, où se trouve

aussi une palissade en bois. Des policiers s'y précipitent, mais ils ne rencontrent que des agents du *Secret Service*, le service de sécurité du Président, qui les tranquillisent en leur montrant leurs cartes professionnelles. Les policiers de Dallas ne notent toutefois pas leurs noms.

Dans l'intervalle, d'autres policiers bouclent l'immeuble du *Texas School Books Depository* et entament une fouille plus sérieuse. Au cinquième étage, ils découvrent des cartons entassés près d'une fenêtre entrouverte donnant sur Dealey Plaza, avec une vue directe sur le lieu de l'attentat. Au sol, ils trouvent trois douilles et un sac en papier contenant des restes de poulet. Il y a aussi une bouteille de Coca-cola et un paquet de cigarettes, tous les deux vides.

Le cinquième étage est perquisitionné très minutieusement. À l'autre bout de l'étage, un fusil Mannlicher-Carcano est découvert, dissimulé sous des boîtes en carton.

*

Dans toute la ville de Dallas, les forces de l'ordre sont en état d'alerte maximale. À 13 h 16, une information passée sur la radio de la police fait état d'un autre meurtre : l'agent Jefferson Davis Tippit, patrouilleur de la police de Dallas, a été abattu dans le quartier d'Oak Cliff. L'autopsie révélera que Tippit a été tué de quatre balles, dont trois au corps et une dans la tête, vraisemblablement pour l'achever.

Les témoins, notamment un certain Harold Russel, indiquent à la patrouille de police venue constater le meurtre que celui-ci a été commis par un homme jeune, de race blanche, avec des cheveux foncés et une chemise claire. Aucun rapprochement n'est fait à ce stade avec l'attentat contre le Président Kennedy.

Quelques minutes après, la police de Dallas reçoit un appel d'une employée du cinéma *Texas Theater*, sur West Jefferson Street. Elle indique qu'un certain Brewer lui a demandé d'appeler car un suspect pouvant avoir un lien avec le meurtre de Tippit est entré dans le cinéma. L'employé en question, Johnny Calvin Brewer, est vendeur de chaussures chez Hardy's, un magasin non loin de là. Il déclarera avoir entendu à la radio de Dallas la nouvelle du meurtre de Tippit et le signalement du suspect. En voyant devant sa boutique un homme correspondant à la description et semblant avoir un comportement bizarre, il l'a suivi jusqu'au *Texas Theater*.

Plusieurs voitures de police convergent vers le Texas Theater et bouclent toutes les issues. Quelques hommes des forces de l'ordre entrent dans la salle. Ils repèrent le suspect. Un officier de police s'approche et lui demande de se lever. L'autre répond par un coup de poing et sort un revolver. Il semble qu'il essaie de faire feu, mais le coup ne part pas. Après une courte lutte, le forcené est maîtrisé et emmené au quartier général de la police.

*

L'homme interpellé au *Texas Theater* est fouillé : outre son revolver, il possède sur lui des faux papiers au nom de Alek James Hidell. Immédiatement soumis à interrogatoire, il indique s'appeler Lee Harvey Oswald et travailler comme magasinier au *Texas School Books Depository*. Le jeune homme nie toute implication dans le meurtre de l'agent Tippit.

Quelques minutes après le début de l'interrogatoire, le capitaine Will Fritz, de la police de Dallas, revient du *Texas School Books Depository.* Il ordonne qu'on se rende au domicile d'un employé du dépôt de livres, un certain Lee Harvey Oswald, afin de l'interroger car il a été aperçu en train de quitter l'immeuble juste après les tirs sur le

Président. Ses collègues lui apprennent alors que cet homme est dans les locaux de la police, en cours d'interrogatoire pour le meurtre de l'agent Tippit.

Le capitaine Will Fritz se précipite dans la salle d'interrogatoire d'où émanent de hauts cris de protestation d'innocence. Il entre. Lee Harvey Oswald, l'homme qu'il veut interroger à propos des tirs sur le Président Kennedy, est là, qui le regarde.

*

L'enquête de police s'emballe. Dans la soirée du 22 novembre, puis la nuit, puis la journée du lendemain, Oswald est entendu sur la mort de Tippit et l'attentat contre Kennedy. Son domicile est perquisitionné, ses proches sont interrogés ; notamment sa femme, Marina Nikolayevna Prusakova, une émigrée russe née à Severodvinsk, et ses collègues de travail. Oswald est confronté aux témoins de la mort du patrouilleur Tippit qui l'identifient comme étant le meurtrier.

Parallèlement, les policiers mettent à jour des dizaines d'éléments à charge qui semblent très convaincants : la facture d'un fusil Mannlicher-Carcano acheté par correspondance au nom de Hidell – nom porté sur la fausse pièce d'identité en possession d'Oswald – et livré à une boîte postale louée à Oswald ; une photo d'Oswald avec ce fusil ; les témoignages de collègues qui indiquent que, le matin de l'attentat, Oswald est arrivé avec un grand sac en papier dans lequel il a prétendu transporter des tringles à rideau qui se révèlent introuvables ; un passé dans les *marines* où Oswald était reconnu pour son habileté au tir ; les liens d'Oswald avec les milieux communistes ou pro-castristes ; un long séjour en Union Soviétique ; et encore une multitude d'autres éléments concordants.

L’interrogatoire d’Oswald ne donne rien. Il nie toute implication dans la mort de Tippit comme dans celle de Kennedy. En dépit de ces dénégations véhémentes, le 22 novembre à 22 heures, Lee Harvey Oswald est inculpé pour le meurtre du policier Tippit par le procureur-adjoint de Dallas, William Alexander. Dans la même nuit, à 1 h 30, William Alexander l’inculpe pour l’assassinat du Président Kennedy.

*

Pendant toute la durée des interrogatoires de Lee Harvey Oswald, le quartier général de la police de Dallas grouille de journalistes, de correspondants, de témoins, de techniciens de chaînes de télévision, en bref, d’une foule désordonnée et mal identifiée.

À deux reprises, Oswald est exhibé devant la presse. À chaque fois, il hurle son innocence. La seconde fois, alors qu’on le pousse dans un bureau, un journaliste demande[1] : « Avez-vous tiré sur le Président ? ». Oswald s’écrie : « Non ! Ils m’ont arrêté parce que j’ai vécu en Union soviétique ! Je suis juste un pigeon ! »

Le 24 novembre au matin, les interrogatoires sont terminés. Oswald doit être transféré à la prison du comté. À 11 h 20, avec plus d’une heure de retard, mais à temps pour être diffusé en direct sur les chaînes de télévision, Oswald est extrait du poste de police pour être embarqué dans la voiture pénitentiaire, encadré par deux solides policiers coiffés de chapeaux texans. Toutes les caméras de télévision tournent et retransmettent en direct la scène. Oswald et les deux policiers ont quelques mètres à franchir pour rejoindre le véhicule prévu pour le transfert.

Un calme très relatif règne. Oswald avance, fermement maintenu par les policiers. Un homme bondit en avant, tend le bras vers Oswald. Sa main tient un pistolet. Il tire une

seule balle. Les caméras de télévision retransmettent le chaos qui s'empare de la foule des policiers et des journalistes, et la voix du commentateur qui ne parvient qu'à répéter « *Oswald has been shot*[2] ».

Jack Ruby, un tenancier de boîte de nuit lié à la mafia, vient de loger une balle dans l'abdomen de Lee Harvey Oswald. Immédiatement, celui-ci est transporté à l'hôpital. Curieusement, c'est le même établissement dans lequel est mort John Fitzgerald Kennedy deux jours auparavant : le *Parkland Memorial Hospital.*

À 13 h 07, Lee Harvey Oswald est déclaré mort par les médecins. Il est décédé d'une hémorragie interne : la balle de Jack Ruby a transpercé le pancréas ainsi que le foie, et sectionné l'aorte et la veine cave.

Jack Ruby est jugé à Dallas en mars 1964 et condamné à mort pour meurtre avec préméditation. En octobre 1966, la cour d'appel du Texas annule le premier procès et casse la sentence, car elle estime qu'un jugement rendu à Dallas, ville où se sont déroulées les deux tragédies des assassinats de Kennedy et d'Oswald, pourrait être entaché d'une équité insuffisante. Un nouveau procès doit se tenir l'année suivante à Wichita Falls.

Ce procès sera inutile : le 3 janvier 1967, Jack Ruby meurt d'une embolie pulmonaire consécutive à un cancer généralisé. Il rend son dernier souffle au *Parkland Memorial Hospital* de Dallas, là même où, quatre ans avant lui, John Fitzgerald Kennedy et Lee Harvey Oswald ont rendu le leur.

*

Ainsi sont les faits, rien que les faits, et tous les faits. Le reste n'est qu'une suite de spéculations et de théories complotistes plus ou moins fantaisistes.

---

1 Journaliste : “*Did you shoot the President* ? ”. Oswald : “*No, they’ve taken me in because of the fact that I lived in the Soviet Union… I’m just a patsy !* ”

2 « On a tiré sur Oswald ! »

15
La Commission Warren

Pendant les cinquante années qui vont suivre, elles vont se multiplier, les divagations qui tentent d'expliquer l'attentat de Dallas, telles les punaises de lit dans un hôtel de passe mal tenu. L'assassinat du Président Kennedy est en effet, dans l'histoire de l'Humanité, la mort violente qui a donné lieu aux plus étonnantes et innombrables élucubrations, à égalité avec la crucifixion de Jésus Christ et loin devant le suicide d'Adolf Hitler.

L'idée de ce livre n'est pas d'ajouter des spéculations aux spéculations, ni même de tenter de décerner une vérité dans les circonstances troubles de cet assassinat car, grâce à ce diable d'Allen Dulles, une telle démarche est aujourd'hui vouée à l'échec. Le vieux maître-espion de l'Amérique anticommuniste, le virtuose du mensonge, le directeur historique viré comme un bouseux par le Président Kennedy va en effet se voir accorder une chance unique : enquêter sur la mort de l'homme qui l'a trahi. Et, ainsi, brouiller savamment toutes les pistes qui, peut-être, auraient permis de discerner une possible vérité.

Il réussira au-delà de toute espérance, rendant les enquêtes ultérieures vaines et sans objet.

En effet, la vérité n’est pas une vertu utile pour un espion. La vérité est un concept nécessaire, et même indispensable à certaines professions telles que les magistrats, les journalistes ou les inspecteurs des impôts. Elle est salutaire pour les parents qui souhaitent savoir si leur enfant a mis le doigt dans le pot de confiture et, d’une manière générale, elle constitue le mantra idéal que recherchent les hommes de bien en quête d’absolu.

Bien au contraire, un espion, pour exister, doit s’appliquer à exceller dans l’art du mensonge. Il partage cette particularité avec les politiciens, les avocats et les restaurateurs que l’on interroge pour savoir si leur poisson est frais.

Demander à un espion d’établir la vérité sur un événement aussi obscur et sensible que l’assassinat du Président le plus puissant de la planète relève d’un culte du paradoxe qui confine à l’absurde.

*

Le véhicule qui transportait le vice-président Lyndon B. Johnson se trouvait deux voitures derrière la Lincoln *Continental* de Kennedy lorsqu’éclata la fusillade de Dealey Plaza. Voici la suite des événements pour ce qui concerne Johnson, façon rapport de police, avec uniquement des faits bruts, selon la méthode employée au chapitre précédent.

Immédiatement après les coups de feu, conformément au plan de continuité de la présidence américaine, Johnson est emmené par le *Secret Service* à l’abri dans l’avion présidentiel *Air Force One*.

À 13 h 40, après une altercation entre le médecin légiste de la justice texane, qui prétend conserver le corps de Kennedy pour une autopsie, et l’agent Roy Kellermann du *Secret Service*, la dépouille du Président quitte le *Parkland*

Memorial Hospital dans un cercueil de bronze massif pour être embarqué à son tour dans *Air Force One*.

Avant de prendre l'air pour Washington, Johnson prête serment devant le juge fédéral Sarah Hughes. Jackie Kennedy est à sa gauche, « Lady Bird », sa femme, à sa droite, et le cercueil de son prédécesseur derrière, au fond de l'avion. Lyndon B. Johnson, deux heures et huit minutes après la mort de John Kennedy, est le nouveau Président des États-Unis. On peut alors s'envoler pour la capitale fédérale.

Dans les jours qui suivent la mort de Kennedy et d'Oswald, plusieurs initiatives s'ébauchent pour mettre en place une commission d'investigation sur les tragédies qui viennent de se dérouler. Chaque jour, un nouvel intervenant se manifeste pour ouvrir son enquête. Le 25 novembre, c'est l'attorney général du Texas, Wagoner Carr, qui veut créer une commission chargée des investigations. Le 26 novembre, c'est le sénateur de l'Illinois, Everett Dirksen, qui propose qu'une commission judiciaire soit créée au Sénat pour enquêter sur les fusillades de Dallas. Le 27 novembre, le membre de la chambre des représentants Charles Goodell, élu de New York, propose à son tour la création d'une commission mixte composée de sept sénateurs et sept représentants.

Au chaos de l'attentat de Dealey Plaza succède l'anarchie des joyeux enquêteurs auto-désignés.

Le 29 novembre, le Président Johnson décide de couper court à cette pagaille. Il annonce la création d'une commission d'enquête nationale, dotée des plus larges pouvoirs autorisés par la Constitution. Elle sera présidée par le juge Earl Warren, « *Chief justice* » des États-Unis en sa qualité de président de la Cour suprême. Six personnalités sont désignées comme assesseurs : deux sénateurs, Richard B. Russell, de Géorgie, et John Sherman Cooper, du Kentucky, deux membres de la chambre des Représentants, Hale Boggs, de Louisiane, et Gerald R. Ford[1], du Michigan, et

deux avocats de formation, qui sont également des types assez spéciaux : Allen Dulles, ex-directeur de la CIA, et son vieux copain John McCloy, ancien haut-commissaire des États-Unis en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

*

Allen Dulles et John McCloy : les deux hommes se connaissent depuis longtemps. John J. McCloy est un vieil ami avec lequel Allen a fait de juteuses affaires dans le pétrole.

Tous deux partagent un passé pour le moins… assez original. McCloy et Allen Dulles ont fait connaissance avant-guerre, du temps de Sullivan & Cromwell. McCloy était lui-même avocat d'affaires dans un grand cabinet de Wall Street et, comme Allen, il a gagné beaucoup d'argent dans le business avec l'Allemagne nazie. Pendant la guerre, McCloy et Dulles ont beaucoup collaboré ; McCloy était alors l'adjoint au secrétaire à la Défense tandis qu'Allen était l'un des principaux responsables de l'OSS. Puis, la paix venue, McCloy a apporté une aide précieuse à Allen lors de la dissolution du service d'espionnage en contrevenant aux instructions du Président Truman qui voulait tout simplement balayer l'OSS. McCloy et Dulles, en compagnie de « Wild Bill » Donovan, s'étaient mis d'accord pour organiser la survie des actions les plus sensibles.

McCloy et Dulles appartiennent au même monde : business, dollars, politique et barbouzeries. Ex-haut diplomate, ex-président de la Banque Mondiale, ex-président la *Chase Manhattan Bank*, McCloy grenouille dans les eaux glauques où adore patauger Allen Dulles. Le business, l'argent, les arrière-cours peuplées de personnages interlopes et les escaliers de service foisonnants de complots tortueux… À l'époque de l'occupation de l'Allemagne, juste après la Seconde Guerre mondiale, John J. McCloy, tout comme Allen Dulles, a

efficacement œuvré à la sauvegarde des grands capitalistes nazis qui avaient exploité sans vergogne les déportés des camps de la mort. McCloy et Allen Dulles s'étaient entendus pour penser que la lutte contre le communisme passait avant toute autre considération, et que poursuivre les criminels de guerre nazis n'était certainement pas la priorité du moment ; au contraire, ces gens-là, qui avaient démontré leur efficacité, pouvaient fort utilement servir la cause qui était la leur…

*

Pourquoi Lyndon Johnson a-t-il nommé Allen Dulles au sein de cette Commission Warren ? Officiellement, parce que le jeune retraité – soixante-dix ans quand même – est un brillant juriste et que la Commission Warren, dirigée par le *Chief Justice* des États-Unis, doit établir son rapport dans le respect du droit et de la Constitution. Officieusement, pour faire le lien avec la CIA, dont Dulles a assuré la direction pendant longtemps, et avec le FBI dirigé par cette grande gueule d'Edgar J. Hoover. Il faut un homme de poids pour faire pièce à ce dinosaure de l'administration américaine qui dirige la sécurité intérieure des États-Unis depuis l'année 1924.

D'autres raisons ? Elles n'ont jamais été exprimées.

À vrai dire, que le Président Kennedy ait été tiré comme un lapin ne semble pas chagriner outre mesure l'ex-chef de la CIA.

Kennedy a été assassiné ? La belle affaire ! Rien de très original, en somme. Avant Kennedy, le Président McKinley avait été assassiné le 14 septembre 1901. Avant McKinley, le Président James Garfield avait été assassiné le 19 septembre 1881. Et seize années auparavant, le Président Lincoln avait été assassiné le 15 avril 1865. C'est ainsi : Président des États-Unis est un métier risqué. Pas de

quoi en faire un plat. Quand on traficote avec des gens aussi peu recommandables que les chefs mafieux du pays, quand on complote pour renverser des gouvernements, quand on ordonne de commettre des meurtres sur des chefs d'État étrangers, il ne faut pas être étonné si certains envisagent des représailles. La géopolitique mondiale est un mélange de loi du talion et de loi de la jungle : tué ou être tué, œil pour œil, dent pour dent. Si l'on n'a pas envie de s'exposer à cela, il ne faut pas ambitionner d'être Président d'un pays qui prétend gouverner le monde.

Bien sûr, les circonstances de la mort de Kennedy sont dramatiques : tué d'une balle dans la tête, à côté de son épouse, laisser deux enfants orphelins, et voir un imbécile comme Lyndon B. Johnson lui succéder… Mais au fond, le grand Abraham Lincoln avait connu le même sort : comme Kennedy, Lincoln était père de quatre enfants[2], comme Kennedy, Lincoln avait été tué d'une balle dans la tête, comme Kennedy, il était mort en compagnie de son épouse, et comme Kennedy, son vice-président s'appelait Johnson et avait pris sa place à la Maison-Blanche. L'Histoire est un éternel recommencement, dit-on.

Allen Dulles apprécie sans doute l'ironie de la situation, tandis que des dizaines de coups de téléphone le dérangent en permanence dans sa résidence de Washington. Il aurait presque l'impression d'être le coupable de cet assassinat tant il est assiégé par les officiels, les journalistes et autres envoyés du gouvernement ou du FBI qui souhaitent avoir son avis sur l'événement ou vérifier quelque information.

Au reste, à peine la Commission Warren s'est-elle réunie une première fois, le 5 décembre 1963, que déjà, les premières rumeurs sur le rôle de la CIA commencent à gagner le public et les journaux. La CIA ? La CIA, c'est lui, Allen Dulles. D'autres rumeurs accusent Cuba, l'URSS, la mafia, le FBI, et d'autres encore…

*

Il est donc temps de se mettre sérieusement au travail afin de faire taire ces bruits qui entretiennent une émotion oppressante au sein du peuple américain.

Pour faire fonctionner la lourde administration que va devenir la Commission Warren, on recrute un conseiller général, un homme calme et doux qui cultive des roses, joue de la flûte et fait de la photographie en amateur. Heureusement, en plus de ce curriculum vitae de chaisière, l'heureux élu est aussi connu pour ses qualités d'administrateur : James Lee Rankin est avocat général au ministère de la Justice. Pas un génie, ni un ambitieux, juste un haut fonctionnaire solide et stable qui saura se conformer aux instructions sans bousculer les uns et les autres. De plus, au poste qu'il occupe, Rankin est en relation constante avec le FBI et ses rapports avec Edgar J. Hoover sont bons. Autant profiter de cette disposition providentielle.

La question des enquêteurs se pose ensuite. Allen Dulles intervient de manière autoritaire au cours de la réunion du 16 décembre 1963 : la Commission doit utiliser exclusivement des enquêteurs issus des agences fédérales, telles que le FBI, la police ou les autres agences de sécurité. Il estime que la Commission ne doit en aucun cas recruter ses propres enquêteurs indépendamment des structures officielles, car cela créerait trop d'obstacles pour coopérer avec les agences fédérales. En outre, cela poserait des problèmes insolubles de confidentialité et de sécurité.

Avec l'appui de Rankin, l'homme qui ne veut pas contrarier le FBI, la proposition d'Allen est entérinée.

Bien joué, Allen Dulles : il possède désormais l'assurance que personne, au sein du staff de la Commission, ne contestera la ligne officielle, puisque tous les collaborateurs appartiendront aux agences du gouvernement.

Les travaux s'engagent.

Au total, près de quatre cents personnes travailleront pour la Commission à un moment ou à un autre des dix mois que dureront ses travaux. Les enquêteurs entendront cinq cent cinquante-deux témoins, et ils s'appuieront sur les vingt-cinq mille interrogatoires réalisés par les agents du FBI, sans mener aucune investigation autonome. Le rapport fera près de neuf cents pages et les annexes rempliront vingt-six volumes.

Sous la stricte surveillance d'Allen Dulles, rien ne sera permis qui s'écarte de la doctrine établie à l'avance : la culpabilité du seul Lee Harvey Oswald. Cette doctrine a été exprimée par le secrétaire adjoint à la Justice, Nicholas Katzenbach, dans un mémorandum daté du 29 novembre, date de l'annonce de la création de la Commission Warren : « Le public doit être convaincu qu'Oswald était l'assassin ; qu'il n'avait pas de complices qui sont toujours en fuite. »

La Commission travaille en toute confidentialité, sans aucune procédure contradictoire. Pour circonscrire strictement la manifestation de la seule vérité qu'il souhaite voir émerger, Allen Dulles prépare en personne avec les témoins chacune des auditions importantes. Rien de ce qui sera dit ne doit échapper à son contrôle. Allen veille tout particulièrement à soustraire la CIA à toute enquête sérieuse : sur les plus de cinq cent cinquante témoins entendus par la Commission, seuls trois appartiendront à la CIA. C'est bien peu, quand on sait à quel point le Président Kennedy et la CIA ont eu partie liée dans tant de conjurations, de coups foireux, et même d'assassinats.

*

L'ex-directeur de la CIA va même jusqu'à manipuler ses collègues et amis au sein de la Commission.

Lorsque John McCloy, à la lecture du rapport balistique du FBI, émet des doutes sur la trajectoire improbable des balles

qui ont blessé Kennedy et Connally, Allen l'emmène personnellement à Dallas, sur Dealey Plaza et dans l'immeuble du *Texas School Books Depository*, pour lui démontrer scientifiquement, sur la base de sa longue expérience à la CIA, que l'impossible course des projectiles est possible.

McCloy est-il convaincu ? A-t-il compris qu'Allen Dulles se moquait de lui ?

L'ex-haut-commissaire américain en Allemagne était intelligent en diable. Aux États-Unis, il est considéré comme l'un des six « *wise men* »[3] qui ont inspiré le pays depuis l'avant-Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin de la guerre froide. Il taira ses doutes et admettra comme réaliste la thèse que le rapport balistique du FBI et son vieux copain espion défendaient.

Par amitié avec Allen, ou dans l'intérêt supérieur du pays, sans doute John McCloy a-t-il décidé qu'il était préférable de ne rien comprendre.

*

Après dix mois de travail acharné pendant lesquels l'Alibi Club n'a plus servi à Allen Dulles son inimitable vieux bourbon, le rapport est prêt. Il prouve, de manière supposément indiscutable, que Lee Harvey Oswald est le seul coupable de l'assassinat de Dealey Plaza et que Jack Ruby est un simple déséquilibré qui a voulu faire justice.

La vérité vraie sur la mort du Président John Fitzgerald Kennedy, si toutefois elle existe, est enterrée pour toujours.

Allen Dulles a atteint son but. Il sait que le temps passera, que les témoins disparaîtront, et que les mémoires s'effaceront. Il sait que jamais des investigations de l'ampleur de la Commission Warren ne seront entreprises à nouveau. Il sait que toute autre vérité, si toutefois il en existe une autre, restera désormais impossible à démontrer.

Alors, ce soir du 23 septembre 1964, tandis qu'il trace son paraphe sur la sixième ligne de la page de garde du rapport de la Commission Warren, à la suite des signatures du juge Earl Warren, du sénateur Richard B. Russell, du sénateur John Sherman Cooper, du membre de la Chambre des représentants Hale Boggs et de l'autre représentant Gerald R. Ford, Allen Dulles se sent profondément satisfait. Après avoir soigneusement ourlé la dernière lettre de son nom, il contemple un bref instant sa signature, puis avec le sourire inimitable qui est le sien, il cède la place au prochain signataire.

John McCloy sort à son tour son stylo-plume de sa poche, puis avec un regard vers son ami Allen Dulles et vers les autres membres de la Commission Warren, il dirige sa main vers l'emplacement qui lui est réservé sur la page de garde du rapport. McCloy n'a jamais été convaincu que Lee Harvey Oswald, ce sociopathe manipulé par les communistes, était le coupable unique de l'assassinat du Président Kennedy. Pour John McCloy, il était évident qu'un tel crime, suivi deux jours plus tard par l'exécution d'Oswald dans les garages de la police de Dallas de la main d'un mafieux nommé Jack Ruby, ne pouvait qu'être le résultat d'une conjuration plus vaste, y compris au niveau de certaines officines de l'État fédéral comme le FBI ou la CIA. La mort de Lee Harvey Oswald, comme pour mieux frapper le public américain, avait même été diffusée en direct à la télévision, avec en arrière-plan un flic texan à l'air blasé qui semblait ne pas du tout être surpris par l'événement ! Pour McCloy, aucun doute n'existait : il y avait autre chose qu'un simple assassinat d'un jeune et brillant Président. Mais il y avait aussi Dulles, ce sacré Allen Dulles, si enjôleur, si éloquent, tellement compliqué à contredire… Après ce fameux voyage à Dallas en compagnie de son vieux pote Allen, John McCloy avait accepté de mettre ses doutes de côté pour entériner à

contrecœur la thèse du tireur isolé. Dulles avait été… très convaincant.

Après un dernier coup d'œil complice vers Allen Dulles, John McCloy se penche vers le document et signe.

Il n'en dira jamais plus.

Le dernier membre de la Commission Warren a signé. La messe est dite.

*

Point n'est besoin d'analyser en profondeur le rapport Warren pour mettre à jour les incohérences qu'il recèle. Allen Dulles n'a pu toutes les faire disparaître, malgré ses efforts de révision en profondeur.

Dès sa publication, des journalistes, des écrivains, des enquêteurs, des avocats, des policiers et des juges mettent en doute les conclusions du rapport. Il est vrai que nombre d'approximations dans les conclusions de la Commission Warren sont aussi discrètes qu'un porte-avions ancré sur le Potomac.

Prétendre, par exemple, comme le fait le rapport Warren, que Jack Ruby, l'assassin d'Oswald, n'a jamais eu aucune relation avec la mafia, relève de la galéjade. N'importe quel journaliste débutant, en ouvrant simplement l'annuaire des divertissements de Dallas, pouvait se rendre compte que les activités de Jack Ruby, tels que les paris clandestins, le trafic de drogue ou les machines à sous, nécessitent l'accord de la mafia. Les enquêtes ultérieures, y compris celles du Congrès, démontrèrent facilement, et longtemps après les faits, que Ruby était en contact étroit avec le « parrain » du Texas, Joseph Civello, mais aussi avec Sam Giancana ou Santo Trafficante.

Quant à la balistique, les conclusions paraissent tout aussi fantaisistes. Admettre que deux des trois balles tirées depuis le cinquième étage du *Texas School Books*

Depository – dans un délai trop court pour recharger un fusil – aient pu causer les blessures de John Kennedy et du gouverneur Connally relève de la haute voltige intellectuelle. Certes, rien n’est impossible, mais la probabilité pour qu’une balle emprunte les trajectoires décrites par l’expertise balistique du FBI est de l’ordre d’un pour un milliard. Quant à croire qu’une balle de fusil Mannlicher-Carcano reçue depuis l’arrière, et pénétrant un crâne par l’occiput, puisse avoir pour effet de projeter le corps de la victime dans le sens exactement inverse à celui de la force exercée au moment de l’impact réclame une capacité d’abstraction relevant d’une science qui n’a pas encore été inventée.

Pourtant, dans un premier temps, le rapport Warren sera soutenu par les grands médias et les chaînes de télévision, probablement au nom de la cohésion nationale après un drame ressenti au plus profond d’eux-mêmes par chaque Américain. Mais rapidement, coupable d’avoir laissé subsister trop d’incohérences, le vernis craquera. Les contestations se multiplieront. D’autres commissions seront mises sur pied, d’autres enquêtes seront relancées.

Toutefois, aucune ne dénouera jamais les fils d’une vérité qu’Allen Dulles, ce génial et méphistophélique espion, avait si bien emberlificotés.

*

Il y aura pourtant des rebondissements.

Pour une raison statistique inexpliquée à ce jour, la mortalité anticipée des personnes ayant approché de près ou de loin l’affaire Kennedy sera beaucoup plus élevée que la moyenne nationale américaine. Nombre de témoins de l’attentat de Dallas perdront la vie bien avant le terme qu’ils auraient désiré. Certains moururent dans des accidents de circulation, comme le chauffeur de taxi qui avait conduit

Oswald chez lui après les tirs sur Dealey Plaza, ou comme deux des spectateurs qui avaient aperçu des tireurs derrière la palissade en bois du talus d'Elm Street. Plusieurs furent tués par balles, y compris par les forces de police, à l'instar de Harold Russel, le témoin qui avait identifié Oswald comme le meurtrier du policier Tippit, et qui sera abattu dans un bar en 1967 par un représentant de la loi. D'autres se suicidèrent, ou perdirent la vie avec l'apparence d'un suicide, tel le shérif-adjoint Roger Craig, présent sur Dealey Plaza au moment de l'attentat, et qui avait témoigné avoir vu un second tireur à une fenêtre du *Texas School Books Depository.* D'autres, enfin, furent victimes d'agressions criminelles, à l'image de la maîtresse de Kennedy et ex-épouse d'un haut responsable de la CIA, Mary Pinchot Meyer[4], qui nourrissait de sérieux doutes sur la mort de son amant, et dont l'assassin ne fut jamais retrouvé. Du côté de la mafia, la longévité ne fut pas meilleure. Une demi-douzaine de relations de Jack Ruby, qui prétendaient avoir des révélations à faire, furent assassinées, ou se suicidèrent – selon les versions officielles.

Le syndrome de surmortalité des apparentés à l'affaire Kennedy connut plusieurs vagues. La première prit place dans les deux premières années après l'attentat de Dallas, dans les conditions indiquées ci-dessus ; la seconde se produisit au cours des années 1966-1967, au moment de l'enquête d'un procureur de la Nouvelle Orléans, Jim Garrison ; et la troisième eut lieu au milieu des années 1970, lorsque le Congrès lança l'enquête du HSCA, ou *U.S. House of Representatives Select Committee on Assassinations*.

Au cours de la deuxième vague, bizarrement, sept des témoins clés du procureur Garrison moururent dans des conditions suspectes avant de pouvoir témoigner, dont quatre à la suite d'agressions par balles et l'un massacré à

coups de machette. Dans aucun de ces meurtres, le coupable ne fut retrouvé.

La troisième vague atteignit surtout les membres de la mafia. Sam Giancana, le co-amant de Judith Campbell qu'il partageait avec John Kennedy, sera assassiné le 19 juin 1975 tandis qu'il cuisait des saucisses sur un barbecue. Johnny Roselli, qui avait participé aux complots ordonnés par Kennedy contre Fidel Castro, sera retrouvé à l'état de cadavre dans un baril de gas-oil, étranglé et les jambes coupées. C'était le 9 août 1976, trois mois après que Roselli eut « oublié » de se présenter devant la HSCA qui réenquêtait sur l'assassinat du Président Kennedy. Des trois grands chefs mafieux qui furent impliqués dans les opérations ordonnées par Kennedy contre Fidel Castro, seul Santo Trafficante décédera de mort non-violente en 1987, à l'hôpital, lors d'une opération du cœur.

Certains autres acteurs essentiels de l'affaire perdirent la vie dans des circonstances jamais élucidées. Hale Boggs, bien que membre de la Commission Warren et signataire de ses conclusions, contestera violemment les conditions dans lesquelles l'enquête avait été menée, notamment par le FBI d'Edgar Hoover sous le regard bienveillant d'Allen Dulles. Il réclamera une réouverture du dossier en parlant ouvertement de conspiration. Il ne sera pas entendu : il disparaîtra en 1972 dans un accident d'avion en Alaska. Son corps ne sera jamais retrouvé.

Cette concentration mortifère en a étonné plus d'un. Pourtant, il n'est guère possible d'en tirer de conclusion définitive. Peut-être cette longévité limitée des acteurs de l'affaire Kennedy a-t-elle une explication naturelle ? Aux États-Unis, à l'époque, environ trente mille personnes étaient tuées par balle chaque année. De plus, les professions de certains des protagonistes de l'affaire les exposaient plus que la moyenne à ce type de risque ; et notamment les membres des forces de l'ordre ou les

individus proches de la mafia. Lutter contre la criminalité ou vivre de la criminalité est une vie rude, parfois pleine de réels dangers[5].

Quoi qu'il en soit, comme toute anomalie statistique, cette surmortalité spécifique à l'affaire Kennedy demeure une source perpétuelle d'étonnement.

*

À défaut de démontrer quoi que ce soit, il est possible de faire état de doutes à propos des circonstances de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy. Malgré les dix mois d'activité frénétique de la Commission Warren, Allen Dulles n'a pu colmater toutes les brèches d'une vérité où, manifestement, trop de failles existaient.

Au demeurant, beaucoup de ceux qui ont collaboré avec Allen Dulles à la Commission Warren ont admis, après la mort du vieux maître-espion en 1969, qu'ils ne croyaient pas aux conclusions qu'elle avait produites. Pour eux, Oswald ne pouvait être le seul coupable – si toutefois il était coupable – et l'assassinat de Kennedy était nécessairement le fruit d'une conspiration.

Parmi ceux qui ont publiquement défendu cette thèse, on trouve nombre d'enquêteurs employés par la Commission, à l'instar du policier Jesse Curry, chef de la police de Dallas au moment de l'attentat, mais aussi plusieurs membres de la Commission Warren elle-même. En réalité, sur les sept membres de la Commission Warren, quatre ont exprimé publiquement leurs doutes ce qui, dans une démocratie, représente une majorité absolue. Hale Boggs et Richard Russell ont parlé ouvertement de l'existence d'une conspiration, tandis qu'un troisième, John Sherman Cooper, a surtout contesté les conclusions de la Commission sur la balistique des projectiles qui ont atteint Kennedy et Connally. Le quatrième contestataire est Gerald Ford qui,

lorsqu'il sera devenu Président des États-Unis, confiera lors d'un dîner avec le Président de la République française Valéry Giscard d'Estaing qu'il ne croyait pas qu'Oswald ait pu agir seul et que l'attentat de Dallas était une conspiration que personne n'avait su démonter.

Gerald Ford ne faisait d'ailleurs que confirmer l'avis du Président Lyndon B. Johnson lui-même. Quelques mois avant sa mort, accueillant dans son ranch du Texas Leo Janos, l'un de ses conseillers à la Maison-Blanche et auteur de nombre de ses discours, l'ex-Président Johnson lui avouera que sa conviction profonde, bien qu'il ne puisse pas la prouver, était que Dallas avait été une opération de représailles pour les conjurations criminelles menées à La Havane, telles les opérations Zapata et Mongoose : « Je n'ai jamais cru qu'Oswald a agi seul, même si je peux admettre qu'il ait appuyé sur la détente. Après le rapport de la Commission Warren, j'ai demandé à Ramsey Clark[6] de se pencher tranquillement sur le tout. Seulement deux semaines plus tard, il a rapporté qu'il n'avait rien trouvé de nouveau. »

Forcément : ce génial démiurge d'Allen Welsh Dulles avait tellement bien bouclé l'affaire…

Grâce à lui, les circonstances de l'assassinat du Président John Fitzgerald Kennedy resteront l'un des grands mystères du XXe siècle. Les centaines de milliers d'articles de presse, les milliers de livres, les myriades de témoignages supposément inédits, les tonnes d'archives soi-disant secrètes que l'on ouvre au public, et qui en définitive ne révèlent rien… Il ne résulte de ce fatras de faits plus ou moins établis, de foutaises majuscules, de semi-convictions improbables et de théories fumeuses qu'une seule certitude sur la mort de Kennedy : jamais la vérité ne sera connue. Jamais !

Car ce sacré Allen Welsh Dulles a brouillé les pistes pour toujours.

---

1 Futur 38e Président des États-Unis entre 1974 et 1977.

2 John Fitzgerald Kennedy était père de quatre enfants, dont deux sont morts en bas âge et ne sont plus vivants au moment de l'assassinat de leur père.

3 Les six « wise men », outre John McCloy, sont Dean Acheson, Averell Harriman, Robert Lovett, George Kennan et Charles Bohlen.

4 Cf. chapitre sixième, « Femmes, femmes, femmes ».

5 Note de l'auteur : merci à Pierre Daninos pour cette formule empruntée aux « *Carnets du major Thomson* ».

6 Procureur général adjoint, puis procureur général des États-Unis sous l'administration Johnson.

Épilogue
Gentleman spy

Allen Welsh Dulles : tel est son état civil complet. Il est né le 7 avril 1893 à Watertown, dans l'État de New York, et est décédé d'une pneumonie à l'âge de soixante-quinze ans, le 29 janvier 1969, à Washington, district de Columbia, dans sa très chic résidence de la capitale fédérale des États-Unis.

Que voilà une très brève épitaphe, pour un personnage qui a traversé l'Histoire mondiale du XXe siècle en y occupant une place fort singulière : celle d'un homme de l'ombre, destiné dès sa plus tendre enfance aux plus hautes fonctions du pouvoir dans la jeune Amérique et qui, avec son frère John Foster Dulles, aura gouverné le monde pendant toute une décennie et l'aura influencé pendant un demi-siècle.

Quel était l'intérêt d'Allen Dulles en sabotant à ce point les investigations de la Commission Warren ? Conviction personnelle qu'Oswald était le seul coupable ? Certainement pas ! Compte tenu du niveau d'information dont disposait l'ex-directeur de la CIA, c'est totalement impossible. Raison d'État ? Peu probable. Avait-il personnellement des choses à cacher ? Ce n'est pas exclu. Était-ce simplement une démarche d'esthète du mensonge, qui prenait plaisir à enterrer la vérité sur la mort de Kennedy ? Allez savoir…

*

On en a conscience, une sorte de balancier anime les États-Unis depuis deux siècles. Aux yeux des Non-Américains, ce formidable pays semble osciller en permanence entre infinie générosité, par exemple lorsqu'il intervient en Europe lors des deux guerres mondiales, et extrême égoïsme, comme lors des épisodes de repli isolationniste ou de guerres méta-coloniales comme le conflit hispano-américain de 1898, la guerre en Irak en 2003, et nombre d'autres événements dont font partie les conjurations organisées par Allen Dulles ou par le Président John Kennedy en Iran, au Guatemala, au Viêt-nam ou ailleurs.

À vrai dire, souvent les mêmes grands hommes qu'a produits l'Amérique sont les protagonistes des deux types d'épisodes : ainsi, le Président Woodrow Wilson, dont tant d'avenues et de boulevard portent le nom en Europe, est considéré sur le vieux continent comme un magnifique homme de paix. Au Mexique, en revanche, Woodrow Wilson est le criminel raciste qui fit bombarder par ses canonnières les civils désarmés du port de Veracruz, massacrant par centaines les pauvres Chicanos dont la vie semblait compter pour rien à ses yeux de despote néocolonisateur.

John Fitzgerald Kennedy est dans le monde occidental l'incarnation de la jeunesse, de la liberté et de la justice. Au Viêt-nam, il est l'impérialiste cynique qui provoqua l'assassinat du Président Ngô Dinh Diem, puis relança sur un mode génocidaire une guerre qui fera plusieurs millions de victimes civiles ; et au Brésil, le même Kennedy est le traître qui complota contre la démocratie du Président João Goulart pour installer une dictature militaire, laquelle durera plus de vingt ans en s'appuyant sur une répression sanguinaire.

Côté pile, côté face, Wilson et Kennedy… Curieusement, à un demi-siècle de distance, ces deux Présidents américains

furent servis par le même homme : Allen Welsh Dulles.

Aujourd'hui, le rôle d'Allen Dulles dans l'Histoire du XXe siècle est un peu sous-évalué. C'est un tort. On devrait se rappeler qu'avec son frère John Foster Dulles, dont l'aéroport international de Washington D.C. porte le nom en hommage à ses années passées en qualité de secrétaire d'État du Président Eisenhower, Allen Welsh Dulles a régné sur le monde : Foster était dans la lumière, tandis qu'Allen, en tant que directeur de la CIA, se régalait à barboter du côté obscur des affaires de l'Amérique.

Le jour de la signature du rapport Warren, probablement Allen Dulles a-t-il le sentiment de faire son devoir en enfouissant sans rémission la vérité sur la mort du Président Kennedy. Tout est une question de point de vue, car l'Histoire est capricieuse : selon l'angle depuis lequel on regarde, et selon le moment dans lequel on se place, une forfaiture peut être perçue par certains comme une nécessité d'État, tandis qu'à l'inverse, trop s'attacher à la vérité semblerait être une trahison.

Allen Dulles en avait parfaitement conscience : dans certaines circonstances, un salaud peut être considéré comme un brave, tandis que dans d'autres, un héros sera méprisé comme une ordure… En intellectuel sophistiqué, il savait tirer les leçons de l'Histoire. Il n'ignorait pas qu'existent à toutes époques et dans tous lieux des personnages cyniques et imperméables à toute forme de compassion, et qui ne rechignent pas à être considérés comme les pires des fumiers. Allen Dulles assumait avec élégance le fait d'appartenir à ce club très sélect.

Car elle est utile, et même indispensable à l'exercice du pouvoir, cette catégorie d'hommes : parmi ses contemporains forgés à la même trempe, Dulles aurait pu citer Lavrenti Beria, l'âme damnée du tyran communiste Joseph Staline, ou Heinrich Himmler, l'éleveur de poulets devenu le pilier de l'abominable Troisième Reich d'Adolf

Hitler. Bien qu’Américain, Dulles accordait une franche estime à ces deux individus ; un peu comme les chiens qui se reniflent les fesses pour savoir s’ils appartiennent au même clan, et qui se reconnaissent comme des égaux. Ainsi va l’Histoire : souvent, elle est construite par des personnages… pour le moins ambigus. Allen Welsh Dulles, qu’aux États-Unis l’on surnommait « *Gentleman Spy* », était de ceux-là. Personnage séduisant et charmeur, mais aussi redoutable fripouille, homme de l’ombre qui, sans considération de genre ou de convictions, fricotait avec les nazis, avec les grands capitalistes de la planète, ou avec les rouages obscurs du pouvoir américain, pour servir son pays, mais aussi pour son profit personnel… Allen Dulles a marqué de sa puissante empreinte le XXe siècle au cours duquel il a côtoyé Beria et Himmler, les deux affreux cités plus haut.

*

Paradoxalement, l’histoire d’Allen Dulles à la tête de la CIA aura aussi été celle d’un immense échec. Sans scrupule, ce grand héros américain a renversé des régimes démocratiques, organisé des rébellions, assassiné des leaders politiques… Mais dans aucun des pays qu’il a si efficacement bouleversés, il n’est parvenu à établir un régime durable et stable qui reconnaisse la puissante Amérique comme son suzerain.

Il avait un côté obscur, le séduisant Allen Dulles… et même très obscur. Dans le monde d’Allen Dulles, rien ne pouvait être clair. Certes, avec sa moustache soigneusement brossée, ses costumes en tweed et sa pipe à la bouche, ce distingué patricien de la côte Est arborait le profil rassurant d’un honnête homme, fidèlement dévoué à la cause de son pays et à la prospérité du monde libre.

Il n’en était rien…

Bibliographie

Dean Acheson. *Present at the Creation: My Years in the State Department*. Norton, 1969.

Charles C. Alexander. *Holding the Line: The Eisenhower Era, 1952-1961.* University of Indiana Press, 1975.

Richard Aliano. *American Defense Policy from Eisenhower to Kennedy: The Politics of Changing Military Requirements, 1957-1961.* Ohio University Press, 1975.

Stewart Alsop and Tom Braden. *The OSS and American Espionage*. Reynal and Hitchcock, 1948.

Charles Ameringer. *U.S. Foreign Intelligence: The Secret Side of American History*. Heath, 1990.

Juan José, Arévalo. *The shark and the sardines*. Kessinger, 2010.

Mary Bancroft. *Autobiography of a Spy*. William Morrow, 1983.

David Barrett. *The CIA and Congress: The Untold Story from Truman to Kennedy*. University Press of Kansas, 2005.

Richard Bissell Junior *Reflections of a Cold Warrior: From Yalta to the Bay of Pigs*. Yale University Press, 1996.

Jean-François Bouchard. *Le banquier du diable*. Max Milo Éditions, 2015.

Jean-François Bouchard. *Un demi-siècle au bord du gouffre atomique*. Max Milo Éditions, 2018.

Anthony Cave Brown. *Wild Bill Donovan: The Last Hero*. Times Books, 1982.

Peter Chapman. *Bananas: How the United Fruit Company Shaped the World.* Canongate, 2009.

Nick Cullather. *Secret History: The CIA's Classified Account of Its Operations in Guatemala, 1952-1954.* Stanford University Press, 1999.

Allen Dulles. *The Craft of Intelligence*. Harper & Row, 1963.

Allen Dulles. *The Secret Surrender*. Harper & Row, 1966.

Eleanor Lansing Dulles. *John Foster Dulles: The Last Year.* Harcourt, 1980.

Edward Jay Epstein*. Inquest: the Warren commission and the establishment of truth*. EJE Publications Ltd, 1966.

Chuck et Samuel Giancana. *Notre homme à la Maison-Blanche*. Robert Laffont, 1992.

Piero Gleijeses. *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954.* Princeton University Press, 1991.

Peter Grose. *Gentleman Spy: The Life of Allen Dulles*. Houghton Mifflin, 1994.

Townsend Hoopes. *The Devil and John Foster Dulles*. Brown, 1973.

Stephen Kinzer. *The Brothers: John Foster Dulles, Allen Dulles, and Their Secret World War.* Time books, 2013.

Peter Kornbluh. *Bay of Pigs Declassified: The Secret CIA Report on the Invasion of Cuba*. New Press, 1988.

Thierry Lentz. *L'assassinat de John F. Kennedy: Histoire d'un mystère d'État.* Nouveau Monde Éditions, 2010.

Victor Marchetti et John Marks. *La CIA et le culte du renseignement*. Robert Laffont, 1975.

Leonard Mosley. *Dulles: A Biography of Eleanor, Allen, and John Foster Dulles*. Dial, 1978.

John Prados. *Histoire de la CIA.* Perrin, 2019.

Kermit Roosevelt. *Countercoup: The Struggle for the Control of Iran.* McGraw-Hill, 1979.

Arthur M. Schlesinger Junior *A Thousand Days: John F. Kennedy in the White House.* Mariner, 2002.

Bradley Smith. *The Shadow Warriors: OSS and the Origins of the CIA*. Basic Books, 1983.

Thomas Smith. *Encyclopedia of the Central Intelligence Agency*. Facts on File, 2003.

Thomas Snégaroff. *Kennedy – Une vie en clair-obscur*. Armand Colin, 2017.

James Srodes. *Allen Dulles: Master of Spies*. Regnery, 1999.

Rapport de la commission Warren sur l'assassinat du Président John F. Kennedy. Robert Laffont, 1965.

Hugh Wilford. *The Mighty Wurlitzer: How the CIA Played America*. Harvard University Press, 2008.

À part les ouvrages recensés ci-dessus, les deux plus remarquables sources de renseignements sur la période racontée dans ce livre sont, d'une part la CIA elle-même, et d'autre part le gigantesque fonds documentaire historique de *The National Security Archive* de l'Université George Washington.

La CIA, avec un souci de transparence qu'il importe de saluer, publie – avec un certain délai de déclassification – la plupart de ses rapports et documents confidentiels sur son site internet : https:// www.cia.gov/library/readingroom/.

On y trouve les rapports détaillés et les échanges de courrier de l'Agence sur la plupart des conspirations racontées dans ce livre.

La seconde source, tout aussi extraordinaire par sa richesse et sa transparence, est *The National Security Archive* : en

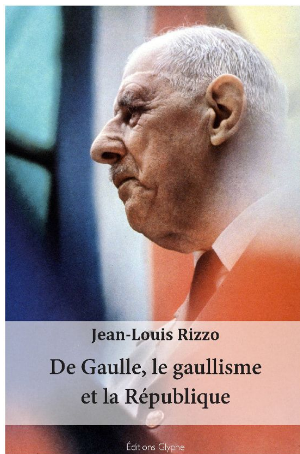
vertu du *Freedom Information Act* signé par le Président américain Lyndon B. Johnson en 1966, cette organisation publie sans relâche, dès qu'ils sont déclassifiés, les documents de la CIA, de la diplomatie américaine, du Pentagone, des services de la Maison-Blanche ou d'autres sources de première importance. Elle agit également en justice lorsque des réticences injustifiées entravent la publication de certaines pièces, et obtient souvent la condamnation des grandes institutions trop éprises d'opacité.

De même que pour le site de la CIA, le site internet de *The National Security Archive* est une mine inépuisable de mémos, rapports et documents confidentiels ou top secret. Ce livre lui en est particulièrement redevable : https://nsarchive.gwu.edu/.

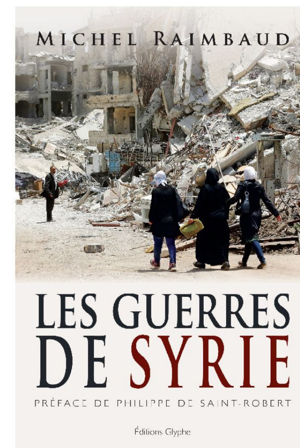
Votre avis nous intéresse !

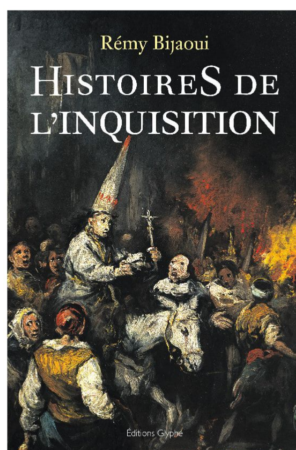
Laissez un commentaire sur le site de votre libraire en ligne et partagez vos coups de cœur sur les réseaux sociaux !

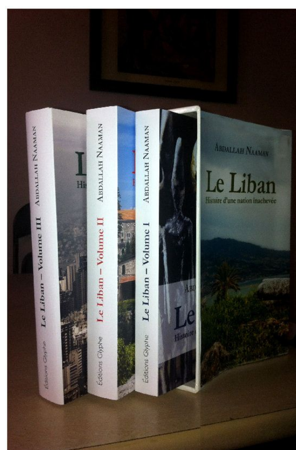
Collection Histoire et société
Disponibles en numérique

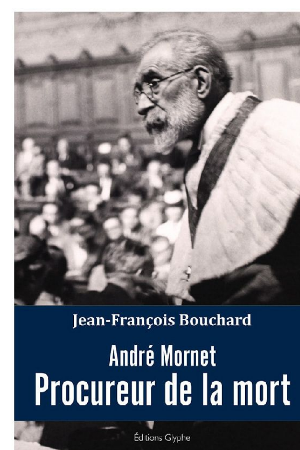












Éditions Glyphe
85, avenue Ledru-Rollin – 75012 Paris
www.editions-glyphe.com

e-ISBN : 9782369341758

Ce livre a été réalisé par Primento, le partenaire numérique des éditeurs